

DÉBATS

Enseignement

Le lycée de Napoléon

par Jacques Hui

RENTRÉE 1990 : les lycées sont encore surchargés, les classes de seconde de plus en plus hétérogènes. Une nouvelle fois, le lycée de Napoléon devra accueillir les futurs adultes de l'an 2000. Une nouvelle fois, un système conçu pour former une élite soigneusement triée sera chargé de former près de 60 % d'une classe d'âge. La gravité de cette situation sera encore accentuée par le manque de professeurs, en particulier dans les disciplines scientifiques et technologiques : 2 840 postes de certificats non pourvus aux concours 1990 pour 11 800 postes offerts, un déficit de près de 25 % !

Certains en profiteront pour ressortir les banderoles et crier au scandale, les mêmes d'ailleurs qui, en 1989, ont abandonné le combat pour obtenir qu'un plan pluriannuel et une loi de programmation obligent à mieux apprécier les besoins, à fixer des objectifs, à étudier les transformations nécessaires et à définir les priorités. D'autres reprendront la sempiternelle litanie sur l'insuffisance des créations de postes sans pour autant apporter le remède magique qui permettrait de trouver des candidats pour les occuper.

La rentrée 1990 ressemble dans les lycées à la rentrée 1989, avec un peu plus de désillusion chez les uns, un peu plus de colère chez les autres, beaucoup de lassitude et d'inquiétude en tout cas chez les parents et chez les jeunes face à un lycée qui a de plus en plus de mal à répondre à la mission qui lui est confiée.

Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé depuis trente ans de faire évoluer l'enseignement des lycées pour qu'ils accueillent le flux toujours croissant de jeunes à l'issue du collège. Création des baccalauréats technologiques, diversification des filières générales : beaucoup a été fait pour répartir ces lycées dans des formations plus différenciées. Mais ce mouvement positif s'est accompagné de plusieurs effets pervers : hiérarchisation progressive des différentes filières, fondée de façon prépondérante sur les mathématiques et conduisant logiquement les meilleurs élèves vers la section C, même si leur vocation n'était pas scientifique ; augmentation des horaires hebdomadaires de cours pour insérer de nouvelles disciplines dans des emplois du temps déjà croulants ; cloisonnement crois-

sant entre les différentes filières, rendant quasi impossible le passage de l'une à l'autre ; transformation consécutive de la seconde en classe de détermination pour retarder d'un an le palier d'orientation, d'où l'hétérogénéité croissante de ces classes et les problèmes qui en résultent ; évolution des critères de sélection à l'entrée en université et en IUT, conduisant à une orientation par éliminations successives et à sa conséquence inévitable, une augmentation des échecs en premier cycle.

Multiplier les options

Comble du paradoxe : les IUT recrutent de moins en moins dans les classes technologiques, pour lesquelles ils constituaient un aval naturel, et obligent ainsi les bacheliers technologiques à s'inscrire dans les DEUG, formations auxquelles ils ne sont pas préparés et où beaucoup échouent. Le baccalauréat lui-même devient sujet à interrogation tant il devient difficile de l'organiser. Et ce n'est pas un hasard si paraissait en 1989 ce livre que l'on peut croire prophétique si rien d'autre ne change : *Le baccalauréat n'aura pas lieu*.

L'annonce à grands coups de trompette que la nation s'engageait à amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat répond à une demande sociale justifiée et à une nécessité économique, mais elle amplifie les problèmes et peut conduire à une situation tellement difficile que le système cherchera à s'autoréguler : refus de redoublement pour les élèves trop âgés, tendance à baisser le niveau du baccalauréat pour faire de la place. La qualité de l'enseignement de nos lycées, aujourd'hui reconnue sur le plan international, risque de se dégrader au détriment des jeunes.

Cette analyse, beaucoup la font depuis de nombreuses années, mais la réflexion sur la réforme des lycées semble s'être bloquée après les deux tentatives avortées de Jean-Pierre Chevènement en 1985 et de René Monory en 1986. Un certain consensus semble pourtant se faire jour sur les objectifs à atteindre : donner à notre enseignement des lycées beaucoup plus de souplesse tout en maintenant sa qualité ; multiplier les passerelles pour faciliter les changements d'orientation ; aller vers un système beaucoup plus optionnel ;

diminuer la charge horaire des cours au profit de plus de travail personnel ; améliorer la liaison avec l'enseignement supérieur ; revoir les modes d'évaluation ; restaurer le concept d'excellence dans d'autres disciplines que les mathématiques.

Pour réaliser ces objectifs, il faut une profonde réforme. Il faut tout d'abord aller résolument vers un système modulaire. Celui-ci permettrait à chaque élève de construire son propre cheminement scolaire en fonction de ses goûts, de ses aptitudes, de ses projets au-delà du lycée : possibilité de choisir par semestre un certain nombre de matières dans une série de « menus » possibles ; choix tout d'abord d'options majeures, celles qui préfigurent une orientation générale des études (scientifique, littéraire, technologique, artistique, économique) ; choix ensuite d'options de culture destinées à équilibrer les options majeures et à maintenir le niveau de culture générale caractéristique des lycées français et facteur important de leur renommée. Le nombre d'enseignements obligatoires pour tous devrait être réduit au minimum afin de laisser toute place à la diversification pédagogique selon qu'il s'agit pour une même matière d'une option de culture ou d'une option majeure.

Un baccalauréat par unités

Il faut ensuite abandonner la culture encyclopédique, qui a conduit à l'empilement des disciplines et à l'inflation des horaires. La culture générale doit aujourd'hui se concevoir autrement : elle doit s'alimenter au contact des connaissances anciennes ou nouvelles, mais plus en éveillant la curiosité et en développant à partir d'exemples comment apprendre à apprendre dans tel ou tel domaine qu'en cherchant à être exhaustive.

Il faut passer du baccalauréat tel qu'il est organisé actuellement à un baccalauréat obtenu par unités capitalisables, indépendantes les unes des autres et permettant pour ceux qui s'interrompent en chemin, la liaison avec la formation continue. Il faut revoir, dans le même temps, les critères d'admission dans les différents premiers cycles de l'enseignement supérieur, qui gagneraient eux aussi à s'organiser sur le même modèle.

Ce système n'est pas utopique. Il constitue une chance pour les jeunes de prendre en main leur propre projet sans rien abandonner des exigences d'effort et de qualité. Il est la seule voie pour résoudre le problème de la surcharge des lycées. Il nous semble suffisamment innovateur pour réattirer vers le métier d'enseignant beaucoup de jeunes qui aujourd'hui s'en détournent. Il peut être l'objet d'une mise en place progressive dans le cadre d'un plan pluriannuel.

Après le plan lecture et l'évolution de l'école primaire, premières clés de la réussite, le lycée constitue aujourd'hui le chantier le plus urgent pour une réelle mise en application de la loi d'orientation de 1989. Des propositions existent. Le ministre a annoncé un calendrier de travail. Si l'on se met enfin à chercher, le lycée de l'an 2000 ne sera plus introuvable.

► Jacques Hui est président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP).

Agriculture

Culs-terreux folkloriques

par Jean-Luc Vadakarn

VINGT ans d'action syndicale. Vingt ans de courbettes et de reculades. Deux de nos présidents promus ministres, picorant dans la main du pouvoir. Aujourd'hui, s'ils sont débordés par leur base, c'est que les syndicats agricoles n'ont plus aucune crédibilité aux yeux des plus désespérés.

En Vendée, l'expulsion des agriculteurs qui occupaient la préfecture s'est faite avec la bénédiction des délégués syndicaux. Ceux-ci ayant appris que des forces de police faisaient mouvement vers la préfecture, n'alertaient pas leurs adhérents pour autant. Une fois la ferme improvisée démontée, au grand soulagement des autorités, il ne resta plus à l'agriculteur qu'à bloquer les routes, ce qui le déconsidère un peu plus aux yeux de la population et ne gêne en rien la grande braderie de notre agriculture nationale. On nous savait polaires, assistés par « la mansuétude des pouvoirs publics qui nous ont accordé des milliards » (dit M. le préfet du Finistère), nous voilà sadiques et terroristes, cou-

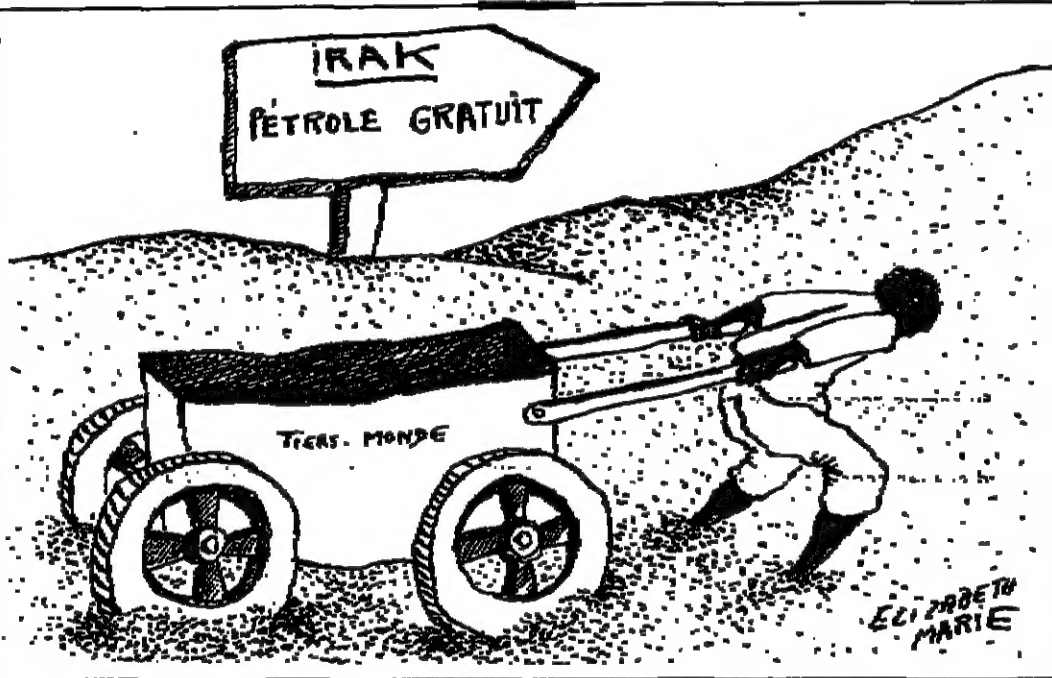
pés d'une population qui nous ignore, pour laquelle nous ne sommes que des culs-terreux folkloriques.

Dans les cinq ans qui viennent, la moitié des exploitations va disparaître. Les dépôts de bilan, saisies, suicides, l'ANPE, le RMI ou les petits boulots nous attendent. Dans l'indifférence générale.

La France est le parc de loisirs de l'Europe. L'Aquitaine est anglaise. Ailleurs, Allemands, Danois, Hollandais rachètent terres et maisons au prix fort. Dans les villages, nos voisins se plaignent des odeurs d'ensilage et des bouses sur la route. Quand il ne brûle pas en été, notre bois part pour l'Italie, nos tomates viennent d'Espagne, nos agneaux d'Angleterre, le bœuf d'Allemagne, et la Hollande est l'autre pays du fromage. Qui sommes-nous pour barrer les routes ? Et quel poids électoral avons-nous ? Plus aucun, et, à la manière du Candide de Voltaire, je dirai : « Cultivez votre jardin ! » La France n'a plus besoin de vous.

► Jean-Luc Vadakarn est élu au Girouard (Vendée).

TRAIT LIBRE



COURRIER

Les dictatures arabes renforcées

Marée fondamentaliste, intolérance, intégrisme... Les médias occidentaux ne sont pas pour peu dans le développement de cette véritable psychose de l'islam et des Arabes qui déferle sur l'Occident depuis quelques années. Mais voilà que se développe au sud de la Méditerranée une psychose symétrique.

Le mois dernier, devant les télévisions, les Tunisiens fanatiques d'Antenne 2 avaient assisté éberlués au départ du *Clemenceau* : chargement d'armes, femmes et enfants sur le quai... touchants adieux... Quelqu'un s'est écrié dans mon oreille : « Les croisés reviennent », et le cri venait du cœur.

Ces armées occidentales, qui foncez sur des objectifs arabes, ont réveillé les peurs les plus enfouies, les plus archétypales. Mais les dégâts risquent d'être plus terribles. La faillite de toutes les dictatures arabes devenant, un quart de siècle après les indépendances, évidente aux yeux de leurs citoyens.

Le débat au sein de la conscience collective était : par quoi remplacer ces régimes de l'homme unique, du parti unique et du dogme unique qui ont jeté nos peuples dans les impasses historiques et renforcé leur conduite d'échec ?

L'islamisme se présentait comme la solution. Mais sait-on assez en Occident qu'une autre solution luttait pour s'imposer : la solution démocratique. Faible, balbutiante, embryonnaire, elle n'en existait pas moins, porteuse de tous les espoirs. L'intervention

occidentale lui a peut-être donné le coup de grâce. Elle renforce des régimes odieux à tous les Arabes, par leurs frasques, les richesses dilapidées de la nation, qui plus est théocratiques, moyenâgeux, et fondamentalement hostiles aux droits de l'homme.

Par une action indirecte, elle renforce des régimes qui ne les valent pas mieux sur ce plan et qui vont retrouver une seconde jeunesse en devenant des chevaliers du nationalisme menacé. Le rôle de tous les démocrates, et de tous les hommes épris de paix en Occident, est de bloquer cette infernale confrontation.

MONCEF MARZOUKI, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme

Trois Palestiniens dans le désert

En 1972, le Festival du jeune cinéma arabe de Damas, non sans paradoxe, primait un curieux film, *les Dupes*, réalisé par le cinéaste égyptien Tewfik Salah, avec des capitaux syriens et d'après le roman de l'écrivain palestinien (tué depuis) Ghassan Kanafani, *Des hommes au soleil*. Il serait bon que l'une de nos chaînes de télévision programme ce long métrage au titre prophétique (*Al Makhduoun*, en arabe).

Il nous raconte en effet, sous la forme d'une fable, la tragédie d'aventure de trois Palestiniens de générations successives qui, désireux de gagner clandestinement l'Eldorado du Koweït à travers le désert du Chatt-al-Arab, s'en remettent malencontreusement à un passeur, lui aussi arabe, qui les convainc de se dissimuler dans la citerne vide de

son camion (il est transporteur d'eau). Le passage de la frontière irako-koweïtienne ne prend que quelques minutes, leur assure-t-il. Passé cette courte épreuve, vous atteindrez la Terre promise de l'émirat pétrolier, et tous vos problèmes seront résolus.

Las, les douaniers (qui symbolisent évidemment les gouvernements arabes indécis, palabreurs et inefficaces) retardent inopinément leur « sauveur », et les trois Palestiniens, trompés une fois de plus, périssent étouffés dans la citerne chauffée à blanc dans le désert ! Leur mentor s'en débarrasse sur un tas d'immondices sans autre forme de procès.

Tous les ingrédients de la « guerre du Golfe » se retrouvent dans ce film palestino-syro-égyptien situé aux confins irako-koweïtiens.

Ceux qui voient dans Saddam Hussein le *deus ex machina* capable de redonner aux Arabes fierté et dignité, de les sortir du sous-développement et de régler l'épineuse question du Proche-Orient, devraient revoir et méditer *les Dupes* et se demander si, en cas de succès, le voleur de Bagdad utiliserait mieux que les arrogants émirs les pétrodollars. Il est vrai que les Arabes ne sont pas les seuls « dupes » de Saddam Hussein...

GUY HENNEBELLE, directeur de la revue CinémaAction

La Provence contre le TGV

Un TGV en Provence, pour quoi faire ? On n'a pas le sentiment que la SNCF ait affiché ses objectifs clairement.

S'agit-il de favoriser ses seuls

intérêts économiques et ceux des fabricants du TGV ? Des voyageurs qui traversent notre région ? Ou de ses habitants ? Dans la dernière hypothèse, comment se fait-il que l'on continue à fermer des gares et qu'on fasse si peu pour améliorer les dessertes à moyenne distance ?

Les calculs de rentabilité, tels qu'ils sont présentés, restent sommaires et discutables. Il ne suffit pas d'avancer quelques chiffres, sur les économies de carburant par exemple. S'agit-il de concurrencer Air Inter ? Quelle en sera la rentabilité pour l'ensemble de l'économie nationale ?

Parler seulement de rentabilité pour la SNCF et de « tranquillité » pour les habitants, c'est passer à côté des valeurs qui accordent une large place au cadre de vie. Celui-ci est inestimable.

Ce projet ne semble pas assorti des études de faisabilité ni des études d'impact que tout élève de grande école apprend aujourd'hui à intégrer à un projet important. Ou bien la SNCF ne les a pas réalisées, et elle mérite de revoir sa copie, ou bien elle les a réalisées et n'ose pas en faire état.

Les réserves que suscite cette affaire parmi la population sont confortées par un double ras-le-bol à l'égard de la suprématie parisienne et des technocrates. Les provinces du Sud en ont assez d'aller plaider le moindre dossier à Paris.

Alors, quand un projet aussi discuté est présenté avec un tel dédain, que peuvent faire les Provençaux, sinon laisser exploser leur colère ?

PIERRE SAMSON, Organisateur conseil, Farnes-les-Fontaines (Vaucluse)

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-50-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

SEPTEMBRE 1990

LA MATERNELLE EN DANGER ?

Également au sommaire :

- FRANÇAIS, PHILO : TOUS LES SUJETS DU BAC 90
- SECONDAIRE : REGARDS SUR LA RENTRÉE
- SOCIÉTÉ : L'ÉCOLE ET LA PRÉVENTION CONTRE LA DROGUE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكرا من الوطن

LA CRISE DU GOLFE

Alors que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, est attendu à Damas

Le président Bush a enregistré son « message » au peuple irakien

Le président George Bush a enregistré, mercredi 12 septembre, un message vidéo « personnel » et « direct » au peuple irakien. D'une durée de huit minutes, la cassette devait être remise jeudi à l'ambassadeur irakien à Washington, Mohamed Al Maahat, par le numéro deux du département d'Etat, Lawrence Eagleburger. Si cette cassette est diffusée à la télévision irakienne, comme l'avait proposé récemment M. Saddam Hussein, elle sera également distribuée dans le monde afin de permettre à quiconque de vérifier qu'elle n'a pas été altérée par les autorités irakiennes. Pour éviter d'éventuelles « coupes », le message est accompagné de sous-titres et d'une traduction audio en arabe.

Dans son message « très franc » — qui n'est pas une « attaque » contre M. Saddam Hussein, souligne-t-on à Washington — M. Bush rappelle les objectifs des Etats-Unis dans la région du Golfe, notamment la défense de l'Arabie saoudite.

Le président américain affirme que les Etats-Unis n'ont rien contre le peuple irakien et que, si celui-ci souffre, c'est en raison de l'invasion du Koweït décidée par le

gouvernement de Bagdad. Pour sa part, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a estimé mercredi que le discours du président des Etats-Unis devant le Congrès (le Monde du 13 septembre) était « le prototype d'un discours impérialiste » et que les Américains cherchaient à « imposer leur dictature au monde ».

Dans une déclaration à l'agence irakienne INA, M. Aziz a rejeté les propos de M. Bush, qui affirmait que les Etats-Unis ne pouvaient « permettre qu'une ressource aussi essentielle (que le pétrole) soit dominée par quelques uns d'entre eux ».

A Damas, le président syrien, Hafez Al Assad, a estimé, mercredi, que l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak étaient « une erreur impardonnable et une catastrophe terrible (pour la nation arabe). Devant un événement aussi grave, la Syrie peut-elle demeurer les bras croisés, sans prendre position ? », s'est interrogé le président syrien dans un discours prononcé lors d'une cérémonie de promotion de parachutistes, membres de la jeunesse de la révolution du parti Baas (au pouvoir). Il a, en outre,

observé que le problème résidait dans l'occupation du Koweït par l'Irak et non dans la présence de forces étrangères dans le Golfe.

« La Syrie n'appuie pas cette présence dans le monde arabe, mais le problème qui se pose actuellement se place au niveau des dissensions interrégionales (...). Résolvons notre

problème et les forces étrangères quitteront le Golfe. » a-t-il ajouté, en invitant « les pays arabes à coopérer ensemble pour sortir du piège (...) en laissant le Koweït à ses habitants ».

La Syrie avait envoyé au mois d'août un premier contingent de 1 100 soldats en Arabie saoudite,

et la déclaration du président Al Assad intervient à la veille de la visite prévue jeudi à Damas du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

Incident à la conférence de Paris sur les PMA

La crise du Golfe a provoqué, mercredi à Paris, le premier incident à la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA) et une querelle ouverte entre Arabes de la région à la suite d'une violente diatribe du représentant de l'Irak.

L'ambassadeur irakien, Abdul Razzak Al Hachimi, a vivement critiqué à la tribune la présence militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dans le Golfe et justifié l'intervention de Bagdad par des appels de « révolutionnaires koweïtiens ». Cette déclaration a suscité la réaction des Etats-Unis contre « l'agression irakienne », puis des Saoudiens, des Koweïtiens et de leurs voisins des Emirats arabes unis et du Qatar, qui ont répliqué aux attaques de l'ambassadeur irakien en France en condamnant « les ambitions expansionnistes » de l'Irak.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite à Paris a affirmé sa conviction que « l'Irak de droit allait prévaloir », tandis que le représentant américain regrettait que la délégation de Bagdad ait choisi « d'abuser de l'hospitalité de cette conférence (...) pour lancer une attaque perfide sur des pays

qui s'opposent à son agression ». Par ailleurs, l'Irak a l'intention de contester la représentativité du Koweït à la conférence de Paris.

Réuni pour la première fois depuis le début de la crise, le comité des délégués des ministres du Conseil de l'Europe (Europe des 23) a condamné mercredi à Strasbourg « l'agression irakienne » et « les violations de règles élémentaires du droit international » commises par Bagdad.

Il demande le « retrait inconditionnel » des troupes irakiennes du Koweït et estime que tous les Etats « devraient appliquer dans l'immédiat les sanctions demandées par les Nations unies ».

A Bruxelles, la Commission européenne a proposé mercredi aux Douze de verser au total 1,5 milliard d'euros (1,95 milliard de dollars) à l'Egypte, la Jordanie et la Turquie pour aider ces pays à faire face aux conséquences de la crise du Golfe. La moitié de cette somme sera prise en charge par le budget de la Communauté pour 1991, le reste venant de contributions volontaires des Etats membres. La Commission prévoit également de constituer dans le budget de la CEE une réserve de 150 millions d'euros (195 millions de dollars) pour une éventuelle extension de l'aide à d'autres pays affectés par la crise du Golfe, comme le Maroc ou le Bangladesh. — (AFP, Reuters, AP.)

Aux Etats-Unis

La Chambre des représentants adopte un amendement critiquant le Japon

La Chambre des représentants a adopté mercredi 12 septembre un amendement symbolique marquant son mécontentement devant ce qu'elle considère être le peu d'empressement du Japon à soutenir le déploiement militaire américain dans le Golfe.

Par 370 voix contre 53, les représentants ont voté un texte prévoyant l'évacuation annuelle de cinq mille soldats américains stationnés au Japon jusqu'à ce que Tokyo accepte de couvrir la totalité du coût de la présence militaire américaine dans l'archi-

pel. « J'exprime mon profond dégoût à l'égard du manque de soutien que nous avons reçu de la part des Japonais », a déclaré le député républicain John Kasich.

Par contre, Taiwan s'est engagé à contribuer à hauteur de 100 millions de dollars au dispositif américain dans le Golfe. Selon le journal local United Evening News, le vice-ministre taiwanais des affaires étrangères se trouve actuellement à Washington pour discuter des modalités de cette aide. — (Reuters, AFP.)

NATIONS UNIES : faute de consensus

Le comité des sanctions confie au Conseil de sécurité la définition des critères d'aide humanitaire

Après quatre jours de discussions serrées, les quinze membres du comité des sanctions se sont séparés, mercredi 12 septembre, sans être parvenus à un accord sur les conditions d'une aide humanitaire à apporter aux populations civiles d'Irak et du Koweït.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Pour sortir de l'impasse, le comité a décidé de confier au Conseil de sécurité des Nations unies, composé des mêmes pays membres, le soin de définir au plus vite les critères de cette aide dans le cadre d'une future résolution du Conseil — laquelle pourrait être adoptée à la majorité et non par consensus. Parallèlement, le prince Agha Khan, chargé de coordonner les programmes d'assistance humanitaire en Afghanistan, a été chargé par le secrétaire général de la même mission dans la région touchée par la crise du Golfe.

Le différend ne au sein du comité des sanctions résulte de la volonté de certains pays (Cuba et le Yémen, notamment) de ne pas fixer de conditions à l'octroi d'une aide alimentaire aux populations civiles concernées. Mais la majorité des membres du comité est d'avis que la destination réelle de cette aide doit être contrôlée afin d'éviter que soit ouverte une brèche dans l'embargo instauré le 6 août dernier.

Contrôler les destinataires de l'aide

C'est ce souci de contrôler les destinataires que l'on devrait retrouver dans le texte soumis très prochainement à l'approbation du Conseil et sur lequel les cinq membres permanents ont déjà donné un accord de principe.

Après avoir affirmé que l'Irak « porte l'entière responsabilité de la santé et de la sécurité » des populations civiles, ce document insiste sur la nécessité de bien identifier les catégories de personnes visées

par une éventuelle aide humanitaire, telles que « les enfants de moins de quinze ans, les femmes enceintes et celles qui allaitent leur enfant ».

Enfin, il est clairement indiqué que ces vivres « devront être acheminés par l'intermédiaire des agences humanitaires, distribués par elles et sous leur contrôle de jour à l'assurance qu'ils parviennent bien aux destinataires précédemment désignés ».

Il s'agit d'un cas pratiquement sans précédent dans l'histoire de l'organisation, ce qui explique sans doute pourquoi ce « dossier passionnel, traité avec passion », selon l'expression d'un diplomate occidental, n'a pu aboutir.

Même dans le cas de l'embargo décrété au milieu des années soixante à l'encontre de la Rhodésie, le problème d'une éventuelle aide alimentaire ne s'était pas posé dans les mêmes termes qu'aujourd'hui à propos de l'Irak.

La Rhodésie pouvait alors compter sur une relative auto-suffisance alimentaire. Dans le cas présent, les grands principes de cette aide consistaient à des seules fins humanitaires étant définies, on voit mal comment ils vont pouvoir être appliqués dans la réalité.

Dans un premier temps, cela suppose que l'Irak accepte la présence d'organisations humanitaires internationales sur son territoire. Or, dès mercredi soir, l'ambassadeur d'Irak à l'ONU a fait savoir que son pays était opposé à un tel contrôle.

Par ailleurs, il paraît difficile de pouvoir instaurer et surveiller des pratiques discriminatoires visant à fournir une aide aux seules catégories retenues. Sauf à mettre un contrôleur international derrière chaque enfant de quinze ans ou chaque femme enceinte pour s'assurer que la boîte de lait ou la bouteille d'eau potable qui leur est affectée ne s'égare pas entre les mains d'un adulte, irakien de surcroît.

SERGE MARTI

France Inter a été réalisée les 10 et 11 septembre auprès d'un échantillon national représentatif de huit cent dix personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

Troisième réunion d'information à Matignon. — M. Michel Rocard a reçu, mercredi 12 septembre, pour la troisième fois, les représentants des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat pour les informer de la situation dans le Golfe. La prochaine réunion entre le premier ministre et les parlementaires a été fixée au jeudi 20 septembre.

L'Iran hésite à aider l'Irak à rompre l'embargo

Suite de la première page

L'ayatollah Khamenei a rappelé que l'Iran condamne l'invasion irakienne du Koweït, tout en faisant remarquer que le président Saddam Hussein y avait été encouragé par le soutien dont il a bénéficié de la part de l'Occident pendant les années de guerre contre l'Iraq.

La violente diatribe de M. Khamenei contre les Etats-Unis a été accueillie avec sang-froid tant à Paris qu'à Washington. Un haut responsable français, proche de M. François Mitterrand, a déclaré que cette prise de position ne constituait pas un changement de la politique iranienne, mais relevait plutôt de luttes internes à Téhéran. Certains veulent profiter de l'occasion pour contester la « ligne Rafsandjani » dans la crise du Golfe.

Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat a pour sa part estimé que l'Iran appuierait les sanctions de l'ONU contre l'Irak malgré l'appel à la guerre sainte de l'ayatollah Khamenei.

Divergences politiques

Il convient cependant de nuancer les déclarations de M. Khamenei qui n'a pas l'autorité religieuse suffisante pour lancer un véritable appel à la guerre sainte. En effet, dans la hiérarchie chiite, seuls les Grands Ayatollahs ont ce pouvoir.

Sa prise de position constitue donc d'abord un exercice de rhétorique dont le premier objectif semble être de ne pas laisser à l'Irak le monopole de la propagande politico-religieuse anti-américaine, dont l'Iran avait dans un passé récent l'exclusivité.

Mercredi, encore, la plus haute instance de théologiens musulmans en Irak, le Conseil des grands ulémas, promulguait une « fatwa » (décret religieux) appelant tous les musulmans au Jihad (guerre sainte) afin d'écartier les dangers émanant de la présence américaine en Arabie saoudite.

Le guide suprême de l'Iran tente aussi, de cette façon, de réaffirmer son autorité face au président de la République, M. Rafsandjani, qui, aux termes de la nouvelle constitution, jouit de pouvoirs quasi dictatoriaux.

En outre, il a tout à fait le droit de nuire au décès de l'imam Khomeiny — bien qu'il ne possédait aucune des qualifications exigées par l'article 5 de la constitution alors en vigueur — le guide suprême de la République islamique refuse de limiter ses fonctions à l'inauguration des chrysanthèmes. Il ne perd aucune occasion pour souligner qu'il est l'unique dépositaire de l'héritage de l'imam.

Tant que l'Iran ne sera pas débarrassé de ce legs envahissant, en persécutant une « dhikmounisation » à peine amorcée, un certain antagonisme persistera au sein du tandem Khamenei-Rafsandjani au nouveau à Téhéran.

Comment Bagdad envisage de livrer du pétrole à Téhéran

L'Iran et l'Irak se seraient entendus pour contourner l'embargo, jusqu'ici strictement appliqué sur les exportations irakiennes et koweïtiennes de brut. Selon les milieux pétroliers, le plan étudié par les deux pays consisterait à livrer du brut irakien à l'Iran non pour être directement réexporté mais pour alimenter la consommation locale. L'Iran consomme environ 700 000 barils de brut par jour sur une production totale de 3,3 millions. Les livraisons irakiennes permettraient donc à la République islamique d'accroître les exportations de son propre brut.

Le pétrole ainsi dévié serait ainsi plus aisé à écouler. En effet, chaque brut, comme les crues viticoles, possède ses qualités propres qui le rendent aisément identifiable par les acheteurs.

Ce système, pour ingénieux qu'il soit, aurait cependant des limites. D'abord parce que les capacités de transport d'un pays à l'autre sont faibles. La plus simple consiste à organiser une noria de camions citernes éventuellement en détournant une partie de la flotte qui alimente actuellement la Jordanie vers

l'Iran. Mais les quantités ainsi livrées pourraient difficilement dépasser 200 000 barils par jour.

Une autre solution est envisageable : la construction d'un petit oléoduc reliant les réseaux des deux pays très proches à certains endroits de la frontière (quelques dizaines de kilomètres). Mais ces travaux prendraient du temps et seraient de toutes façon aisément repérables.

Autre difficulté majeure : l'éloignement des grandes raffineries irakiennes. Mise à part celle d'Abadan, située au bord du Chatt-el-Arab, d'une capacité de 100 000 barils/jour, et le complexe pétrochimique d'Awraz, la plupart des grandes raffineries irakiennes sont situées à l'intérieur du pays (à Téhéran, Isfahan, Chiraz, etc...) et difficiles à atteindre.

Le plan actuellement étudié ne pourrait donc en tout état de cause permettre qu'un courant d'exportation limité, très loin du volume atteint par l'Irak avant le blocus, soit 2,7 millions de barils/jour.

V. M.

NATACHA MICHEL



Fiction & Cie

Natacha Michel
Le jour où le temps
a attendu son heure

roman / Seuil

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche.
110 F

Editions du Seuil

LA CRISE DU GOLFE

Les sanctions contre l'Irak

Le Parlement européen se prononce pour un embargo strict

Le Parlement européen s'est prononcé, mercredi 12 septembre, à une large majorité – trois cent cinq voix pour trente-sept contre et quarante-neuf abstentions – en faveur d'un embargo strict à l'égard de l'Irak. Les Verts et les droites européennes de M. Jean Marie Le Pen se sont opposés au texte parlementaire tandis que les communistes français, les sociaux-démocrates portugais et les non-inscrits s'abstenaient.

STRASBOURG
(Communauté européenne)

de notre correspondant.

A l'instar des gouvernements des Douze, l'Assemblée de la CEE considère qu'un « embargo complet » est la seule solution alternative à un conflit armé. Le document recommande toutefois, conformément à la résolution 661 du Conseil de sécurité, que l'embargo ne s'applique pas aux pro-

duits médicaux et alimentaires « considérés comme essentiels à la survie des populations civiles ».

M. Valéry Giscard d'Estaing qui pense qu'« une évaluation sérieuse » des mesures prises contre M. Saddam Hussein ne pourra être faite avant la fin de l'année, a également estimé que les États membres, à l'exception de la France et de la Grande-Bretagne qui déploient leur propre dispositif militaire, devraient accepter une contribution financière à l'opération « boucher du désert ».

De son côté, M. Jacques Delors a indiqué que les ministres des affaires étrangères de la CEE devraient arrêter, lundi 17 septembre à Bruxelles, l'aide économique à la Jordanie, l'Égypte et la Turquie. Sur les 9 milliards de dollars dont ces trois pays auraient besoin d'ici à la fin de 1991 pour compenser les effets de l'embargo, la Communauté pourrait contribuer à concurrence de 2 milliards (deux tiers sous forme de dons et un tiers de prêts), le reste devant être à la charge des autres pays de l'OCDE et surtout de l'Arabie saoudite et des Émirats (autour de 60 %).

Le président de la Commission a quelque peu surpris son auditoire en mettant en cause les Occidentaux dans la crise du Proche-Orient. M. Delors a ainsi expliqué que les recettes pétrolières des treize pays arabes producteurs de pétrole ont atteint ces dernières semaines 1 150 milliards de dollars dont 40 % ont été consacrés à l'achat d'armes et de matériels militaires et 25 % à leur développement économique et social.

Prenant le relais de M. Giulio Andreotti, président en exercice de la Communauté, qui s'était également exprimé dans ce sens, M. Delors s'est prononcé pour une solution globale à l'instabilité du Proche-Orient : « Si cette crise est résolue avec la victoire du droit, rien ne sera comme avant, et Israël devra en tenir compte ainsi que les puissances qui occupent le Liban. » La résolution parlementaire reprend aussi ce thème : « Le dialogue euro-arabe pourrait contribuer après le rétablissement de l'indépendance du Koweït à un règlement équitable des problèmes du Proche-Orient et du Golfe ».

MARCEL SCOTTO

Tandis qu'un système de « trust » s'implante en Grande-Bretagne

La France ne veut prendre aucun risque sur le dégel des avoirs koweïtiens

Comment gérer le gel des milliards de dollars d'avoirs koweïtiens bloqués depuis l'invasion du pays ? Si les Britanniques, grâce au système de la « fiducie » (trust) peuvent garder une certaine souplesse, les pouvoirs publics français attendent d'être rassurés sur l'identité des gestionnaires de ce pactole pour modifier le dispositif.

Le président Saddam Hussein n'aurait pas pu faire carrière à Wall Street. S'il avait pris l'avis d'un banquier, celui-ci lui aurait certainement conseillé un raid sur le Koweït la veille d'un jour ouvrable. Au lieu de cela, les troupes irakiennes ont pris le Koweït un jeudi, veille du repos hebdomadaire dans les pays islamiques.

Ce sont ces vingt-quatre heures ouvrables qui ont manqué aux Irakiens pour faire virer sur leurs comptes la majeure partie des avoirs koweïtiens détenus à l'étranger. Cette erreur stratégique a donné le temps aux gouvernements occidentaux d'organiser le gel de cent milliards de dollars d'actifs appartenant à l'État koweïtien, sans parler des avoirs détenus par des personnes privées (cinquante à deux cents milliards de dollars, selon les estimations).

La très rapide protection des biens koweïtiens a également privé le président Saddam Hussein d'une arme de choix. Il aurait suffi de menacer les gouvernements occidentaux de réaliser ne serait-ce que la moitié de ces actifs pour provoquer un effondrement des principales places boursières de la planète.

Le magot ayant échappé à l'agresseur, reste à son légitime propriétaire à le récupérer. Le KIO (Kuwait Investment Office), qui représente les intérêts financiers du gouvernement koweïtien, négocie donc chaque jour avec les autorités d'Europe, du Japon et des États-Unis la sortie du gel de ces avoirs. Très rapidement, les Anglais ont trouvé une solution.

Grâce au trust (fiducie en français), une formule juridique typique du droit anglo-saxon qui permet de dissocier propriété et gestion, la Banque centrale d'Angleterre est devenue co-propriétaire des avoirs du KIO sur le territoire de Grande-Bretagne, la gestion du trust au jour le jour étant laissée aux financiers koweïtiens. Une astuce qui permet de concilier contrôle et droit de propriété.

En France, en revanche, le KIO est loin d'avoir obtenu ce statut de personnalité diplomatique offshore. Et sa demande d'une grande liberté de manœuvre pour tout acte de gestion transfrontière entre des pays pratiquant l'embargo (Europe, Japon, États-Unis) n'a pas encore été satisfaite. Le gouvernement français n'a pas d'opposition de principe à cette requête, mais il se montre pointilleux sur l'habili-

tion des personnes appelées à gérer les fonds koweïtiens, soit sept à neuf milliards de francs de dépôts et dix à quinze milliards de francs d'actifs mobiliers et immobiliers.

En fait, le gouvernement français exige simplement d'être rassuré et garanti sur l'identité des personnes autorisées à effectuer des transactions. « Qui va autoriser telle ou telle personne à manier les comptes du KIO ? Quelle est la chaîne de dépendance entre tous les intermédiaires financiers ? Autant de questions auxquelles il nous faut répondre avant d'ouvrir des négociations », explique un responsable du ministère de l'économie et des finances.

Les autorités koweïtiennes en exil regrettent que le gouvernement français n'ait pas choisi de pousser le projet de loi sur la fiducie (trust), actuellement en gestation, pour inaugurer une solution à l'anglais.

Des solutions amiables

Mais il n'y a pas que le problème du KIO qui soit posé : le gouvernement français doit également résoudre la question des actifs bancaires koweïtiens. Les établissements financiers du Koweït – ils étaient nombreux – avaient des actifs à la fois locaux et internationaux. Les premiers sont aujourd'hui entre les mains des Irakiens, mais les autres ont été gelés. Curieusement cependant, une solution plus rapide semble avoir été mise au point.

Pour les titres des sociétés françaises contrôlées directement par les banques du Koweït, pour les fonds, comme ceux de la sécurité sociale koweïtienne qui ont été placés en France, des solutions juridiques amiables ont pu être trouvées. Dans la plupart des cas, des fiducies parfaitement transparentes au plan fiscal ont été inaugurées du côté de la Suisse ou d'autres paradis fiscaux européens. Avec l'accord du Trésor. Pour le KIO, une solution devrait intervenir un jour très proche.

La résolution de ces problèmes financiers est d'autant plus importante que l'émir du Koweït a promis une contribution financière à l'effort de guerre américain dans le Golfe et une aide conséquente aux pays du Moyen-Orient affectés par le blocus. Ce qui ne peut se faire qu'en dégelant les fonds. Cela dit, si la France apparaît pointilleuse par rapport aux Britanniques et aux Américains, elle fait l'effet d'un lièvre par rapport à la tortue italienne.

L'ensemble du processus, militaire dans le Golfe et financier sur les places bancaires, est attentivement suivi par d'autres petits pays. Certains principaux pétroliers, comme Brunel, ou les Émirats arabes toujours à la merci d'un prédateur, voient dans les événements actuels un scénario possible les concernant.

YVES MAMOU

Réunis à Deauville

Les parlementaires de l'UDF inquiets de la tournure des événements

Les parlementaires UDF, réunis à Deauville, ont achevé, mercredi 12 septembre, leurs travaux préparatoires à la rentrée du 2 octobre. Les questions internationales, notamment la situation dans le Golfe, ont occupé une bonne partie de leur seconde journée de réflexion. Les intervenants ont exprimé leur crainte de voir un enlèvement du conflit tourner à l'avantage de l'Irak.

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

Après les remous provoqués, le premier jour, par les questions de politique internes à l'UDF (le Monde du 13 septembre), les parlementaires ont eu à cœur de montrer qu'ils ne passaient pas à côté des grands défis de l'heure. Plusieurs intervenants ont fait le point sur la crise dans le Golfe en tentant d'esquisser des pistes de sortie. M. Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques du Sénat, a insisté sur le fait qu'aux deux objectifs que s'est fixés la France (libération du Koweït et des otages) venait s'ajouter un troisième : « Faire en sorte que cela ne recommence pas. » Que Saddam Hussein soit occupé, dans trois mois, six mois, à évacuer le Koweït, pour quel pas ? Ce n'est pas impossible. Mais il n'acceptera pas de renoncer à ses armements, notamment chimiques. « Face à cela, quelles sont les sorties possibles ? L'option militaire est toujours là, mais qu'en pensent aujourd'hui les opinions occidentales, s'est-il interrogé en substance.

Une présence durable des Américains en Arabie saoudite pour disposer, face à l'Irak, d'un potentiel dissuasif « n'est pas, quant à elle, une bonne solution ». Le sentiment de M. François-Poncet est que « tôt ou tard une solution militaire sera engagée ». Mais le sénateur de Lot-et-Garonne a voulu aller plus loin dans la prospective en posant cette question : « Qu'est-ce que cette crise nous dit de la société internationale de

demain ? » « Nous allons vers un directeur des grandes puissances avec l'URSS, et certainement le Japon. Ce directeur agira avec une couverture des Nations unies chaque fois que cela sera possible. L'Europe fera-t-elle partie de ce directeur ? Ce qui est sûr, c'est qu'une Europe divisée n'en fera pas partie... », a conclu l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing.

A propos de l'Europe, il s'était, quelques minutes plus tôt, opposé vigoureusement aux « affabulations idéologiques » de M. Alain Madelin. Le député d'Ille-et-Vilaine avait, en effet, mis en garde ses amis contre le risque d'une Europe qui menacerait les « identités nationales » : « Je suis d'accord sur le fait qu'il y a aujourd'hui un déficit d'Europe. Mais au nom de l'Europe je ne veux pas que l'on nous fourgue n'importe quelle Europe. Je ne veux pas d'une Europe qui broierait les identités nationales. » M. François-Poncet a estimé que le problème n'était pas celui-là (trop d'Europe en quelque sorte), mais qu'il se situait dans le risque de « balkanisation » d'une Europe, où chacun cultiverait à outrance son particularisme : « Une Europe balkanisée serait une Europe que Saddam Hussein mettrait à genoux. Ce serait l'échec de notre génération », a-t-il lancé, sous les applaudissements, en rappelant la vocation européenne de l'UDF.

« Un petit côté Yalta plutôt inquiétant... »

Cette balkanisation serait facilitée si certains pays européens, suivant l'exemple irakien, estimaient désormais possible de remettre en cause les frontières.

M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a été catégorique : « Si nous laissons faire au Koweït, il n'y aura plus une frontière qui tiendra demain, y compris en Europe. » Le député du Cher a regretté le faible poids de l'Europe : « Les résultats d'Helsinki sont bons, mais il y avait un petit côté Yalta plutôt inquiétant... »

Ancien ministre de la défense

M. Giraud souhaite que l'on « essaie aussi de comprendre » l'Irak

M. André Giraud, ministre de la défense dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, de 1986 à 1988, met en garde les responsables français, dans le Figaro du 13 septembre, contre le risque « d'être embarqués dans une aventure politico-militaire sans issue ». « Bien que le discours officiel soit devenu moins guerrier, j'ai l'impression que l'affaire risque toujours de prendre mauvaise tournure », déclare-t-il.

« Je ne dis pas qu'il faut chercher à tout prix à éviter la guerre, explique l'ancien ministre. Je pose, simplement, cette question : si opération militaire il y avait, à quel conduira-t-elle, y compris en cas de succès ? Autrement dit, est-ce qu'il y aurait encore, pour quel envisagerait-on de mourir ? » Selon M. Giraud, « ce que l'on appelle la « logique de l'embargo » ne peut être (...) acceptée que si la diplomatie marche d'un pas au moins aussi rapide », faute de quoi elle aboutirait soit à « une révolution en Irak », soit à « de nouvelles initiatives déstabilisatrices » de M. Saddam Hussein.

Insistant sur la nécessité « d'assurer la coexistence pacifique, voire amicale entre la culture judéo-chrétienne et la culture islamique », M. Giraud demande : « Pourquoi ne pas essayer, aussi, de comprendre la partie adverse ? Sortant de sa guerre avec l'Iran, l'Irak a besoin de capitaux (que peut seule lui assurer la hausse du pétrole), ne serait-ce que pour développer ses installations pétrolières ».

POINT DE VUE

Bush et Gorbatchev font reculer la « logique de guerre »

par Claude Poperen

La rencontre entre le président américain George Bush et le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev à Helsinki a contribué à faire reculer la « logique de guerre » qui prévalait jusqu'alors dans le Golfe.

Il serait cependant dangereux de penser que tout risque est écarté définitivement. La face-à-face des troupes irakiennes et américaines – ces dernières bénéficiant du soutien d'autres forces y compris françaises – demeure à l'origine de ce risque. La « logique de paix » qui doit prévaloir passe, comme l'ont réaffirmé les deux présidents, par l'évacuation sans conditions du Koweït par l'Irak, par la libération sans condition des otages détenus par ce pays, par l'application des résolutions de l'ONU.

Saddam Hussein refusant toute négociation, le maintien de l'embargo demeure la solution pour en revenir à la situation précédant le

La contribution au débat de M. Jean Lecanuet, qui avait accepté au plus chaud de la crise une mission d'explication de la politique de la France (en Inde et en Turquie) et qui s'approprie à partir du 18 septembre pour le Golfe avec un groupe de sénateurs, était attendue. Il a, lui aussi, insisté sur le fait que l'Europe était « singulièrement effacée dans la tragédie du Golfe ». Elle s'y trouve actuellement « en diaspora et en confettis ». Il a toutefois reconnu que la France avait « fait un effort ». Il a regretté, d'autre part, l'ambiance « drôle de guerre » qui prévaut aujourd'hui. Sceptique sur les effets rapides du blocus – « on ne sait quand l'étouffement aura lieu », il a exprimé son inquiétude devant la possibilité, à terme, pour un régime irakien résistant à la pression internationale d'emporter une sorte de « victoire, même réduite : le risque serait alors de voir le monde arabe passer de l'état de dispersion à celui d'effulgence... ».

Le président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat a ensuite critiqué ceux qui, au PS (MM. Mauroy et Fabius), s'étaient empressés de demander la distribution des « dividendes de la paix ». Il s'est montré persuadé que dans une affaire comme celle du Golfe les socialistes, s'ils avaient été dans l'opposition, « n'auraient pas eu, eux, la dignité que nous avons eue. Les vieux ferments pacifistes, tiers-mondistes et antimilitaristes auraient eu le dessus ». M. Lecanuet estime, en outre, que le gouvernement souffre d'une « faiblesse congénitale » du fait des divisions internes au PS à propos de la gestion de la crise du Golfe, l'attitude du ministre de la défense, M. Chevènement, en étant la traduction la plus visible. Comme les autres orateurs, il a insisté sur la nécessité de redéfinir au plus vite les missions de l'armée française (M. Chevènement devrait avoir fort à faire lors de la discussion de son budget) et de mettre en place une véritable politique européenne de défense.

PIERRE SERVANT

RÉVÉLATION



LA HYRE

l'homme et l'œuvre

par Pierre Rosenberg et Jacques Thuillier

384 pages 475 illust. 480 F

SKIRA

سكيرا من الاصل

DIPLOMATIE

Le traité mettant fin aux droits des alliés en Allemagne a été signé

L'unité et la souveraineté au service de la paix

Le président George Bush a salué mercredi 12 septembre comme un « événement historique » le traité signé la même jour à Moscou par les ministres des affaires étrangères des deux États allemands, des États-Unis, de l'URSS, de la France et du Royaume-Uni, qui règle « définitivement » les aspects extérieurs de l'unité allemande. La Maison-Blanche a toutefois fait savoir que M. Bush ne pourrait pas se rendre le 3 octobre à Berlin pour les cérémonies de l'unification. D'après Bonn, M. Gorbatchev n'y assistera sans doute pas non plus.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

L'hôtel Octobre, maison d'hôte du Parti communiste de l'URSS, au luxe tapageur, a servi de cadre à la signature de l'acte officiel qui met un terme définitif aux séquelles de la seconde guerre mondiale. L'Allemagne, dont la souveraineté avait été limitée par les puissances alliées en 1945, retrouvera, une fois le traité ratifié par les Parlements de France, des États-Unis et de Grande-Bretagne, le statut de nation pleinement et entièrement responsable de son destin, libre de choisir son système d'alliance, libérée de toute tutelle sur l'intégralité de son territoire, y compris Berlin qui ne sera plus, désormais, soumise à l'autorité des gouvernements militaires alliés.

Dans la vie de tous les jours, peu de choses vont changer : les droits formels des vainqueurs ne s'exerceront plus que dans le protocole diplomatique résumant les visites d'États et autres manifestations officielles dans l'ex-capitale du Reich. Mais que cela soit proclamé *urbi et orbi*, comme ce fut le cas ce mercredi 12 septembre à Moscou, donnait à l'exposé par les ministres des affaires étrangères de RFA, de RDA, de France, d'URSS et des États-Unis un caractère solennel et émouvant visiblement souhaité par les acteurs principaux de cette performance diplomatique. Mettre au point en moins de huit mois un accord qui prend congé de quarante-cinq ans d'affrontements, qui ouvre des perspectives nouvelles à la cohabitation des nations européennes, cela remplissait visiblement d'émotion des hommes généralement impassibles : on sentait dans le regard et la sourire de ces ministres austères, réunis dans

cet hôtel, ridicule à force de se vouloir grandiose, la fierté de pères heureux d'avoir engendré un bel enfant.

Cet enfant a un nom, minutieusement choisi pour ne choquer aucun des membres de la famille : c'est le « traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne ». La dénomination n'est certes très élégante dans aucune des langues du document, mais elle donne tout d'abord à l'accord la qualité de traité, sans qu'il soit un traité de paix entre tous les belligérants de la seconde guerre mondiale. Les autres nations parties prenantes et victimes de cette guerre devront se contenter du cadre de la CSCE pour faire valoir leurs droits : seule la Pologne, à force d'insistance, est parvenue à se glisser, l'espace d'une réunion, dans le cercle des négociateurs. Le mot « définitif » donne au moins l'impression aux signataires d'avoir fait œuvre durable, même si Roland Dumas marquait quelques doutes, faussement modestes, sur la capacité des diplomates à légiférer pour l'éternité, ou même une unité de temps s'en rapprochant.

Comportant un préambule et dix articles, le traité prend acte du fait que « le peuple allemand, exerçant librement son droit à l'autodé-

Il est précisé plus loin que l'Allemagne n'a aucune revendication territoriale et qu'elle est tenue de confirmer par « un traité ayant force obligatoire en vertu du droit international » l'intangibilité de sa frontière avec la Pologne. Cet aspect du règlement général doit beaucoup à l'instance des dirigeants français qui avaient fait de la question du caractère définitif

à produire, détenir et utiliser des armes nucléaires, biologiques et chimiques.

Le volet « défense et sécurité » est largement développé dans les articles 2 à 6 du traité, car les signataires voulaient que cet aspect des choses soit réglé dans le moindre détail. La veille de la signature du traité, deux points restaient encore à régler. Le pre-

mier s'applique pas aux systèmes d'armes classiques qui peuvent avoir d'autres capacités en sus de leurs capacités classiques mais qui, dans cette partie de l'Allemagne, sont équipés à des fins classiques. En clair, le compromis passé à Moscou promet aux Soviétiques que les vecteurs, qui peuvent être aussi bien porteurs de bombes ou d'obus nucléaires que de projec-

aux troupes de l'OTAN d'effectuer des manœuvres de « petite enveloppe » en RDA, c'est-à-dire ne comportant pas de mouvements de troupes de plus de 13 000 hommes, comme cela avait été défini dans le cadre des négociations de Vienne sur les mesures de confiance.

Une chose importait particulièrement à M. Genscher : obtenir des quatre qu'ils suspendent, jusqu'à la ratification du traité, leurs prérogatives sur l'Allemagne. Le 3 octobre, l'Allemagne ne sera pas souveraine au sens juridique, les procédures parlementaires de ratification pouvant s'étaler jusqu'à l'été prochain.

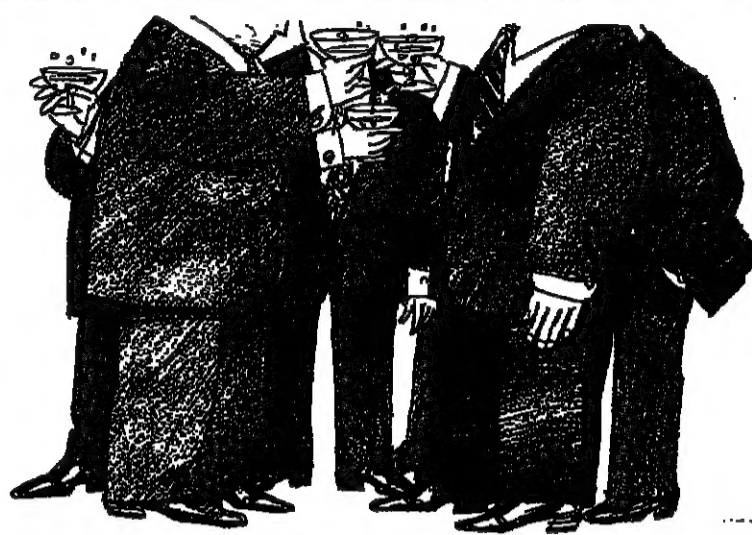
3 octobre : le jour de l'unité

Les ministres occidentaux sont cependant convenus de publier, lors de la réunion de la CSCE, qui aura lieu le 1^{er} octobre prochain à New-York, une « déclaration » traduisant leur intention de renoncer à l'exercice de ces droits à compter du 3 octobre, date de l'unification allemande. L'URSS ne serait pas hostile à une telle attitude, mais se réserve de se prononcer définitivement sur cette question après avoir examiné le texte de cette déclaration.

M. Genscher restera à Moscou un jour de plus que ses collègues : il doit signer, jeudi 13 septembre, deux textes de grande importance pour l'avenir des relations germano-soviétiques. Le premier trace les grandes lignes d'un « traité général » entre l'URSS et l'Allemagne, dont le principe avait été adopté lors de la rencontre du Caucase entre le chancelier Kohl et M. Mikhaïl Gorbatchev. Il définit le cadre d'une coopération économique scientifique et technique à long terme entre Bonn et Moscou. Le second a trait aux modalités de retrait des troupes soviétiques de RDA et fixe à 12 milliards de marks la contribution de l'Allemagne au logement et à la reconstruction de quelque trois cent quatre-vingt mille membres de l'Armée rouge qui devront rentrer au pays d'ici au 31 décembre 1994.

L'histoire retiendra enfin que la réunion de Moscou aura été la dernière réunion internationale à laquelle aura participé la RDA, représentée par M. Lothar de Maizière, qui assume les fonctions de ministre des affaires étrangères depuis le départ du gouvernement de M. Markus Meckel. L'adieu à la scène internationale de la RDA fut discret, parce que sans regret.

LUC ROSENZWEIG



PANCHE

« Je ne pensais pas que cela irait aussi vite »
a déclaré M. Ronald Reagan dans la zone du mur de Berlin

Armé d'un marteau et d'un burin, M. Ronald Reagan a sacrifié, mercredi 12 septembre, au nouveau rite des visiteurs du mur de Berlin, emportant un morceau de ce qui reste de cet ouvrage. « C'est formidable. Mais ça sera encore mieux quand il sera entièrement par terre », a déclaré l'ancien président américain qui a entamé une visite de onze jours en Europe. Acclamé

par des centaines de personnes devant l'ancien Reichstag, M. Reagan est passé sous la porte de Brandebourg, à la limite des secteurs soviétique et occidental et a rencontré les présidents des Parlements de RDA et de RFA, ainsi que les maires de Berlin-Ouest et Berlin-Est.

Au cours de sa promenade dans la zone du mur, l'ancien locataire de

la Maison Blanche a reçu en cadeau un ours en peluche – symbole de la ville – et un casque de l'armée allemande. Lors de sa dernière visite à Berlin, en 1987, M. Reagan avait mis au défi M. Mikhaïl Gorbatchev d'« abattre ce mur ». Deux ans plus tard, c'est chose faite. « Je ne pensais pas que cela irait aussi vite » a fait remarquer M. Reagan en disant « très ému » par ce pèlerinage. — Reuters, AFP.

termination, a affirmé sa volonté d'établir l'unité étatique de l'Allemagne en tant que membre égal et souverain d'une Europe unie ». Il définit d'emblée dans l'article premier les limites territoriales de l'Allemagne unifiée qui comprend « le territoire de la RFA, de la RDA et de l'ensemble de Berlin (...), la confirmation du caractère définitif de ces frontières constitue un élément essentiel de l'ordre de paix en Europe ».

de la ligne Oder-Neisse la condition sine qua non de leur acceptation du processus d'unification allemande, ce qui n'avait pas été sans causer quelque irritation à Bonn.

Le texte stipule que l'Allemagne unie sera libre d'appartenir à l'alliance de son choix (en l'occurrence l'OTAN), qu'elle devra limiter les effectifs de son armée à 370 000 hommes, s'interdire de préparer une guerre d'agression et renoncer

à l'exigence soviétique de ne pas voir stationner sur le territoire de l'actuelle RDA de systèmes d'armes à double capacité, classique et nucléaire, dont pourrait disposer la future Bundeswehr unifiée. Le traité stipule, au bout du compte, que les unités de la Bundeswehr intégrées à l'OTAN, pourront, après le retrait total des troupes soviétiques, être stationnées à l'Est « bien que sans vecteurs d'armes nucléaires. Ceci

sera appliqué pas aux systèmes d'armes classiques qui peuvent avoir d'autres capacités en sus de leurs capacités classiques mais qui, dans cette partie de l'Allemagne, sont équipés à des fins classiques. En clair, le compromis passé à Moscou promet aux Soviétiques que les vecteurs, qui peuvent être aussi bien porteurs de bombes ou d'obus nucléaires que de projec-

Le droit de l'Allemagne unie d'appartenir à des alliances, avec tous les droits et obligations qui en découlent, n'est pas affecté par le présent traité.

Par cette note en bas de page, les ministres accordent le droit

Droits et devoirs

Voici les principaux articles du traité sur l'unification allemande signé mercredi 12 septembre à Moscou par les représentants des États ayant participé à la Conférence « 2 + 4 ».

« La République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande, les États-Unis, la République française, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (...). Ayant à l'esprit les changements historiques survenus récemment en Europe, qui permettent de surmonter la division du continent (...).

Rappelant les principes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki (...).

Convenant de la nécessité de surmonter définitivement les antagonismes et de développer la coopération en Europe (...).

Saluant le fait que le peuple allemand, exerçant librement son droit à l'autodétermination, a affirmé sa volonté d'établir l'unité étatique de l'Allemagne pour servir la paix du monde en tant que membre égal et souverain d'une Europe unie.

Convenant que l'unification de l'Allemagne en un État aux frontières définitives représente une contribution importante à la paix et à la stabilité en Europe (...).

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1- L'Allemagne unie comprendra le territoire de la République fédérale

d'Allemagne, de la République démocratique allemande et de l'ensemble de Berlin. Ses frontières extérieures seront les frontières de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande et seront définitives à partir de la date d'entrée en vigueur du présent traité (...).

L'Allemagne unie et la République de Pologne confirmeront la frontière existante entre elles par un traité ayant force obligatoire en vertu du droit international.

L'Allemagne unie n'a aucune revendication territoriale quelle qu'elle soit envers d'autres États et n'en formulera pas à l'avenir (...). La Constitution de l'Allemagne unie ne comportera aucune disposition incompatible avec ces principes.

ARTICLE 2 Les gouvernements de la RFA et de la RDA réaffirment leurs déclarations selon lesquelles seule la paix émanera du soi allemand. Selon la Constitution de l'Allemagne unie, les actes susceptibles de troubler les relations pacifiques entre les nations ou entreprises dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression, sont anticonstitutionnels et constituent une infraction punissable. L'Allemagne unie n'emploiera jamais aucune de ses armées que conformément à sa Constitution et à la Charte des Nations unies.

ARTICLE 3 Les gouvernements de la RFA et de la RDA réaffirment leur renonciation à la fabrication, à la pos-

session et au contrôle d'armes nucléaires, biologiques et chimiques (...).

Le gouvernement de la RFA, en plein accord avec celui de la RDA, a déclaré à Vienne, le 30 août 1990, au cours des négociations sur les forces armées classiques en Europe, qu'il « s'engage à réduire dans un délai de trois à quatre ans le niveau des effectifs en personnel des forces armées de l'Allemagne unie à 370 000 (forces terrestres, aériennes et navales) (...).

ARTICLE 4 L'Allemagne unie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques régleront par traité les conditions et la durée de la présence des forces armées soviétiques sur le territoire de l'actuelle République démocratique allemande et de Berlin, ainsi que le déroulement du retrait de ces forces armées, qui devra être achevé à la fin de l'année 1994 (...).

ARTICLE 5 Jusqu'à l'achèvement du retrait des forces armées soviétiques du territoire de l'actuelle RDA et de Berlin, seules seront stationnées sur ce territoire, en qualité de forces armées de l'Allemagne unie, des unités allemandes de défense territoriale qui ne sont pas intégrées aux structures d'alliance (...). Pendant cette période (...), des forces armées d'autres États ne stationneront pas sur ce territoire et n'y mèneront aucune autre activité militaire (...). Des forces armées des États-Unis, de la République française et du

Royaume-Uni demeureront, sur demande de l'Allemagne unie, stationnées à Berlin (...).

Après l'achèvement du retrait des forces armées soviétiques, des unités des forces armées allemandes affectées aux structures d'alliance (...) pourront également stationner sur le territoire de l'actuelle RDA, bien que sans vecteurs d'armes nucléaires. Cela ne s'applique pas aux systèmes d'armes classiques qui peuvent avoir d'autres capacités en sus de leurs capacités classiques mais qui, dans cette partie de l'Allemagne, sont équipés à des fins classiques et affectés seulement à celles-ci. Des forces armées et des armes nucléaires ou des vecteurs d'armes nucléaires étrangers ne seront pas stationnés dans cette partie de l'Allemagne et n'y seront pas déployés.

ARTICLE 6 Le droit de l'Allemagne unie d'appartenir à des alliances, avec tous les droits et obligations qui en découlent, n'est pas affecté par le présent traité.

ARTICLE 7 Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS mettent fin par le présent traité à leurs droits et responsabilités relatifs à Berlin et à l'Allemagne dans son ensemble.

L'Allemagne unie jouira, en conséquence, de la pleine souveraineté sur ses affaires intérieures et extérieures.

FOOTBALL : Belgique-RDA : 0-2

Dernière victoire avant réunification

Le football est-allemand est né par une défaite (0-3 à Varsovie en 1952), il meurt sur une victoire. À la surprise générale, l'Allemagne de l'Est s'est, en effet, imposée (0-2) face à la Belgique, mercredi 12 septembre au stade Constant Vanden Stock à Bruxelles. Cette rencontre, initialement comprise dans les éliminatoires de l'Euro 92, est devenue amicale après l'annonce de la fusion des deux fédérations allemandes de football, prévue pour le 20 novembre prochain.

À l'inter-saison, les meilleurs footballeurs est-allemands ont émigré dans des clubs de l'Ouest et ont refusé leur dernière sélection internationale. « Je ne vois plus aucune motivation à jouer encore pour la RDA », confiait ainsi Rainer Ernst (Kaiserslautern). Matthias Sammer (Stuttgart) aura été le seul de ceux que l'on surnomme « les légionnaires » à avoir disputé ce match. Il n'a pas regretté son choix puisqu'il a inscrit les deux buts de son équipe.

Les Allemands de l'Est ne se font guère d'illusions sur la suite de leur carrière internationale. Seuls deux clubs venus de l'Est disputant le prochain (91-92) championnat allemand de division 1 et il sera bien difficile de concurrencer les champions du monde pour obtenir une sélection internationale.

Keitel, déjà

Dans sa déclaration écrite, relative au traité, le chancelier Helmut Kohl a oublié de mentionner la France parmi les signataires de ce texte.

L'oubli du chancelier Kohl aurait enchanté une des plus illustres victimes du III^e Reich, Sigmund Freud.

C'est à croire que l'inconscient allemand n'a jamais pu enregistrer (encaisser ?) la présence des Français lors de la capitulation de 1945.

Rappelons-nous l'exclamation du Feldmarschall Keitel découvrant le général de Lattre parmi les plénipotentiaires alliés : « Quoi ? les Français aussi ? » Le mot est attesté par les mémoires de de Gaulle (Le Salut 1944-1946) qui y voyait la justification de toute son aventure.

Il y a, comme ça, des vérités qui, même pour un francophile éprouvé comme le chancelier Kohl, ont eu du mal à passer.

B. P.-D.

(Publicité)
COOPÉRANTS :
TRANSPORT
OUTRE-MER
DE VOTRE
AUTOMOBILE

TRANSIT AUTO
INTERNATIONAL S.A.
17, avenue de Friedland
75008 PARIS
Tél. : 42-25-64-44
Téléc. : 648206

سكرا من الوطن

Le signe de la paix

Le grand débat, amorcé dès le lendemain de la révolution de velours, n'est pas clos, quoi qu'on ait pu, à Prague, prétendre le contraire. Il oppose depuis neuf mois les partisans de réformes radicales à ceux, nous le savons, qui ont le socialisme et de ses avatars, qui préconisent une marche plus lente, sans précision de délai, vers l'économie de marché.



Intellectuellement, les premiers l'ont emporté et cela n'est pas sans conséquences politiques. Le Parlement, élu en juin dernier, va dans les prochains jours commencer à débattre d'une série de projets de loi s'inspirant de l'idée d'un changement rapide. Pour ce qui concerne l'économie proprement dite, l'auteur principal de ces textes est le ministre des finances, M. Vaclav Klaus, le héros des thèses libérales.

Cependant, un ordre du jour parlementaire est une chose, l'aggravation effective de toute une société en est une autre. Pour s'y reconnaître, beaucoup de considérations en partie contradictoires doivent être prises en compte. Le président Havel n'a-t-il pas dit récemment : « Il n'est pas vrai que notre révolution a échoué. Elle n'est tout simplement pas terminée. L'essentiel demeure à faire » ?

C'est autour de ce thème que nous avons posé nos premières questions au collaborateur le plus proche du président, M. Karl von Schwarzenberg. Il dirige le cabinet de M. Havel depuis juillet, et a le titre de chancelier. D'emblée, il entend préciser son rôle : « Le cabinet du président, pas plus que son directeur, n'est à se substituer au gouvernement et à ses ministres. Notre mission est d'informer ».

Ses réponses furent à la fois catégoriques et prudentes. Mais cette prudence apparaît moins comme l'expression d'une préférence que comme la conclusion pratique d'une analyse de la situation de la Tchécoslovaquie et de l'état d'esprit de ses habitants. On se souvient des espoirs que toute l'Europe avait mis dans une reconversion rapide de ce pays bénéficiant par

rapport à ses voisins d'une tradition démocratique et industrielle incomparable.

Pour la démocratie, les Tchécoslovaques ont rempli, et au-delà, leur contrat : ils ont participé à 96 % aux élections législatives des 8 et 9 juin. Pour l'économie, l'ampleur du changement est beaucoup plus difficile à déterminer. Le char tchécoslovaque s'écroule. Le mouvement n'est encore guère perceptible à l'œil nu (voir dans le Monde du 4 septembre notre chronique intitulée « Tchécoslovaquie inchangée »).

« Toute comparaison avec nos voisins du Nord et du Sud est pratiquement dénuée de sens, même en l'absence de ce qui est le fait séparé de l'Allemagne de l'Est. En Hongrie, il y a déjà vingt ans qu'on s'efforce d'accélérer les mécanismes de marché. Jusqu'à un certain point, la Pologne a aussi anticipé. En tout cas ce dernier pays, et c'est un fait très important, a conservé une agriculture où le régime de la propriété privée reste la règle. En Tchécoslovaquie, rien de tel. On peut dire que nous y avons l'économie la plus complètement socialisée de l'Europe. Prague a été gouvernée par des communistes orthodoxes. Autrement dit, il nous faut, sur toute la ligne, commencer par le commencement. Je crains que le processus n'exige quelques années ».

« Nos entrepreneurs ne sont plus chez nous »

Un peu plus tard, le même homme nous dira : « Bien sûr, il n'y a qu'une seule solution : nous jeter dans l'eau froide ». Et encore : « Quant à la prétendue troisième voie entre le socialisme et le capitalisme, cela me paraît aussi utopique que pour élever un mouton, de chercher un état intermédiaire entre la grosseur et la non-grosseur ».

Karl von Schwarzenberg, visiblement, affectionne les métaphores et les paraboles. Quand ce descendant d'une grande famille de l'Empire austro-hongrois (il porte le titre de

EUROPE TCHÉCOSLOVAQUIE Un entretien avec M. Karl von Schwarzenberg

« La seule solution est de se jeter à l'eau et d'essayer de nager », nous déclare le principal collaborateur du président Havel

Le grand débat, amorcé dès le lendemain de la révolution de velours, n'est pas clos, quoi qu'on ait pu, à Prague, prétendre le contraire. Il oppose depuis neuf mois les partisans de réformes radicales à ceux, nous le savons, qui ont le socialisme et de ses avatars, qui préconisent une marche plus lente, sans précision de délai, vers l'économie de marché.

Intellectuellement, les premiers l'ont emporté et cela n'est pas sans conséquences politiques. Le Parlement, élu en juin dernier, va dans les prochains jours commencer à débattre d'une série de projets de loi s'inspirant de l'idée d'un changement rapide. Pour ce qui concerne l'économie proprement dite, l'auteur principal de ces textes est le ministre des finances, M. Vaclav Klaus, le héros des thèses libérales.

Cependant, un ordre du jour parlementaire est une chose, l'aggravation effective de toute une société en est une autre. Pour s'y reconnaître, beaucoup de considérations en partie contradictoires doivent être prises en compte. Le président Havel n'a-t-il pas dit récemment : « Il n'est pas vrai que notre révolution a échoué. Elle n'est tout simplement pas terminée. L'essentiel demeure à faire » ?

C'est autour de ce thème que nous avons posé nos premières questions au collaborateur le plus proche du président, M. Karl von Schwarzenberg. Il dirige le cabinet de M. Havel depuis juillet, et a le titre de chancelier. D'emblée, il entend préciser son rôle : « Le cabinet du président, pas plus que son directeur, n'est à se substituer au gouvernement et à ses ministres. Notre mission est d'informer ».

Ses réponses furent à la fois catégoriques et prudentes. Mais cette prudence apparaît moins comme l'expression d'une préférence que comme la conclusion pratique d'une analyse de la situation de la Tchécoslovaquie et de l'état d'esprit de ses habitants. On se souvient des espoirs que toute l'Europe avait mis dans une reconversion rapide de ce pays bénéficiant par

rapport à ses voisins d'une tradition démocratique et industrielle incomparable.

Pour la démocratie, les Tchécoslovaques ont rempli, et au-delà, leur contrat : ils ont participé à 96 % aux élections législatives des 8 et 9 juin. Pour l'économie, l'ampleur du changement est beaucoup plus difficile à déterminer. Le char tchécoslovaque s'écroule. Le mouvement n'est encore guère perceptible à l'œil nu (voir dans le Monde du 4 septembre notre chronique intitulée « Tchécoslovaquie inchangée »).

« Toute comparaison avec nos voisins du Nord et du Sud est pratiquement dénuée de sens, même en l'absence de ce qui est le fait séparé de l'Allemagne de l'Est. En Hongrie, il y a déjà vingt ans qu'on s'efforce d'accélérer les mécanismes de marché. Jusqu'à un certain point, la Pologne a aussi anticipé. En tout cas ce dernier pays, et c'est un fait très important, a conservé une agriculture où le régime de la propriété privée reste la règle. En Tchécoslovaquie, rien de tel. On peut dire que nous y avons l'économie la plus complètement socialisée de l'Europe. Prague a été gouvernée par des communistes orthodoxes. Autrement dit, il nous faut, sur toute la ligne, commencer par le commencement. Je crains que le processus n'exige quelques années ».

« Nos entrepreneurs ne sont plus chez nous »

Un peu plus tard, le même homme nous dira : « Bien sûr, il n'y a qu'une seule solution : nous jeter dans l'eau froide ». Et encore : « Quant à la prétendue troisième voie entre le socialisme et le capitalisme, cela me paraît aussi utopique que pour élever un mouton, de chercher un état intermédiaire entre la grosseur et la non-grosseur ».

Karl von Schwarzenberg, visiblement, affectionne les métaphores et les paraboles. Quand ce descendant d'une grande famille de l'Empire austro-hongrois (il porte le titre de

prince) a été appelé par le président Havel, qui s'est lié d'amitié avec lui du temps de la clandestinité, à animer son équipe de conseillers, beaucoup de commentateurs ont vu dans ce choix le signe d'une volonté de renouer avec une tradition prestigieuse mais honnie pendant l'entre-deux-guerres. Tout se passe comme si Karl von Schwarzenberg avait été plutôt choisi pour son goût du réalisme et son respect de toutes les opinions.

Le handicap de la Tchécoslovaquie est encore plus grand qu'il n'y paraît. L'abandon des structures normales d'une économie de marché, pour cette nation qui était avant la guerre l'une des plus prospères du continent, ne date pas - et notre interlocuteur insiste sur ce point - de la prise de pouvoir des communistes en 1948. Dix ans auparavant, elle perdait virtuellement, avec les accords de Munich, son indépendance. En mars 1939, Hitler l'occupait. Malgré les pressions et les avances dont elle avait été l'objet, la famille Schwarzenberg, propriétaire d'un immense domaine en Tchécoslovaquie, refusait de collaborer avec les nazis. Cela valut au jeune prince Charles de connaître, à onze ans, l'exil et des conditions de vie précaires.

Quand on fait allusion devant Karl von Schwarzenberg à la vénération de l'appareil industriel dont les principales installations datent souvent d'avant la guerre, il relève : « De laquelle voulez-vous parler ? » Mais surtout il y a à ses yeux plus grave encore : « Nos entrepreneurs ou leurs descendants, vous les trouvez aujourd'hui en Amérique du Nord, en Australie, mais pas chez nous ». Au mois de mars dernier, l'édifice du groupe Bata est revenu dans son pays natal pour reprendre ses affaires. Il est âgé de soixante-trois ans.

La clé du passage du socialisme à l'économie de marché, on l'a répété cent fois et non seulement en Tchécoslovaquie, c'est le retour au droit privé et à la propriété du même nom. Sans droit de propriété, l'économie d'échange, par définition, s'effondre vite ses limites. Elle serait incapable de prendre son essor et de jouer le rôle qu'on veut lui donner d'instrument d'affectation des ressources disponibles. Bref, de se substituer au plan déclinant.

La direction véritablement centralisée d'une économie étant en réalité pratiquement impossible, sans peut-être en état de guerre - là où le gâchis est au maximum, malgré les apparences - la question devrait sans doute être formulée différemment, comme le font remarquer tel ou tel avocat ou tel ou tel chef d'entreprise pragmatique (il y en a malgré tout quelques-uns) : du marché on attend la fin du règne quasi absolu des grandes sociétés d'Etat exerçant un monopole.

Se poserait encore la grande question : par définition un droit n'est un droit que s'il est reconnu comme tel. « Deux générations successives, remarque Karl von Schwarzenberg, ont été déviées dans l'idée de l'appropriation collective des moyens de production. Faire admettre ou faire comprendre que demain cette usine, on te la donne, appartient désormais à monsieur X, et que monsieur X, à la fin du mois, en dispose, pose plus qu'un problème. Pourquoi ? Les gens croient-ils en paroles ceux qui leur disent : le régime de la propriété privée est beaucoup plus efficace et vous en profiterez indirectement ? Pourquoi se laisseraient-ils persuader que le droit de propriété exercé par d'autres se traduira pour eux par une amélioration de leur

bien-être, alors qu'ils continueront pour leur part à ne rien avoir ? »

La solution ? Pour Karl von Schwarzenberg, ces choses-là ne se règlent pas d'un seul coup : « C'est, dit-il, la nécessité imposée par le marché qui devrait créer les conditions d'une occupation plus large de parcelles changements juridiques ». Les rapprochements de situations viennent naturellement à l'esprit pour confirmer cette vue. Pour ne donner qu'un exemple, le temps n'est pas si lointain où en France une grande majorité de la population pensait que supprimer les contrôles de prix était nécessairement synonyme d'inflation.

Vient ensuite le message politique essentiel du premier des conseillers du président Havel. De ses propos précédents se dégage une question, toujours la même : comment concilier un diagnostic plus ou moins inspiré de l'idée que les esprits ne sont pas prêts pour un changement brutal, à supposer que celui-ci puisse être décrété, avec la conviction que malgré tout il faut sauter le pas car il n'existe qu'une seule voie ?

La CEE ou l'Allemagne ?

Comme nous demandons à Karl von Schwarzenberg s'il estime que la Tchécoslovaquie et ses voisins des deux rives de la Vltava, comme elle de changer de régime peuvent s'opérer, ce dernier sentant presque parait de la Mitteleuropa (il a la double nationalité, tchécoslovaque et suisse et il réside normalement à Vienne) répond sans ambages : « Certes des liens spéciaux doivent s'établir entre des pays voisins, mais un paysalitique peut-il attendre un grand secours d'un avoué ? » Mais quand le mot de CEE est prononcé, notre interlocuteur, pour la première fois dans l'entretien, s'exclame : « La solution la voilà » et d'ajouter : « Comment dire à nos compatriotes nous n'avons rien d'autre à faire qu'à nous jeter dans l'eau froide et essayer de nager, si on ne leur montre pas qu'au bout d'un parcours difficile, il y a une rive accueillante ».

A l'objection selon laquelle une adhésion trop rapide des pays de l'Europe centrale et orientale pourrait retarder les Douze dans leur entreprise d'union économique et monétaire, le conseiller du président Havel répond deux choses. La première est qu'il comprend très bien qu'une période de transition, allant de cinq à dix ans, serait tout à fait légitime, le principal étant qu'une direction soit donnée et que ce soit la bonne. L'exemple de l'Espagne et du Portugal lui paraît particulièrement probant et exemplaire pour la Tchécoslovaquie et ses voisins. Si la perspective, annonce le plus vite possible, d'une adhésion pleine et entière, d'ici, disons la fin du siècle, n'existe pas, on risque aussi de voir les investisseurs étrangers, américains et japonais notamment, se détourner de la Tchécoslovaquie et des autres pays de l'Europe danubienne.

Quant à sa deuxième réponse, elle est de nature plus politique : si on regarde indéfiniment l'entrée dans la CEE de la Tchécoslovaquie et des pays voisins ex-communistes, le développement de ces derniers devient « une affaire régionale » et en quelque sorte un « domaine réservé ». L'allusion ne peut être plus claire : si l'Europe communautaire ne s'élargit pas, c'est l'Allemagne réunifiée qui, d'une façon ou d'une autre, sera amenée à prendre seule en charge les intérêts de la région. Est-ce bien ce qui est souhaité ?

PAUL FABRA

Françoise GIROUD

Il y a du fauve chez cette dame.

Michel Crepu, La Croix



Une prose lisse, racée, qui s'inscrit dans la meilleure tradition littéraire et rappelle le Malraux des dernières méditations.

Bertrand Poirot-Delpech, Le Monde

L'inimitable touche Giroud...

Dominique Mobailly, La Vie

Un récit où le lecteur doit parfois tendre l'oreille pour entendre celle qui se confie à voix basse, parfois blessée.

Jérôme Garcin, L'Evenement du Jeudi

On en ressort conquis.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

Cette fois, elle tisse son texte avec les cordes de sa vie.

Guillemette de Saintonge, Le Point

Un sacré courage.

Yann de l'Éclair, L'Express

Attachant, grave, lucide, pudique et digne.

Pierre Demerut, Marie Claire

Un modèle de clairvoyance et de sérénité.

Françoise Journer, Elle

FAYARD

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BOUVE-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Bouve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
« Le Monde »
12, L. M. Gumbert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bouve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vole normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

REVUE DES DEUX MONDES

SEPTEMBRE 1990

GÉOPOLITIQUE/GUERRES/COMMUNAUTÉS/ÉTAT/INSTITUTIONS/
EMIGRATION/ONUC/FRANCE/JOURNAL DE BEYROUTH/
IMPRESSIONS/LITTÉRATURE/POÉSIE/...

SPECIAL LIBAN

RENE REMOND GEORGES ZOUAIN JACQUES NANTY PAUL BLANC
THEODOR HANF DOMINIQUE CHEVALLIER PIERRE RONDOT
KOHEI HASHIMOTO GHASSAN TUENI LOUIS PETITTI HENRY
LAURENS CLAUDE MAURICAC DANIEL RONDEAU ANNIE LAURENT

36 LEMONDE D'ABONNEMENT à retourner à la REVUE DES DEUX MONDES 170 rue de Grenelle 75007 Paris.

Adresser à : _____

Coût postal : _____

12 juillet 90 Expérimentation, 55 F (100) 500000 Diffusion pour l'étranger, 55 F (100) 500000 Afrique du Sud, 55 F (100) 500000

Approuvé par le C.C.P. (1) 49-60-34-70, 170 rue de Grenelle 75007 Paris, 200 F (100) 500000

13 septembre 90 Liban, 55 F (100) 500000

EUROPE

URSS

L'armée au secours de l'économie de marché ?

Les députés du Soviet suprême de l'URSS examinent, jeudi 13 septembre, un programme de réforme économique combinant l'essentiel du programme Chataline (du nom du conseiller de M. Gorbatchev) et des éléments du programme du gouvernement de M. Ryjkov, a annoncé mercredi soir M. Gorbatchev dans une intervention à la télévision. « C'est déjà un nouveau document », a notamment déclaré le président soviétique. En attendant l'adoption de ce plan, diverses interventions dans la presse reflètent la confusion des esprits et le désordre institutionnel en URSS, certains allant jusqu'à voir dans l'armée un garant éventuel du passage à l'économie de marché.

MOSCOU

de notre correspondant

Récemment M. Gorbatchev confiait à un visiteur étranger qu'il s'attendait, dans son pays, « à tout ». Rien n'est venu, depuis, démentir la lucidité de cette remarque que, désormais, les enfants eux-mêmes pourraient reprendre à leur compte.

Habituellement faite de tristes dessins animés maladroits et bruyants, l'heure que la télévision leur réserve régulièrement en fin d'après-midi était en effet consacrée, mercredi 11 septembre, au « super-livre ». Et ce super-livre, dont deux petits héros émerveillés remontaient les pages c'était, bien sûr, la Bible. On en était aux débuts, Moïse descendant le Nil

dans son panier d'osier, la gentille princesse et le buisson ardent, le méchant pharaon et la sortie d'Égypte, la traversée du désert et bientôt... Israël !

Jamais l'URSS n'avait autant entendu parler, et si sympathiquement, de Dieu et de l'Alliance, de la Terre promise et de la foi. C'était bien fait, apparemment traduit de l'américain ; mais pour les parents qui suivaient de loin, plongés dans les *izvestia*, ce n'était pas le seul sujet de stupéfaction. Titré « Drame optimiste au Parlement », un long papier à la « une » de ce quotidien du soir qui fut, jusqu'il y a peu, celui du gouvernement, demandait la démission du premier ministre, M. Ryjkov.

Ce n'était pas virulent, pas même une exigence, seulement le constat du « drame d'un gouvernement qui ne comprend pas que la confiance est épuisée (...), fait penser à une forteresse assiégée (...), a fait tout ce qu'il a pu (mais) s'est entêté sur des idées que la vie a condamnées ».

Moins directe, la *Pravda* abordait dans ce sens, ce jeudi matin, en expliquant que le projet de réforme économique de M. Ryjkov et celui de M. Chataline, son rival, étaient irréconciliables. C'est là une opinion répandue, mais, la veille au soir, le secrétaire général du parti, dont la *Pravda* est l'organe, M. Gorbatchev, donc, avait annoncé, au cours du journal télévisé, que le Parlement serait dès le lendemain saisi d'une « synthèse » entre ces deux projets.

Démocratique ou pas, le centralisme ne centralise décidément plus guère, mais le plus étonnant, dans ce numéro, n'était pas là. Il était dans cette évocation des

affiches qui demandent, à Kiev, sur un ton comminatoire : « As-tu rendu ta carte du parti ? », ou dans cet argument massif contre le plan Ryjkov : il n'instaurerait pas un contrôle de l'émission monétaire assez strict pour que l'URSS puisse prétendre à une aide du Fonds monétaire international.

Juste, mais il faut l'avoir vu pour y croire, et surtout ne pas éprouver trop vite ses réserves d'étonnement. Quand l'hébdomadaire *Sobesednik* (l'interlocuteur) va demander son avis sur le « passage au marché » à l'ancien chef de file des conservateurs, M. Ligatchev, évincé de la direction du parti au dernier congrès, il est présenté comme un « retraité », point à la ligne.

C'est une vision optimiste — comme l'est d'ailleurs M. Ligatchev lui-même, qui déclare : « Le socialisme a encore des réserves et je suis, sur ce point, optimiste ». L'ennui, c'est que la *Literaturnaja Gazeta* ne l'est, elle, pas, mais alors pas du tout.

« Personne ne nous occupera »

La thèse qu'elle développe cette semaine est en effet que les généraux soviétiques ne rêvent que d'un coup d'État appuyant sur les conservateurs, que la militarisation de la distribution pourrait redonner une popularité à l'économie d'État, que l'on ne voit pas, d'un autre côté, comment organiser le passage au marché sans recourir à l'armée et que M. Gorbatchev devrait donc proclamer l'état d'exception pour imposer les réformes avec l'aide des jeunes officiers qui en sont partisans avant que l'état-major

n'envoie tous les réformateurs en camp.

C'est longuement argumenté, et il faut méditer cet article pour comprendre à quel niveau de confusion politique, idéologique et morale en sont, ouvertement maintenant, ce pays et ses intellectuels. « Il serait utile de rappeler, écrit la *Ligaz*, que souvent le passage d'une économie socialisée (ou détruite, ou tout simplement mauvaise) à une économie de marché efficace a été réalisé sous état d'urgence ou parfois de siège. On en a des exemples comme la Grèce, la Corée-du-Sud, le Chili, (et) même d'exemples brillants d'exemples de prospérité que la RFA et le Japon ont jeté les bases de leur succès non pas dans des conditions démocratiques, mais sous occupation. L'armée des États-Unis y a été garante de la stabilité (...). »

« Certes, poursuit l'hébdomadaire sur un ton qu'il faut bien qualifier de regret, personne ne nous occupera, même si nous allons payer pour cela. [Mais] qui pourrait jouer chez nous ce rôle de garant ? » L'armée, bien sûr, car « lorsqu'on en arrive aux émeutes, l'administration civile, même trois fois plus démocratiquement élue, ne peut dominer la situation ni savoir s'opposer à la haine de classe des foules appauvries ». La haine de classe contre quoi ou qui ? La *Ligaz* est là totalement explicite : « contre la propriété et les nouveaux propriétaires ».

« Il ne faut pas, disait au printemps dernier M. Gorbatchev à quelques-uns de ses collaborateurs, avoir peur de traverser le chaos ».

BERNARD GUETTA

YUGOSLAVIE : cinquante mille manifestants à Belgrade

L'opposition serbe exige de participer à la préparation des élections

Cinquante-deux personnes ont été interpellées, mardi 11 et mercredi 12 septembre, à la suite de troubles interethniques à Foca (Bosnie-Herzégovine), où l'état d'urgence est en vigueur depuis le début de la semaine. La police a dispersé à la matraque et au gaz lacrymogène plusieurs centaines de Serbes qui avaient tenté de manifester malgré l'interdiction de rassemblement. D'autre part, le chef de l'État yougoslave, M. Borisav Jovic, a annoncé, mardi 11 septembre, qu'un référendum sur le futur statut de la Yougoslavie serait proposé d'ici à la fin du mois de septembre.

BELGRADE

de notre correspondant

Près de cinquante mille personnes ont manifesté, mercredi après-midi 12 septembre dans le centre de Belgrade pour réclamer la participation de l'opposition à l'organisation des élections de décembre prochain en Serbie. « Il est grand temps que les élections commencent », a été la devise de l'opposition serbe, une fois de plus une pour empêcher le parti au pouvoir de « truquer » le premier scrutin libre depuis la deuxième guerre.

Les principaux leaders des dix partis participant à cette manifestation de protestation ont rappelé qu'ils étaient décidés à boycotter les élections si leurs revendications n'étaient pas satisfaites par les autorités dans les dix jours. « C'est aux autorités de décider si elles veulent de vraies élections démocratiques ou si elles préfèrent se présenter seules avec leur parti et marquer une nouvelle victoire à des élections fausses », déclarait M. Cavoski, l'un des dirigeants du Parti démocratique.

Après avoir obtenu la tenue d'élections libres, l'opposition serbe, « légalisée » le 28 août dernier, revendique le droit de participer à l'élaboration de la nouvelle Constitution serbe et de la loi électorale.

Depuis plusieurs mois, toute tentative de dialogue entre l'opposition et les autorités a échoué. La commission chargée de la rédaction de la Constitution n'est composée que de membres du parti au pouvoir — le Parti socialiste serbe (ex-communiste), dirigé par M. Slobodan Milosevic. De même, les autorités prévoient de maintenir le système existant pour le contrôle des élections et le dépouillement des votes.

Les conditions de l'opposition

Se voyant exclues des réformes qui se veulent « démocratiques », l'opposition essaie de démontrer toutes les déficiences de la nouvelle Constitution et « toutes les manipulations du parti au pouvoir qui aspire à sauvegarder son monopole ». Jusqu'à présent, les quinze partis d'opposition serbes n'ont pratiquement eu accès qu'à la presse parallèle pour se faire entendre, les « socialistes » continuant de contrôler les médias. Toutefois, lundi 10 septembre, la télévision de Belgrade avait invité, pour la première fois, les principaux leaders de l'opposition à une table ronde sur le projet de nouvelle Constitution.

L'opposition a posé quatre conditions à sa participation aux élections : une campagne électorale d'une durée de trois mois au moins, un quota de cinquante signatures pour se porter candidat aux élections législatives, deux heures d'émission télévisée tous les soirs pour la présentation des programmes des partis, et enfin, la mise en place de commissions mixtes pour le contrôle du scrutin.

FLORENCE HARTMANN

BULGARIE

Inculpation du président du syndicat indépendant Podkrepa

Le président du syndicat indépendant bulgare Podkrepa, M. Konstantin Trontchev, a été inculpé d'« incitation » à la mise à sac et à l'éclatement du parti socialiste (PSB, ex-communiste) le mois dernier à Sofia, a annoncé l'agence BTA mercredi 12 septembre. Vingt personnes font l'objet d'une procédure judiciaire pour leur participation à ces incidents, dont le jeune Plamen Stantchev, accusé d'avoir refusé de faire son service militaire et d'avoir souillé le drapeau bulgare. Il avait menacé de s'immoler par le feu pour obtenir le retrait de l'étoile rouge du siège du parti, ce qui avait provoqué des rassemblements de milliers de personnes devant le bâtiment, qui ont dégénéré dans la nuit du 26 août. — (AFP.)

□ RFA : l'immigration des juifs soviétiques suspendue. — Le gouvernement de Bonn a provisoirement stoppé l'immigration de juifs soviétiques en Allemagne, a annoncé, mercredi 12 septembre, un porte-parole du ministère de l'Intérieur. La RFA a demandé à ses représentations en URSS de ne plus traiter, pour l'instant, les demandes de visa, en raison d'une forte augmentation du nombre de candidats au départ ces dernières semaines. A terme, le gouvernement fédéral veut instaurer des quotas d'immigration en coordination avec le Conseil central des juifs en Allemagne. Près de dix mille demandes de visas de juifs soviétiques sont actuellement en attente au seul consulat ouest-allemand de Kiev. Quatre cents d'entre eux sont arrivés en RFA au cours des deux dernières années. — (AFP.)

□ Colloque « Où en est la gauche en Europe centrale et orientale ? » — Des chercheurs, journalistes et acteurs des changements intervenus à l'Est ou experts travaillant en France débattent sur le thème « Qui est de gauche en Europe centrale ? » et « URSS, Roumanie, Bulgarie : transitions particulières ? », les 14, 15 et 16 septembre à Die (Drôme). Renseignements sur ce colloque, organisé par les revues *la Nouvelle Alternative* et *Lettre internationale*, en téléphonant au (1) 43-25-23-18.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les élections de novembre

Le Parti républicain devrait profiter de la popularité de M. Bush

La crise du Golfe sert momentanément la popularité du président Bush et peut profiter aux républicains. Les démocrates devraient cependant rester majoritaires au Congrès, lors des élections de novembre.

WASHINGTON

correspondance

A moins de deux mois des élections au Congrès, les républicains affichent un optimisme prudent sur l'issue de la consultation. Les électeurs, appelés aux urnes tous les deux ans pour choisir 434 membres de la Chambre des représentants, le tiers du Sénat et des postes de gouverneurs d'État, témoignent d'un intérêt relatif pour le scrutin. Sur la base des précédentes consultations, ils ont tendance, dans ces élections à mi-mandat, à se prononcer contre l'administration au pouvoir. Aussi les républicains peuvent-ils tout au plus espérer limiter les gains des démocrates.

Bien que, d'après les derniers sondages, les républicains aient gagné du terrain, la majorité démocrate au Sénat (actuellement de 56 %) ne paraît pas menacée. Peu de change-

ments sont attendus à la Chambre où les représentants sortants sont toujours avantagés parce qu'ils disposent de réserves financières plus importantes que leurs concurrents (les intérêts privés préfèrent voir rester en place les parlementaires qui leur sont connus). En 1988, les sortants ont été réélus dans la proportion de 95 %. Dans ce contexte, les démocrates devraient, au pis, augmenter légèrement leur majorité (ils sont actuellement 258 contre 176 républicains).

Résignés à rester minoritaires dans les deux Chambres, les républicains sont essentiellement à la compétition de 1992, quand les élections au Congrès coïncideront avec celle du président des États-Unis. Dans cette perspective, ils concentrent leurs efforts sur les élections des gouverneurs d'État. Ceux-ci, en effet, ont la responsabilité de procéder au découpage électoral dans les circonscriptions de leur État.

Le recensement récent avantage les républicains. Les chiffres indiquent que le mouvement de migration intérieure continue en direction des États du Sud et de l'Ouest, familièrement appelés la « ceinture du soleil ». On évalue à 55 % le nombre des Américains vivant dans cette région qui ont voté pour les républicains lors des six dernières élections présidentielles.

Les voleurs de Central Park condamnés à la peine maximum

Trois adolescents reconnus coupables d'avoir attaqué puis violé une jeune femme l'an dernier à Central Park, à New-York, ont été condamnés mardi 11 septembre aux peines maximum prévues par la législation pour les mineurs, des temps d'emprisonnement variant de cinq à dix ans.

En rendant sa sentence, le juge Thomas Calligan a déclaré que, la nuit de cette attaque, « Central Park avait été transformé en une salle de tortures par des maraudeurs sans foi ni loi à la recherche de sensations fortes ».

Les accusés, Yusef Salaam et Antron McCray, âgés de seize ans, ainsi que Raymond Santana, quinze ans, faisaient partie d'une

bande de jeunes désœuvrés à majorité hispanique et noire qui, le 19 avril 1989, avaient agressé à Central Park deux joggers, un sans-abri, ainsi que la jeune femme, une banquière âgée à l'époque de vingt-huit ans. Ils avaient frappé cette dernière à coups de pierre et de tuyau de plomb après l'avoir violée. Laisée pour morte, dénuée, la jeune femme avait perdu les trois quarts de son sang. Après avoir passé deux semaines dans le coma, elle s'est battue pour travailler de nouveau dans une firme de Wall Street dont elle est la vice-présidente. Elle a recommencé à courir. — (AFP.)

Le recensement indique également un accroissement de 23 millions de personnes de la population, qui atteint désormais un total de 245 800 000. Mais entre 30 % et 40 % de ces nouveaux Américains sont des immigrants, la plupart venant d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. A s'en tenir aux précédents en la matière, les immigrants ont tendance, au début de leur installation, à voter pour les démocrates. Mais leur affiliation politique reste incertaine ; elle dépend, en fait, de la rapidité avec laquelle ils montent dans l'échelle sociale pour s'intégrer aux classes moyennes.

Néanmoins, la bataille électorale de 1990 va se livrer dans trois États — Californie, Floride, Texas — dont la représentation a augmenté en raison de l'accroissement de leur population.

Ainsi ces trois États ont gagné respectivement sept, quatre et trois sièges à la Chambre alors que l'État de New-York en a perdu trois. La lutte est particulièrement importante en Californie où, d'après les derniers sondages, les candidats démocrates et républicains courent dans la même foulée pour le gouvernement du plus grand État de l'Union.

D'autres incertitudes pèsent sur la campagne électorale, à commencer, bien entendu, par la crise du Golfe dont l'évolution favorisera ou, au contraire, desservira le parti républicain du président Bush. Pour le moment, le public approuve dans une très large majorité le président. Mais selon les experts, cet appui peut s'écrouler assez vite, soit que le public se fatigue d'une épreuve interminable, soit, en cas de guerre, qu'il réagisse

HENRI PIERRE

Après de passionnantes écoutes téléphoniques

La police néerlandaise remonte jusqu'au Surinam une filière de cocaïne

AMSTERDAM

de notre correspondant

La nasse commencerait-elle à se refermer autour du commandant en chef de l'armée du Surinam, M. Desi Bouterse, soupçonné depuis plusieurs années d'être un complice des trafiquants colombiens de cocaïne ?

Selon des informations publiées par le quotidien néerlandais *NRC* dans son édition du 11 septembre, son nom revient régulièrement dans les conversations téléphoniques enregistrées par des policiers de La Haye au domicile de plusieurs personnes suspectées de travailler aux Pays-Bas pour un cartel de Colombie.

Seize écoutes téléphoniques font également état de la participation au trafic de stupéfiants de M. Croes, ministre de la Justice de l'île d'Aruba — qui bénéficie d'un statut distinct au sein de l'ensemble que forment les Antilles néerlandaises dans la mer des Caraïbes. Qualifiés de « petite

mine d'or » par un magistrat, les enregistrements ont orienté les enquêteurs de la Copa, une équipe discrètement mise en place ces derniers mois pour remonter la filière Surinam-Antilles néerlandaises-Pays-Bas, sur la trace de plusieurs « gros bonnets » de l'importation de cocaïne.

Gros bonnets mais... grands bavards : dans leurs conversations, ils mentionnent l'existence d'un tunnel passant sous la frontière entre le Mexique et les États-Unis ; ils parlent d'un attentat fomenté par un cartel de Medellín contre le président Bush et son homologue colombien Barco, dont l'assassinat était programmé lors de la conférence de Carthagène au début de cette année.

Les conditions de sécurité renforcée dans lesquelles cette recherche s'est déroulée ont-elles fait reculer les hommes de main du cartel ? En tout cas elles n'auraient pas empêché certains gardes du corps de M. Bush... de s'approvisionner eux-mêmes en cocaïne !

Enfin, les écoutes révèlent que les trafiquants se sont frottés les mains de la chute du rideau de fer : pourquoi ne pas installer des usines textiles en Europe de l'Est pour « couvrir » l'expansion de nos activités, propose ainsi un Antillais à un Colombien installé à Amsterdam.

La capitale néerlandaise est « une tête de pont » appréciée des trafiquants colombiens « qui fréquentent des endroits bien connus », nous a indiqué un observateur étranger en poste aux Pays-Bas. Ces derniers, à la faveur des liens qui les unissent toujours à la région des Caraïbes, sont devenus le débouché idéal et la plaque tournante en Europe de la drogue colombienne.

Les renseignements obtenus par la Copa ont d'ailleurs été recueillis dans le cadre d'une enquête ouverte après l'interception de 140 kilos de cocaïne expédiée de Colombie via le Brésil et le Surinam.

CHRISTIAN CHARTIER

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Le désarroi des Blancs libéraux

L'Afrique du Sud a lancé, mercredi 12 septembre, un appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue à mettre fin au bain de sang dans les cités noires en poussant Nelson Mandela à rencontrer le chef zoulou Buthelezi. Dans une lettre envoyée aux Nations unies, le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, demande aux gouvernements d'« user de leur influence pour favoriser cette rencontre ». La guerre des cités noires a fait environ sept cents morts en un mois, dont quarante-sept depuis la rencontre de mardi soir entre le président Frederik De Klerk et Nelson Mandela. Selon le vice-président du Congrès national africain (ANC), « la poursuite des violences menace le processus des négociations ».

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

Ce pourquoi ils ont couragement combattu — « une Afrique du Sud non raciale et démocratique » — est en train de voir le jour : eux, les Blancs libéraux, se demandent à quelle tâche ils pourraient bien désormais s'atteler. Récemment réuni à Johannesburg, le congrès national du Parti démocratique (DP), au sein duquel ils militent, s'est fait l'écho de leur désarroi. « Le triomphe de nos convictions ne nous a apporté que le malheur », avoue M. Zach de Beer, le nouveau président de cette formation politique. Maintenant que l'apartheid est moribond, notre travail est-il terminé ? Devons-nous plier nos tentes et nous retirer sur la pointe des pieds ?

Né en avril 1989 de la fusion de plusieurs petits partis libéraux, le DP, qui avait obtenu trente-quatre sièges (sur cent soixante-dix-huit) aux élections « blanches » de septembre suivant, ne pèse pas très lourd sur la scène politique. Dans la « nouvelle Afrique du Sud » où tout un chacun aura le droit de vote, son poids sera encore plus faible. Le terrain idéologique, sur lequel il manœuvrait à son aise, est occupé par d'autres et, singulière-

ment, par le parti national (NP) au pouvoir. Celui-ci, en prônant l'ouverture et la fin négociée du système d'apartheid, compense les suffrages qu'il perd sur sa droite par ceux qu'il gagne sur sa gauche.

Au sein du DP, qui rassemble la classe moyenne blanche, plutôt citadine et anglophone, des voix discordantes ont plaidé pour un rapprochement sous forme d'alliance — voire de double appartenance — soit avec le NP soit avec le Congrès national africain (ANC).

« Je ne suis pas prêt à abandonner la démocratie dans les seules mains du NP et de l'ANC », a répondu M. de Beer. La conversion du NP est très récente et très fragile. Quant à l'ANC, il doit rompre ses relations avec le Parti communiste. Conduite à suivre dans le nouveau jeu politique : « Conserver notre propre identité, défendre nos propres valeurs ». Devenir, en somme, la « conscience libérale » du pays qui n'est pas à l'abri des abus de pouvoir des uns et des autres.

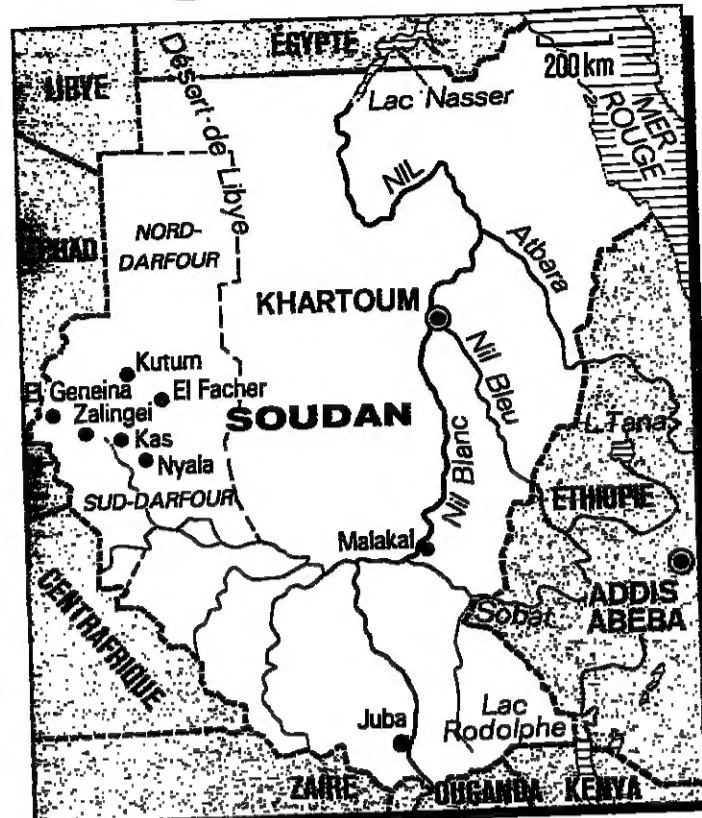
Le congrès du DP a finalement accepté que toute alliance tactique soit négociée avec tous ceux qui défendent l'idée d'une « Afrique du Sud non raciale et démocratique ». Mais il a refusé de laisser chacun juge de l'opportunité d'adhérer à une autre formation, liant cette double appartenance à l'accord préalable des instances supérieures du parti.

Au reste, tout libéraux ou « progressistes » qu'ils soient, les membres du DP commencent à mesurer, non sans crainte, les implications concrètes des idées qu'ils ont défendues avec succès. « Nous avons jusqu'à présent parlé dans la vague, et abondamment, de justice, d'égalité, de démocratie », explique M. Peter Gastrow, député de Durban. « C'est aujourd'hui pour nous l'épreuve de vérité : il va falloir cesser de crier et aligner nos actes sur nos paroles ». A bon entendre, salut : à la veille du congrès du DP, le mouvement d'extrême droite AWB avait révélé l'existence d'une liste de Blancs libéraux qui seraient « éliminés » en cas de « révolution noire ». A ses yeux, ces « faux frères » représentent la plus grave menace qui pèse sur l'avenir du peuple africain car ils sont la « tête pensante » des Noirs.

JACQUES DE BARRIN

SOUDAN : la guerre oubliée du Darfour

Les forces de M. Hissène Habré occupent trois villes



Selon des informations de source sûre en provenance du Soudan, un important contingent de l'armée tchadienne a pénétré, il y a environ une semaine, au Soudan dans la province du Darfour et y occupe actuellement les villes d'Al Geneina, Kutum et Zalingei.

La force tchadienne, estimée à quatre ou cinq bataillons de l'armée régulière d'Hissène Habré, appuyés par de nombreux chars, poursuivait apparemment des unités rebelles commandées par l'ancien commandant en chef tchadien Idriss Debi. Les combats, qui auraient fait plus de 900 morts dans les rangs des rebelles tchadiens et des militaires soudanais, ont duré quatre jours et, mercredi 12 septembre, les troupes d'Hissène Habré occupaient toujours les trois villes soudanaises.

La passivité des troupes de Khartoum, apparemment incapables de réagir à cette intrusion, a provoqué une petite crise au sein de la junte soudanaise. Le vice-président du Comité de salut public, le général Zubeir, a adressé des vives remontrances au commandant militaire de la région du Darfour lui reprochant son inaction. Celui-ci lui aurait répondu sur le même ton, en soulignant qu'il ne pouvait rien faire, étant donné que la plupart de ses troupes se trouvent dans le sud du pays pour y combattre les rebelles du colonel Garang.

De passage à Paris, où il a pris part aux travaux de la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA), le chef de la junte, le général Bechir, a évoqué dans une déclaration à l'hebdomadaire en langue arabe *Al Yom Assabe*, le problème de la présence de forces militaires étrangères au Darfour. Selon lui, il n'existe dans cette province ni force libyenne ni légion islamique, mais uniquement une force militaire d'opposants au régime d'Hissène Habré conduite par Idriss Debi. Le général Bechir rejette sur l'ancien régime civil de M. Sadek El Mahdi la responsabilité de l'entrée de ces dissidents au Soudan où, dit-il, ils ont fini par former une armée puissante. « Lorsque nous avons pris le

pouvoir en juin 1989, dit-il, nous avons été surpris de trouver au Darfour cette force étrangère. » Il reconnaît que le Soudan ne possède dans cette région aucune force militaire capable de s'opposer aux forces étrangères et qu'il s'efforce de « réconcilier » les deux adversaires tchadiens, Hissène Habré et Idriss Debi.

Dès son arrivée au pouvoir, en juin 1989, la nouvelle junte avait organisé une conférence de paix au Darfour à l'issue de laquelle il avait été annoncé que tous les problèmes de la province avaient été réglés. En réalité, la trêve n'a été que de courte durée. Les milices arabes tolérées et encouragées par l'ancien gouvernement de M. Sadek El Mahdi et encadrées, depuis, par la junte ont repris en novembre 1989 leurs raids contre

les villages et agglomérations habités par les Fours (les autochtones qui ont donné leur nom à la province), les accusant d'appuyer les rebelles de l'Armée de libération du peuple soudanais (ALPS) du colonel Garang. Les militaires soudanais, loin de protéger les Fours, assinent

en spectateurs à ces raids qui tournent souvent au massacre. Les militaires attaquent à l'aube, incendient les habitations et les récoltes, volent le bétail, pillent les propriétés et tuent les villageois.

Etat d'anarchie totale

En mars dernier, rompant avec une tradition bien ancrée, la junte a nommé le général Abou Ghasssem Ahmed Ibrahim, qui n'est pas originaire du Darfour, au poste de gouverneur de la province généralement attribuée à un autochtone. Ce dernier a transféré aussitôt ses bureaux de Fasher, la capitale de la province, à Zalingei, en plein cœur de la zone des troubles et a procédé à de nombreuses arrestations parmi les dirigeants Fours. Ces derniers ont été transférés à la prison de Shalla où sont détenus, par ailleurs, dans des conditions particulièrement éprouvantes les prisonniers de conscience de Khartoum dont la junte souhaite briser la volonté.

L'état d'anarchie totale dans lequel est plongé le Darfour par suite des querelles ethniques, de la petite guerre civile tchadienne en plein territoire soudanais et de la quasi-absence de tout semblant d'autorité légale, a créé une situation d'extrême gravité pour les détenus de Shalla. La prison a déjà été attaquée par les miliciens qui ont libéré certains de leurs amis. La direction de la prison a d'ailleurs fait savoir récemment qu'elle n'avait plus les moyens de nourrir ses pensionnaires et qu'il revenait à ces derniers de se débrouiller pour pouvoir continuer à s'alimenter et à se procurer l'eau dont la prison est totalement dépourvue.

JEAN GUEYRAS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68
MINTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente au palais de justice de Paris, jeudi 27 sept. 1990, à 14 h 30
APPARTEMENT 1 P. CUIS. - 8, RUE PACHE
à Paris (11^e) - au 3^e ét. - CAVÉ-DEBARRAS
M. à P. : 100 000 F S'adresser pour renseignements à M^{rs} B.-C. LEFEBVRE, avocat, 20, quai de la Mégisserie, Paris 75001 - Tél. : 40-39-07-39 - Vis. : 25 sept. de 11 à 12 heures.

Vente au palais de justice de Paris, le jeudi 27 septembre 1990 à 14 h 30 - EN UN LOT :
APPARTEMENT 3 P. P. - 34, RUE CUSTINE
et 61, rue LABAT à Paris (18^e)
au 3^e étage - avec salle de bains et CAVÉ
M. à P. : 350 000 F S'adresser pour renseignements à M^{rs} B.-C. LEFEBVRE, avocat, 20, quai de la Mégisserie, Paris 75001 - Tél. : 40-39-07-39 - Vis. : 25 sept. de 14 à 15 h 30.

Vente sur saisie au palais de justice d'Evry le MERCREDI 3 OCTOBRE 1990 à 14 heures
PAVILLON DE TYPE 4 PIÈCES
sur un terrain de 422 m²
JUVISY-SUR-ORGE (91)
à la rue d'Alphonse-Audouin
MISE À PRIX : 250 000 F
S'adresser à M^{rs} Marc HERBER-SUFFRIN, avocat à EVRY (Seine-et-Marne) 48, cours Blaise-Pascal - Tél. : 60-77-02-94.

Vente en licitation au palais de justice de Bobigny, le mardi 25 septembre 1990 à 13 h 30
APPARTEMENT de 3 pces princ.
Dans un immeuble
à NEUILLY-SUR-MARNE (93)
2 et 4, boulevard de la République
au 1^{er} étage, bâtiment D, escalier VIII, cave au sous-sol
Mise à prix : 150 000 F
S'adresser à maître Bernard PIGNAT, avocat à Rosny-sous-Bois (93) 10, rue du Gal-Lederc - Tél. : 45-28-00-12 - maître Bernard MALINVAUD, avocat à Paris (6^e), 1, bis place de l'Alma - Tél. : 47-23-73-70 maître JOSSE, syndic judiciaire à Paris 1^{er}, 4, rue du Marché-Saint-Honoré, et les avocats près du tribunal de grande instance de Bobigny.

Vente sur licitation au palais de justice de Créteil le jeudi 4 octobre 1990 à 9 h 30
En six lots
1) IMMEUBLE à THIAIS (94)
201, avenue de Fontainebleau
Rapport à usage commercial
Mise à prix : 480 000 F
2) PROPRIÉTÉ 1 ha 35 a 50 ca
Mise à prix : 1 100 000 F
3) TERRES et BOIS 1 ha 52 a 10 ca
Mise à prix : 28 200 F
à JOUARS-PONCHATRIN (78)
4) TERRES (26 a 40 ca) MAUREPAS (78) - M. à P. : 5 300 F
5) TERRES et BOIS (3 ha 62 a 37 ca)
à ROCHEFORT-en-YVELLINES (78) - M. à P. : 65 500 F
6) TERRES à LONGVILLIERS (78) (16 a 10 ca)
Mise à prix : 3 200 F
S'ad. à M^{rs} REGNAULT 15, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris. Tél. : 43-24-42-71 - M^{rs} TACNET 20, av. Jean-Jaurès, Champigny (94). Tél. : 47-06-94-22 - Au greffe des criées du trib. de Créteil, à la vente près le T.G.I. de Créteil.

ALGÉRIE : grèves dans la presse

La cession de deux quotidiens gouvernementaux au FLN est remise en cause

Des arrêts de travail qui frappent les quotidiens *El Moudjahid* et *Ech Chaab* perturbent la sortie d'une bonne partie de la presse algérienne.

ALGER

de notre correspondant

Quotidiens francophones, *El Moudjahid* vient de réapparaître après une grève de deux jours qui a empêché la sortie des journaux tirés sur ses presses. Mais au moment où *El Moudjahid* reprendrait le travail, *Ech Chaab*, son équivalent arabe, son lancement à son tour dans la grève, bloquant la parution des journaux dont il assure le tirage.

A l'origine du conflit il y a la décision gouvernementale prise après les événements d'octobre 1988 de dénationaliser une presse jusqu'alors étroitement surveillée et de céder au FLN les deux quotidiens aujourd'hui en grève. Décidés sans trop de débats, ces transferts avaient été dénoncés par certains comme une sorte de hold-up opéré au profit d'un parti politique qui n'avait d'autre justification à présenter que d'avoir exercé le monopole du pouvoir. Plusieurs journalistes peu désireux de travailler pour un parti politique avaient, dans la foulée, quitté leur rédaction.

Une concurrence rude

Est-ce pour atténuer les critiques que le gouvernement a annoncé depuis que les transferts des journaux au FLN ne concernaient en fait que les titres ? Le reste, moyens de composition et d'impression, serait cédé, qui à un autre titre, qui à une société à créer. A charge pour cette dernière de mettre ses rotatives à la disposition de toute la presse. La majorité des journaux ont applaudi. Jus- qu'alors imprimés sur les rotatives

du *Moudjahid* ou du *Chaab*, seuls organes d'Alger possédant une imprimerie, ils ont vu dans le démantèlement du patrimoine de leurs confrères le moyen d'échapper à un monopole dont ils craignaient les conséquences dès lors qu'il était exercé par une entreprise contrôlée par un parti politique.

En revanche, cette solution a provoqué de vives protestations au sein du *Moudjahid* et du *Chaab*. Aux craintes des ouvriers du Livre de subir des compressions de personnel à la faveur de la restructuration des imprimeries, se sont ajoutées celles des rédactions de voir périr leur titre. Car la concurrence est désormais rude dans la presse algérienne. Des titres nouveaux naissent de tous côtés, grignotant chaque jour un peu plus l'ancienne puissance du *Moudjahid*. Tombé désormais dans l'escarcelle du FLN, ce quotidien saurait-il être autre chose que l'organe central du parti ou, pis, son bulletin interne ? M. Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN, a eu beau assurer que le journal serait « un grand quotidien national d'information », il n'a pas réussi à calmer les inquiétudes de la rédaction, qui s'est aussi lancée dans la grève.

Pressé par la mobilisation des cinq cents employés du *Moudjahid*, submergé de motions de soutien venues de toutes parts - MM. Ben Bella et Ali Ahmed ont chacun envoyé un message de solidarité - confronté en outre à de délicats problèmes juridiques et financiers pour mettre en œuvre son projet, le gouvernement vient finalement d'annoncer qu'il suspendait son plan. La rédaction du *Moudjahid*, méfiante, se déclare cependant « vigilante » et prête à reprendre la grève à la moindre menace.

Le problème est en effet loin d'être réglé. Si le *statu quo* peut satisfaire les uns, il déplaît fortement à ceux qui entendent pas dépendre du FLN pour l'impression des journaux. Après avoir

affronté les rédactions du *Moudjahid* et du *Chaab*, le gouvernement risque donc fort, pour des raisons exactement inverses, de devoir faire face à celles de leurs confrères.

Enfin, le conflit s'améliorera pas les relations, déjà peu cordiales, qui entretiennent le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche avec la direction du FLN. Cette dernière est en effet persuadée que toute l'affaire n'a été montée que pour la priver de ses moyens d'expression et marginaliser encore un peu plus le parti, qui traverse une crise sérieuse. Au fil d'un commentaire paru mercredi dans *El Moudjahid*, M. Hamrouche, encore récemment membre du bureau politique du FLN, est d'ailleurs clairement accusé d'avoir « miné de l'intérieur » le parti pour mieux tenter de lui briser les reins.

GEORGES MARION

LIBERIA

L'état se resserre autour du palais présidentiel

Les rebelles dirigés par Charles Taylor ont été signalés, mercredi 12 septembre, à faible distance du palais présidentiel de Monrovia. Selon l'envoyée spéciale de la BBC, les hommes de Taylor ont progressé rapidement dans la partie est de la capitale et se sont emparés de l'hôtel de ville, situé à quelques centaines de mètres du palais. Le journaliste britannique a précisé que le groupe dissident dirigé par Prince Johnson n'avait pas semblé prendre part aux combats. Certains soldats fidèles au défunt président Samuel Doe ont été évacués vers une destination inconnue par la force d'interposition de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest. (Reuters)

Des « escadrons de la mort » dans les rues de Johannesburg

La violence, qui embrase depuis un mois les banlieues noires de Johannesburg, a désormais gagné la ville : mercredi 12 septembre au soir, un commando armé de fusils d'assaut a parcouru les rues en tirant sur la foule.

Le commando, se déplaçant en minibus, a ouvert le feu au hasard, sur des gens qui attendaient à une station de taxis, sur des piétons, sur des gardes de sécurité. Selon la police, on a relevé quatre morts et au moins quatorze blessés.

Plus tard, à Soweto, où les violences s'étaient poursuivies durant toute la journée, deux policiers et un homme armé ont été tués lors de deux incidents différents.

Des Blancs parmi les assaillants

Dans l'un des cas, même scénario : un minibus est passé en trombe devant le commissariat et ses passagers ont ouvert le feu sur les deux agents de faction. L'un d'eux a été tué.

Des témoignages, diffusés par une radio indépendante, ont laissé entendre que des Blancs avaient été repérés parmi les assaillants. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement a annoncé des escadrons de la mort, composés de Noirs et de Blancs - ces derniers ayant le visage noir ou portant des cagoules.

Quelques-uns de ces Blancs auraient même été aperçus dans des fourgons de la police, selon la branche de l'ANC du ghetto de Katlehong. - (AFP.)

Un serbe exige de participer à la préparation des élections

Les conditions de l'opposition

Le serbe exige de participer à la préparation des élections

Les conditions de l'opposition

Les conditions de l'opposition

Les conditions de l'opposition

la popularité de M. Bush

la popularité de M. Bush

la popularité de M. Bush

la popularité de M. Bush

la popularité de M. Bush

la popularité de M. Bush

POLITIQUE

Crise au CDS

L'autorité de M. Méhaignerie sur les centristes est contestée

Président du CDS depuis huit ans, président du groupe parlementaire UDC depuis deux ans, M. Pierre Méhaignerie doit faire face à une contestation de plus en plus forte au sein de son parti. Après les jeunes, ce sont les parlementaires qui l'ont sommé cette semaine d'éclaircir ses positions et ses intentions. Certains songent déjà à son remplacement.

Crise : ce mot, jusqu'alors, n'existait pas dans le petit dictionnaire centriste. Avec un sens de la litote ocellienne qui était leur originalité, les dirigeants centristes, maniant avec onction le « cher Pierre », le « cher Jacques » ou le « cher Bernard » échangeaient, au pire s'interpellaient, mais toujours en faisant profession de foi d'agir pour le bien commun. Le temps de ces précautions et de ces bonnes manières paraît aujourd'hui révolu, preuve que décidément tout va sens dessus dessous dans les chapelles de l'opposition. S'il y a quinze jours, quand les jeunes du CDS réunis à Ramatuelle en université d'été chahutaient sans précaution leurs dirigeants (le Monde du 31 août), on pouvait encore parler de malaise. À présent, le CDS connaît une vraie crise qui pourrait précipiter dans ses rangs de profonds bouleversements.

Les liens avec M. Rocard

Déjà sérieusement ébranlé par la contestation de ses jeunes, M. Pierre Méhaignerie se trouve sans doute à présent à un tournant personnel et politique. Pour tenter d'apaiser les esprits, il avait lancé l'idée de se dégarer de la présidence du groupe UDC de l'Assemblée nationale pour pouvoir s'occuper mieux du parti, et cela, avait-il précisé, dans un délai d'un an. Mais voilà que ses députés, qui n'avaient pas été consultés, le pressent de choisir au plus vite, et que d'autres suggèrent qu'il abandonne la présidence du CDS. Comme toujours chez les centristes, il y a bien sûr le dit et le non-dit, mais ce qui a été dit, mardi dernier lors de la réunion de rentrée du groupe UDC, est déjà suffisamment grave pour supposer que les arrière-pensées peuvent être ravageuses.

Jamais, de mémoire de centristes avertis, les échanges au sein de ce groupe n'avaient été aussi vifs, les procès instruits contre M. Méhaignerie aussi directs. Certains l'ont « sommé » de quitter la présidence du groupe « dans les quarante-huit

heures ». Voyant se rapprocher avec appréhension les échéances électorales, d'autres l'ont poussé à défaire enfin pour le parti une ligne cohérente qui ne soit pas une ligne de flottement constante entre gouvernement et opposition. « Nous ne pouvons plus être les « margés » de l'opposition », ont averti certains. « Il n'y a plus place pour un parti qui veut mettre un pied de chaque côté », ont prévenu d'autres. Certains, encore plus brutaux, ont reproché à leur président « de mouiller trop sa chemise avec Michel Rocard », impression partagée par M. Raymond Barre, présent lors de ces mémorables échanges, qui se chargea de rappeler à ses collègues « que leur ennemi était Rocard ». Autant de propos qui en disent long sur le mal-être au centre.

M. Méhaignerie a commis sans doute une maladresse en laissant ouverte pendant un an sa succession à la tête du groupe. Certains appétits se sont réveillés, notamment chez MM. Jacques Barrot et Edmond Alphandéry. Mais ce n'est que l'écho des vagues centristes. M. Méhaignerie est désormais contesté à la fois dans ses méthodes et dans sa stratégie politique. Les jeunes lui ont reproché « d'être trop mou », « de ne pas savoir vendre et se vendre ». « Moi, leur répondait-il alors, je suis un homme de synthèse et de rigueur intellectuelle. » Justification jugée un peu courte aujourd'hui. « Que voulez-vous, admettait un cadre résigné, lorsque dans la base on ne chante pas, la volaille caquette. »

Plus profondément, c'est toute la stratégie d'autonomie centriste dans l'interdépendance de l'opposition, réaffirmée récemment par M. Méhaignerie, qui apparaît de moins en moins tenable à une majorité de ses députés. La question de la réintégration au sein du groupe UDF n'est pas encore posée.

M. Bosson prêt à prendre la relève

Mais les élus, sur leurs terres, perçoivent bien que l'étiquette UDF colle de mieux en mieux aux aspirations d'union de leurs électeurs. Ils mesurent de plus en plus le risque de décalage. Entre le président du CDS et la majorité de ses parlementaires, le hiatus est profond. M. Méhaignerie persiste à imaginer une recomposition historique de l'échiquier politique, à partir des positions des uns et des autres sur le Front national et l'Euro-

pe. Il demande du temps. Ses parlementaires sont bédas pressés. A leur tour, ils s'en remettent de plus en plus volontiers à M. Valéry Giscard d'Estaing. Ils sont de plus en plus navrés d'être à l'origine des malheurs actuels de l'UDF, avec un PR s'insurgeant contre leurs allées et venues.

Sauf à imaginer que les centristes s'effarouchent à nouveau de leur propre hardiesse, M. Méhaignerie va vivre quelques semaines difficiles. Il sait aussi que sa tête de président du parti est mise à prix. M. Bernard Bosson lui avait déjà fait savoir que le poste de président de groupe ou celui de secrétaire général du CDS ne l'intéressaient pas, mais qu'il visait le fauteuil de président du parti. Cette compétition risque de remettre en cause prématurément les structures du parti ainsi que toute sa stratégie des cinq dernières années. Le recensement est déjà fait : l'« erreur historique » de l'entrée dans le gouvernement de la cohabitation, l'allégeance aveugle au candidat présidentiel Raymond Barre, l'allégeance aveugle à la tête de liste européenne Simone Veil, le fossé créé entre anciens et modernes, le groupe sénatorial mis de côté.

M. Méhaignerie est-il encore capable d'éloigner l'orage ? Le veut-il d'abord ? Les journées parlementaires du groupe UDC, prévues mardi 18 et mercredi 19 septembre dans son fief de Vitry, seront déterminantes, avant la convention de Saint-Malo qui normalement en octobre devait bâtir la nouvelle plate-forme idéologique du centre. A Ramatuelle, M. François Bayrou avait en cet avertissement prémonitoire : « Si nous nous mettons à faire comme les autres, à nous canarder en vaches à la kalachnikov, nous ne survivrons pas. » La chronique de la mort annoncée est ouverte.

DANIEL CARTON

L'UPF a constitué son bureau politique

Le bureau politique de l'Union pour la France sera officiellement constitué samedi 15 septembre à l'occasion des Etats généraux de l'opposition, qui se tiendront à Saint-Maximin dans le Var. Il est composé de quinze représentants de l'UDF et d'autant du RPR.

Pour l'UPF, il s'agit de MM. Giscard d'Estaing, François Bayrou, François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin, Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, Bernard Stasi, Yves Galland, André Santini, Hervé de Charette, Paul Girod, Charles Millon, Daniel Hoeffel et Marcel Lucotte.

Pour le RPR, ont été choisis MM. Jacques Chirac, Charles Pasqua, Alain Juppé, Edouard Balladur, Philippe Séguin, Michel Noir, Roger Romani, Jacques Chabaut, Delmas, Nicolas Sarkozy, Michel Giraud, Bernard Pons, Richard Cazenave, M^{me} Michèle Alliot-Marie, MM. Jacques Toubon et Jean Tibéri.

□ Hostilité de l'UDF au regroupement des élections en 1992. — Députés et sénateurs UDF sont pour l'instant hostiles à un report des élections cantonales qui seraient regroupées avec les régionales en 1992. Le Parlement aura à examiner, à l'automne, un projet de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qui va dans ce sens. Certains élus estiment notamment que la différence de mode de scrutin (uninominal pour les cantons et de liste pour les régionales) rend ce système pervers. En revanche, les élus UDF ne seraient pas hostiles à un regroupement des élections régionales et européennes en 1999.

□ La fiscalité des collectivités locales. — Les présidents RPR de conseils généraux, réunis mercredi 12 septembre à Paris, à l'initiative de M. Michel Barnier (Savoie), souhaitent que « huit ans après la décentralisation le Parlement fasse le point des transferts de fiscalité de l'Etat vers les collectivités locales ». La loi confiant désormais en partie aux départements la charge du logement social, des collèges et celle de la solidarité à travers le RMI, les présidents RPR de conseils généraux observent que les assemblées départementales ont fait face à ces responsabilités « avec volontarisme ».

La Fête de « l'Humanité »

Le PCF mobilise « contre la guerre le racisme et l'austérité »

La traditionnelle Fête de l'Humanité, qui aura lieu du vendredi 14 au dimanche 16 septembre au parc paysager de La Courneuve, sera placée par le Parti communiste français sous le signe d'une triple offensive politique : ce sera une fête populaire « contre la guerre, contre le racisme, contre l'austérité ».

C'est le directeur du quotidien du parti, M. Roland Leroy, qui, cette année, prononcera, dimanche après-midi, le discours destiné à ponctuer le rassemblement. M. Georges Marchais sera, pour sa part, l'invité de TF 1, samedi, en direct, à 13 heures. Le secrétaire général du PCF a

été hospitalisé, mercredi après-midi 12 septembre, pour une série d'examen, à l'hôpital Lariboisière, où il avait déjà séjourné, en décembre dernier, à la suite d'un malaise cardiaque. M. Marchais devait reprendre normalement ses activités dès jeudi matin.

La Fête de l'Humanité sera suivie, les 20, 21 et 22 septembre, d'une session du comité central du parti au cours de laquelle doit être arrêté le texte du projet de résolution qui sera soumis à la discussion des militants dans la perspective du vingt-septième congrès, prévu du 18 au 22 décembre à Saint-Ouen.

Faire la fête, pas la guerre. Ce sera le premier slogan de la kermesse annuelle de l'Humanité, qui sera celle du soixante-dixième anniversaire du Parti communiste, et les pacifistes n'auront que l'embarras du choix puisque le programme des variétés se caractérisera, comme d'habitude, par un eclectisme quasi internationaliste : les rythmes africains précéderont sur scène l'orchestre symphonique de RTL, les chanteurs de blues américains donneront la réplique à Patricia Kaas, Guech Patti, Johnny Clegg et aux Nègres vertes, les jeunes talents révélés au Printemps de Bourges disputeront la vedette à Jean-Edder Hallier, qui fait ses gammes de dessinateur dans une

Conversation au clair de lune rédigée au terme d'une cubaine humide de miel avec Fidel Castro.

Donnant la note, M. Roland Leroy a expliqué, mercredi 12 septembre, au cours d'un déjeuner de presse, à propos de la crise du Golfe, que si le PCF est partisan d'un nouvel ordre mondial, il ne peut s'agir de « celui dont parle Bush » : « Pour nous, ce nouvel ordre ne doit pas être l'établissement d'un condominium, d'un gouvernement mondial assuré par les grandes puissances, mais un nouvel ordre économique et politique qui sortirait les pays pauvres de leur situation. »

La présence à la fête des délégués du Parti communiste chinois, responsable de la répression sanguinaire du mouvement étudiant de 1989, ne constitue-t-elle pas un fâcheux

couac ? M. Leroy l'assume. Il dit que le PCF a condamné « sans équivoque » le massacre de la place Tiananmen ; il précise que leur absence, l'an dernier, avait été enregistrée « sans regret » ; il souligne que les communistes français préfèrent pouvoir débattre avec les autres communistes, quand ils se trompent, plutôt que de rompre toute relation avec eux comme ils le faisaient parfois naguère. Selon M. Leroy il s'agit d'une « méthode meilleure ».

Harlem Désir en vedette

Mais comment faire la fête, en France, aujourd'hui, sans mettre hors jeu le racisme ? L'un des grands moments du week-end sera donc, de l'avis des organisateurs, le débat prévu samedi à 15 h 30 avec la participation de plusieurs organisations antiracistes et, en particulier, du président de SOS-Racisme, M. Harlem Désir. L'occasion aussi de s'écouter, comme l'a fait dès mercredi M. Leroy, de l'attitude de la LICRA, qui a choisi le même moment pour organiser, à l'hippodrome de Vincennes, sa propre fête contre les thèses du Front national.

Enfin, bien sûr, la « nique » sera faite au projet de budget du gouvernement, étant entendu qu'il est « absolument mensonger », au regard de M. Leroy, « de prendre prétexte de la crise du Golfe pour justifier une politique d'austérité dont l'expression

la plus brutale a fait l'objet de l'ordre du jour du dernier conseil des ministres ». M. Leroy est d'accord avec M. Lajoinie : en l'état actuel des choses, pas question pour le PCF de voter le projet présenté par MM. Bérégovoy et Chasse.

Le débat interne ? On en reparlera après le feu d'artifice de dimanche soir. Pour l'instant, les dirigeants du parti cultivent l'optimisme qui sied à toute rentrée militante : officiellement, le PCF a enregistré vingt-neuf mille adhésions depuis le début de l'année.

ALAIN ROLLAT

M. Mauroy appelle les communistes à « se ressaisir »

M. Pierre Mauroy a décidé d'interpeller le Parti communiste, dans l'édition de l'hebdomadaire socialiste Vendredi (numéro du 13 septembre), une semaine avant la réunion de son comité central. « Mais que fait donc le Parti communiste ? », se demande le premier secrétaire du PS, s'étonnant des positions prises par le PCF après le sommet américano-soviétique d'Helsinki et contre la réunification de l'Allemagne.

M. Mauroy rappelle aussi les votes des communistes à l'Assemblée nationale, parfois positifs, souvent négatifs ou choisissant l'abstention.

« Dans ce monde en mutation si rapide, écrit M. Mauroy, [le PCF] s'égare dans les nimbales bleues de l'immobilisme et s'enferme dans le labyrinthe du refus. Dans ce monde-là, pourtant, la cohésion et l'unité de la gauche se posent en termes renouvelés. Premier ministre de l'union de la gauche, premier secrétaire d'un parti qui veut rassembler à gauche, je ne me résous pas à cette impasse. Et je dis aux communistes : Ressaisissez-vous ! »

L'initiative du premier secrétaire a été discutée, mercredi 12 septembre, lors de la réunion du bureau exécutif du PS. M. Henri Emmanuelli, jospiniste, trésorier du parti, s'est étonné qu'un geste soit ainsi fait en direction du PCF sans attendre la réunion du comité directeur du PS qui, le 29 septembre, doit discuter notamment des alliances.

Pour M. Emmanuelli, les socialistes doivent s'adresser, non pas seulement aux communistes, mais, aussi, aux membres et aux électeurs du PCF, aux anciens communistes, aux écologistes et aux centristes de France unie, le mouvement créé par M. Jean-Pierre Soisson.

Pour M. Mauroy, au moment où le PCF affirme son intention de voter contre le budget, le PS doit chercher à obliger M. Georges Marchais et ses amis à s'expliquer sur l'ensemble de leur politique, plutôt que de les laisser la conduire à leur guise, sans être exposés à d'autres objections que celles, faciles à contrôler pour eux, d'une opposition interne minoritaire par les procédures habituelles au sein de leur parti.

P. J.

□ Gard : Le RPR refuse une salle au Front national. — Le Front national « s'indigne » de la décision du maire de Rochefort-du-Gard, M. André Savonne, de « ne pas prêter de salle » à M. Remy François, candidat du parti d'extrême droite à l'élection cantonale partielle de Villeneuve-lès-Avignon (Gard) des 23 et 30 septembre. M. Savonne, secrétaire fédéral du RPR, qui est candidat de l'opposition parlementaire dans cette consultation, indique que « la salle polyvalente, utilisée à d'autres activités, n'a jamais été prêtée aux formations politiques ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 12 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits.

Loi de finances pour 1991

(Lire pages 27 à 30.)

La rentrée scolaire

(...) Treize millions d'élèves ont fait leur rentrée. Cette rentrée scolaire a eu lieu dans des conditions très satisfaisantes.

A chaque niveau d'enseignement, le nombre des élèves varie dans le même sens que les années précédentes, mais selon une moindre ampleur :

- Augmentation de vingt-sept mille cinq cents élèves en maternelle ;
- Diminution de mille cinq cents élèves dans le primaire et de onze mille cinq cents élèves dans les collèges ;
- Augmentation de cinquante-cinq mille élèves dans les lycées et de dix-sept mille élèves dans les classes postérieures au baccalauréat.

Pour accueillir les élèves dans l'enseignement public, des emplois nouveaux ont été mis en place : cinq cents emplois d'instituteurs, quatre mille cinq cents emplois d'enseignants du second degré, cinq cent cinquante emplois d'encadrement et de documentation, sept cent cinquante emplois d'agents administratifs, techniques, ouvriers et de service. Les crédits d'heures supplémentaires ont été augmentés.

Ces moyens nouveaux ont été affectés dans le souci d'une plus juste répartition des effectifs d'enseignants entre les académies.

Les difficultés de recrutement du personnel enseignant demeurent, mais un renversement de tendance est amorcé. On observe une forte croissance du nombre de candidats admis par les jurys, y compris dans les disciplines scientifiques. Pour la deuxième année consécutive, les recrutements sont plus nombreux que les départs.

L'effort des collectivités territoriales en matière de construction scolaire du second degré s'est traduit par la mise en service de quatre-vingt-un établissements nouveaux.

Dans trente-trois départements pilotes, des cycles pédagogiques plurianuels seront mis en place dans les classes primaires. Dès la rentrée, les nouveaux horaires, vingt-six heures pour les élèves, vingt-sept heures pour les enseignants, seront appliqués. Le premier trimestre sera consacré à la préparation des nouvelles méthodes pédagogiques dont la mise en place effective aura lieu en janvier 1991. Cette réforme sera généralisée à la rentrée de 1991.

Comme l'an dernier, les élèves de cours élémentaire deuxième année et de sixième seront l'objet d'une évaluation dans les disciplines des apprentissages fondamentaux. Cette évaluation se déroulera dans la deuxième quinzaine de septembre selon des modalités allégées pour faciliter le travail des enseignants.

Avant la fin de l'année scolaire, toutes les écoles, tous les collèges et lycées devront avoir adopté un projet d'établissement. Une nouvelle carte des zones d'éducation prioritaires a été arrêtée pour trois ans, en concertation avec les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les associations de parents et les associations péri-éducatives.

La politique française de l'environnement dans le contexte international

(Lire page 11.)

Mesure d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté la mesure individuelle suivante :

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : M. Pierre Grandjean, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 19 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

MARDI 18 SEPTEMBRE

S. 9 - 14 h 30. 300 du 20^e siècle. - M^{me} BRIEST.
S. 11 - Meubles et objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 15 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.

MERCREDI 19 SEPTEMBRE

S. 1 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 2 - Livres anciens et modernes. Bibliographie. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 3 - Tableaux, bibelots. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGIRARD.

JEUDI 20 SEPTEMBRE

S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 14 - Succession et appartenant à divers. Gravures, tableaux, bibelots. Meubles anciens et style. Beau mobilier du 19^e. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENREDI 21 SEPTEMBRE

S. 5 - Meubles anciens. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 6 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 7 - Livres provenant de la bibliothèque L.P. - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY. M. Coulet, expert.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-40-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 11, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-62-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEDMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

Humanité

contre la guerre l'austérité

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

La Fête de l'Humanité sera tenue, le 23 septembre, d'une session du conseil de la ville de Paris, au cours de laquelle le maire de Paris, M. Hénin, devra répondre à la question : « La Fête de l'Humanité sera-t-elle tenue ? »

12 L'épilogue de l'affaire Saint-Aubin Les attentats en Corse

12 Un espoir pour les diabétiques 13 Danse : la Biennale de Lyon

13 Cinéma : la Mostra de Venise 16 La relance de Télé-Monte-Carlo

Pour se défendre contre les agressions

Les arbres communiquent entre eux

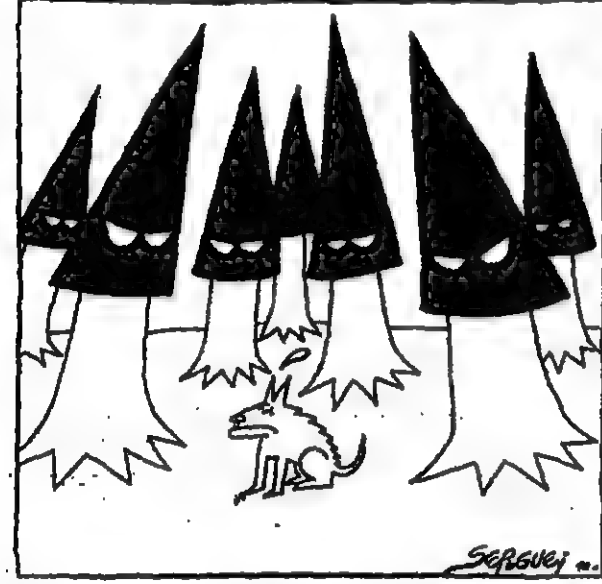
En cas d'agression, l'acacia est capable de prévenir à distance les arbres qui l'entourent, leur donnant ainsi le temps d'élaborer un système de défense. Cette découverte, annoncée par un zoologiste sud-africain lors du deuxième colloque international sur l'arbre qui se tient actuellement à Montpellier, démontre pour la première fois l'existence de messages chimiques entre végétaux. Elle pourrait ouvrir de nouvelles pistes de recherche, notamment pour l'étude des écosystèmes.

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

En science comme en amour, les rencontres fortuites sont parfois les plus heureuses. M. Wouter Van Hoven peut en témoigner. Rien ne prédisait ce zoologiste de l'université de Pretoria à une telle découverte jusqu'à ce qu'on lui demande,

liberté, précise-t-il. Ce qui leur permet de se nourrir à leur guise contrairement aux antilopes qui, dans leur enclos, n'ont à leur disposition qu'une quantité limitée de feuillage. Dès lors, la piste se précise pour aboutir aujourd'hui à ce constat étonnant, qui bouleverse les lois généralement admises du règne végétal : agressés par l'animal, les feuilles d'acacia mettent en place une redoutable défense (d'autant plus nécessaire en hiver que les jeunes pousses sont tendres) en augmentant sensiblement leur teneur en tanin. Mieux : en libérant dans l'air une substance volatile, l'éthylène, elles préviennent de l'imminence du danger les arbres avoisinants qui émettent à leur tour, en un temps record, la toxicité de leur feuillage. Comme l'ont vérifié les chercheurs de Pretoria, dix à quinze minutes suffisent ainsi, aux feuilles d'un acacia « prévenu »,



en 1986, d'enquêter sur le mal étrange qui, depuis plusieurs années, décime les antilopes placées en captivité dans les réserves naturelles de la région du Transvaal.

« Chaque hiver, elles mouraient dans des proportions anormales pouvant aller jusqu'à 39 %, et d'autant plus grandes que leur population était élevée, raconte M. Van Hoven, sans que l'on puisse pour autant incriminer la moindre maladie, ni la faim ni la soif. » Très vite, l'autopsie des animaux fournit une piste. Les feuilles d'acacia mal digérées que contiennent leur estomac révèlent une concentration incroyablement élevée de tanin, beaucoup plus que ce que toute antilope normalement constituée est capable de supporter.

Messages à l'éthylène

Empoisonnées, mais pour quelle raison ? Et comment, surtout, expliquer que les girafes de ces réserves naturelles, qui se nourrissent sensiblement des mêmes feuillages, ne présentent quant à elles aucun signe d'intoxication alimentaire ?

M. Van Hoven pressant rapidement que la contradiction n'est qu'apparente. « En effet, alors que les antilopes d'élevage restent confinées derrière une clôture, les girafes vivent dans les réserves en toute

par un congénère situé à 60 mètres de distance, pour tripler leur concentration de tanin. Une dose mortelle que les girafes évitent en allant brouter ailleurs, mais qui ne laisse aux antilopes prisonnières aucune échappatoire.

« Il s'agit là d'une découverte extraordinaire, qui illustre l'interdépendance de la recherche pluridisciplinaire », souligne M. Claude Edelin, botaniste à l'université Montpellier-II et organisateur du colloque. « Bien sûr il est encore impossible de généraliser et de supposer que tous les arbres communiquent entre eux, que ce soit par l'intermédiaire de l'éthylène ou d'autres substances », ajoute-t-il, mais les spécialistes ne s'accordent pas moins à penser que la trouvaille du zoologiste, quasiment inespérée, ouvre une passionnante voie de recherche.

« Si ce type de communications stratégiques se confirme chez d'autres espèces, forestières par exemple, elles vont permettre d'aborder sous un angle tout à fait nouveau l'évolution des écosystèmes végétaux », précise M. Claude Edelin. Les confidences chimiques des arbres nous sont encore, pour l'essentiel, inintelligibles. Du moins commençons-nous à les entendre.

CATHERINE VINCENT

La France propose un plan anti-gaz carbonique contre l'effet de serre

La France propose aux Nations unies et à la Communauté européenne de réduire ses émissions de gaz carbonique - principal responsable de l'effet de serre - à moins de deux tonnes par an et par habitant, contre 2,3 tonnes aujourd'hui.

Cet objectif, annoncé par M. Bric Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, au conseil des ministres du mercredi 12 septembre, fait partie d'un plan de prévention contre les modifications climatiques dans lequel

la France voudrait entraîner les grandes puissances mondiales. Celles-ci en brûlant d'énormes quantités de combustibles (charbon et pétrole notamment) sont les plus grosses productrices de gaz carbonique (Etats-Unis : 5,2 tonnes par an et par habitant, Allemagne : 3,2 tonnes).

La France rappelle que le seul secteur des transports est responsable de 40 % des émissions de CO2 et propose à ses partenaires internationaux d'instaurer une « fiscalité additionnelle » sur les énergies fossiles.

Le crépuscule du règne Médecin

Le réquisitoire de la chambre régionale des comptes sur l'affaire de la dette de Nice pourrait être fatal au maire de la ville

Serait-ce le crépuscule d'un règne ? Devenue ville de toutes les rumeurs, Nice se surprend à le croire. « Jacques Médecin prépare son départ. La cérémonie des vœux du maire sera l'occasion de lui remettre le mandat de la ville », a-t-il écrit à la lettre de démission. « Il » est en fuite au Japon, « il » dément ses bureaux, « il » va se réfugier aux Etats-Unis. Autant de bruits infondés, comme nous le rapporte notre correspondant régional, Guy Porte (voir encadré), mais qui nourrissent un climat délétère autour de l'avenir politique immédiat de M. Jacques Médecin, inamovible « patron » de la baie des Anges.

Car nul doute que M. Médecin est inquiet. Soulevé par l'administration fiscale, relayée par le parquet nicois, qui a confié à la direction centrale de la police judiciaire une enquête préliminaire des mœurs de son épouse, M. Médecin, l'ancien maire de Nice, a dû faire face à la dette de la ville de Nice pour la chambre régionale des comptes de Provence-Côte d'Azur, qui, dans un jugement provisoire rendu le 12 juillet, a déclaré directement le premier magistrat nicois. Une « affaire nicoise » en somme plutôt que « nouvelle affaire Médecin ». Or tel n'est pas l'avis de la chambre régionale des comptes de Provence-Côte d'Azur, qui, dans un jugement provisoire rendu le 12 juillet, a déclaré directement le premier magistrat nicois.

Les faits sont limpides. En 1986, une somme de 5,3 millions de francs, provenant des finances municipales et représentant l'essentiel d'une commission rémunérant une opération de refinancement de la dette de la ville, a abouti sur le compte bancaire personnel d'une jeune femme, M. Elisabeth Arnulf. Or, selon les conclusions des inspecteurs du fisc, celle-ci n'avait aucune raison valable pour prétendre en être légitimement la bénéficiaire : elle ne peut « revendiquer aucune compétence de technique financière particulière » et elle n'est qu'une société constituée « en écran sans existence réelle (...) pour appréhender directement sans titre et sans cause des fonds publics ». De plus, M. Arnulf, collaboratrice directe de M. Lucien Salles, directeur général de l'Association Nice-Opéra, a été payée par M. Médecin, s'est appropriée de retirer en espèces et en trois fois 4,6 millions de francs sur les 5,3 millions qui lui avaient été versés.

« Une incontestable liberté »

Au total, un mystère auquel la chambre régionale des comptes de la ville de Nice n'a pas d'autre réponse que de permettre cette évaporation étonnante de plusieurs millions de francs de fonds publics. Pis encore, elle affirme qu'au lieu d'alléger l'endettement de la ville, cette opération engagée par le conseil municipal le 27 juin 1986 a la demande de M. Médecin a finalement « accru son endettement de 43,8 millions de francs ». Non seulement des deniers publics se seraient évaporés dans la nature, mais de plus ils auraient rémunéré une mauvaise affaire où la ville serait perdante.

D'emblée, la chambre régionale des comptes souligne que la commission obtenue par l'intermédiaire apparent, la société AREFIC (Analyse et recherche de financement pour les collectivités locales), qui en reverse l'essentiel à M. Arnulf, atteignait le double du taux habituel pour ce genre d'opérations. « Une incontestable liberté », lit-on dans le jugement, qui conclut à « une présumption sérieuse d'un accord préalable » entre la ville et les intermédiaires - AREFIC et, surtout, le cabinet parisien Thierry Perrin, conseil en relations publiques et analyses financières - afin de leur consentir « des libéralités au détriment des deniers de la commune ». « L'ordonnateur de cette dépense ne pouvait ignorer que les fonds versés étaient destinés à rémunérer d'autres intervenants », écrit encore la chambre régionale. Sur le papier et sur les délibérations du conseil municipal n'apparaissait que la société AREFIC. Or il est établi que c'est M. Thierry Perrin qui « proposa l'intervention d'AREFIC ».

De plus, le 15 avril 1986, soit deux mois avant la décision de la ville, ce dernier signa une convention avec M. Arnulf stipulant qu'elle « devait rechercher tous moyens afin de permettre au cabinet Perrin de faire des propositions de service à la mairie de Nice concernant des financements et des restructurations financières ».

« Une intervention inutile »

Aux yeux de la chambre régionale, ce jeu de poupées gigognes entre intermédiaires n'est pas anecdotique : mise en pièces par le jugement provisoire, l'opération de refinancement ne semble avoir eu d'autre but que de permettre le versement de

ces commissions. « Aucune étude préalable des emprunts existants n'a été réalisée par la SA AREFIC (...), affirme le jugement ; aucun des emprunts contractés avec les compagnies d'assurance n'ont été rachetés ni renégociés (...); la SA AREFIC n'a plus assuré sa mission d'assistance dans les phases de négociation et de remboursement des anciens prêts (...); aucune mise en concurrence des prêteurs potentiels, ni aucune étude comparative des différentes possibilités de financement n'a été réalisée. » Certains des interlocuteurs institutionnels de la ville de Nice, la Caisse des dépôts notamment, ont même affirmé à la chambre régionale que « l'intervention d'un intermédiaire était inutile ».

Si le jugement devient définitif, après examen des réponses de M. Médecin, le maire de Nice ainsi que l'un de ses adjoints et trois

conseillers municipaux seront déclarés « comptables de fait de la commune de Nice », aux côtés de M. Perrin et de M. Arnulf, « du fait de l'exécution de son mandat électif de la commune de Nice », à hauteur de 13 090 287,75 F. Un jugement qui, pour une ville de cette importance, serait une première. Devant une jurisprudence inexistant, toutes les spéculations sont possibles : M. Médecin risque d'être immédiatement démis de son mandat électif pour « incompatibilité ». Il risque aussi l'ouverture d'une information judiciaire au terme de l'actuelle enquête préliminaire de la police judiciaire.

Le 27 septembre prochain, le toujours maire de Nice devant fêter, avec quelques amis, cent ans de vie communale entre la ville de Nice et la famille Médecin.

EDWY PLENEL

Démision, déménagement, fuite... Les rumeurs nicoises

de notre correspondant régional

« Le maire a annoncé sa démission ». Paris d'on ne sait où, la rumeur s'est répandue comme un éclair, mercredi après-midi 12 septembre, à Nice. La nouvelle, assurément, n'a fait l'objet d'une dépêche de l'AFP, diffusée depuis Osaka (Japon) où M. Jacques Médecin est en voyage d'étude. De nombreux correspondants téléphoniques au bureau nicois de l'AFP et à divers organes de presse pour en obtenir la confirmation.

Auto-intoxication des Niois alertés par les propos tenus, trois jours auparavant, par M. Médecin sur RMC ? Campagne orchestrée par des adversaires politiques comme s'en indignait l'entourage du maire de Nice ? Si, effectivement, l'information était dénuée de tout fondement, les réactions qu'elle avait suscitées étaient significatives du climat délétère régnant depuis quelques jours dans la ville. Fondée, ou non, l'impression prévaut à Nice que M. Médecin, visé par plusieurs procédures et en particulier celle instruite par la chambre régionale des comptes concernant « l'affaire de la dette », est sur le point de rendre les armes. « Les déclarations du maire, reconnaît-on à son cabinet, ont

réfugié... Interrogés, ses proches ont multiplié les dénégations. Le buste du père de M. Jacques Médecin a bien été enlevé, c'est vrai, du bureau du maire à l'Hôtel de ville. Mais, seulement, en prévision d'une manifestation de caractère familial qui aura lieu le 27 septembre, pour célébrer la centenaire de la naissance de Jean Médecin, maire de Nice de 1928 à 1965.

Il est exact, aussi, qu'un portrait de son épouse, M. liane Médecin, a disparu mais il ne s'agit là que d'une pérépétie touchant à la vie privée du couple. Au téléphone, M. Médecin, répond, sèchement, qu'elle « n'a rien à dire ». Visiblement excédée, elle ajoute : « Je suis Américaine. C'est pas mon pays. C'est pas mon business !... ».

M. Médecin, aucun doute n'est possible, est bien au Japon. A la tête d'une délégation de l'association Nice-Promotion comprenant plusieurs personnalités nicoises, il a rencontré, mercredi, le maire d'Osaka et devait participer, jeudi, à une émission de télévision. A la mairie, on indique qu'il sera de retour à Nice, le lundi 24 septembre et une note a été adressée à tous les chefs de service pour plusieurs réunions de travail dont la première a été fixée au mercredi 26. Mais que faire pour ramener le microcosme à la raison ?

GUY PORTE

Love story chez les marchands de canons

Le ministère de la Défense innove : il s'offre, par l'intermédiaire de la Délégation générale pour l'armement (DGA), un roman-photos à paraître dans le prochain numéro de l'hebdomadaire du bonheur *Nous Deux*. Vingt-quatre pages où un tendre amour entre ingénieurs de l'armement se dispute à l'espionnage. Au centre de l'intrigue, le nouveau chef de combat Leclerc dont les secrets sont convoités par un méchant service étranger. Menaces sur la DGA est le thème de cette aventure de *Nous Deux*. Une aventure plutôt simpliste, qui réunit tous les poncifs. Bien sûr, l'espionnage sera démasqué à temps, le couple amoureux devra avoir beaucoup d'enfants et le char Leclerc restera le plus moderne des blindés dans sa catégorie. Au prix de 30 millions de francs pièce, cependant.

La DGA explique sa démarche auprès des 1,4 millions de lecteurs et de lectrices de *Nous Deux* en avançant qu'elle a cherché à améliorer son image de marchand de canons dans le public. Institution longtemps discrète, la DGA est une pépinière de polytechniciens : des « X » à l'espion de minuit.

A PARTIR DU 25 SEPTEMBRE THEATRE DU GYMNASSE MARIE-BELL Créations et Grands Classiques



MARCEL MARCEAU

LOCATION AGENCES, 3 FNAC, BILLETTEL, VIRGIN ET PAR TELEPHONE 42 46 79 79

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le médiateur accorde 500 000 F d'indemnités aux époux Saint-Aubin

Le prix de l'injustice

En décidant d'accorder 500 000 francs d'indemnisation à M. et Mme Jean et Andrée Saint-Aubin pour les « conséquences inévitables provoquées par un mauvais fonctionnement de la justice », le médiateur de la République, M. Paul Legatte, met fin à une affaire qui durait depuis vingt-six ans. Le 5 juillet 1964, la voiture de Jean-Claude Saint-Aubin s'écrasait contre un arbre entre Puget-sur-Argens et Fréjus (Var). Le conducteur et sa passagère, Dominique Kaydasch, étaient tués sur le coup. Depuis, les parents du jeune homme n'ont cessé de contester la thèse officielle de l'accident, convaincus que les services secrets de l'armée avaient confondu leur fils avec un ancien activiste de l'OAS qui avait pour mission d'éliminer. Vingt-six ans, neuf procédures et vingt-six décisions de justice.

Des rapports dissimulés, des dossiers égarés, des registres falsifiés ou détruits, un témoin capital étrangement oublié... C'est à une des affaires les plus troubles de l'après-guerre que le médiateur de la République vient de mettre un terme. En accordant 500 000 francs de réparations pour les « conséquences inévitables provoquées par un mauvais fonctionnement de la justice », M. Paul Legatte ne s'est bien sûr pas prononcé sur des faits dont « la prescription était acquise » mais, souligne sa lettre d'explication, « il ne pouvait que constater, sur le terrain

du fonctionnement du service public de la justice, que l'institution judiciaire avait mal fonctionné et que, de ce fait, les époux Saint-Aubin pouvaient avoir été victimes d'une très grave injustice ». Une très grave injustice qui commence comme un simple fait divers, le long d'une route du Var, en bordure du camp militaire de Puget-sur-Argens au lieu-dit Les Escapades. Un dos d'âne imprévu, une Volvo noire et blanche enroulée autour d'un platane, les corps d'un jeune homme de vingt-deux ans et d'une jeune fille de dix-huit, et un rapport de gendarmerie qui conclut à l'accident. Rien que de très normal. Mais cette explication, les parents de Jean-Claude Saint-Aubin la rejettent. D'abord d'instinct, sans raison, puis au fur et à mesure qu'avance leur contre-enquête, avec certitude.

Le témoin écarté

Ils découvrent d'abord un témoin, M. Mohamed Moualkia. Et la scène que décrit cet ancien harki qui, le 5 juillet 1964, un peu avant 7 heures du matin, se rendait à son travail, n'a pas grand-chose à voir avec la version officielle. Lui a vu une camionnette militaire sortir brutalement d'un chemin creux, percuter la Volvo, puis s'enfuir, suivie d'une 204 noire portant « quelque chose à l'arrière, près du numéro, qui ressemblait à une flamme blanche et rouge ».

Ce témoin dérange ? Il est écarté. Avec pour preuve le registre de son entreprise, qui affirme qu'il a commencé son travail à 5 heures. Un registre sur lequel un huissier mandaté par les époux Saint-Aubin notera que, comme par hasard, « le chiffre 5 indiquant l'heure d'entrée est surchargé ». Hasard encore, la

distance réelle entre le dos d'âne et le platane qui est de 193 mètres passe à 80 mètres dans le rapport des gendarmes. Hasard toujours, le registre des entrées et sorties du camp militaire disparaît mystérieusement des archives.

Faute de preuves, l'information judiciaire contre X... ouverte par le parquet de Draguignan pour homicide involontaire aboutit donc à un non-lieu. Et la découverte, cinq ans plus tard, dans un garage suisse, de la Volvo de Jean-Claude Saint-Aubin, celle-là même que deux fonctionnaires des douanes de Saint-Raphaël certifient, sur procès-verbal, avoir vu « détruite par le feu », ne changera rien à l'affaire.

Exécutes mais pas encore découragés, les époux Saint-Aubin inscrivent, un jour de juillet 1977, leur colère sur le platane qui a tué leur fils : « Crime camouflé et étouffé par les gendarmes et les magistrats du lieu, lâches et serviles ». Cette fois, la machine judiciaire s'ébranle. Inculpés pour avoir « cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle », ils bénéficient pourtant d'un non-lieu, mais en vertu de l'article 64 : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'inculpé était en état de démence au moment des faits ou lorsqu'il a été entraîné par une force à laquelle il n'a pu résister ». Ils n'ont été examinés par aucun psychiatre mais peu importe. Déjà malades d'injustice, les voilà déçus.

La reconstitution du dossier en 1981

En juin 1981, les Saint-Aubin saisissent, une nouvelle fois, la Chancellerie. On découvre que le dossier a disparu du tribunal d'Aix-en-Provence. Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, charge alors

l'inspection générale des services judiciaires de la reconstitution et de faire la lumière sur les circonstances de l'accident. Les conclusions du rapport de trois cents pages établi après plus de trois ans d'enquête sont formelles : l'accident « a été provoqué par la manœuvre imprudente d'un camion militaire », il n'y a pas eu d'erreur de pilotage de Jean-Claude Saint-Aubin et la justice a été mal rendue.

Pour la première fois, une autorité officielle admet donc l'existence du fameux camion. Mais l'hypothèse de la bavure est catégoriquement rejetée. Quant à l'éventualité d'un réexamen de l'affaire, la réponse est donnée par avance : « Toutes les prescriptions pénales sont aujourd'hui acquies et aucune réouverture du dossier ne peut être envisagée ».

La décision d'indemnisation prise par le médiateur marque donc probablement l'épilogue de cette affaire. Un long calvaire juridique qui aura achevé de briser ce vieux couple de bijoutiers de Dijon, déjà éprouvé par la mort de leur fils. Aujourd'hui, M. Jean Saint-Aubin a quatre-vingts ans. Sa femme, Andrée, soixante-douze. En prenant connaissance de ce que le médiateur appelle « un règlement équitable », elle a simplement déclaré : « Ce qui est extraordinaire, c'est que la justice a, pendant près de vingt-cinq ans, tenté de cacher la réalité des faits (...). Pour l'indemnité de 500 000 francs, cela nous fait plaisir, mais ce n'est rien à côté de ce que nous avons dépensé dans cette bataille juridique de plus de vingt ans. Mais cette indemnité prouve surtout la reconnaissance des faits et du point de vue moral, c'est très important ».

NATHANIEL HERZBERG

ENVIRONNEMENT

Une réserve naturelle dans les Pyrénées-Orientales

Banyuls interdit aux chasseurs sous-marins

Depuis le 9 septembre - date de publication du décret au Journal officiel - les eaux de la station balnéaire de Banyuls (Pyrénées-Orientales) sont interdites sur 650 hectares aux amateurs de plongée et de chasse sous-marine. Le ministère de l'environnement a décidé de renforcer la protection de ce secteur de la Côte Vermeille, dont les fonds sont particulièrement riches en plantes marines et en corail. La zone littorale, qui a été notamment étudiée par le laboratoire de biologie marine installé à Banyuls, avait fait l'objet d'une « mise en réserve » en 1974. Mais les plongeurs pouvaient continuer à y pratiquer leur sport... et à y faire leurs prélèvements. Or, on s'est aperçu que ces activités, que l'on croyait autrefois inoffensives, sont en réalité fort « prédatrices ».

Dans la réserve de Banyuls, la pêche à partir de la surface est encore autorisée, mais son exercice est réglementé par le préfet, de même que le stationnement des bateaux, la navigation et les activités touristiques. En revanche, sont interdits le ramassage des minéraux, les recherches minières et toute activité industrielle.

Les propositions du « plan vert »

Bien que de dimension modeste, cette portion du plateau continental mise partiellement à l'abri du pillage est l'une des rares réserves marines de France avec celle des îles Lavezzi, dans le sud de la Corse, celle qui entoure le parc national de Port-Cros (Var) et celle qui vient d'être créée à la Guadeloupe, dans le Grand Cul-de-sac marin. Cette faiblesse du dispositif

de protection des fonds marins n'a pas échappé aux rédacteurs du « plan vert », rendu public par M. Brice Lalonde au printemps. Ils y proposent de créer dans les prochaines années deux parcs nationaux marins, quatre réserves naturelles marines de surface appréciable et une cinquantaine de petites réserves (une centaine d'hectares chacune) échelonnées le long du littoral sur les secteurs les plus riches en faune et flore sous-marine.

De semblables suggestions - qui ne datent pas d'hier - se sont heurtées jusqu'ici à une coalition d'intérêts : ceux des pêcheurs, professionnels et amateurs, ceux des plaisanciers, ceux des plongeurs et ceux des professionnels du tourisme littoral. Dans les propositions qu'il doit faire au Parlement à la rentrée pour une nouvelle politique de l'environnement, M. Lalonde osera-t-il s'attaquer à ce « lobby de la mer » qui a toujours résisté victorieusement aux efforts des protecteurs des écosystèmes marins ?

M. A.-R.

MÉDECINE

Un espoir pour les diabétiques

L'insuline pourrait être administrée par voie nasale

Un groupe de chercheurs danois a mis au point une forme d'insuline pouvant être administrée par voie nasale. Ce résultat a été rendu public, mardi 11 septembre, à Copenhague, dans le cadre du meeting de l'Association européenne pour l'étude du diabète. Le travail danois a été mené sur un groupe de onze volontaires sains auxquels on a administré tour à tour de l'insuline par voies intra-veineuse, sous-cutanée et intra-nasale.

L'équipe dirigée par le docteur Kirsten Drejer (unité de traitement du diabète de la firme Novo/Nordisk) conclut à l'efficacité de ce procédé, qui permet notamment d'obtenir une concentration beaucoup plus rapide de l'insuline (et par conséquent une diminution beaucoup plus rapide du taux de sucre) dans le sang que par la voie sous-cutanée. En d'autres termes, l'administration d'insuline par voie nasale permet de mieux reproduire la sécrétion de cette hormone naturellement synthétisée par certaines cellules du pancréas.

Une étape majeure

Les chercheurs danois expliquent aussi que, grâce à leur technique, ce mode d'administration ne provoque pas d'irritation des muqueuses nasales, un effet secondaire qui jusqu'à présent avait bloqué le développement des nombreux travaux menés dans ce domaine. Bien évidemment, des recherches complémentaires seront nécessaires pour confirmer ces premiers résultats ainsi que pour préciser le mode exact d'utilisation de cette nouvelle voie thérapeutique. Selon les chercheurs danois, celle-ci pourrait demain être proposée aux malades victimes de l'une ou l'autre forme de diabète (diabète de type I ou II).

En cas de succès, ce résultat constituerait une étape majeure dans l'histoire du traitement du diabète. L'administration sous-cutanée d'insuline (la seule utilisable aujourd'hui par les malades) impose en effet d'importantes contraintes aux diabétiques et ne permet pas de reproduire très fidèlement les effets de la sécrétion naturelle de l'hormone par l'organisme humain.

J.-Y. N.

Le regain de violence dans l'île

Les derniers attentats en Corse renforcent le consensus autour du projet Joxe

Alors que les Corsees se sont habituées à la trêve des attentats maintenue par l'ex-FLNC depuis le 31 mai 1988, un groupe de desperados tentent de rompre le processus d'évolution politique favorable dans tous les partis, « y compris chez certains nationalistes et autonomistes », a commenté M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, après la série de quatre attentats réalisés dans la nuit du mardi 11 septembre contre des agences bancaires de la région de Bastia (Le Monde du 13 septembre). Des attentats qui font suite aux trois opérations commandos réalisées soixante-douze heures auparavant en Corse-du-Sud.

BASTIA

de notre correspondant

Ces sept plastiques, ainsi qu'un autre attentat réalisé la semaine dernière contre une agence bancaire d'Ajaccio, ont été revendiqués téléphoniquement au bureau de l'AFP de Bastia par un interlocuteur anonyme se réclamant d'une « Armée de libération nationale de la Corse » (ALNC). Selon l'interlocuteur, ce groupement approuverait « l'idéologie définie par le FLNC dans son petit livre vert de 1977 ». Il s'agit là d'une compilation de textes gauchistes et tiers-mondistes dont chacun s'accorde à penser qu'ils ne servent plus de référence au FLNC depuis au moins 1980, date de la publication de son Livre blanc, et surtout depuis la diffusion en 1990 de son « Projet de société pour la Corse ».

Pourtant, ponctuellement, une « ALNC » s'était déjà manifestée à deux reprises aux époques les plus troubles de la lutte armée clandestine. Le 1^{er} juillet 1983, en revendiquant une série de quatorze attentats ou tentatives, et plus récemment, en 1987, ce même sigle était apparu en signature d'attentats réalisés dans l'extrême sud de l'île. A l'époque, les observateurs estimaient que, dans les deux cas, il s'agissait d'une pression interne au FLNC exercée par un groupe formant une tendance « dure » opposée à la stratégie politico-militaire de la direction du mouvement clandestin.

Aujourd'hui, l'émergence d'un mouvement armé clandestin apparaît dans un contexte politique complètement nouveau. La famille nationaliste traverse depuis un an des turbulences qui se sont traduites par certaines ruptures politiques. Exemple, celle de M. Pierre Poggioni, l'un des chefs historiques de l'Accolta nazionale corsa, critique de la « politique dégonflée » du FLNC. Un peu plus tard, c'est la « politique d'union » élaborée en 1986 par A. Cuncoletta et l'UPC qui volait en éclats en raison de divergences de vues sur la stratégie et la méthode de l'union.

Destabiliser l'ex-FLNC ?

Dans le même temps, M. Pierre Joxe, soutenu par un large consensus populaire, poursuit l'élaboration d'un projet de loi qui rapprochera les Corsees de leur autonomie. D'un autre côté, le FLNC affirme une politique qui, progressivement depuis juin 1988, éloigne les clandestins de la spirale de la violence. « Le FLNC semble dire la cible de cette campagne de « déstabilisation », explique M. Jean Gambelli, le secrétaire général de A. Cuncoletta, pour qui, « à travers le FLNC, il est évident que l'on essaie aujourd'hui de déstabiliser une stratégie qui marque des points, qui progresse, et qui est en train de créer les conditions d'un grand rassemblement populaire, permettant d'interpeller l'Etat français pour que le débat soit partout possible, et surtout aboutisse à des espaces d'action ».

Pour M. François Alfonsi, le secrétaire général des autonomistes de l'UPC, « la situation de crise que connaît la Corse depuis deux décennies ne peut plus rester sans remède. Le gouvernement doit prendre conscience de l'urgence et de l'efficacité des mesures proposées à travers le projet Joxe ».

Finalement et paradoxalement, la stratégie de déstabilisation avouée par l'ALNC semble provoquer un effet de mobilisation qui, directement ou indirectement, renforce la démarche de réformes de M. Joxe. L'exemple le plus significatif est la récente présentation à la presse de la « proposition de loi portant statut de la Corse », élaborée par le député UDF José Rossi. Une proposition dont les orientations principales seraient très proches du contenu du projet de loi que prépare le ministre de l'in-

térieur. « Compétences nouvelles pour la région, ressources financières renforcées, adaptations institutionnelles permettant d'affirmer l'autorité et l'efficacité de l'exécutif », écrit M. José Rossi, qui espère que le débat permettra « peut-être » le gouvernement d'intégrer certaines de ces propositions dans le texte ministériel. Un espoir partagé par certains élus régionaux RPR comme le vice-président de l'Assemblée de Corse, M. Paul Patriarche pour qui « l'opposition de la proposition Rossi au projet Joxe permettra de déboucher sur des amendements (car le ministre) a besoin de s'appuyer sur une majorité à l'Assemblée nationale, mais aussi sur un certain consensus recherché dans l'île ».

Un consensus que M. Rossi comme M. Joxe fondent dans l'appel à la responsabilité des citoyens. Un appel que le député UDF a renouvelé en présentant son texte à la presse. « Au moment où le débat politique corse se sclérose dans des caricatures généralisées de tensions et passions, il est temps de proposer aux insulaires le choix de la responsabilité. La démarche archaïque, bornée et sectaire de certains conduits en effet le plus souvent à l'invective et à l'outrance stérile. Pour ma part, j'estime au contraire qu'il est urgent de construire ».

D'une autre façon, c'est à la responsabilité qu'en appelle également M. Alain Orsoni, élu régional de A. Cuncoletta, en estimant que les plastiques signés ALNC sont « soit une tentative de déstabilisation menée par des éléments extérieurs, soit l'initiative de nationalistes isolés. Dans ce cas, ils auraient fait le choix grave et dangereux de créer les conditions d'un affrontement entre Corsees. Même si leur démarche est sincère, ils sont manipulés dans la mesure où elle sert les intérêts du clan ».

MICHEL CODACCIONI

Mari violeur

La chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé, dans un arrêt rendu le 5 septembre, une décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon retenant la qualification de viol contre un homme qui avait imposé, par la violence, des relations sexuelles accompagnées d'actes de torture à son épouse pour lui faire avouer une prétendue infidélité.

Le 18 mai dernier, la chambre d'accusation de Lyon avait renvoyé Nicolas Corma devant la cour d'assises pour « viol aggravé et attentat à la pudeur aggravé, accompagné de torture ou d'actes de barbarie » (Le Monde du 26 mai). Comme les faits avaient été commis entre époux, le procureur général avait introduit un pourvoi, arguant que « le mariage a pour effet de légitimer entre les époux les actes aux-

quels, en dehors de lui, s'opposeraient la pudeur ». Selon lui, il ne pourrait y avoir de viol entre époux.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Christian La Garenne, a estimé, au contraire, que l'article 332 du code pénal, qui réprime le viol, « n'exclut pas de ses prévisions les actes de pénétration sexuelle entre personnes unies par les liens du mariage lorsqu'ils sont imposés dans les circonstances prévues par ce texte. Si le consentement au mariage peut faire présumer jusqu'à un certain point, de la part des époux et aussi longtemps qu'ils demeurent mari et femme, leur consentement aux relations sexuelles, il n'en demeure pas moins, que la Cour de cassation, que cette présomption n'a rien d'irréfragable ».

Oreste Saint-Drôme

COMMENT CULTIVER SON

PETIT ECOLE

Petite encyclopédie pratique à l'usage des parents qui fréquentent la maternelle et le primaire

Aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain, les parents sont sommés de se transformer en professionnels de l'éducation. Les gentlemen modernes consacrent leur énergie militante à la culture intensive de leur petit écolier. Ce livre leur sera indispensable.

Encyclopédique, pratique, convivial, cet ouvrage offre tout ce que vous avez toujours voulu savoir pour faire triompher votre écolier tout en gardant humour et sang-froid.

« Un ouvrage appelé à faire parler dans le Landerneau de l'enseignement »
Le Monde de l'éducation

LA DÉCOUVERTE

Quand les

American

au fond

150 من المجلد

AGENDA

JEUDI 13 SEPTEMBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)
T. l. j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE.

Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 23 septembre.

HARRY CALLAHAN. Galerie du forum. Jusqu'au 21 octobre.
COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. 2 volet : 1940-1964. Salle d'art graphique (4 étages). Jusqu'au 23 septembre.

JEAN GUENENNO. 1 sous-sol. Jusqu'au 24 septembre.
RAYMOND LUY. UN PIONNIER DU DESIGN. Petit foyer. Jusqu'au 24 septembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-de-Montmorillon (40-49-43-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

RODOLPHE BRESLIN (1822-1895) UN GRAVEUR SOLITAIRE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F. Jusqu'au 7 octobre.

JAMES GORDON BENNETT ET LE NEW YORK HERALD. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 septembre.

JOSEPH HORNECKER, ARCHITECTE - ART NOUVEAU A NANCY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 octobre.

Palais du Louvre

Porte Jaume - côté jardin des Tuileries (40-20-81-51). T. l. j. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les samedis à 15 h 30.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 novembre.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.
UN CHOIX D'ART MINIMAL DANS LA COLLECTION PANZA. Entrée : 28 F. Jusqu'au 11 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenstein.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-89-64-10). T. l. j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, (dim. : 16 F). Du 15 septembre au 14 janvier 1991.

MUSÉES

ARMES INSOLITES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-82-30). T. l. j. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Du 18 septembre au 31 décembre.

L'ART NAÏF AUSTRALIEN. Musée d'Art naif Max Fourny - salle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T. l. j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Du 14 septembre au 30 octobre.

COULEURS DE LA VIE. Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T. l. j. de 12 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE. MONTMARTRE 1918-1940. Musée Bourdelle, 15, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.

EN TRAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T. l. j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée :

125 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 novembre.

GO WEST. Photographies de l'Ouest américain à la fin du XIX^e siècle. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE AUX TILLEULS ET A RODIN PAR FRANÇOIS MORELLET. Musée Rodin, hôtel Biron, parc, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

LOUIS JOUVET ET LE CINÉMA. Bibliothèque Nationale, passage Colbert, 5, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T. l. j. et mar. de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 8 décembre.

LA MAISON DES ILLUSIONS DE JOY DE ROHAN-CHABOT. Trianon de Bagatelle, Drangerie, bois de Boulogne (45-01-20-10). T. l. j. de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F (entrée du parc). Jusqu'au 14 octobre.

JULES ET PAUL MARMOTTAN COLLECTIONNEURS PRESTIGIEUX AU MUSÉE. Marmottan, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Scilly (42-34-07-02). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

TOGYU OKUMURA, KAZUMASA NAKAGAWA. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 octobre.

PIÈCES D'ÉCHECS. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-63-20). T. l. j. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

ROBES DU SOIR. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 octobre.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T. l. j. et mar. de 10 h à 17 h 45. Du 1 octobre au 11 novembre T. l. j. et mar. de 11 h à 17 h. Braderie dim. 18 septembre de 10 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 novembre.

CENTRES CULTURELS

2 000 ANS DE PEINTURE DÉCORATIVE. De Pompéi à la Grande Arche. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T. l. j. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Du 13 septembre au 24 novembre.

L'ALTERNATIVE. Une œuvre d'art dans chaque foyer. Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Pavenne (42-71-82-20). T. l. j. et mar. de 12 h à 18 h. Du 14 septembre au 14 octobre.

ROY ARDEN. JOHN MASSEY. PIERRE LECLERC. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T. l. j. et mar. de 10 h à 19 h. Du 18 septembre au 20 octobre.

FRANCIS AUBURTIN. Mairie du XIV^e, 12, rue Durocroux. T. l. j. et mar. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 23 septembre.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE. L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T. l. j. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

JEAN-FRANÇOIS BAURET. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T. l. j. et mar. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 14 octobre.

BAYA, CHAIBIA, FAHRELNISSE. TROIS FEMMES PEINTRES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T. l. j. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 septembre.

BÉNIN, TRÉSOR ROYAL. Collection du Musée für Völkerkunde, Vienne. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T. l. j. de 11 h à 18 h. Visites guidées jeudi à 15 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 23 septembre.

LES ÉLÈVES DE LA SFP. Société française de photographie, 9, rue Montalembert (42-22-37-17). T. l. j. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 septembre.

KOJI FURUDOI. Paris Art Center, 38, rue Falguière (43-22-39-47). T. l. j. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 octobre.

ALBERT HADJIGANEV. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T. l. j. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

DAVID HAMILTON. Fleurs de fleurs. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Strens (45-01-20-10). T. l. j. et mar. de 11 h à 18 h 30. Entrée : 5 F (entrée du parc). Du 14 septembre au 18 novembre.

PARIS 1913 : LE SACRE DU PRINTEMPS. Dracur-Montaigne, 15, avenue Montaigne (48-00-20-71). T. l. j. et mar. de 11 h à 19 h. Du 14 septembre au 26 septembre.

DARINE SAPORTA. Photographies. Fnac Forum des Halles, niveau - 3, porte Lescoq (40-26-27-45). T. l. j. et mar. de 10 h à 19 h 30. Du 18 septembre au 3 novembre.

LE VENT DU NORD VI. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T. l. j. et mar. de 13 h à 18 h. Du 16 septembre au 10 octobre.

LEO WALLACH. Centre juif d'art et de culture Israël Jérovkin, 88, rue de la Folie-Méricourt (48-05-28-60). Mer., lun. de 10 h à 14 h et de 18 h à 21 h, jeu., mar. de 10 h à 21 h, ven. de 10 h à 14 h. Du 13 septembre au 15 octobre.

ALIECHINSKY, DU BOUCHET, BRISSON, ERNST, KNIPHALS, LAIGRE, PINCEMIN, Ramette, Rosseaux, Van Velde. Galerie Lucette Herzog, passage Mollien - 157, rue Saint-Martin (45-57-59-94). Jusqu'au 6 octobre.

ROY ARDEN. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-89-89). Jusqu'au 10 octobre.

HUGUETTE ARTHUR-BERTRAND. Galerie Galand, 13, rue Mazarine (43-25-90-64). Du 15 septembre au 13 octobre.

MIQUEL BARCELO, LOUISE LAWLER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue de la Vierge-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 10 octobre.

JEAN-MICHEL BASQUIAT, FRANÇOIS BOISRON, ROBERT COMBAS, HERVE DI ROSA, Keith Haring. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 6 octobre.

LARRY BELL. Galerie Montanary, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 29 septembre.

DAVID BNO. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 3 novembre.

JEAN-PIERRE BOURQUIN. Galerie François Péllet, 81, rue Quincampoix (42-71-84-02). Jusqu'au 12 octobre.

SOPHIE BOURSAT. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Du 13 septembre au 20 octobre.

TROY BRAUNTUCH. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles (42-77-63-60). Jusqu'au 13 octobre.

FREDERIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 10 octobre.

MARK BRUSSE. Galerie Michel Vidal, 58, rue du Faubourg-Saint-Anthoine (42-42-22-71). Du 13 septembre au 10 novembre.

GIANSTEFANO BURATTONI. Galerie Palaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Jusqu'au 8 octobre.

LUCIANO CASTELLI, JOE FISCHER, MARKUS RAETZ, GEORGES ROUSSE, JUAN, Unik. Galerie Faridha-Cast, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 13 octobre.

THIERRY CAUWET. Série anti-fatale. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 29 septembre.

SANDRO CHIA, BILL BECKLEY. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

CUECO. Les chiens de Séggarah. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-et-Lard (42-77-37-92). Du 13 septembre au 31 octobre.

RICHARD DAVIES. Galerie Michèle Coutts, 21, rue Bergère (47-72-83-79). Du 18 septembre au 27 octobre.

MARC DEVADE. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-18-51). Jusqu'au 4 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DUBREUIL. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 6 octobre.

KOJI FURUDOI. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 13 octobre.

MICHAEL GRAIS-MARTIN. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turénne (40-29-98-80). Jusqu'au 13 octobre.

CHAIM GROSS. Galerie 1900-2000, 9, rue du Panthéon (47-42-93-08). Jusqu'au 28 septembre.

GROUPES. HUIT NOUVEAUX ARTISTES. PEINTRES ET SCULPTEURS. Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 28 septembre.

HUGHIE, d'Eugène O'NEILL. Mise en scène DANIEL POSTAL. Avec Christian FAREAUD et Boris NAPES.

TE. GUICHET-MONTMARTRE. 15, rue du Maine, PARIS 14^e. Du 4 SEPT. au 13 OCT. 1990. Du mardi au samedi à 20 h 30. Réservations : 43-27-88-61 et 3 FNAC.

FRIEDMANN HANN, CALLIM FRASER. Galerie Lavigne-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Du 13 septembre au 11 octobre.

MICHEL HUMAIR. Galerie Ballint, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 20 octobre.

NICOLAS HÉRUBEL. Galerie J. Moussin, 110, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 26 septembre.

IPERCAMERA. Galerie Pres-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Du 13 septembre au 27 octobre.

ISIDORE ISOU. Galerie Rambert, 4, rue des Beaux-Arts (43-25-34-30). Du 15 septembre au 20 octobre. / Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Du 15 septembre au 20 octobre.

JACOBSEN. Galerie Danise Rand, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 27 octobre.

JEANNE LAGANNE. Galerie Pierre Lescoq, 153, rue Saint-Martin (48-67-81-71). Jusqu'au 9 octobre.

ELIANE LARUS. Galerie Bercovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Du 13 septembre au 27 octobre.

JEAN-CLAUDE LATTES. Espace d'art contemporain, 55, rue du Montparnasse (43-22-72-77). Jusqu'au 29 septembre.

CATHERINE LEE. Galerie Karsten Gréva, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 17 octobre.

JOHN LEVEE. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-26-23). Jusqu'au 29 septembre. / Galerie Callu Méria, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 29 septembre.

ERIC MAILLET, JEAN-CÉSAR SUCHORSKI. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 6 octobre.

MAYO. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-58-57). Jusqu'au 27 octobre.

MAITRES ANCIENS ET MODERNES. Galerie Charles et André Baulieu, 25, quai Voltaire (42-60-38-47). Du 15 septembre au 20 décembre.

MAITRES FRANÇAIS DU XIX^e. Galerie du Carroussel, 11, quai Voltaire (42-61-10-75). Du 14 septembre au 14 décembre.

ALBERT MEZ. Galerie Klaf, 60, rue Mazarine (43-22-37-77). Du 18 septembre au 13 octobre.

MITCHELL. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'au 28 septembre.

LA MONTE YOUNG, MARIAN ZAZOU. Espace Donguy, 87, rue de la Roquette (47-05-15-94). Jusqu'au 20 octobre.

DAVID NEWMAN. Galerie Guthrie Babin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Du 15 septembre au 13 octobre.

OBJECTAL. Galerie Jacques Berlier-Caroline Baliz, 7, rue Pecqueur (40-27-84-14). Jusqu'au 29 septembre.

JULES OLITSKI. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Du 15 septembre au 16 octobre. / Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-51-0-92). Du 15 septembre au 31 octobre.

CARMEN PERRIN. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-19). Jusqu'au 13 octobre.

DANIEL POMMEREUILL. Galerie Rocca, 18, rue Charlot (48-87-58-58). Jusqu'au 25 octobre.

ROBERT RAUSCHENBERG. Galerie Fabien Bouleka, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 22 septembre.

OLIVIER RICHON. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 17 octobre.

THOMAS RUFF. Galerie Crouzet-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 6 octobre.

CHERI SAMBA. Galerie Jean-Marc Perera, 8, rue Saint-Anastase (42-72-22-04). Du 15 septembre au 27 octobre.

KENNY SCHARF. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 6 octobre.

IRIS SARA SCHILLER. Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 6 octobre.

ANTONIO SEMERARO. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 8 octobre. / Galerie Jean Lupa, 43, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-93-19). Jusqu'au 13 octobre.

CHRISTIAN SORG. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (42-86-68-57). Jusqu'au 27 octobre.

GIANGIACOMO SPADARI. Galerie Crammiller-Laffanour (Down-Town), 33, rue de Seine (48-33-82-41). Du 15 septembre au 10 octobre.

MARK DI SUVERO. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-09). Jusqu'au 13 octobre.

RICHARD TIEBER. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-78-03-10). Jusqu'au 18 octobre. / Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 13 octobre.

DOMINIQUE THIOLAT. Galerie Apomide, 19, rue Guénégand (46-33-03-02). Du 16 septembre au 15 octobre.

TIME SPACE PLAGE. Galerie Ghislaine Hussanot, 5 bis, rue des Haut-driettes (48-87-80-81). Jusqu'au 18 octobre.

BERNADETTE TINTAUD. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Du 13 septembre au 20 octobre.

PÉRIPHÉRIES

BIÈVRES. Juan I-Jong de Taipei. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (89-41-10-80). T. l. j. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 novembre.

LA DÉFENSE. Art contemporain du Sénégal. Grande Arche, socle de la Grande Arche 1, parvis de la Défense. T. l. j. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 18 septembre au 28 octobre.

FRANCE DES LIBERTÉS. France des étrangers. Grande Arche, toit, 1, parvis de la Défense (49-07-26-26). T. l. j. de 9 h à 17 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 3 mars 1991.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

« Les salons de l'hôtel de Lauzun et quatre hôtels de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Ajou (D. Bouchard).

« Jardins et cités d'artistes de Montparnasse », 14 h 30, métro E-Quintet (Paris pittoresque et insolite).

« Le village de Saint-Germain-des-Près, son abbaye, ses jardins, ruelles et jardins jusqu'à l'hôtel des archevêques de Sens », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-Près (J. Haullier).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Pyramide du Grand Louvre et crypte de Philippe-Auguste », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Banassat).

IVRY-SUR-SEINE. Situation(s) Ivry. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat (48-70-15-71). T. l. j. et mar. de 12 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 23 septembre.

PONTOISE. Les Acquisitions du musée Pissarro depuis sa création. Musée Pissarro de Pontoise, 4, rue Lemerle - 17, rue du Château (30-38-02-40). T. l. j. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 7 octobre. Sculptures religieuses du musée. Musée Taver-Delacour, 4, rue Lemerle (30-38-02-40). T. l. j. et mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 15 septembre au 16 septembre.

SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE. Aux grands hommes, David D'Angers. Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin (30-85-69-89). T. l. j. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 novembre.

« L'Assemblée nationale », (carte d'identité : La visite peut être annulée, tél. le matin au 45-74-13-31), 15 heures, 33, quai d'Orsay (E. Romans).

« Exposition : Rodin et la caricature », 15 heures, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 15 heures, en haut des marches (Connaissance de Paris).

« Les cours des miracles : évocation de la corporation des rotiers et des malingres, etc. », 14 h 30, métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (P.-Y.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 13 septembre

TF 1
20.40 Série : Le triplé gagnant. L'assassin, s'il vous plaît ? de Bernard Vil-
lot, avec Raymond Pellegrin, Darry Cowl.
22.05 Ex libris.
Islam : De la soumission à la révolte.
Invités : Bernard Lewis, Djura, Bruno
Etienne, Fredoun Saheliani, Sapho.
23.10 Chapeau melon et bottes de cuir.
Journal, Météo et Bourse.

A 2
20.40 Cinéma : Coup double. □
Film américain de Jeff Kanew (1988). Avec
Burt Lancaster, Kirk Douglas, Charles Dur-
ning.
22.25 Variétés : Ages tendres.
Emission présentée par Albert Rausner.
23.15 Feuilleton : Le Journal (dernier épisode).
0.20 Journal et Météo.

FR 3
20.35 Cinéma : Les vécés étaient fermés de l'inté-
rieur. ■
Film français de Patrice Leconte (1975).
Avec Jean Rochefort, Coluche, Roland
Dubillard.
22.00 Journal et Météo.
22.20 Dessin animé : Run Sheep Run.
23.30 Cinéma : Mauvais sang. ■
Film français de Léa Carax (1986). Avec
Doris Levet, Juliette Binoche, Michel Pic-
coli.

CANAL PLUS
20.30 Cinéma : Australia. ■■
Film franco-italien de Jean-Jacques

Andrien (1988). Avec Fanny Ardant,
Jeremy Irons, Agnès Soral.
22.25 Flash d'informations.
Cinéma : Karaté Kid.
22.35 Le moment de vérité 2. ■
Film américain de John G. Avildsen (1986).
Avec Noriyuki « Pat » Morita, Ralph Mac-
chio, Tamiyo Tomita (vo).
0.25 Cinéma : J'aurais jamais dû
croiser son regard. □
Film français de Jean-Marc Longval (1989).
Avec Nathalie Cardone, Smalin, Luc Thillier.

LA 5
20.35 Histoires vraies.
Mon bébé, mon amour, tétin de James
Steven Sadwith, avec Jo Beth Williams,
John Shea (2^e partie).
Un procès déclinant.
22.20 Débat : Un enfant à tout prix.
Animé par Gilles Schneider.
0.00 Journal de minuit.

M 6
20.35 Cinéma : On est venu là
pour s'éclater. □
Film français de Max Fécas (1979). Avec
Marco Ferreri, Sylvain Green, Christine
Davis.
22.05 Téléfilm : Vol 755.
chantage à la bombe.
De Scott Hicks, avec Chris Haywood, Vin-
cent Bell.
23.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT
20.30 Série : Objectif amateur (2).
21.00 Théâtre : Oh ! Les beaux jours.

Pièce de Samuel Beckett, avec Madeleine
Renard, Jean-Louis Barrault.
22.30 Le Concertgebouw Amsterdam :
James Galway.
23.00 Documentaire : Tours du monde,
tours du ciel (7).
23.55 Série : Grafik (Harry Clarke).

FRANCE-CULTURE
20.30 Festival d'Avignon 1990.
Cabinet de lecture.
21.30 Profils perdus.
Jacques Doucet.
22.40 Nuits magnétiques.
Revue la littérature : Le roman des manus-
crits.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
L'héritage enfoui de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en direct du Théâtre des
Champs-Élysées) : Nocturnes pour orches-
tre, de Debussy ; Concerto pour piano et
orchestre en sol majeur, de Ravel ;
Concerto pour orchestre, de Barok, par le
Chœur de Radio-France et l'Orchestre
national de France, dir. Charles Dutoit ;
sol : Martha Argerich, piano.
23.07 Nuits chaudes.
De grands oiseaux de nuit.
0.58 Les vases de l'été.

Vendredi 14 septembre

TF 1
13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.25 Série : Commissaire Moulin.
16.20 Série : Tribunal.
16.50 Variétés : La chance aux chansons.
17.05 Club Dorothée.
17.35 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
20.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
20.35 Cinéma : Les vécés étaient fermés de l'inté-
rieur. ■
Film français de Patrice Leconte (1975).
Avec Jean Rochefort, Coluche, Roland
Dubillard.
22.00 Journal et Météo.
22.20 Dessin animé : Run Sheep Run.
23.30 Cinéma : Mauvais sang. ■
Film français de Léa Carax (1986). Avec
Doris Levet, Juliette Binoche, Michel Pic-
coli.

A 2
13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Magazine : Eté show.
14.10 Feuilleton : Les dames de la côte
(dernier épisode).
15.40 Magazine : Eté show (suite).
Invité : Nry Gitis.
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, animé par Laurent
Cubry.
17.35 Magazine : Giga. Les années collège.
18.05 Feuilleton : Châteauevalon (dernier épi-
sode).
19.05 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Profession comique.
D'André Hailin.
21.35 Série : La belle Anglaise.
► Caractères.
Magazine littéraire de Bernard Rapp. Pre-
miers romans. Invités : Philippe Blasband
(De cendres et de fumées), Kito Hilleire (Ber-
lin, Demière), Jean Rouaud (Les Champs
d'Honneur), Amitav Ghosh (Les Feux du
Bengale), le professeur Emile Papernik
(Néfite, de Lenart Nilsson), Catherine
Monetti (Les sauteuses de Toulouse).
Journal et Météo.

FR 3
13.30 Magazine : Regards de femme.
Invité : Almudena Grandes, pour les Vies
de Loulou ; Le grand témoin : Antiko Husti,
chercheur à l'Institut national de la
recherche pédagogique.
14.05 Sport : Tennis.
17.30 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Magazine : Thalassa.
Il était une fois la Transat, de Ramon
Gutierrez et Patrick Balleau.
21.35 Feuilleton : Le roi de Patagonie.
De Stéphane Kurc et Georges Campana,
d'après le roman de Jean Raspail, avec Fré-
déric Van Den Driessche, Omar Sharif (1^{er}
épisode).
La fabuleuse histoire d'Antoine de Tou-
rens.
22.30 Journal et Météo.

CANAL PLUS
13.30 Cinéma : L'arme fatale. ■
Film américain de Richard Donner (1987).
Avec Mel Gibson, Danny Glover, Gary
Busey.
15.15 Cinéma dans les salles.
16.00 Sport : Golf.

Trophée Lancôme, en direct de Saint-Nom-
la-Bretèche.
18.00 Reportage blues : The Dick Tracy show.
En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nuits part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Strip-tease fatal.
De Robert Lewis, avec Mariu Henner,
Susan Blakely.
Enquête dans une boîte où les hommes se
désolent.
22.05 Documentaire : Retour au Kham.
De Bruno Vienne.
Un lama de retour au Tibet.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma :
Randonnée pour un tueur. ■
Film américain de Roger Spottiswoode
(1988). Avec Sidney Poitier, Tom Beren-
ger, Kristie Alley.

LA 5
13.30 Série : Amicalement vôtre.
14.30 Série : L'enquêteur.
15.25 Série : Soko, brigade des stupés.
16.35 Dessins animés.
18.00 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.35 Téléfilm :
Ma femme a disparu.
De David Greens, avec Elliot Gould, Mike
Famili.
Un prêtre est au courant...
22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
23.30 Soko, brigade des stupés (rediff.).
0.00 Le minuit pile.

M 6
13.20 Série :
Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : Docteur Marcus Welby.
14.40 Série : Médecins de nuit.
15.30 Musique : Boulevard des clips (et à
1.00).
17.00 Série : Magnum.
17.45 Téléfilm : Panique
dans le périphérique.
De Jerry Jameson, avec James Farentino,
Don Stroud.
18.34 Six minutes d'informations.
19.00 Série : La fête à la maison.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Racolage.
De Joseph Sargent, avec Les Remick, Jill
Clayburgh.
Une journaliste et une prostituée.

Audience TV du 12 septembre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	42,5	Tao-o-Tao	Mac Gyver	Actu. rég.	Concert.	Je compte sur toi	F. à l'écran
18 h 45	48,4	Rose Fort.	Mac Gyver	19-20 info	Météo part.	Journal	Roseanne
20 h 18	60,2	Journal	Journal	La Chèvre	Météo part.	Journal	Météo, soirée
20 h 55	84,8	Série soirée	Enfants Larcoux	M. à l'écran	Chèvre soirée	M. bébé m. amour	S.O.S. enquête
22 h 08	68,1	Pub	Enfants Larcoux	M. à l'écran	L'invité surprise	M. bébé m. amour	S.O.S. enquête
22 h 44	35,8	Série soirée	Vieilles a. analyse	Solo 3	L'invité surprise	Débat	La soirée

COMMUNICATION

En partenariat avec la Générale des eaux
Relance de Télé-Monte-Carlo

A partir du mois de décembre, Télé-Monte-Carlo diffusera chaque jour entre 20 heures et 22 heures, un programme produit par un nouveau partenaire, la Monégasque des ondes. Cette société de droit monégasque est une filiale de la Générale d'images (du groupe Générale des eaux) dans laquelle les banques Banexi et Barclay's détiennent des parts.

Ce programme propre à Télé-Monte-Carlo (qui en assurera la responsabilité éditoriale) sera composé de films, de festivals, d'événements sportifs ou culturels, de vingt minutes d'informations régionales conçues avec l'aide de Radio-Monte-Carlo. TMC et la Monégasque des ondes produiront ensemble des programmes thématiques. L'ensemble de ces programmes respectera les règles définies par les ministères français de la culture et de la communication, puisque TMC dispose d'émetteurs à Marseille et Toulon.

Pour TMC, dont les actionnaires

M. C. I.

M-6 et FR-3 se lancent dans la télévision locale à Lille

LILLE
de notre correspondant

M-6 diffuse depuis mardi 11 septembre un journal télévisé d'informations locales sur Lille, Roubaix, Tourcoing. Ce « 6 minutes Lille » reprend la formule du « 6 minutes Bordeaux » lancé en janvier 1989 : un journal court et rythmé avec sept à neuf sujets tout en images et commentaires en voix off, diffusé à 19 h 34 du lundi au vendredi.

Le test de Bordeaux avait paru suffisamment concluant pour que la chaîne en demande la reconduction au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et son extension à Lille, mais aussi à Tours, et Marseille. A terme, M-6 entend constituer un réseau de décrochages sur une quinzaine de grandes villes, région parisienne comprise.

A Lille, la chaîne a passé un accord avec les quotidiens Nord-Eclair et Nord-Matin ainsi qu'avec Région Câble, la filiale câblée de la Générale de chauffage (groupe Générale des eaux), réunis au sein de la société Prodis, à qui est confiée la production du « 6 minutes Lille » pour un budget annuel de 4 millions de francs.

La métropole lilloise devient ainsi le premier terrain de concurrence dans le domaine de l'information locale télévisée (le Monde du 3 juillet). En effet, le matin

même du lancement du « 6 minutes Lille », FR 3 et le quotidien régional la Voix du Nord annonçaient la diffusion, par décrochage, à partir du 24 septembre, d'un projet concurrent baptisé « Europe TV ».

Première télévision de proximité de FR-3 à être mise en place après la préfiguration de Tours en juin dernier, « Europe TV » diffusera chaque soir sur FR-3 avant le journal régional, sept jours sur sept, de 19 heures à 19 h 10, un journal consacré à l'information et aux services. « Europe TV » visera la métropole lilloise, mais également les habitants de la zone belge voisine de Tournai et Courtrai.

Ce journal, pour lequel FR 3 annonce un budget de 6 millions de francs, sera réalisé par une équipe de la chaîne publique en collaboration avec NEP-TV, filiale audiovisuelle de la Voix du Nord en liaison avec le Courrier de l'Escaut, de l'autre côté de la frontière.

Les abonnés du câble de l'agglomération lilloise auront en outre, dans quelques semaines, le choix avec un troisième journal télévisé local. Après ceux de Roubaix-Tourcoing, ils devraient en effet bénéficier d'un journal de dix minutes diffusé tous les jours par Région Câble en collaboration avec Nord-Eclair.

JEAN-RENÉ LORE

Ouverture du premier FIMAJ

Création d'un lobby français pour les programmes jeunesse

TROYES
de notre envoyée spéciale

Des associations parfois amies mais toujours concurrentes regroupées pour défendre le développement et la qualité de la programmation télévisée pour la jeunesse : c'est par cette heureuse initiative que le FIMAJ (1), premier marché international de programmes jeunesse, devait ouvrir ses portes, jeudi 13 septembre au matin. Portée sur les fonts baptismaux devant près de mille deux cents professionnels de la production et de la programmation pour les enfants réunis à Troyes, l'Association pour la fondation du jeune téléspectateur actif a défini les grandes lignes d'un projet salué par le ministre de la communication.

Fondée à l'initiative de l'association de défense des téléspectateurs Les pieds dans le PAF, ce réseau national veut rassembler « tous les acteurs engagés dans l'action, la qualité et l'éthique des programmes destinés aux jeunes ». Dotée d'un conseil scientifique, composée de personnalités et de spécialistes de la télévision jeunesse, et dont le journaliste Noël Manière sera le porte-parole, cette association régie par la loi de 1901 compte parmi ses membres fondateurs des représentants de la FEN, de la Fédération Léo Lagrange, des associations Enjeu-télé et Médias-télévision-téléspectateurs, de l'inspection de la jeunesse et des sports, de la Ligue de l'enseignement ou encore Educable.

« Dernier sursaut pour tenter de définir le rôle d'un vrai service public », selon Michel Benjiovanni, l'un des organisateurs du FIMAJ et membre de l'Association pour la fondation du jeune téléspectateur actif réclame d'ores et déjà la constitution d'une commission consultative auprès du Conseil

supérieur de l'audiovisuel. Pour conduire ses actions, elle devrait, selon toute logique, déboucher rapidement sur une formation proche de l'actif lobby américain de M. Peggy Charren, l'Action for Children's Television (ACT). Avec, sans doute, une branche production, à l'image de la prestigieuse Austrian Children's Television Foundation. Reste encore à savoir si les associations de réputation moins libérale que Les pieds dans le PAF comme Antea ou Si tous les enfants du monde accepteraient de rejoindre une initiative largement cautionnée par le ministre de la communication, M. Catherine Tasca.

ARIANE CHEMIN

(1) Festival international/Marché de l'audiovisuel de programmes jeunesse. Palais du princeps, Troyes, jusqu'au 16 septembre.

□ M. Jean-François Kahn part en croisade contre l'ODJ. — M. Jean-François Kahn, directeur de la publication de l'Événement du jeudi, a dénoncé, le 12 septembre, lors d'une conférence de presse, l'absence de transparence des chiffres de vente de la presse française publiés par l'Office de justification de la diffusion (OJD). Se disant décidé à aller en justice, M. Kahn accuse cet organisme de violer ses propres règles. L'Office ne devrait pas prendre en compte, dans ses calculs, les ventes de journaux dont le prix est inférieur à 50 % du prix normal. Mais en réalité, selon M. Kahn, les chiffres publiés par l'OJD mélangent les ventes habituelles aux ventes promotionnelles (les abonnements avec cadeaux). Le directeur de l'Événement du jeudi dénonce les « magouilles » qui permettent l'arbitraire de telles règles.

LIVRES • IDEES

Enquêtes sur deux « monstres sacrés »

Barthes ou la vie triste

Louis-Jean Calvet écrit la biographie d'un homme qui n'en voulait pas

ROLAND BARTHES
de Louis-Jean Calvet,
Flammarion, 336 p., 140 F.

Il y a quelque chose de déprimant dans la biographie d'un homme qui a souhaité s'effacer derrière ses écrits, fragments d'un discours infini sur le sens, un homme qui ne craignait rien plus que la consistance et n'aimait donc pas le genre biographique, lui préférant les instantanés fugitifs, légers, fragiles et amicaux qu'il appelait des « biographèmes » et qui s'apparentent à la photo intime, le contraire de la narration lisse, quasi filmique, dramatisée, fortement orientée vers son final, qui modèle une biographie de grand homme.

Roland Barthes n'aspirait pas à devenir un grand homme, il était fasciné par la figure de l'écrivain à la Gide - intelligent, cultivé, courtois, vivant bourgeoisement, entouré d'amis et suivi par un public de qualité. Il n'a donc pas vécu sa vie comme matière à biographie - ce qui est le propre des « grands hommes », qui doivent bien commencer par y croire eux-mêmes, voyez de Gaulle, voyez Sartre, - mais il s'est soucie d'abord de la préserver de l'indiscrétion, de l'hystérie, de tout ce qui force à dire. Son homosexualité notamment, ni cachée ni affichée, n'a simplement, par égard pour sa mère, avec qui il a vécu toute sa vie, par égard pour lui-même aussi, pour ne pas se laisser prendre à la consistance d'un rôle.

La biographie écrite par Louis-Jean Calvet n'est donc en rien « autorisée », ni par Barthes ni par ses héritiers. Il semble même qu'elle se soit faite malgré François Wahl, l'éditeur de Barthes au Seuil, contre qui l'auteur polémiquait assez durement, lui contestant le rôle d'exécuteur testamentaire, lui déniait notamment le droit de « retenir » des correspondances intimes. Ces lettres à des amis, Louis-Jean Calvet a pu les lire, mais il n'a pas obtenu l'autorisation de les citer, et il pense qu'elles ne seront pas publiées. Sur ce point, François Wahl serait sans doute bien avisé de s'expliquer, ses raisons peuvent être acceptables.

Le livre de Louis-Jean Calvet

se signale d'abord par d'incontestables qualités d'honnêteté. Il aborde sans ambages le refus barthesien de la biographie, sa part de ruse et de dérobades. En somme, il ne s'excuse pas auprès de lui de ne pas le suivre quand il annonce théoriquement la « mort de l'auteur » : comme Barthes, il n'y croit qu'à moitié. Ce n'est pas un essai brillant, profond ou paradoxal, qui avancerait, sur la trajectoire intellectuelle de Barthes, sur son rôle social et sur sa configuration psychique, des interprétations neuves en un style séduisant, à la Barthes, comme l'avait tenté Philippe Roger (1). C'est une

« enquête », un « travail de recherche historique, parfois journalistique, et la traduction d'une sympathie », selon les propres termes du biographe. Bref, c'est un livre qui répond à une commande, comme il s'en fabrique de plus en plus (2).

Ainsi des précisions sont fournies, que ne donnait évidemment pas l'elliptique et coquet petit *Roland Barthes par Roland Barthes* de la collection « Les écrivains de toujours », sur la généalogie familiale, la mort du père dans un combat naval, en 1916, qui laisse Henriette Barthes veuve de guerre et sans fortune et fera du petit Roland

un « pupille de la nation », l'enfance à Bayonne, où l'adolescent retourne pour les vacances, si bien qu'il ne se sentira jamais « parisien », mais d'abord homme du Sud-Ouest, basque et gascon.

C'est pourtant à Paris qu'il fait ses classes, au lycée Montaigne, jusqu'à la quatrième, puis à Louis-le-Grand. Entre-temps, la mère a un deuxième fils, né hors mariage, le demi-frère de Roland Barthes et qui sera son héritier. Cette naissance semble avoir brouillé Henriette avec sa propre mère, qui vit dans l'opulence, alors que la jeune veuve et ses deux garçons se débattaient dans

la gêne. Se noue alors un vif ressentiment contre la bourgeoisie : bourgeois pauvre, Roland Barthes se sentira toujours une solidarité avec les non-privilegiés, se situera politiquement toujours « à gauche », quand bien même il aspirera toujours aussi au style de vie de la bourgeoisie aisée et provinciale et fera de la modération une vertu intellectuelle et morale.

A Louis-le-Grand, il se lie d'amitié avec un brillant sujet, lequel est persuadé que son condisciple deviendra « le Victor Hugo de notre temps ». Ils ambitionnent l'un et l'autre d'entrer à l'Ecole normale supérieure. L'ami réussit à tous les concours et entre dans la diplomatie, il fera la courte échelle à Barthes chaque fois qu'il le pourra. Et cette aide, Barthes en aura besoin, car la tuberculose, qui se déclare en 1934, va faire obstacle à toute carrière universitaire « normale », jusqu'à sa nomination, en 1960, à l'Ecole pratique des hautes études (où il est appelé par Fernand Braudel) puis à son élection, en 1978, au Collège de France (où c'est Michel Foucault qui, à sa demande, fait campagne pour lui créer une chaire de « sémiologie littéraire »). Comme dans la biographie de Michel Foucault publiée l'année dernière par Didier Eribon dans la même collection, c'est sur les ailes de la carrière et sur le rapport aux institutions que le livre de Calvet est le plus intéressant.

Michel Contat

Lire la suite page 19

LE FEUILLETON de Michel Braudeau Profession éditeur

Il a fait connaître aux lecteurs français Lowry, Sciascia, Gombrowicz, Hawkes et tant d'autres. Il fut l'ami de Perce, de Queneau, de Barthes, d'Henry Miller, connu Artaud, Reverzy, Blanchot... Maurice Nadeau publie aujourd'hui ses Mémoires. Grâce lui soit rendue...
Page 18

LA RENTRÉE ROMANESQUE

La grâce de Jean Rouaud

Les Champs d'honneur, de Jean Rouaud, c'est, pour Patrick Kéchichian, le roman de la rentrée. Une œuvre de débutant qui est déjà un accomplissement. Les Quartiers d'hiver, de J.-N. Pancrazi : le premier roman du sida. Une beauté sinistre, un incendie crépusculaire. Du côté de la vie, de M.-F. Hans : quand un auteur jette sur ses personnalités le regard des femmes de marin.
Page 20

PHILOSOPHIE

Lettre ouverte à Gilles Deleuze

« A-t-il dit qu'avec vous le rire de la philosophie éclate encore ? Non ? Alors, en un moment si frivolement, si tristement affaibli à se prendre au sérieux, il faut célébrer ces joies. Elles nuisent à la bêtise. » Ainsi se conclut l'adresse de Roger-Pol Droit au philosophe, alors que paraissent ses *Pourparlers*, 1972-1990.
Page 23

Yourcenar ou la vie nomade

Josyane Savigneau face à la dame de Mount Desert

MARGUERITE TOUBEZHAN,
de Josyane Savigneau,
Gallimard, coll. « Biographies »,
542 p., 145 F.

Josyane Savigneau, on s'en doute, est une amie. Ce n'est pas une raison pour dire du mal d'elle ; ni du bien. Heureusement, son premier livre donne des soucis plus sérieux que de trasser des compléments à usage publicitaire, et usés d'avance. Ça naît comment, une vocation littéraire et une œuvre de poids ? Quelle place y joue la vie, et doit-on, peut-on, en connaître ? Entre l'enquête policière à l'américaine, l'étude universitaire des sources, et l'essai cavalier à la française, y a-t-il place pour une biographie à la fois historique et subjective ? Réponse au terme de 540 pages auxquelles érudits et fervents de Yourcenar devront désormais se référer, et auxquelles ils accordent déjà l'article défini qui vaut tous les éloges : « le » Savigneau.

L'entreprise cumulait les risques. Les écrivains préfèrent laisser des traces d'eux-mêmes plutôt que des

preuves, fatales au rêve. Ils ne racontent pas leur vie telle qu'ils l'ont vécue, ils la vivent telle qu'ils la racontent. Yourcenar enchaîne sur ces invitations gidiennes au mensonge. Seule l'intérêt, elle a prévenu, la part de vécu qui se prête à la transfiguration littéraire. Elle a largement anticipé, par ses propres souvenirs, la tâche des biographes, mais elle l'a compliquée en imposant les scellés à ses carnets, à sa correspondance, en répugnant à toute confidence sur son intime, et en cultivant avec la chronologie (celle de *La Pléiade* et le *montre*) des liens fantaisistes. De toute façon, elle aura plus fréquenté Hadrien et Zénon qu'aucun ami vivant.

A ces difficultés s'ajoutait l'empressement qui saisit, de nos jours, le genre biographique. Le temps posthume, lui aussi, s'accélère. Les grands morts n'attendent plus une génération, comme naguère, pour entrer dans les manuels et inspirer des « Vies ». Annie Cohen-Solal et

Dominique Bona ont mis moins de cinq ans pour boucler leur *Sartre* et leur *Gautier*. Il y a à peine trois ans que Yourcenar a disparu, trois mois seulement qu'elle a été remplacée à l'Académie, et la voilà déjà portraiturée de pied en cap. Cette hâte des éditeurs d'arriver en premier prive des nécessaires décaissements, mais elle permet d'interroger les survivants, de témoigner personnellement.

L'œil et l'oreille

Josyane Savigneau a été reçue par la dame de Mount Desert, au printemps 1987, et elle a eu accès à certains agendas. Contrairement à d'autres, elle ne fait pas tout un foin de ce contact personnel. On ne l'apprend qu'incidemment, page 440. Son admiration attendrie laisse intact, on le verra, un penchant verveux pour la consistance, y compris envers son hôte. Comme journaliste, elle a appris à

se servir de son équation personnelle sans la dissimuler ni y céder. Ainsi de la connivence qui l'aide à décrire une vie de couple homosexuel, où d'autres auraient perdu leur latin. A l'inverse, elle supplée par l'imagination aux distances que le séparent de Yourcenar sur d'autres plans, esthétique ou social.

Bien que née loin des châteaux, Savigneau a l'œil, et l'oreille, pour déceler ce qu'il y a de morgue héritée dans le port de tête et de voix de mademoiselle de Crayencour. Comme Gide, son modèle. Yourcenar occupait la langue parlée, autant que l'écrite, en châteline qui savait, avant de naître, se servir d'un porte-couteau. Voyez la magnifique photo qui orne la couverture du livre : à vingt ans, sous la toque d'héroïne de Tolstoï, le regard myope aux paupières déjà lourdes, les narines pincées et la bouche gourmande ont la souveraineté impérieuse, impériale, des enfants nés pour s'appartenir sans partage : une Ingrid Bergman, sans la glace des convenances !

Lire la suite page 19



PIERRETTE
FLEUTIAUX
NOUS SOMMES
ÉTERNELS
roman

nrf

Le Tourbillon Romanesque.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ALBUM

A.E. HOTCHNERI : *Hemingway et son univers*. — A.E. Hotchner, ami de l'écrivain, a rassemblé pour cette biographie en images ses souvenirs personnels et de nombreux documents. Un voyage à travers la vie mouvementée du romancier américain, riche en anecdotes, en passions, en aventures... Traduit de l'anglais par Mireille Davidovici et Edith Ochs. (Ed. du Chêne, 207 p., 300 photographies, dont 70 en couleurs, 398 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

COLLECTIF : *Les styles de Giono*. — Ce recueil, qui rassemble les actes du troisième colloque international Jean Giono (Aix-en-Provence en juin 1988), s'attache à analyser la diversité et la richesse de l'œuvre du « prodigieux conteur ». Les thèmes abordés ont été : « L'art du récit », « Autobiographie, histoire, poésie » et « Rhétorique stylistique ». Cet ouvrage est le premier édité par la revue de l'université de Lille-III. (Ed. Roman 20/50, 56, rue Brûle-Maison, 59000 Lille, 300 p., 95 F.)

ÉCONOMIE

ALEXANDRE TCHAYANOV : *L'organisation de l'économie paysanne*. — L'œuvre maîtresse, publiée pour la première fois en 1925, de celui qui fut, jusqu'à son arrestation en 1930, le plus grand spécialiste russe d'économie rurale. Une défense et illustration, contre Marx et Lénine, de l'exploitation familiale, considérée comme étrangère à la logique capitaliste. Tchayanov a été réhabilité en 1987. Préface de Daniel Thorner, postface de Basile Kerblay. Traduit du russe par Alexis Berelowitch. (Librairie du Regard, 41, rue du Cherche-Midi, 75005 Paris, 344 p., 180 F.)

ESSAIS

HENRI BEHAR et ROGER FAYOLLE (sous la direction de) : *L'Histoire littéraire aujourd'hui*. — Du lansonisme à l'histoire sociale des pratiques culturelles, un riche panorama des recherches en cours, qui invite à redécouvrir l'histoire littéraire, quelque peu éclipse, au cours des années 70, par la critique structurale, mais désormais enrichie par le développement des sciences humaines. (Armand Colin, 187 p., 85 F.)

VICTOR DAVIS HANSON : *Le modèle occidental de la guerre*. — Comment les Grecs ont inventé la bataille rangée, le face-à-face meurtrier de deux phalanges, comme méthode de guerre destinée non pas à anéantir l'ennemi, mais au contraire à terminer rapidement le combat afin de permettre aux soldats de retourner au plus vite à la vie civile. Historien américain, l'auteur retrouve une partie de cet héritage dans la guerre du Vietnam, mais souligne que l'arme nucléaire rend désormais un tel modèle insupportable. Introduction de John Keegan. Traduit de l'anglais par Alain Billaut. (Les Belles Lettres, 298 p., 135 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

VLADIMIR NABOKOV : *Regarde, regarde les arlequins*. — Ce dernier roman de l'auteur de *Invitation à un voyage* a été publié une première fois en 1974, trois ans avant sa mort, et traduit en 1978. Sa réédition permet de découvrir le personnage de Vadim Vadimovitch — double de Nabokov —, écrivain russe émigré, qui promène sa nostalgie de la Côte d'Azur des années 20 au Leningrad des années 60. Traduit de l'anglais par Jean-Bernard Blandinier. (Fayard, 310 p., 120 F.)

SOUVENIRS

AUGUSTE FRANÇOIS : *Le mandarin blanc. Souvenirs d'un consul en Extrême-Orient 1886-1904*. — Diplomate en poste au Tonkin, puis en Chine, pendant près de vingt ans à la fin du siècle dernier, Auguste François a laissé une série de notes qu'il destinait à un livre de souvenirs. Précieusement conservés, ces brouillons ont été réunis par un de ses descendants, qui les publie pour la première fois. Ils constituent un étonnant témoignage sur les débuts de la colonisation française en Extrême-Orient et sur l'histoire de la Chine au temps de la révolution des Boxers. Textes rassemblés et présentés par Pierre Seydoux. Rappel historique de Gérard Guicheteau. (Calmann-Lévy, 379 p., 140 F.)

A signaler chez le même éditeur, et dans la même collection « Temps et continents », la réédition de *Les États-Unis pendant la guerre de Sécession*, d'Ernest Duvergier de Hauranne (312 p., 98 F.), et de *l'Amérique espagnole en 1800*, d'Alexandre de Humboldt. (296 p., 98 F.)

ROBERT ROCHEFORT



Les Lettres de François

Préface de JACQUES DE BOURBON BUSSET de l'Académie Française
Beauchesne Témoignages
176 pages 60 FF

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-28-51-09

Jean-Marie Chauvier

URSS :

Une société

en mouvement

Un regard libre sur
un peuple en quête
de libertés.

Claude JULIEN, Dir. Monde
Diplomatique (in préface)

Un livre riche et un
excellent radar.

François SCHLOSSER,
Le Nouvel Observateur

420 p., 130 FF

éditions de l'aube

GRÂCES LEUR SOIENT

RENDUES

Mémoires littéraires
de Maurice Nadeau.

Albin Michel, 480 p., 140 F.

C'EST automne 1990 voit paraître plusieurs livres de Mémoires rédigés par des éditeurs et non des moindres. Ce ne sont pas les premiers, mais en un sens ils ne sont pas loin d'être les derniers de leur espèce au train où va l'industrie dans le monde subtil des maisons de papier et des pensées écrites. L'exemple du doyen de ces jeunes dinosaures, Maurice Nadeau, est éloquent. Certes, il n'est pas seulement éditeur au sens strict, celui de Lowry, de Gombrowicz, de Sciascia, de Perec, mais aussi journaliste, critique (à *Combat*, *France Observateur*, *l'Express*), directeur de revues (*Les Lettres nouvelles*, la *Quinzaine littéraire*), essayiste (*Histoire du surréalisme*, en 1945, *Gustave Flaubert écrivain*, en 1969) ; et surtout d'éditeur de talents, lecteur forcené, funambule financier. C'est tout cela qui fait la beauté d'un éditeur ancienne manière.

Il ne chasse pas l'auteur comme la palombe dans le Sud-Ouest, au filet, mais il le trouve. Il le laisse venir à lui, par la réputation qu'il se fait d'être disponible et de tout lire. De n'avoir pas forcément de l'argent, mais du temps, de l'attention, du respect. De répondre au téléphone, de se mettre à la place de l'auteur en panne, de l'encourager, de l'écouter. D'être son père, son psy, son client jamais lassé, tout un fan-club, s'il le faut, pour un romancier qui doute. Ce qu'était Jean Cayrol au Seuil avant qu'il ne préfère ses terres de la Gironde : un éveillé, un accoucheur. Mais Cayrol, l'écrivain et le cinéaste, faisait oublier à l'extérieur son activité de sage-femme pour jeunes personnes dont la vocation se présente douloureusement. Tandis que le pur éditeur (au sens large, pas forcément propriétaire d'une maison) est un artisan mystérieux qui n'écrit pas de littérature.

NADEAU a fait des essais, ce n'est pas un romancier. Comme il le dit d'emblée dans sa préface, « c'est là qu'est le hic : journaliste, pas vraiment écrivain. Le sur-fing ». Question de talent peut-être, de narcissisme sûrement (« au fond, ma personne ne m'intéresse pas outre mesure »), nécessaire à cette activité si désespérément solitaire. De l'égoïsme et du nombrilisme, il en faut pour se croire capable d'inventer la réalité par l'écriture. Au moins se faire quelques illusions sur soi-même. Or, par chance ou par dédain, parce que ça ne lui disait rien d'oser cela, Nadeau ne s'est pas bercé de cette chimère. Il porterait les œuvres des autres plutôt que les siennes.

Cette même volonté d'effacement réduit au minimum la part de la vie privée, de la confiance personnelle dans ces Mémoires : un très beau et très touchant portrait de sa mère Zilda, qu'il a aimée et détestée, celle qui ne l'appelait que « mon pauvre Momo » et gagnait sa vie en faisant des ménages, à qui il offrit des funérailles magnifiques ; une autre esquisse, en très peu de lignes, de Marthe, la compagne de toute sa vie ; la découverte à travers Pierre Naville du trotskisme, auquel il restera fidèle au-delà de la mort du Vieux. « Trotskiste refroidi », j'ai la cette appréciation sur moi une dizaine d'années après la guerre. Sans doute et il y avait de

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Maurice Nadeau vu par Ulf Andersen

Profession éditeur

quel et j'y avais mis le temps. » La perspective politique disparaît, reste ce sentiment qui fait « vomir les tièdes, les belles âmes, les humanistes à la petite semaine ». Mais pour le reste, silence. Il s'agit bel et bien de « Mémoires littéraires ».

C'est donc une galerie de portraits que l'on est convié à visiter avec dans maints tableaux la figure de l'auteur mêlée aux combattants, aux amis, rarement en posture d'admirateur. Il découvre André Breton en même temps que Trotsky, mais le pape de la place Pigalle ne le subjuguait pas comme il a su le faire avec tant d'autres de caractère plus faible. Nadeau, intellectuel prolétaire, fils d'une domestique, élevé à la dure et pauvre école des instituteurs, s'étonne un peu du style de Breton le révolutionnaire absolu entrant aux Deux-Magots : « Je le vois arriver, pardessus bleu de nuit en poil de chameau, avec Jacqueline, échafaudage d'oiseaux et de fleurs dans les cheveux. Je suis éberlué. L'approche un monde que je ne connais pas : d'assurance luxueuse et tranquille dans le non-conformisme ».

Nadeau entreprend d'écrire son *Histoire du surréalisme* alors que la guerre a cassé la vigueur première du mouvement, son élan le plus sincère. Après la Libération, les surréalistes ne feront que singer leurs anciennes révoltes, les nouveaux adhérents trouveront au banquet un goût de cendres. Breton revient des États-Unis, feuille le bouquin de Nadeau, le gronde un peu. Où est la faute ? Les photos. Breton aurait voulu d'autres clichés, mieux posés, mieux tirés. Nadeau voit rouge. Il démolit le cher maître dans un article de *Combat* assez redoutable. Celui-ci lui renverra la balle de façon foudroyante quand Nadeau tombera dans le piège de la *Chasse spirituelle*, un faux Rimbaud « retrouvé », fabriqué par un groupe de comédiens amateurs de canulars et auquel Nadeau, comme son ami Sallat, comme Pascal Pia, prêterait foi. Tandis que Breton, plus fin, plus intime avec Rimbaud, dénoncera immédiatement le pastiche, dès le premier jour, avec

pour seul argument que Rimbaud ne se répétait jamais.

SARTRE est un autre oiseau de taille dans la volière du mémorialiste. Il fait sa connaissance sous l'Occupation, quand Sartre veut créer des groupes de réflexion clandestins, pour préparer la subversion des temps de paix, plus tard. Le regard de Nadeau sur Sartre est lucide et chaleureux. Sartre n'est pas surévalué, loin de là, en tant que romancier, ni Proust ni Dostoïevski. Plutôt un caméléon, insuffisamment nourri de son monde intérieur et capable de trop de métamorphoses. Tourmenté par ce secret même de la création chez les plus grands, fasciné par Faulkner, Mallarmé, Kafka, Tintoret et Giacometti. « Il les met à la torture pour leur faire avouer leur secret, c'est peut-être en fin de compte le sien qu'il cherche à travers eux. » Mais l'hommage qu'il rend à Sartre au jour de sa mort est sans faille. Avec lui disparaît le dernier des généralistes. Commence le règne des spécialistes, et l'on sait que les vaches seront bien gardées.

Une des affections les moins contrariées de Nadeau sera celle qu'il éprouve pour Pascal Pia, qui l'engage comme journaliste à *Combat*, sur un malentendu apparent, une vraie reconnaissance instinctive. Pia, un érudit, un résistant, un mystificateur, un homme de cœur, un fou de travail qui s'oublie dans mille menues tâches, qui s'efface, comme Nadeau, par goût de l'ombre, dégoût du paraître, et qui fut certainement l'âme de ce journal bricolé que tout le monde considérait un peu abusivement comme celui de Camus. Pia qui dans sa jeunesse fauchée allait avec le jeune Malraux chanter dans les cours « Tiens ma jolie maman, voici des roses blanches »... Malraux qui n'aurait pas longtemps l'humour, ni la voix, de pousser la goulante et deviendrait le Grand Officier.

HENRY MILLER est aussi un des personnages préférés de Nadeau, un de ceux qui suscitent particulièrement sa tendresse. Miller et sa dégaîne de cow-boy dansant, Miller faisant la sieste

où qu'il se trouve, et Miller quasi gâteux aimant toujours la vie, à trois jours à peine de sa mort. Il faudrait citer Gide aussi, qui apparaît à plusieurs reprises, l'inévitable Gide curieux de tout, prudent parfois et courageux comme personne au moment de dénoncer l'image pieuse qu'on se fait encore de l'URSS. Et les auteurs que Nadeau a fait connaître chez les éditeurs qui l'ont abrité, de Buchet-Chastel à Gallimard en passant par Julliard : Malcolm Lowry, par exemple, avec lequel il a bien des difficultés, tant l'alcool rend l'auteur évasif ; Georges Perec, le jeune homme timide qui venait prendre des forces auprès de lui. Roland Barthes, connu au retour du sanatorium, ami charmant, véritable pilote de la nébuleuse du nouveau roman ; et Raymond Queneau, à qui Nadeau ressemble comme un jumeau, ce qui les amuse tous deux, provoque de nombreux quiproquos, les agace aussi. Un jour, sans se concerter, ils décident de changer de lunettes pour qu'on les distingue plus facilement. Ils se retrouvent dans la rue : tous deux ont choisi les mêmes nouvelles montures, à la mode. On n'échappe pas à son double.

« Grâces leur soient rendues » à ces auteurs, à ces autres par qui Nadeau avoue, avec une humilité un peu écrasante, accéder à l'existence et même à une gloire discrète. Il en cite pourtant à qui il ne fait pas toujours grâce. John Hawkes — « que j'ai révélé aux Français » — a moins de talent maintenant qu'il ne publie plus chez lui. Sciascia le laisse tomber sur le tard. Il déteste Mauriac. Ses employeurs ne sont pas souvent flattés. Seul René Julliard apparaît sympathique, avec sa fantaisie, son élégance, son sens de l'épate, qui se fait appeler par la standardiste pendant les comités de lecture — « c'est Edgar Faure » ou « c'est Mendes France », dit-il à ses interlocuteurs — et roule dans une énorme Cadillac pour aller de la rue de l'Université à la rue de Grenelle. Mais Henry Smadja, le racheteur de *Combat*, n'est qu'un filou, lâche, exploiteur, qui saborde le journal. Le clan Gallimard n'est pas épargné : Gaston, passe encore, mais Claude, un crocodile, « obfus, retors et peu sympathique ». Quant à Jean Paulhan, « ce Machiavel d'opérette, ce couard hypocrite » régnant sur la nouvelle NRF, Nadeau lui prête une âme des plus mesquines.

L'ENNUI dans ces moments d'aigreur et d'amertume auxquels se laisse aller Nadeau contre tel ou tel, au terme d'une si longue carrière dans un si petit milieu, c'est qu'il n'évite pas les pièges du « gendeletrisme ». Sa formidable modestie souffre bien deux pages sur son prix Mac-Orlan. Et des querelles de jury et d'ayants droit, toutes microcholiques et dérisoires, on s'en passerait bien : Combien plus fort est l'hommage de Nadeau à Geneviève Serreau, son bras droit à la *Quinzaine littéraire*, et plus précieuses ses souvenirs de Jean Reverzy, d'Antonin Artaud, de Maurice Blanchot. Mais soit, avec ses petites et ses morceaux de bravoure, l'ensemble est passionnant et on ne pourra plus lire le vingtième siècle littéraire français sans passer par le Nadeau. Ce drôle de Nadeau à qui Gombrowicz écrivait : « Je trouve que la critique est une chose vraiment diabolique (...). Mais votre grande honnêteté spirituelle vous procure une espèce d'innocence dans votre métier satanique. »

سكنا في الالعاب

LIVRES • IDÉES

BIOGRAPHIES

Yourcenar ou la vie nomade

Suite de la page 17

Toute l'œuvre naît d'un lien paradoxal entre la bien-séance et la rébellion. L'envie de gloire apparaît dès l'enfance porte la marque du milieu aristocratique, de même que le choix de thèmes et d'un style hyperclassiques. Cela rappelle l'ambition d'un homme d'extraction comparable, Montherlant. Comme ce dernier, la femme de lettres ne supportera aucune réserve de la part de la presse - d'où la brouille avec Jean Chalon - et cherchera noise aux éditeurs, à Pion notamment. Mais là s'arrêtera la parenté avec l'auteur des *Jeunes filles*. Sa singularité de mœurs, loin de s'en cacher, Yourcenar la revendiquera, sans exhibitionnisme ni militantisme, mais avec la force de qui s'est juré de braver les normes, de croire et de vivre autrement, au nom du bon plaisir.

Quête de l'impossible

On attendait d'une biographie qu'elle explique cet élan libertaire au cœur d'une vie et d'une œuvre plutôt ordonnées. C'est chose faite. L'absence de mère, morte en couche, a aidé Marguerite à s'émanciper, ainsi que le caractère fantasque du père, pour qui « on n'est bien qu'ailleurs ». Il y a eu aussi le goût pour le voyage, où Hadrien verra « une secousse donnée aux préjugés ». On sous-estimait la part prise par l'écrivain André Fraigneau dans la découverte, par Yourcenar, du voyage, de l'Antiquité et de sa sensibilité profonde. Grâce à sa passion pour un homosexuel, l'auteur d'*Alexis* a compris que, tout en aimant les femmes, elle rêvait d'être la maîtresse d'hommes aimant les hommes. Cette quête de l'impossible n'a rien d'exceptionnel. Viollette Leduc allait la pousser à la caricature.

L'amour dans la vie de Yourcenar

nar ! Il fallait bien y venir, quitte à enfreindre une consigne sacrée. Pour l'ermite de Petite-Plaisance, la liberté de vivre comme on l'entend implique celle de n'en pas parler. Barthes n'était pas loin de penser ainsi, quand il défendait, comme aussi sacré que le droit à l'expression, le droit de se taire. Que dire du corps, sinon qu'il « existe », et de ses préférences, sinon les affirmer tranquillement ? La pudeur de Yourcenar ne s'arrête pas à la vie des sens. Elle englobe le sentimental. Elle dira seulement de Grace, compagne de toute sa vie : « La femme avec laquelle je partage ma maison. »

Toute biographie est un peu une histoire d'amour à trois, entre l'auteur, son modèle et le lecteur. Le premier veut faire partager au troisième sa passion pour le second. Souvent, cette passion l'aveugle et lui sert à se faire aimer pour lui-même. Josyane Savigneau résiste à la tentation. C'est avec le calme des professionnels chevronnés, et parfois la distance espiègle d'un Henri Guillemin, qu'elle évoque la rencontre-coup de foudre avec Grace, la conjugalité assumée, et l'exaspération dont souffrent, à la longue, les unions les plus solides. Dans sa sécheresse descriptive, l'agonie de Grace acquiert la puissance d'un effet romanesque. Les « rites du chagrin » sont indiqués de manière à nous laisser libres de notre émotion, de même que le récit des derniers temps, adoucis mais rendus pathétiques par le compagnonnage, puis la mort, de deux homosexuels ombrageux, rancanciers, suicidaires.

Pour allier la précision factuelle, digne d'une thèse d'Etat, et cet art de suggérer les réalités intérieures, Savigneau ne renouvelle pas les méthodes éprouvées, elle les conjugue. Contre une évidence

constatable semaine après semaine dans ces colonnes, elle prétend n'être pas « critique littéraire » ; c'est vrai, ici. Les œuvres de Yourcenar ne sont analysées que pour mémoire. Si la journaliste se laisse voir, sous l'universitaire rentrée et l'écrivain qui se cherche encore, c'est l'ancien chroniqueur judiciaire. Dès qu'apparaît un point litigieux, elle insinue à charge et à décharge, recoupe les témoignages, avoue son embarras, sans pour autant dissimuler son intime conviction, son parti pris.



Une souveraineté impérieuse...

C'est le moment de pointer ce que l'effacement volontaire et on ne sait quoi d'intimité cachent, chez notre enquêtrice, de vraie violence. Pas un « je », en cinq cents pages, mais passablement de « moi », et d'un « moi » pugiliste. Gare aux détracteurs de Yourcenar, jamais cités mais accrochés pour leurs blâmes sur le « style viril » de Marguerite Chemin faisant, Savigneau ne se prive pas d'égratigner Julien Gracq, ou ses propres éditeurs, qualifiés de « bourgeois montés en graine ». Comme c'est fréquent entre visiteurs successifs, elle ne gâche pas les interviewers qui l'ont précédée à Mount Desert. Pour des raisons de vague jalousie auxquelles d'au-

tres témoins ont cédé, elle soupçonne Grace d'avoir été parfois une compagne encombrante. L'Académie se voit reprocher verbalement, si on peut dire, des médiocrités invérifiables comme il en court avant chaque élection, et des mauvaises manières dont on peut au moins dire que les torts furent partagés.

Compassion contenue

Fait plus rare chez les biographes, presque toujours trop bons : Yourcenar elle-même n'est pas épargnée. Savigneau épingle son style trop protégé des secousses de son temps, sa poésie attardée, certaines « banalités » emphatiques. Mais ces sévérités, quelque peu intipides de la part d'une débutante, ne font que mettre en valeur l'attitude générale, faite de scrupule scientifique, de révérence troublée, et, vers la fin, de compassion contenue. Certains passages sont d'un chercheur confirmé et d'un écrivain déjà maître de ses effets : sur les influences religieuses, dont le bouddhisme, sur l'horreur de la procréation et de la surpopulation du globe, l'élocution « à livre ouvert », les objets familiers de la maison du Maine, les rousseurs de l'été indien, et les derniers instants, relatés en romancière à l'anglo-saxonne.

... J'ai pris soin de ne laisser filer aucun adjectif qu'on risquerait de changer en slogan commercial. J'ai dit simplement ma conviction : « Je » Savigneau ne décevra pas les lecteurs qui mettent à leur place, haut, l'œuvre de Yourcenar, sa vie de nomade spirituel, et le délicat travail biographique. J'oubliais : il est toujours étonnant, inquiétant, de voir un journaliste, et un ami, tenter l'aventure du Livre. Ouf, c'est gagné !

Bertrand Poirot-Delpech

Barthes ou la vie triste

Suite de la page 17

On apprend ainsi que Claude Lévi-Strauss a refusé tout net de diriger la thèse que lui proposait Barthes sur la mode vestimentaire, mais a donné à celui-ci, l'utile conseil de se limiter au vêtement tel qu'on en parle dans la presse et de lire Propp sur la structure du conte. Il en résultera un livre, qui n'a pas le statut d'une thèse, sur le système de la mode, et dans lequel Louis-Jean Calvet voit pertinemment « un rite de scientificté », de stricte « écrivance » (ou l'on écrit quelque chose que l'on sait) avant les livres qui, comme le *Plaisir du texte*, l'*Empire des signes* (lecture, superlatif inspirée, du Japon comme éphémère de purs signifiants), les *Fragments d'un discours amoureux*, prennent l'autre versant de l'écriture barthesienne, l'écriture intransitive, sans autre objet que l'écriture elle-même, cette écriture qui, selon la distinction capiteuse introduite par Barthes, est celle de l'écrivain et non plus de l'écrivain. Or, toute la vie productive de Barthes apparaît marquée par cette hésitation entre l'écriture du savant et celle de l'écrivain et par le rêve peut-être irréalisable de leur dépassement réciproque dans une écriture qui soit une découverte non littéraire du sens.

Avançant pas à pas dans la chronologie, cette biographie abonde en anecdotes dont elle se garde prudemment de tirer le sens. Ainsi, lorsqu'après leur visite guidée en Chine, en 1974, avec l'équipe maosiste de *Tel Quel*, Julia Kristeva publie son récit de voyage intitulé *Des Chinoises*, un ami à qui il a demandé d'en rendre compte n'ose dire à Barthes qu'il trouve le livre faible. L'amitié de Barthes pour Kristeva, l'admiration intellectuelle qu'il avait pour elle, sa volonté constante aussi de garder de bons rapports avec l'avant-garde qu'elle et Philippe Sollers incarnaient dans les années 70, lui ont fait taire et ont fait taire autour de lui bien des doutes idéologiques. A quel point qu'il interrogeait sur Kristeva, il aurait répondu en riant : « C'est la seule personne dont je sois vraiment amoureux, la seule

qui me ferait changer ma sexualité. » On doute qu'il aurait aimé le portrait que Sollers dans *Femmes et Kristeva* dans les *Samourais* ont tracé de lui en « Mamie » attendrissante mais attristée aussi. Rien, bien sûr, d'aussi méchant que ce mot de Jean Genet, rapporté par Georges Lapassade : « Nous parlons de la manière dont il a séparé sa vie en deux, le Barthes des bordels à garçons et le Barthes talmudiste. (...) Je disais : « Barthes, c'est un homme de salon, c'est une table, un fauteuil... » Non, répliqua Genet, Barthes, c'est une bergère... »

Le fait est que la sexualité de Barthes, surtout à la fin de sa vie, quand l'argent lui permet des plaisirs que la séduction intellectuelle ne suffit plus à lui obtenir, devient assez pitoyable des lors qu'elle est racontée, et c'est l'effet produit non seulement par sa transformation en personnage de roman puis de biographie, mais en sujet autobiographique malheureux dans le petit volume *Incidents* publié après sa mort.

Dix ans après sa disparition prématurée, la biographie que publie Louis-Jean Calvet, si chaleureuse et amicale qu'elle soit, en même temps qu'objective par contrat, obéit cependant à cette forme de totalitarisme médiatique qui donnerait le droit de tout savoir sur quelqu'un, du simple fait qu'il a produit de lui une image publique. Le contrat est tenu, mais on aurait préféré qu'un livre, plus désiré par l'auteur lui-même, ait égrené, ténus et émouvants, quelques biographèmes qui soient chacun l'équivalent littéraire de la très belle photo de couverture. Elle dit le plus important : la mélancolie de cet homme, sa bienveillance, son intelligence, son élégance morale, cette sagesse inquiète. Le reste, finalement, du moment qu'on peut lire ses livres, on s'en moque. Et, sur les livres eux-mêmes, cette biographie ne nous apprend rien de notable.

Michel Contat

Rentrée littéraire et romanesque ROBERT LAFFONT

Retrouvez-les



SERGE LENZ
La stratégie du bouffon
L'art d'éblouir d'un contaire.



CLAUDE MICHELET
L'appel des engueulements
Le roman qui attendait les 3 millions de lecteurs des "Cryes aux loups".



ORLANDO DE RUODER
Le village sans héros
Un village normal sans mouvement des morts.



CHRISTIAN COMBAZ
Chez Cyprien
La tradition de l'avenir.



GENEVIÈVE BON
La poupée du loup
Une traversée de la passion.



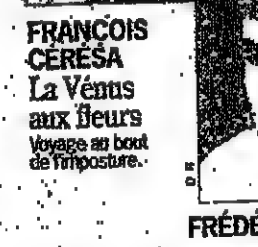
JACQUES DOYON
Une mise au monde
Un monde se meurt, un enfant naît.



FRANÇOIS CERESA
La Vénus aux fleurs
Voyage au bout de l'imposture.



JEAN-LOUIS BAILLY
La dispersion des cendres
Entre Borges et Agatha Christie.



FRÉDÉRIC BONHOMME
L'obsédé
La voix des nouveaux enfants du siècle.

Découvrez-les



PASCALE NECTOUX
Foresters
Amour, forêt, musique, peinture et Italie.



GILBERT BORDES
Le roi en son moulin
Un bristyle paysanne.



JOSEPH MACÉ-SCARON
Trebbiano, avant l'oubli
Grandeur et décadence d'un empire.

Robert Laffont

des livres ouverts sur la vie

AGUSTIN GOMEZ-ARCOS
L'AVEUGLON

Voilà sans doute le meilleur livre d'Agustín Gómez-Arcos. Un récit plein de soleil, d'humour, de tendresse, d'insolence. Un récit à la gloire de l'enfance.

Un univers sans pitié où seuls les enfants se comportent en adultes.

D'une plume ferme et passionnée, Agustín Gómez-Arcos brosse le portrait d'un gamin lumineux et inquiet, misereux et débrouillard, qui est le Maroc tout entier.

Stock

DÉBUTS

Jean Rouaud a la grâce

LES CHAMPS D'HONNEUR
de Jean Rouaud.
Ed. de Minuit, 160 p., 75 F.

Soyons clair : placer le premier roman de Jean Rouaud, *Les Champs d'honneur*, sous la rubrique « débuts » relève plus de la commodité que de la justice. D'emblée, spectaculairement, il y est à l'échelle. Soyons encore plus clair : si une rentrée littéraire ne devait offrir qu'un livre de cette valeur, toutes les considérations moroses sur la capacité de l'époque à produire une haute littérature, une littérature qui ne cherche sa dignité et sa justification qu'en elle-même, paraîtraient aussi vaines que hors de propos. Cela ne doit d'ailleurs pas conduire à un optimisme excessif, à un enthousiasme inverse : il faut plusieurs rentrées pour voir naître un roman comme celui de Jean Rouaud.

Un premier roman donc, puisqu'il faut bien un commencement. Et que souvent le chemin est long, tâtonnant, jusqu'à l'accomplissement, dont ce commencement, dans les meilleurs des cas, est la promesse. Lorsque ce chemin s'avère inutile, ou qu'il semble avoir déjà été, dans une secrète gestation, parcouru, lorsque promesse et accomplissement coïncident, il devient alors licite de risquer le mot qui convient : grâce.

Même si elle tombe du ciel — c'est-à-dire d'on ne sait où — cette grâce intervient dans un paysage littéraire spécifique. Afin de n'y plus revenir, citons, à propos du roman de Jean Rouaud, le nom de Claude Simon (c'est aussi une commodité...), non tant pour réperer une influence que pour signaler un territoire. Territoire que le grand aine ne limite pas, mais qu'il a au contraire il a largement ouvert.

C'est dans cette ouverture que Rouaud, avec sa matière propre, vient se placer.

Quelle est cette matière ? Celle de la mémoire, commune en même temps qu'irréductiblement singulière : de la mémoire qu'il faut, comme les reins et le cœur, encore et toujours sonder, afin

mémoire, comme l'est le narrateur de Jean Rouaud, ne signifie pas qu'on y impose sa présence, son omniprésence.

C'est au contraire à partir d'un creux, d'une transparence, que le narrateur s'exprime, qu'il s'isse, dans son récit, la trame du temps et du souvenir. A travers tous les

nostalgique, un motif décoratif ou idéologique. Plus gravement, plus essentiellement, elle constitue l'épaisseur vivante qui englobe et détermine les destins individuels. Au centre de cette histoire, la guerre, la « Grande », l'épave de ces corps laborieux, souches noires hérissées en souvenir d'un bosquet frais, peuple de boue, argile informe de l'œuvre rendue à la matière avec ses vanités, fange nauséuse mêlée de l'odeur âcre de poudre brûlée et de charnier... Il faut lire à voix haute ces pages, à la fin du livre, sur l'emploi des gaz de combat, pour y entendre l'écho bouleversant de toute la souffrance des hommes des tranchées, souffrance anonyme et sans mesure.

L'écriture souple et ample, jamais emphatique, de Jean Rouaud épouse magnifiquement les inflexions d'un récit qui se développe en une construction circulaire parfaitement maîtrisée : elle rythme sa progression, ordonne et donne sens au chaos de la mémoire. *Les Champs d'honneur* est mieux qu'un livre réussi dont on discute les vertus et qu'on range ensuite dans une hiérarchie sentée des mérites. Il est l'un de ces rares, de ces très rares livres, qui emportent l'immédiate conviction : conviction qu'on brûle de faire partager. On peut souhaiter à Jean Rouaud de recueillir les suffrages, qu'il mérite superbement, du public et ceux, plus aléatoires, des jurys littéraires de l'automne. Pour notre part, souhaitons plutôt à ce même public — et à ces mêmes jurys — de découvrir tout simplement son livre et de s'enrichir de la grâce dont il est habité.

Patrick Kéchichian



Jean Rouaud, trente-huit ans, marchand de journaux à Paris

d'en extraire le sens, un sens qui vailla, solidement, pour les vivants et les morts.

Un lieu : la Loire inférieure, le pays nantais qu'imprègnent l'humidité et les brumes océanes. Un temps : celui qui a vu se succéder deux guerres, trois républiques et autant de générations...

Il n'y a pas, pour dire l'intimité de cette mémoire, de position d'extériorité. Elle ne se raconte pas du dehors. Elle se vit. L'écriture, qui est l'un des modes de ce vécu, ne la maîtrise pas, ne la plie pas à ses lois, mais s'inscrit en elle, s'y fonde, y gagne sa tonalité propre. Mais être au cœur de cette

« petite faïte obus », à travers les figures familières et l'humble généalogie où elles ont leur place, il retrouve la substance émotionnelle — tour à tour drôle ou pathétique — de ce temps scandé par la mort : celle du grand-père d'abord, de la « petite tante », admirables silhouettes arrachées à l'effacement ; celle du père, « à quarante ans », qui est l'un des fils essentiels du roman.

« L'histoire (l'officielle, pour une fois que celle-là interfère avec la nôtre, la laissée-pour-compte) », n'est pas ici, comme il arrive souvent dans le roman contemporain courant, un cadre plus ou moins

La rudesse de la vie

Marie-Françoise Hans jette sur ses personnages le regard des femmes de marin

DU CÔTÉ DE LA VIE
de Marie-Françoise Hans.
Grasset, 346 p., 110 F.

Marie-Françoise Hans est un écrivain à ressorts. Elle bondit depuis une quinzaine d'années du roman à l'essai, avec une belle régularité dans l'alternance, et toujours la même passion de raconter. Elle dit ce qu'elle voit, ce qu'elle apprend ou ce qu'elle invente, toujours au plus près de ses préoccupations, axées jusqu'ici sur l'observation la plus fine du comportement féminin dans les temps modernes et anciens. *Esquisse pour une jeune fille*, *Les Femmes et l'argent* — qui n'a rien à voir avec le proxénétisme, mais qui montre d'une manière

lumineuse, un peu bouleversante même lorsqu'on vit soi-même au genre masculin, le rapport particulier que les femmes de tous âges entretiennent avec « le nerf de la guerre ». Un livre qui change son homme, et dont je puis dire que c'est le texte qui a eu pour moi, ces dernières années, le plus d'influence directe sur ma vie privée.

Le roman qui vient de paraître, *Du côté de la vie*, glisse sur un axe légèrement parallèle aux précédents écrits, dans la mesure où, pour la première fois, le personnage du premier plan est un homme. Entouré, il est vrai — pour ne pas dire ballotté — par une panoplie de femmes : mères, épouse, filles, amantes, clientes, toutes très minutieusement dessinées à leur place respective et qui, finalement, déterminent sa vie d'un bout à l'autre. Elles commandent ses choix, ses joies, son ambition et sa mort. Le roman raconte les espoirs et les mésaventures d'un garçon, sorte de Rast-

gnac cauchois, fils d'un marin-pêcheur de Dieppe, qui devient un médecin parisien dans le vent des découvertes gynécologiques, et qui se rend passagèrement célèbre. Un transfuge donc, assez typique de notre second demi-siècle, qui paie une partie de ses études en jouant au football. Il a la fragilité des ascensions rapides, les remords cachés de ceux qui enjambent trop radicalement les catégories sociales au cours de leur existence. Sa mère lui a évité, au moment crucial, l'école du port à laquelle il était promis, et le dur apprentissage des mousses.

Une vision féconde du monde

Le jeune homme intellectuellement si doué ne reste donc pas un « pequeur », mais il conserve jusqu'au fond des blocs opératoires, où s'exerce sa virtuosité chirurgicale, des rêves d'embruns et de tours du monde. Il ira jusqu'à

pousser ses derniers gargarismes humains dans les hanches vagues défilantes de la Manche lorsque viendra le coup de chien qui entrainera sa chute. En abusant des images — blouses blanches et voiliers —, on dirait que Michel Levasseur a le destin d'une mouette égarée trop avant dans les terres...

Au travers de cette trame romanesque, plus complexe qu'il n'y paraît, passe une vision féroce du monde, des relations, des ambitions : une vision-vérité amère et lucide comme en portent les gens qui ont été longtemps malheureux, ou profondément blessés... A la lecture, on éprouve toute l'angoisse de la vie, justement. Les engoulements sonnent si juste ! On redoute le pire, de page en page, un peu comme chez des amis lorsqu'éclate une scène de ménage assez violente, et qu'on ne sait plus si l'on doit rester.

A cause de cette rudesse, précisément, *Du côté de la vie* est un roman captivant, dont on a peine à se détacher, genre à faire passer la nuit blanche à un lecteur du soir. En effet, les événements présentés sont vrais jusque dans les détails, qui sortent nus et cocasses au détour des conversations — on nous les sert comme des peaux de banane. Le récit produit le charme particulier d'un fait divers raconté dans un journal... C'est l'habileté de la construction, mais c'est aussi le fond du talent de Marie-Françoise Hans de décrire des choses proches, existantes.

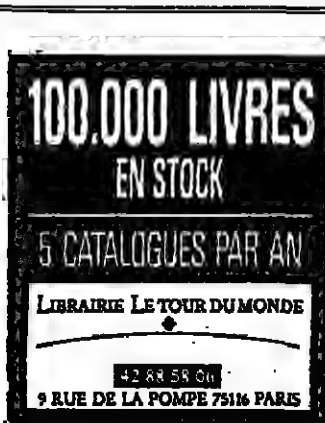
La partie dieppoise de l'action n'est pas vue à la loupe, comme la marine : les gens habitent Neuville, ils ont l'accent du Poitou. L'auteur observe un pays de Caux où l'on joue véritablement aux dominos, avec les mots et les sensations de quelqu'un qui est déjà monté sur un bateau un jour de houle et a fréquenté des bars à matelots. Mais Marie-Françoise Hans y entre en voisine, l'ironie à la bouche, presque en femme de marin qui doit veiller à la santé du portefeuille — son regard est entièrement dépourvu du romantisme de pacotille qui est souvent de rigueur lorsqu'un écrivain franchit la porte de ces rades... La partie médicale est aussi fortement documentée : on sent que l'auteur

a enquêté sur le milieu des cliniques, ou qu'elle a fait elle-même des études de médecine.

Le pendant de ces qualités c'est une langue directe, qui a la crudité du parler ordinaire. Marie-Françoise Hans écrit en conteuse, dans un langage proche du quotidien, sans apprêt notable, et qui garde toute l'instabilité de l'oral. L'écriture est alternativement sèche et bavarde, elle frôle souvent le cliché d'usage, puis, à la ligne suivante, bascule et fait mouche dans la brutalité du ton. Elle dit, quand il le faut, « la berlogue » ou « mon garchon », et jongle sans réserve avec la néologie parisienne bien élevée : « Je t'interdis de dire des conneries pareilles ! »

Ces ruptures permanentes, imprévisibles, irrégulières, contribuent à donner un ton alerte, elliptique — quatre phrases de dialogue jetées à la diable résument souvent une scène, une situation, voire un épisode entier — et il y a quelque chose de vaguement dérangeant dans cette instabilité, cette apparente simplicité sautillante. Il en résulte un style « impoli », un peu bizarre, dont le curieux effet est qu'il pénètre dans l'intimité du lecteur, à son insu. On se rend compte, seulement après lecture, que « du côté de la vie » s'applique aussi bien à la façon d'écrire — une sorte de titre-miroir.

Claude Dumeton



L'hiver de la jeunesse

Jean-Noël Pancrazi a écrit le premier roman du sida

LES QUARTIERS D'HIVER
de Jean-Noël Pancrazi.
Gallimard, 200 p., 80 F.

Voici le premier roman du sida — au sens où la *Comédie humaine* est le roman de l'argent, où la *Recherche* est le roman de la mémoire. Il y a eu, certes, de très nombreux textes littéraires sur la terrible maladie, certains très forts. Mais, quelle que soit la forme choisie par leurs auteurs, il s'agissait toujours de récits égoïques, de parades autobiographiques, de journaux d'une confrontation avec la déchéance physique et avec la mort. Pancrazi a pris le risque de rompre avec les séductions-répulsions du tête-à-tête et de la confession pour faire un roman.

Entendez que le mot sida n'est pas écrit une seule fois dans *Les Quartiers d'hiver*. Il n'est pas sur la toile du livre, mais dans chaque pouce de sa trame. Il est l'horizon de tous les personnages, l'espace dans lequel ils se meuvent, le poison qui s'instille dans toutes leurs pensées, le poids qui pèse sur leurs épaules, l'hiver qui s'installe au cœur de leur vie. Ce n'est pas un fleau qui menace chacun, c'est la fin d'un monde : une histoire.

Evidemment, cette histoire, dans un roman, se manifeste par des histoires. Pancrazi en raconte quelques-unes, de la manière la plus simple, la plus pudique, la plus nue. Pas ques-

tion pour lui de trouver des ressorts dramatiques en s'apaisant sur l'horreur, sur la destruction des corps, sur la défaite de la beauté. Quand ils sont atteints par le mal, les personnages disparaissent discrètement de la scène des plaisirs et vont cacher au loin, dans un village d'Espagne ou au bord d'un canal hollandais, les terreaux de leur agonie. A la place qu'ils occupaient, demeure, pendant quelques semaines, un vide, une blessure, que le silence et le temps ont chargé de cicatrifier.

Ceux-là ont pris définitivement leurs quartiers d'hiver. Mais c'est tout un monde qui est transi de froid, saisi par une glace qui fige les corps, ratatine les esprits et transforme les êtres en figures : en pantins d'eux-mêmes.

Un défi désespéré

Un bar de la rue Thérèse, le *Vagabond*, sert de microcosme au romancier. Dans cet établissement, soigneusement régi par les lois qui imposent le plaisir et une culture de la différence, se sont déroulées les fêtes les plus folles, se sont nouées des amours extravagantes, s'est célébré, dans l'euphorie, dans l'ivresse, dans un enthousiasme conquérant et un appétit juvénile et débridé, un culte de la jouissance et de la passion.

Mais cette évocation d'un printemps d'effervescence et de plaisirs appartient déjà aux souvenirs lointains de ceux qui peuvent encore le raconter. Et ce sont surtout des vieux qui racontent : dans cet univers inversé où le temps lui-même semble se dérouler à rebours, ce sont d'abord les jeunes qui meurent.

Les autres continuent à mimer les gestes de la séduction, à faire les grimaces que commandent l'exaltation et le désir. Certains même ont choisi, par panique autant que par un défi désespéré, de se jeter dans une frénésie plus désordonnée encore. Il y a dans *Les Quartiers d'hiver* des pages magnifiques, pleines de couleurs et pourtant infiniment tristes, dans lesquelles Pancrazi décrit cette danse de mort, ce bal surexcité mené jusqu'à l'épuisement par des jeunes gens qui narguent moins la mort qu'ils ne semblent l'accueillir dans leurs jeux, en faire la partenaire obligée, omniprésente, de leur quête sensuelle.

Les Quartiers d'hiver est un roman d'une beauté sinistre, un incendie crépusculaire. Il s'ouvre par une citation de Sandro Penna : « Peut-être n'est-ce que cela la jeunesse : aimer à jamais les sens et ne pas s'en repentir. » C'est bien le goût de cette jeunesse qui s'exalte dans le livre : cette soif inextinguible et cette quête éperdue d'une identité à travers les expériences sensuelles. Il ne peut être question de repentir, de renonciation, de châtiement ou de damnation. La jeunesse ne peut pas être une faute. Pas davantage, l'hiver n'est une malédiction. C'est simplement ainsi. Inutile de se révolter, inutile de hurler ni de trépigner, inutile de tendre ses poings vers le ciel qui est vide. Toute la misère et toute l'horreur du roman tiennent dans le constat impuissant de cette fatalité : l'hiver est là, la jeunesse gèle, la mort frappe. La vie se peuple de fantômes : « Entre deux accrochages de guirlandes et d'ampoules autour des glaces, ils viendront me souffler leur désir de ne pas être oubliés, de compter encore un peu. Je leur promettais, et ce lien fraternel à travers les saisons et les années me tiendra lieu d'amour. »

Pierre Lepape

BREVES

Michel Chaillou. Collection "Brèves". Un écrivain flâne à travers le XVIIe siècle, sa littérature, ses poètes, ses brailards, ses ombres, ses cabarets, ses fumées.

HATIER

LIVRES • IDÉES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'hiver de la jeunesse

Jean-Noël Pélissier a écrit le premier roman de sa série

Alexandrian le bourlingueur des mots

Surréaliste, il fut le témoin et l'acteur des fiévreuses années 50. Ses portraits dessinent toute une époque

Ce personnage bizarre appelé Paul Claudel

Quand le diplomate-écrivain se démasque à travers ses lettres, dévoilant une fantaisie et une liberté de ton inattendues

L'AVENTURE EN SOI d'Alexandrian. Mercure de France, 450 p., 130 F.

Alexandrian conçoit l'aventure humaine comme un cheminement intérieur vers la connaissance, la beauté et la poésie. L'Aventure en soi n'est pas une autobiographie au sens strict du mot mais, plutôt, une manière de politesse qu'il fait aux lecteurs qui ont apprécié ses romans (1), ses essais (2) ou ses écrits sur l'art (3).

Dès les premières pages, Alexandrian se révèle comme un conteur hors pair à qui quelques phrases suffisent pour nous restituer l'ambiance et les parfums du Bagdad de Fayçal I^{er}. Son père était le stomatologiste de ce monarque leader du panarabisme, que le colonel Lawrence immortalisa dans les Sept Piliers de la sagesse.

Elevé en petit dynaste et surnommé « Sarane » (Prince) par sa nourrice indienne, le jeune Alexandrian soumet déjà la réalité à ses désirs. La capitale de l'Irak lui apparaît comme « un grand théâtre permanent » où le merveilleux est à qui sait le voir : en 1930, à l'âge de trois ans, il assiste, curieux et ravi, à une invasion de criquets pèlerins qui envahissent villes et villages pendant douze jours.

Une poliomyélite lui fera quitter Bagdad pour Paris, où il vivra auprès de sa grand-mère maternelle. La bibliothèque familiale lui offrira bientôt les plus beaux voyages dont un jeune garçon peut rêver. « Le livre, se souvient-il, était une incitation à sortir de soi-même, à devenir temporairement un autre en pensée ou en imagination. »

La lecture a trouvé en Alexandrian un propagandiste d'une rare efficacité. Ce bourlingueur des mots nous donne l'envie de nous plonger dans tous les livres qu'il cite avec volupté comme s'il parlait d'anciennes amours. « Lire anoblit », dit-il avant de préciser que la poésie est « le seul langage capable de nous convaincre qu'on n'appartient pas à une race de bêtes puantes et brillantes ».

La rencontre d'André Breton

Réfugiés dans le Limousin pendant l'Occupation, Alexandrian et sa grand-mère vivront ces heures noires le plus dignement possible. Déjà fier de Baudelaire, le jeune homme découvrira d'autres horizons poétiques grâce au dadaïste Raoul Hausmann, repéré lui aussi à Peyrille-Château. L'ancien fondateur du Club Dada de Berlin initiera son jeune ami à Lautréamont et au vertige des idées. Dès son retour à Paris après la Libération, Alexandrian se consacre à



« Lire anoblit », dit-il...

la poésie. Il hésitera, un temps, entre trois maîtres spirituels - Jean-Paul Sartre, Georges Bataille et André Breton - mais choisira vite le poète surréaliste, seul capable, à ses yeux, d'ouvrir des horizons nouveaux à un jeune homme épris de liberté et ivre de sa propre imagination.

Alexandrian raconte par le menu les batailles du surréalisme et explique son différend avec Breton, mais surtout, à travers une magistrale galerie de portraits, il retrace, en filigrane, toute l'activité intellectuelle de l'immédiat après-guerre dont il fut un témoin et un acteur. Comme Alexandrian s'aime « beaucoup, passionnément, à la folie », il ne résiste pas au plaisir de reproduire les dédicaces, lettres et articles élogieux que les uns et les autres ont écrits sur sa personne et son œuvre. Cet enfantillage n'est rien, fort heureusement, en regard des pages dans lesquelles, avec une plume fiévreuse, il s'efface derrière les peintres et les poètes qui furent ses amis.

Le lettriste Gabriel Pomerand permet à Alexandrian de donner toute la mesure de sa sensibilité. Les lignes qu'il lui consacre, sont, autant qu'un morceau d'anthologie, une invite à aimer ce hurler qui avouait : « Je suis l'enfant de mon siècle dans la

mesure où j'ai accepté d'être déçu. »

Bien des années avant de se suicider en 1971, Gabriel Pomerand dressa, dans Testament d'un acquiescé, une sorte d'état des lieux de ses illusions : « Je légue ma bonté à mes ennemis afin qu'ils la transmettent aux leurs... Je légue mon temps perdu à un clochard afin que sa promenade dure plus longtemps que sa misère... Je légue mon portefeuille vide au vent, car j'ai toujours associé mon portefeuille aux feuilles de l'automne... »

Alexandrian rend hommage aussi aux amantes qui lui prêtèrent un corps. « On peut voyager à travers une femme comme à travers un pays », dit cet amoureux fou de la vie qui, aujourd'hui encore, ne sait que répondre à la question qu'il déjà le hantait, en 1946, alors qu'il n'avait que dix-neuf ans : « Comment aller plus loin que le surréalisme ? »

Pierre Drachline

- (1) L'Homme des lointains, Flammarion, 1960 ; Les Terres fortunées du songe, Gallimard, 1980.
- (2) André Breton par lui-même, Seuil, 1971 ; Le Surréalisme et le Réel, Gallimard, 1974 ; Les Libérations de l'Amour, Seuil, 1977.
- (3) Victor Brauner, l'illuminé, Cahiers d'art, 1954 ; Marcel Duchamp, Flammarion, 1976 ; Seurat, Flammarion, 1980 ; Max Ernst, Somogy, 1986.

LETTRES À ELISABETH SAINTE-MARIE PERRIN ET À AUDREY PARR de Paul Claudel. Cahiers Paul Claudel 13, Gallimard, 457 p., 210 F.

Les deux derniers Cahiers Paul Claudel contiennent les correspondances du poète avec son metteur en scène privilégié, Jean-Louis Barrault, et son ami de jadis, J. Rivière. Celui-ci nous apporte celles qu'il entretenait avec sa belle-sœur et « conserve », Elisabeth Sainte-Marie Perrin, puis avec sa « nourrisseuse de Jote et de soleil », la pétulante Audrey Parr, alias Margotine. Cet ensemble vient grossir un trésor épistolaire déjà considérable : correspondances publiées depuis longtemps avec Gide, Suarès, Jammes et depuis peu avec Massignou et Mauriac. La source est loin d'être tarie : doivent voir bientôt le jour les lettres à ses enfants (1) ; celles, très nombreuses, échangées avec une « délicate malade », Françoise de Marilly, dont il parle ici à Audrey Parr ; et, pour finir, l'extraordinaire dialogue que Claudel poursuivait avec Marie

Romain-Rolland, du vivant puis après la mort du père de Jean-Christophe.

En ces temps où Paul Claudel paraît entrer dans une nouvelle ère de soupçon, victime d'une confrontation mal éclaircie avec sa sœur Camille, pareille publication à son prix. Ne disons pas que Claudel s'y révèle et tout entier : il est inépuisable et c'est à ses œuvres qu'il faut demander ses plus profonds secrets. Mais sa liberté de ton, l'imprévu multiforme des événements, des rencontres, des sujets qui viennent à lui et dont il rend compte à Elisabeth, puis à Margotine, font que, si nous sommes assez attentifs, nous finirons, comme cette dernière et selon les mots de son « vieux camarade », par « avoir parfaitement la connaissance et le maniement de ce personnage bizarre qu'on appelle Paul Claudel ».

Ce n'est pas jouer les cicérone indiscrets que de signaler, au moins dans le premier lot, la lettre écrite après la semaine terrible de mars 1913 où il enterra son père et fait interner sa sœur ; celle aussi de mai 1926, où, s'essayant au rôle de directeur de conscience, il met à nu ses propres faiblesses. Les historiens retiendront, eux, les pages où

celui que l'on croyait « de droite » fustige le « nationalisme étroit et hargneux » de Poincaré, auquel il préfère de loin les ouvertures généreuses de Briand et d'Herriot.

Les échanges avec l'aimable et détestable Margotine sont d'une fantaisie et d'une prodigalité qui repoussent toute idée de choix. On y reconnaît, de place en place, émergeant d'un labyrinthe à faire fuir les esprits sensés, l'affirmation des crédo indéracinables de Claudel, des l'ordre religieux, moral, esthétique surtout. Car il a fait de Margotine, pleine de talent, sa collaboratrice pour la mise en scène de l'Homme et son désir, Jeanne au bûcher, le Festin de la sagesse, etc.

« Un petit drame espagnol »

La plus belle surprise pourrait être la première annonce d'un certain projet d'ouvrage encore dans les limbes de l'imagination : « J'ai l'idée de faire une espèce de petit drame espagnol où l'on verrait un vieux conquistador retour du Maroc où il a défilé mille captives et de l'Amérique du Sud et où j'expliquerais un peu de mes sentiments à votre égard ! » (mai 1919). Et dix mois plus tard, alors que son métier de diplomate l'accapare : « C'est dommage. J'étais engagé dans une histoire de vieux conquistador malheureux en amour, qui se venge en ravageant le Maroc et en culbutant la cordillère des Andes, et qui finit captif et enchaîné aux mains d'une de ses filles, d'ailleurs belle comme un ange et brune comme Margotine. »

Voyez comment, en si peu de temps, la scène déjà s'est empli d'une ribambelle de personnages dépareillés, propres à faire du petit drame espagnol une vaste entreprise dramaturgique, cosmique et, plus encore, comique : tant il est vrai que l'auteur a juré de ne plus se laisser « emmerdoyer » par le goût du public ou des augures, et de se livrer sans frein au bonheur d'une « œuvre tout à fait extravagante qui achèverait de le perdre dans l'esprit des classiques », et, pour mieux dire, d'une « énorme mascarade ».

Gérard Antoine

(1) Voici déjà, annotées par les soins attentifs de Michel Malicot, les lettres que le poète écrivit à son fils cadet, Henri. Ce sont les plus nombreuses, car la maladie dans les années 1924-1926, puis la guerre, se les séparant, les invitèrent davantage à correspondre. Les messages de la première époque sont d'un peu affectueux, sermonneur à l'occasion, s'essayant à plaisanter pour distraire l'enfant de son mal. Ceux de la seconde sont d'un autre ordre : on y découvre en particulier les prises de position de Claudel à l'égard de l'Europe, de l'Union soviétique et des États-Unis, du gouvernement de Vichy, puis du général de Gaulle. (Ed. L'Age d'homme, 300 p., 160 F.)

Ici Londres

D'ANNUNZIO CONQUÉRANT DE FIUME d'Albert Londres. Préface de Francis Lacassin. Julliard, 298 p., 100 F.

J'avais lu Albert Londres pendant le service militaire. En ces mois d'uniformes où d'aucuns comptent les jours. Terre d'Ebène, Bribli, Eugène Dieudonné m'avaient bouleversés. Londres prenait le parti des victimes ; cette attitude ne déplaît pas à tout le monde. Les années ont passé. Voilà que, par la grâce de cet érudit indispensable qu'est Francis Lacassin, paraît un livre qui rassemble quelques reportages de celui qui refusa toujours d'opposer aux faits des idées préconçues.

Si l'on en croit la couverture, D'Annunzio conquérant de Fiume constitue la pièce maîtresse de l'ouvrage. Il est vrai que le frénétique esthète des Abruzzes suscita une fameuse explosion quand, dans la nuit du 12 septembre 1919, il s'empara de l'ex-port hongrois de Fiume (aujourd'hui Rijeka), que le président Wilson et les Alliés voulaient attribuer à la Yougoslavie.

Cependant, semble-t-il, le livre

d'Albert Londres vaut surtout par les chapitres consacrés à la « Russie des Soviets ». On savait les horreurs du pays où, même « pour lever les yeux au ciel, il faut y être autorisé ». Mais la narration prise sur le vif arrache des sanglots, comme si le temps ne pouvait effacer les humiliations, les crimes, le martyrologe d'un peuple soumis à l'espionnage, à la délation, car, lorsque la faim et le froid règnent, l'homme devient plus que jamais un loup pour l'homme. Ici, « il faut interrompre sa marche vingt fois par heure tant est impérieuse la nécessité de se carter à soi-même que l'on voit bien ce que l'on voit et que ce n'est pas votre esprit qui déraile », dit Albert Londres.

Albert Londres montre Lénine, Trotski, Gorki, le doux Tchitcherine au dévouement inlassable... Là où tant d'écrivains, d'intellectuels se sont laissés leurrer, lui, le journaliste, ne s'est pas trompé. Et l'on songe avec indignation aux beaux esprits qui abusèrent des générations de cœurs purs, quittes à flatter plus tard leur conscience avec des mea culpa comme nequiers ils la flattaient avec leurs erreurs. L'actualité d'Albert Londres est criante.

Louis Nucera

Péroncel-Hugoz VILLES DU SUD

UN GRAND VOYAGE À TRAVERS UNE CINQUANTAINÉ DE VILLES DANS PLUS DE TRENTÉ PAYS DU SUD

Illustré de 48 photographies

Iconoclaste, insolent, d'une ironie salutaire. Rachid Mimouni. LE MONDE

Du palais présidentiel au quartier des bordels, l'auteur sait créer le dépaysement avec talent.

Pierre Enckell L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

416 pages, 170 F. BALLAND



Jean Roudaut. Collection «Brèves». Un écrivain déambule à travers les villes de la littérature, leurs décors, leur métaphysique, leurs significations enfouies.



HATIER

ROMANS POLICIERS

Le rire et le noir

Ce n'est pas parce que le polar est considéré comme un genre de divertissement qu'on y rigole tous les jours. Au contraire. Raison de plus pour ne pas manquer les livres des quelques auteurs qui nous font le trop rare cadeau d'un éclat de rire salutaire ou celui de placer délibérément leurs œuvres sous le signe de l'ange du bizarre.

Le *Midnight Examiner* est un journal de Manhattan. Le genre de feuille de chou pour qui les faits ne sont que des embûches inventées par les avocats pour gêner le boulot des journalistes. Howard Halliday en est le rédacteur en chef ; son job, c'est de trouver et d'exploiter des informations capitales telles que : « On a trouvé un objet volant non identifié dans l'utérus d'une jeune fille. »

Sans le moindre état d'âme, Howard et son équipe, une bande d'écrivains new-yorkais aussi sophistiqués que cinglés, arrosent l'Amérique profonde de manchettes ahurissantes, assurent la promotion de produits aphrodisiaques ou cosmétiques bricolés dans une arrière-cour du Bronx, bref, pratiquent le charlatanisme à l'échelle d'un pays assez grand pour que seul l'incroyable ait des chances d'être cru. Et on y croit. Si bien que lorsque surgissent une sorcière vaudou, un chauffeur de taxi égyptien ex-pilleur de tombes, une reine du porno et une bande de maffieux assoiffés de sang, on s'accroche à l'histoire comme à l'intrigue de n'importe quelle « Série noire » et, tout en hurlant de rire, on tremble pour l'héroïne, et l'on se dit qu'elle a bien raison d'avoir, pour Howard Halliday, les yeux de Chimène pour Rodrigue.

Irrésistible parodie sur la folie new-yorkaise, *Midnight Examiner*, de William Kotzwinkle, est aussi un thriller impeccablement construit (Rivages/Thriller, 250 p., 89 F.).

Loren D. Estleman est, sans doute, l'un des derniers représentants de la tendance *hard-boiled* pure et dure. Son héros, Amos Walker, est détective à Detroit. Il trimballe sa pauvreté et son cynisme hautain dans l'apocalyptique capitale américaine de l'automobile entre les fils qui ne pensent qu'à lui sucrer sa licence et tous les truands du coin qui rêvent d'en finir avec le seul type honnête de la ville. Un mec bien, ce Walker. Rien à voir avec son double, détective lui aussi, héros de la *Soutane en plomb* et qu'Estleman semble avoir créé pour se purger de tous les bons sentiments de Walker. Opération réussie. Ralph Potteet est gros, laid, sale, ivrogne, lâche et profondément malhonnête. Aussi quand sa voisine de palier, une pute free-lance, vient lui

demande de débarrasser son lit du corps d'un évêque mort d'un excès d'amour, Ralph se dit que la religion a du bon et que l'Eglise doit avoir de quoi payer la virginité de son évêque. Manque de pot, les autorités ecclésiastiques du coin ont d'autres sources de revenu que le denier du culte et l'évêque n'était pas tenté que par la chair. Sans comprendre ce qui lui arrive, c'est à la CIA, aux flics et à une version musclée des vicaires du Christ que Ralph va proposer son chantage.

Débarrassé des contraintes que lui imposait un héros positif, Estleman transforme une intrigue classique en une comédie burlesque étourdissante. Il tire les situations jusqu'au bout, multipliant les rebondissements cocasses qu'il émaille de dialogues aussi incisifs qu'hilarants sans jamais quitter la ligne mélodique du récit. On connaît déjà l'humour et la rigueur des romans de Loren D. Estleman. Mariage extrême de ces deux qualités, la *Soutane en plomb* est un chef-d'œuvre du genre. (Gallimard, coll. « Série noire », 228 p., 40 F.).

Rien n'incite au rire dans le roman de George Chesbro. Au contraire, *Une affaire de sorcières* est un livre d'autant plus noir qu'il met en scène ces forces que l'on dit « des ténébres ». Mais, comme *Midnight Examiner*, il utilise les ressorts habituels du roman policier pour mieux traiter du bizarre. Son héros est un détective, mais c'est aussi un nain. Ex-acrobate de cirque, docteur en criminologie, ceinture noire de judo, le Dr Frederickson, alias Mongo le Magnifique, tire de son infirmité l'avantage d'un regard différent sur les êtres et les choses. Confronté, en plein New-York, à la lutte sans merci que se livrent une bande de maîtres sorciers, il se fait mordre par une chauve-souris enragée, saute d'une voiture en marche et manque de mourir dans un caisson de privation sensorielle. Rien que de très normal pour quelqu'un qui aurait pu faire ses classes chez Barnum et Sam Spade.

Mais le plus étrange, c'est que ça fonctionne diaboliquement bien. Très vite, cette galerie de *freaks* se met à exister et, par la grâce d'une intrigue menée magnifiquement, les sorciers prennent la place des maffieux dans l'échelle du mal. Insensiblement, le lecteur glisse dans les rouages d'une histoire policière classique où maîtres des ténébres, prophètes, guérisseurs et autres médiums seraient, tout naturellement, remplacés les bons vieux truands.

A mi-chemin entre Frederick Brown et Lovecraft, *Une affaire de sorcières* est un livre saisissant dont la tonalité n'est pas loin de rappeler le film *Freaks* de Tod Browning. (Rivages/Noir, 328 p., 62 F.).

Patrick Raynal

ACTUALITÉS

La mort de Maurice Saillet

Ami des livres et pataphysicien

Maurice Saillet, qui est mort dans sa maison de Montlognon (Oise) le 13 août, n'avait guère le goût de la publicité. Maurice Nadeau, dans ses *Mémoires* (voir le feuillet de Michel Braudeau), raconte qu'il faisait répondre au téléphone, lorsqu'on le demandait : « Maurice Saillet est mort ! »

Né en Savoie en avril 1914, Maurice Saillet fut pourtant, comme son ami Pascal Pia, l'une de ces personnalités qui compta dans les lettres françaises d'après-guerre. Associé, à partir de 1940, avec Adrienne Monnier, à l'aventure de la Maison des Amis des livres, collaborateur de *Combat* dès les débuts de ce journal, Saillet participa, sous la direction de Maurice Nadeau, à la création des *Lettres nouvelles*, avant de se brouiller avec ce dernier. Directeur littéraire au Mercure de France, cofondateur, avec Emmanuel Paillet, du Collège de pataphysique en 1948, Saillet était l'un des meilleurs spécialistes de Jarry dont il édita plusieurs œuvres et sur lequel il écrivit plusieurs études importantes.

Maurice Saillet donna également, en 1964 au Livre de

poche, une nouvelle édition des *Œuvres complètes* d'Isidore Ducasse, dans laquelle il apporta quelques mises au point sur la biographie de l'auteur des *Chants de Maldoror*. Auteur d'un pamphlet contre Saint-John Perse (il nourrissait une haine tenace à l'égard de la NRF et de la maison Gallimard), il fut à l'origine, en 1949, avec bonne foi semble-t-il, de la célèbre supercherie littéraire autour d'un faux de Rimbaud, la *Chasse spirituelle*.

P. Ke.

■ Premiers prix. — Le prix Alexandra David-Neel, attribué pour la quatrième fois, le 8 septembre, jour anniversaire de la mort de la célèbre exploratrice, a été décerné à Pierre-Antoine Donnet, pour son livre *Tibet mort ou vif* (Gallimard, collection « au Vif du sujet »). Ce prix est doté de 10 000 F.

En Italie, le prix Campiello, l'un des plus importants prix littéraires italiens, est revenu à Dacia Maraini pour un livre où elle retrace « la longue vie de Marianna Ucrìa », (*la Lunga vita di Marianna Ucrìa*), l'histoire de l'une de ses ancêtres siciliennes sourde et muette.

■ PRÉCISIONS. — Dans la liste des romans étrangers de la rentrée « le Monde des livres », du 7 septembre, une erreur de classement nous a fait attribuer à d'autres éditeurs deux ouvrages publiés par les éditions Complexe. Il s'agit du *Bulle front large*, de Fazil Iskander et du livre du Mexicain Jose Revueltas, *le Mitard*.

D'autre part, le nom de Jean Delumeau a été malencontreusement omis dans la référence de son livre, *l'Arc et le Pardon*, analysé par Roger Chartier.

SOCIÉTÉ

Mœurs et langages des tribus parisiennes

Alain Schifres et François Maspéro ont rédigé deux précis d'ethnologie sur ces peuplades qu'on nomme « Parisiens » et « banlieusards »

LES PARISIENS

d'Alain Schifres.

J. C. Lattes, 377 p., 120 F.

LES PASSAGERS DU ROISSY-EXPRESS

de François Maspéro.

Seuil, 330 p., 120 F.

Dans le ciel sans bavures de la géographie, Paris ressemble à une planète entourée du large anneau gazeux de « sa » banlieue. Deux mondes qui font bande à part et tournent l'un près de l'autre, dans le petit encadré spécial que leur fabriquent les auteurs de cartes et de plans. Ces dames, pourtant, ne sont pas sœurs, ni même cousines comme voudraient le faire croire ceux qui présentent la « couronne » comme une simple extension de la capitale. Deux ouvrages, écrits récemment par Alain Schifres et François Maspéro, montrent qu'il s'agit bien d'univers distincts, qui s'échangent, à l'occasion, des particules asservies aux horaires de bureau sans jamais vraiment se rencontrer.

Et comment, d'ailleurs, la capitale égoïste dont les lumières prétendent illuminer le monde pourrait-elle voir ceux que masque la proximité de ses feux ? Alain Schifres décrit à merveille ces « Parisiens » persuadés de concocter en laboratoire la forme la plus perfectionnée de civilisation. Ils sont snobs à en étouffer et consacrent une énergie fascinante à entretenir leur corps et leurs petits bobos, à gratter leurs plaies sentimentales pour aggraver ces fausses blessures du cœur sans lesquelles nul ne peut prétendre être tout à fait accompli.

De la fable à la satire

Ils passent enfin beaucoup de temps à soigner leur langage, que l'auteur observe au microscope après avoir annoncé qu'à Paris « une poignée de mots sert à tout ». Il y a d'abord le dialecte « adopsien », qui tourne autour des deux adjectifs « nul » et « génial ». « On a vu des enfants parvenir au bac C sans avoir jamais usé d'autres adjectifs en expression orale », explique patiemment Alain Schifres. Lui succède le « parigomondain », qui se gargarise d'adverbes d'intensité, puis largement dans le vocabulaire psychiatrique et inverse à plaisir la signification (apparente) des insultes et des marques de tendresse.

L'acquisition de cette langue érotique et superbement dépouillée précède forcément tout repérage dans le jeu social qui superpose les milieux comme des génoises dans une pâtisserie autrichienne. Si l'auteur des *Parisiens* se consacre surtout à la description des classes dites « aisées », aux intellectuels en mal d'idéologies et aux vedettes du demi-monde, il observe aussi, en passant, les petites professions qui font le quotidien de la capitale. Dans sa galerie des métiers, le médecin de quartier côtoie la kiosquière mal embochée, le « grand



« Adopsien » ou « parigomondain » ?

patron », dont les mains « ne touchent pas l'argent », s'aligne auprès du chauffeur de taxi dont la mine se renfrogne à l'idée de voir un client monter dans sa voiture.

L'ensemble est tordant, Alain Schifres ne ménageant aucune des qualités d'esprit que lui connaissent les lecteurs du *Nouvel Observateur*, où il est journaliste. Il virevolte avec éclat de la fable à la plus pure satire, en passant par une ethnologie de trottoir où beaucoup devront faire effort pour ne pas se reconnaître. Puis il cerne la capitale de belles idées, comme ces « purgatoires (...) peuplés d'idées mort-nées, d'élans trachés, d'avortons d'enthousiasme », où les « parigomondains » relèguent leurs projets sans suite. Inutile d'être grand clerc, cependant, pour comprendre qu'il détesterait sans doute vivre en dehors de ce marigot grouillant de faux bons sentiments et de vraie légèreté.

A l'extérieur de la capitale, loin derrière les montagnes, vit une autre peuplade hétéroclite nommée, en vrac, les « banlieusards ». Tellement loin, même, que les Parisiens s'y rendent comme sur l'Himalaya, en expédition. « Les Parisiens qui sont allés jusqu'à Tourcoing donner des conférences à Pleyel », écrit

Alain Schifres, pour moquer les coutumes casaniers de ses compatriotes. François Maspéro, lui, a poussé l'aventure jusqu'aux confins de la ligne B du RER, celle qui relie Roissy à Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Un voyage qui relève du sport extrême pour beaucoup de Parisiens, et dont l'auteur a fait un fort joli récit. Parti « le nez au vent » en compagnie de la photographe Anaïs Frantz, il rapporte des impressions fortes et remarquablement sensibles de cette zone diffuse où des horizons fragmentés se juxtaposent sans jamais s'enchaîner. *Les Passagers du Roissy-Express* racontent aussi de belles histoires de rencontres provisoires et des souvenirs du temps où la banlieue n'était pas encore une vaste utéculéuse.

Raphaëlle Wazelle

► Signalons également la parution de la *Métrographie*, de Marie-Florence Ehret, chroniques, sur une année, du métro parisien vu comme une scène de théâtre. (La Différence, 107 p., 59 F.).

Première sélection pour le prix Goncourt

Le jury Goncourt a rendu public, mercredi 12 septembre, la première liste pour le prix qui sera attribué le 19 novembre. Une prochaine sélection sera publiée le 2 octobre, une autre le 6 novembre et la dernière à Brive, lors de la Fête du livre, le 10 novembre.

Quatorze romans ont été sélectionnés d'André Brincourt : *la Parole dérobée* (Grasset) ; de Patrick Besson : *la Paresseuse* (Albin Michel) ; de Michel Caffier : *les Cochons bleus* (Grasset) ; de Serge Filippini : *l'Homme Incendie* (Phébus) ; de Pierrette Fleutiaux : *Nous sommes éternels* (Gallimard) ; de Axel Gauvin : *l'Aimée* (Seuil) ; de Jean Guerreschi : *Comme dans un berceau* (Julliard) ; de Philippe Labro : *le Petit garçon* (Gallimard) ; de Marc Lambron : *la nuit des masques* (Flammarion) ; de Françoise Lefèvre : *le Petit prince cannibale* (Actes Sud) ; de Serge Lentz : *la Stratégie du bouffon* (Robert Laffont) ; de François Sureau : *l'Infortune* (Gallimard) ; de François Weyergans : *Rire ou pleurer* (Grasset) ; de Jean-Dieter Wolfrum : *la Leçon inaugurale* (Grasset).

LE LIVRE SUR LA PLACE 12^e ÉDITION

Les 20, 21, 22 et 23 septembre
place Stanislas
NANCY

Sur le thème
« LE LIVRE, LA GUERRE, LA PAIX »
Rendez-vous sur le stand *Le Monde*

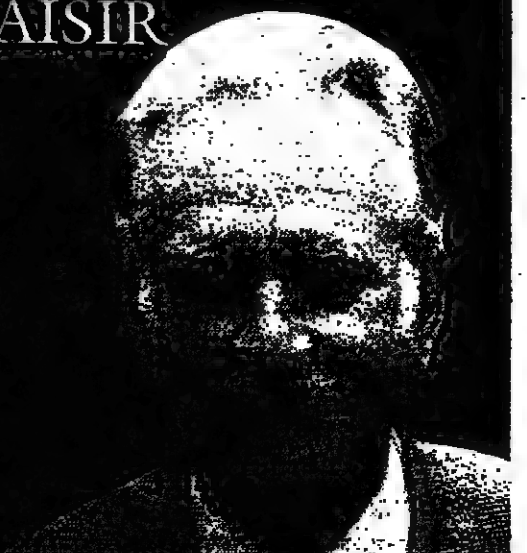
Jacques Cellard
LES PETITES MARCHANDES
DE PLAISIR

"Un livre leste, charmeur...
Les petits exercices de style
d'un philologue gaulois."

Gérard Guilloi / LE FIGARO

338 pages, 110 F.

BALLAND



سكنا من المرحون

Uimache

L E T T R E S É T R A N G È R E S

Flamboyant Danemark

Une fresque de Johannes V. Jensen
aux accents shakespeariensLA CHUTE DU ROI
de Johannes V. Jensen.
Traduit du danois
par Frédéric Durand,
Actes Sud, 282 p., 129 F.

« Les voici donc, ces deux tranches-moignons ! Le roi Christian, frénétique à force d'impétuosité, possédé par des ambitions de Titan et qui a donné au Danemark son absence à l'Histoire. Et Mikkel, qui, avec son intraitable fierté et ses rêves impénitents, devint l'ancêtre d'une race pensive, ramifiée à l'infini. »

Paradoxal Johannes V. Jensen ! Dans l'année même (1901) où il se fait l'idéologue enthousiaste et naïf de l'impérialisme des peuples du Nord avec la Renaissance gothique, le voici qui met tout son lyrisme au service d'un perdant de l'Histoire, Christian II (1481-1559), roi du Danemark de 1515 à 1523 dont l'existence sanglante s'achève par une jacquerie au terme de laquelle, écrit l'auteur, « les Danois cessèrent d'être un peuple nordique ».

Comment cet idole de Darwin, à qui, disait-il, « tout homme doit son âme », a-t-il pu se mettre, même le temps d'un roman, à l'écoute de trop humains laissés-pour-compte de la « sélection naturelle » ? Est-ce parce que ce demi-siècle, capital dans l'histoire du Danemark, fut trop furieux, trop confus pour accepter d'entrer un seul instant dans un carcan démonstratif ? Ou n'est-ce pas plutôt parce que dans leurs chevauchées, au cœur des tempêtes, l'un vers l'autre, l'un avec l'autre, le roi et l'homme du peuple, Christian et Mikkel, et tout leur environnement de reîtres et de paysans, de courtisanes et de d'écloques, ne pouvaient exister aussi intensément qu'en réduisant en charpie tout soupçon d'idéologie ? Alors, ce serait elle, l'idéologie, la vaincue de l'Histoire, elle dont Johannes V. Jensen, grand maître des sélections naturelles des personnages, aurait obtenu raison.

Toutes les couleurs
de l'Orient

A moins que, plus subtilement, l'idéologie ne demeure enfouie dans la terre, car « la terre comprend tout, bien qu'elle se taise ». Et si « l'homme s'est relevé au-dessus d'elle, c'est qu'il a triché avec la pesanteur ». Hommes tricheurs avec les grands principes, malades d'eux, hommes vrais de chair et de rêves, de sang et d'angoisse, tels sont ces héros ballottés par les éléments, devant lesquels il n'est de femmes que muettes, consentantes, tremblantes de passion, séduites et si tôt abandonnées. Et lorsque l'amour fait lever les morts, c'est qu'ils appartiennent à la terre, maîtresse ultime des guerriers.

Dans cette *Chute du roi*, fresque tracée du dur trait d'un Dürer (1), l'auteur dispose les couleurs à la façon de l'équarisseur qui contemple le cheval dépecé « tel un paysage richement irrigué, vu de très haut... où éclatent toutes les couleurs crues de l'Orient et des Indes ». Pays et paysages, terre et ciel, captent les signes de vie et de mort, les amplifient, les échantonnent, les répandent : l'orage est fait de « frissons sonores parcourant l'air, comme venus d'un vivant qui suffoquerait de douleur ». Et lors du terrible « bain de sang de Stockholm » dans lequel Christian II fit exécuter des dizaines de nobles suédois, Axel, l'enfant de toutes les rencontres, « qui portait son cœur à son cou », voit « le sang couler sur la grande place en formant une gigantesque larme, et chaque fois qu'il revient à la fenêtre, cette larme (2) s'est encore ramifiée, comme s'il fallait l'interpréter différemment ».

STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.
— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Rens. et inscriptions : S.I.P.E.L., 8, pl. du Palais-Bourbon, 75007. Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

Patens irréductibles, affranchis de Dieu et du Diable, les personnages jenseniens négligent le sens pour la fascination des signes, comme s'ils acceptaient sans rechigner leur simple condition d'objets de l'Histoire ou de la Nature. Avec les retours obligés afin de reprendre souffle à la surface de leur terre natale du Jutland, celle de l'auteur.

Johannes V. Jensen (1873-1950), Prix Nobel de littérature en 1944, dont aucune œuvre majeure n'avait été traduite intégralement en français, accumule dans la *Chute du roi* les morceaux de bravoure comme l'incendie dans la campagne du Limfjord, le bain de sang de Stockholm, et cette nuit où, avec le doute, la défaite vint au roi, lorsque « les pierres qu'il avait lancées vers le ciel commencèrent à retomber sur sa tête ». On trouvera peut-être là, dans cette flamboyante manière « gothique », un autre retour de l'idéologie. Il n'importe. Comment ne pas être touché, lorsque dans la forteresse où sont retenus, au soir de leur aventure, Christian et Mikkel, ce dernier, qui a eu vent des idées coperniciennes, se rend compte qu'il « avait commencé par croire que toute l'existence gravitait autour de sa seule personne ». Mais « avec le temps, il avait reconnu que ce n'était qu'une apparence. Le roi, toutefois, ne pouvait accepter qu'il le pensât, et se mettait en colère ».

Jean-Louis Perrier

(1) Lequel fit, d'ailleurs, un portrait de Christian II.
(2) Caractère de l'ancien alphabet scandinave.

LE LOUP BLEU

de Yasushi Inoue,
traduit du japonais
par Dominique Palmé
et Kyoto Sato,
Ed., Picquier, 271 p., 98 F.

Chaque destin exceptionnel recèle-t-il un secret, une hantise pareille à une énigme empoisonnée ? A quelle blessure intime obéissent ainsi les grands pourfendeurs d'espace, conquérants insatiables qui se soumettent le monde pour fuir ou effacer sans cesse une partie d'eux-mêmes ? L'épopée fabuleuse de Gengis Khan — un adolescent privé d'héritage, déchu, traqué, avec pour tout bien huit chevaux pommelés, et qui en moins de trente ans va dominer la Terre, de Pékin jusqu'à la Volga, — avait-elle un ressort obscur et d'autant plus violent qu'il ne pouvait être désigné ?

Yasushi Inoue, dans la veine ici de ses romans historiques dont les *Chemins du désert* reste la chef-d'œuvre, a voulu explorer cette interrogation. « J'ai eu envie, dit-il, d'écrire la vie de Gengis Khan car si j'étais capable, jusqu'à un certain degré, de la comprendre, il y avait pourtant un point que je ne parvenais pas à élucider : qu'y avait-il à la source de son désir de conquête ? C'est ce mystère qui m'a attiré. » Et c'est ce mystère qui est l'aiguillon de son livre, le vertige qui porte toujours plus loin le chef mongol, non seulement pour plus de gloire, de butin, d'ivresse batailleuse, mais pour un surcroît de légitimité.

Car, si Inoue utilise toutes les données transmises par l'Histoire secrète des Mongols, il façonne



Yasushi Inoue : l'ombre de la mère

ses personnages à la manière d'un romancier. Son Gengis Khan est sans doute infiniment plus tourmenté par le problème de l'identité que ne le fut l'original. A partir d'un fait avéré — le rapt de la mère, — il développe une obsédante illusion : de qui Gengis est-il vraiment le fils ? Qu'il y ait l'ombre d'un doute suffit à mettre en mouvement la formidable énergie de celui qui se veut, par-dessus tout, le descendant de l'ancêtre mythique,

du loup « couleur de ciel ». « Pour Gengis Khan, la mort de sa mère représentait avant tout la disparition de la seule personne à connaître le secret de sa naissance. Il éprouvait bien sûr la tristesse de n'importe quel fils quand il perd l'être qui l'a mis au monde, qui l'a élevé, qui a traversé avec lui toutes les épreuves. Mais il y avait, au-delà de cette douleur, un sentiment de total abandon, comme s'il se trouvait brusquement jeté nu dans l'uni-

vers : car avec Hôelün était morte celle qui détenait sans doute les éléments lui permettant de déterminer s'il était merkit ou moogol. (...) En même temps, la mort de sa mère apportait à Gengis Khan un sentiment de délivrance qu'il n'aurait jamais cru possible : l'être qui l'obligeait à surveiller ses pensées n'était plus. »

Le récit d'Inoue, nerveux, sans aucune sensibilité mais avec parfois des effarements, des bouffées de passion, d'émotion, de cruauté, progresse comme si toutes les actions menées, qu'elles soient guerrières, amoureuses ou administratives, finissaient par ouvrir sur un vide dévorant. L'empire des steppes, avec sa frénésie à repousser les horizons, aurait donc été la chimère d'un homme incertain, fêlé d'une légende dont il n'était héritier ni d'évidence ni de droit, et qu'il lui fallait gagner de vive force.

André Velter

« Un nouveau livre de Söckl. — Les éditions Rivages publient un nouveau livre de Söckl, le 210. Jour. Composé en 1996, ce bref roman confirme l'originalité, la liberté formelle, la modernité de l'auteur de *Je suis un chat* et d'*Oreiller d'herbes*. Deux amis décident d'entreprendre l'ascension d'un volcan en pleine saison des typhons, mais ils parlent, discutent, observent plus qu'ils n'agissent. Leur dialogue dérive sans cesse, la gravité, l'émotion ne surgissent que par ricochet au milieu de propos apparemment futiles. Que sa révélation soit légère ou ironique, poétique ou absurde, il y a une grâce qui appartient en propre à Söckl : il évoque le filigrane des jours, la trame de la vie — de la vie qui n'est qu'un songe. Traduit du japonais par René de Ceccatty et Ryôji Makamura. 103 p., 69 F. »

De Stefan Zweig à Franz Werfel

Retour à deux irréductibles de l'empire austro-hongrois
à travers un roman, des nouvelles et une biographieDERNIÈRES PROMENADES
A PETROPOLIS
de Belinda Cannone.
Seuil, 225 p., 89 F.L'AMOUR
D'ERIKA EWALD
nouvelles de Stefan Zweig.
Traduites de l'allemand
par Hélène Denis,
Belfond, à paraître en octobreFRANZ WERFEL
histoire d'une vie
de Peter Stephan Jungk.
Traduit de l'allemand
par Nicole Casanova,
Albin Michel, 295 p., 160 F.

Il y a un cas Stefan Zweig. Voici un écrivain auquel on doit quelques incontestables chefs-d'œuvre — *Amok*, *Lettre d'une inconnue*, le *Joueur d'échecs*, le *Monde d'hier* — et qui est considéré comme un aimable faiseur, un romancier pour midinettes, un « pisseur de copie », pour reprendre l'expression d'un expert en mépris : Robert Musil. Certes, Arthur Schnitzler voyait en Zweig son héritier ; certes, Freud n'hésitait pas à proclamer qu'il le préférerait à Dostoïevski. Mais, près de cin-

quante ans après son suicide à Petropolis, au Brésil — suicide qui ne fut pas mieux compris que son œuvre, — on traite encore Zweig avec une certaine condescendance : à côté de Hofmannsthal, de Broch, de Musil, de Kraus, il ne ferait pas le poids. Et seul son personnage de dandy cosmopolite, de juif traqué par le nazisme, d'homme à femmes humanisme desués susciterait encore quelque curiosité.

Même dans le premier roman, franchement raté, de Belinda Cannone, *Dernières promenades à Petropolis*, on perçoit à l'égard de Zweig une agressivité à fleur de peau qui s'exprime de manière bien maladroite : « Elle n'aimait pas les écrits de Zweig. Mais plus encore que les écrits, elle détestait parfois le personnage. Un peu trop mondain, par exemple. Il connaissait tout Vienne et tout ce que l'Europe comptait d'artistes et de penseurs. Il tenait l'amitié pour valeur suprême. Tous les jours son côté éternel jeune homme. »

Une rumeur étrange — et dont je donnerais cher pour connaître l'origine — circule également dans ce roman : Zweig aurait toujours eu avec lui un papier certifiant qu'il était un patient de Freud pour le cas

où il aurait des démêlés avec la police. On prête volontiers aux écrivains des perversions — l'exhibitionnisme en l'occurrence, — mais on imagine mal Freud rédigeant un certificat médical sur les moeurs de son ami, certifiant que, par ailleurs, compte tenu de la réputation de Freud à Vienne, n'aurait été d'aucune utilité.

« Les frissons sacrés
de l'attente »

Autant Pierre Mertens avait subtilement retravaillé de l'intérieur la biographie d'Alban Berg dans ses *Lettres clandestines* (1), qui ne rencontra pas un écho à la mesure de sa réussite, autant Belinda Cannone échoue à nous faire partager les derniers instants d'un écrivain infiniment plus complexe et tourmenté qu'il n'y paraît. Outre cela, peut-on écrire sans ridicule que « Zweig est sans doute mort parce que les faits l'ont soudain empêché d'oublier l'aporie dans laquelle semblait se résoudre l'espoir des temps modernes » ?

Mais laissons là ce roman à l'écriture pâteuse, à la construction délicate et à la pensée courte pour conseiller plutôt la lecture de quatre nouvelles de Zweig regroupées sous le titre *L'Amour d'Erika Ewald*. C'est

au Café Hawelka ou dans les salons de l'Hôtel Sacher, à Vienne, qu'il conviendrait de savourer l'histoire, outrageusement sentimentale, de cette jeune musicienne découvrant l'amour et prenant la fuite car trop exaltée pour désirer plus que « les frissons sacrés de l'attente ». Ou encore l'histoire de ce maître d'hôtel qui se suicidera pour une belle comtesse qui jamais ne daigna lever les yeux jusqu'à lui.

D'aucuns ricaneront en stigmatisant la « sensibilité » de Zweig, son romantisme suranné, son goût pour les clichés sentimentaux les plus écoulés — et, pourtant, tout écoulé qu'ils soient, ce sont encore eux qui commandent ce qu'il y a de plus douloureux et peut-être de plus intense dans nos existences. Et je ne doute pas que les lecteurs les plus rebelles au charme insidieux de Zweig seront conquis par sa dernière nouvelle, les *Prodiges de la vie*, qui, dans la ville d'Anvers déchirée par les guerres de religion, met en scène, dans un climat fantastique, une jeune juive et un vieux peintre catholique. Si Zweig se laisse parfois aller à des facilités, il est également capable d'affronter les sujets les plus difficiles — ici, le conflit entre judaïsme et christianisme — avec un art totalement maîtrisé.

Les rapports de Franz Werfel, qui fut un ami de Zweig — et dont le principal titre de gloire aujourd'hui est d'avoir été le dernier compagnon d'Alma Mahler, — au christianisme sont plus que troublants : cet écrivain, auteur d'un best-seller universel : *Le Chant de Bernadette* (2), ne craignait pas d'écrire en 1944 que « l'un des délits les plus étranges des chrétiens par une certaine manière d'être à commettre le péché d'antisémitisme, afin d'attirer sur soi le malheur ».

Par ailleurs, il diffusait volontiers l'idéal expressionniste de sa jeunesse : il n'y a jamais eu, affirmait-il, d'orgueil plus dévorant, arrogant, railleur et possédé du démon que celui des artistes d'avant-garde. « Sous les éclats de rire amers et indignés de quelques philistins, ajoutait-il, nous étions les minables manœuvres de l'enfer, lui fournissant la braise au rôtir à présent l'humanité. » On retrouve là l'influence d'Alma Mahler, pour qui, selon la formule qu'elle affectionnait, le coupable, c'est toujours la victime.

On ne quittera donc pas Prague, Vienne et Los Angeles sans s'être plongé dans la biographie, honnête sans plus, de Peter Stephan Jungk : *Franz Werfel, histoire d'une vie*, ni sans avoir consulté l'excellent dossier de la revue la Règle du jeu (3) sur celui qui fut, comme Zweig, un humaniste engagé et un des témoins de la chute d'un empire tout à la fois imaginaire et inaltérable qui n'a pas fini de cristalliser nos passions.

Roland Jaccard

(1) Ed. du Seuil.
(2) Ed. Albin Michel.
(3) N° 2, 295 p., 88 F.

Les Editions Albin Michel rééditent par ailleurs deux livres de Werfel : *Les Quatre Jours de Miss Dagh* (premier tome), il y a peu de temps, au Livre de poche) et *Le Chant de Bernadette*, préfacé par le cardinal Lustiger.

MARIE-FRANÇOISE
HANSDu côté de
la vie

GRASSET

Du côté
de la vieLa chute
du docteur
Levasseur« Marie-Françoise Hans
maîtrise l'art de l'intrigue
comme d'autres le bistouri.
Un futur best-seller. »

Marion Lévy L'Événement du Jeudi

سكنا من الراحل

26 Le rapport annuel de la société financière internationale
27 Le projet de loi de finance pour 1990

30 Un établissement public sera chargé de gérer les voies d'eau
36 L'OCDE et la crise du Golfe

36 Marchés financiers
37 Bourse

BILLET

M. Bergeron tourne la page

Attendu, puis reporté, l'événement n'en est pas moins symbolique. M. André Bergeron a quitté, le 12 septembre, la présidence de l'UNEDIC, organisme de gestion du régime d'assurance-chômage. Comme le veut la tradition de l'alternance, il est remplacé par M. Bernard Boisson, vice-président de la commission sociale du CNPF, qui avait exercé la fin du précédent mandat patronal, de septembre 1987 à septembre 1988. Mais l'ancien secrétaire général de Force ouvrière, âgé de soixante-huit ans, reste membre du conseil d'administration, où il représentera toujours son organisation.

Depuis 1959, l'histoire de l'UNEDIC se confond avec la carrière de M. Bergeron. Il a contribué à la création du régime d'assurance-chômage par les partenaires sociaux et s'en déclare volontiers le père. Par huit fois, il fut élu à sa tête, assurant à lui seul toutes les présidences d'origine syndicale. Longtemps, il imprima de sa marque les méthodes de gestion, très « chef de famille ». Il en fit un monument à la gloire du partitarisme, cher à FO, et de la sagesse de la politique conventionnelle.

Souvent, devenu secrétaire général de FO en 1963, il s'appuya sur les informations en provenance de l'UNEDIC pour alerter, appeler à la prudence. Cela lui permit de proclamer docilement, avec son goût pour les formules surannées, depuis les périodes des ministères, qu'il fallait « du grain à moudre » ou que, « en cette affaire, il ne faut point en rajouter ».

Au cours des années de crise, avec l'aggravation du chômage, M. Bergeron se donna parfois une stature de précurseur, pour souligner les bienfaits de l'assurance-chômage. Mais, comme tous les dirigeants syndicaux et patronaux, il fut aussi confronté à la tourmente et aux révisions déshonorantes. L'UNEDIC connut le déficit. Le régime d'indemnisation dut être révisé à la baisse.

Il n'empêche. Dix-huit mois après son remplacement à la tête de FO, dans des conditions douloureuses, M. André Bergeron quitta discrètement un poste qu'il affectionnait particulièrement. Une page de l'histoire sociale est tournée.

A. L.

Dans le cadre du «Renouveau du secteur public»

M. Duraufour propose de développer l'intéressement des fonctionnaires

En dépit du blocage des discussions salariales, M. Michel Duraufour, ministre de la fonction publique, souhaite poursuivre avec les syndicats l'étude d'un « retour collectif de modernisation », mécanisme d'intéressement des fonctionnaires lorsque des « gains d'efficacité » sont réalisés. « Ces discussions seront peut-être difficiles, mais je les menerai avec un esprit d'écoute et de dialogue », a déclaré M. Duraufour, jeudi 13 septembre, à Paris au cours des Rencontres 1990 du «Renouveau du service public».

M. Duraufour, qui souhaite que l'évolution des prix ne constitue plus le seul critère d'évolution des salaires de la fonction publique, devrait recevoir les syndicats de fonctionnaires début octobre, à l'issue des travaux du groupe anticrise.

Les manifestations des agriculteurs et la crise de l'élevage

Les appels se multiplient pour réviser la politique agricole commune

Alors qu'une importante manifestation d'agriculteurs est organisée jeudi 13 septembre à Nevers (ville dont le maire est le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy), de nouveaux incidents ont eu lieu tôt dans la matinée, exprimant l'exaspération des paysans et éleveurs qui dénoncent l'insuffisance de la politique gouvernementale et les lacunes des dispositifs de

protection communautaire contre les importations de viande à bas prix (Le Monde du 13 septembre). Un camion belge transportant des agneaux vivants a été intercepté dans l'Indre et, à Rodez, un abattoir a été investi par des éleveurs en colère qui ont arrêté la chaîne d'abattage. Les interventions des agriculteurs français contre des camions britanniques transportant du bétail suscitent des réactions très vives en Grande-Bretagne. Dans une inter-

view à l'Humanité, le quotidien communiste, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, estime qu'il faut « en revenir à une organisation de la politique agricole commune qui ne soit pas ce libéralisme sauvage que certains voudraient continuer à développer... Une Europe libérale est une Europe qui tue les agriculteurs ». La Confédération paysanne, pour sa part, demande « une nouvelle loi d'orientation agricole et rurale » ainsi que des

compléments de prix pour les producteurs ovins et bovins. Dans le projet de budget pour 1991, les crédits du ministère de l'Agriculture n'augmentent que de 2,4 %. Enfin, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, le 12 septembre, M. Henri Emmanuelli, trésorier du parti, s'est inquiété du « caractère poujadiste » des manifestations agricoles qui, selon lui, pourraient bénéficier en fin de compte au Front national.

Les Britanniques espèrent la fin des guets-apens contre leurs routiers

LONDRES

de notre correspondant

Les coups de mains des éleveurs ovins français à l'encontre de routiers anglais et de leurs congénères suscite une indignation considérable en Grande-Bretagne. On a recensé plus d'une vingtaine d'opérations de ce genre depuis la fin août. Dans certains cas, le conducteur était invité à quitter son véhicule pendant que les bêtes sur pied ou les carcasses étaient déchargées mais il n'a parfois dû son salut qu'à une fuite rapide. Le grand public n'a retenu que cette image d'un autodafé public de moutons britanniques et du camion qui les transportait, sous l'œil de la police et des autorités locales.

C'était le 23 août au matin, à Thouras (Deux-Sèvres) et on n'a pas fini d'en entendre parler. Le sort de ces 219 moutons, « qui ont connu une mort atroce », a provoqué ici une colère durable. Il y avait des caméras. Cette vision est insoutenable dans un pays qui fait de l'attitude envers les animaux un critère de rectitude morale et même d'appartenance au monde civilisé.

Le Sun, le plus spontané des journaux populaires, avait lancé dès le 6 septembre un appel aux représailles. « N'achetez pas à l'avenir pour un centime de produits français. Les Français nous vendent beaucoup plus qu'ils ne nous achètent. Frappons-les là où cela fait le plus mal, au portefeuille », écrivait ce quotidien, qui tire à plus de quatre millions d'exemplaires, et appartenait, comme le Times, à M. Rupert Murdoch.

«Policiers frog»

Le Sun repartait à l'assaut le 10 septembre sous un titre choc : « Les policiers frog (grenouilles) doivent protéger nos chauffeurs poids lourds ». Il s'agissait d'une libre improvisation à partir d'une déclaration du commissaire européen à l'Agriculture, M. Ray MacSharry. Ce dernier venait de rappeler au ministre français, M. Henri Nallet, l'existence du principe de libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur de la Communauté.

Le boycottage des produits français se développe surtout au pays de Galles, grande région ovine du Royaume-Uni. Environ soixante-dix commerçants gallois refusent désormais de s'approvisionner en vins, fromages, légumes et fruits français. La mesure s'applique même aux eaux minérales en bouteille. Marks and Spencer, la chaîne préférée de M. Thatcher, s'apprête à annuler une campagne de promotion des produits alimentaires français.

Le pays de Galles et l'Ecosse sont des pays « naisseurs » alors que le reste du Royaume-Uni est « engraisseur ». Les agneaux naissent dans ces régions pauvres et prennent du poids en Angleterre. Le gigot de mouton à la menthe n'est pas pour rien le plat traditionnel de la vieille Angleterre.

Il y a donc de nombreux symboles à l'œuvre dans cette « guerre du mouton ». Mais il y a surtout de l'argent. La politique agricole communautaire est en effet fondée sur l'attribution de subventions. Celles-ci ne sont pas distribuées de la même manière dans les îles britanniques et sur le continent.

Prime de compensation

Le système en vigueur ici consiste à verser une « indemnité compensatoire » chaque fois qu'on abat une bête. En France, au contraire, la « prime de compensation ovine » est payée une fois par

an à chaque éleveur. Les agriculteurs britanniques bénéficient donc de ce ballon d'oxygène nettement plus rapidement que les Français.

Les éleveurs britanniques sont d'autre part mieux organisés et plus compétitifs. Il y a d'abord plus d'herbe de ce côté-ci de la Manche. Mais surtout, les exploitants ont davantage rationalisé leur production. Ils n'hésitent pas à mettre par exemple des moutons et des vaches dans le même pré, sachant que les uns et les autres ne mangent pas nécessairement les mêmes espèces d'herbe, ce qui rentabilise l'occupation des sols. Les charges d'exploitation sont nettement moins lourdes en Grande-Bretagne.

Les fermiers britanniques ont également été moins touchés que les Français par la chute des cours parce qu'ils ont choisi, souvent depuis des années, de produire de la viande de qualité supérieure. Ils sont pour la plupart au courant des difficultés des paysans français, mais ils ne voient pas pourquoi ils seraient pénalisés parce qu'ils ont investi dans des races ovines plus coûteuses, mais aussi plus délectables.

Ils ne comprennent surtout pas pourquoi les agriculteurs français, même au bord de la ruine, ont recours à des méthodes violentes. On ne plaisante pas ici avec celui qui viole la loi, surtout s'il le fait consciemment et même avec un

brin de complaisance. Le fait que la police française soit longtemps restée spectatrice, avant le virage à angle droit pris il y a environ un semaine par M. Joxe (qui a soudain décidé d'accorder sa protection aux routiers britanniques et à leurs moutons) a extrêmement choqué l'opinion de ce côté-ci de la Manche.

Un routier français de vingt-sept ans, M. Eric Gunther, a payé très cher pour les mésaventures de ses collègues britanniques. Trois inconnus l'ont attaqué le 7 septembre à coups de batte de base-ball dans son camion (il transportait des produits pharmaceutiques), sur l'autoroute M2 qui relie Douvres à Londres, et l'ont laissé avec une fracture du crâne et de multiples contusions. Il a été rapatrié au bout de quelques jours et sa vie n'est pas en danger. Ses agresseurs pourraient être des membres de l'organisation nationaliste d'extrême-droite National Front.

Il semble que cette guérilla soit terminée. On constate ici avec satisfaction qu'il n'y a pratiquement plus eu d'incidents sur le territoire français depuis une semaine et on espère que les camionneurs britanniques ne risquent plus de guets-apens. Mais Londres se réserve la possibilité de poursuivre l'affaire devant la Cour européenne de justice.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Encourageant la remise en ordre des économies moins développées

Le Fonds monétaire a doublé ses engagements en 1989-1990

réussi à réduire de façon spectaculaire l'inflation. Parmi les autres programmes importants ou relativement importants conclus par le Fonds monétaire figurent ceux avec l'Algérie, la Hongrie et la Côte-d'Ivoire.

L'augmentation des engagements du Fonds est aussi la conséquence, écrivent les auteurs, de ce que le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, avait appelé l'année dernière la « révolution

silencieuse ». Un grand nombre de pays en voie de développement font désormais appel au Fonds monétaire, pas seulement pour essayer d'en obtenir des crédits mais aussi et surtout pour mettre en œuvre avec lui un programme de remise en ordre de leurs affaires.

Au cours de l'exercice, le Fonds monétaire a effectivement déboursé quelque 5,2 milliards de DTS, somme qui, comme au cours

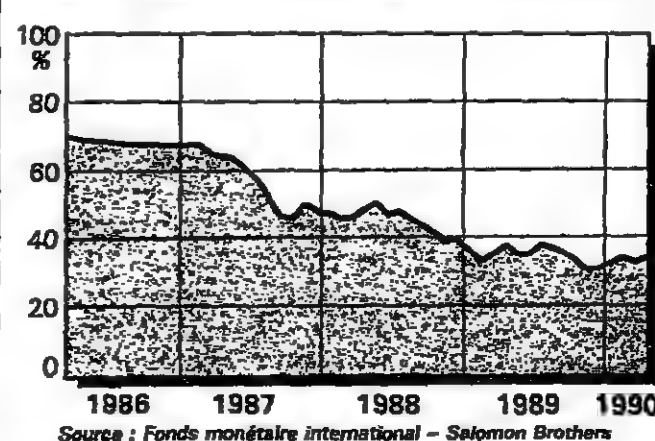
des années précédentes, est inférieure au total des remboursements, égal à 6,3 milliards de dollars (33,4 milliards de francs). L'importance relative des remboursements s'explique par la forte poussée des demandes de crédits au cours des années antérieures. Au total, l'encours des crédits alloués par le Fonds s'élève à quelque 24,4 milliards de DTS, en retrait par rapport aux années précédentes (le total des encours entre 1984 et 1989 a oscillé entre 37,6 et 25,5 milliards de DTS). Cela laisse au Fonds la disposition en devises « utilisables » de presque 41,2 milliards de dollars, ce qui, écrivent les auteurs du rapport, correspond à une « liquidité satisfaisante ».

Le rapport rappelle qu'en vertu d'une décision entérinée par le conseil d'administration le 28 juin dernier le total des ressources (quotas) doit être augmenté de 50 % pour atteindre 135,214 milliards de DTS. Cependant, cette augmentation est subordonnée à l'adoption, à concurrence de 85 % des voix (pondérées) des pays membres, d'un troisième amendement visant à modifier le régime applicable aux pays accumulant des arriérés. Pour éviter la sanction suprême consistant, après l'indignité, à prononcer l'expulsion pure et simple d'un système compliqué a été mis en œuvre pour permettre au pays de rester au FMI où il perd ses droits de vote, pendant une période de trois ans consacrée au redressement de ses affaires. Grâce notamment au Canada, la Guyane a été capable de se mettre à jour au mois de juin dernier. Pendant le même mois, un autre pays, le Honduras, avec l'aide d'autres créanciers, a également effectué les remboursements nécessaires pour être retiré de la liste noire des pays en état de cessation de paiement vis-à-vis du Fonds monétaire.

PAUL FABRA

Lire la suite page 26

La baisse des prix sur le marché secondaire de la dette



Depuis plusieurs années, les banques commerciales et d'autres prêteurs ont commencé à échanger entre elles leurs titres de créances, avec une valeur décotée, afin de restructurer leur portefeuille de dette. Le graphi-

que illustre la valeur moyenne de la décote des titres de créances de quinze pays lourdement endettés.

Ces titres s'échangeaient à 70 % environ de leur valeur en 1986, et à moins de 40 % depuis 1989.

ÉCONOMIE

TRANSPORTS
La Fédération nationale des transports routiers demande des poids lourds plus grands

Le secteur privé de l'Europe de l'Est
L'Union européenne a lancé une initiative pour encourager le développement du secteur privé dans les pays d'Europe de l'Est. Cette initiative vise à attirer des investissements étrangers et à promouvoir la croissance économique dans ces régions. Les pays concernés incluent la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie. L'objectif est de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie des habitants de ces pays.

Chômage à double chiffre en 1989-1990

Le chômage a atteint des niveaux alarmants en 1989 et 1990. Dans de nombreux pays, le taux de chômage a dépassé la barre du 10 %, voire du 15 %. Cette situation est le résultat de plusieurs facteurs, notamment la crise économique mondiale, la réduction des dépenses publiques et la perte d'emplois dans le secteur industriel. Les gouvernements ont tenté de mettre en œuvre des mesures pour réduire le chômage, mais les résultats ont été mitigés. La situation est particulièrement préoccupante dans les pays d'Europe de l'Est, où le chômage est devenu un problème majeur.

LES AFFAIRES

Les affaires ont été marquées par des événements importants. La crise du Golfe a entraîné une augmentation des tensions internationales. De plus, la situation économique mondiale reste instable, avec des inquiétudes quant à la croissance future. Les marchés financiers ont connu des fluctuations importantes, et les investisseurs restent prudents.

ÉCONOMIE

Le projet de loi de finances pour 1991

Un budget à risques

Suite de la première page

Cette vision assez optimiste des choses traduit le taux d'inflation officiellement retenu pour 1991 - un taux vraiment très faible puisque ne dépassant pas 2,3% - ne pourrait se vérifier qu'au prix d'une grande discipline salariale dans le secteur public comme dans le secteur privé.

Mais ces hypothèses claudescentes concernent dans le projet de budget de 1991 se révèlent très insuffisantes si les prix du pétrole bondissent au-delà des chiffres retenus. A plus de 30 dollars le baril en moyenne annuelle - chiffre qui peut être atteint dans une situation de guerre comme dans une situation d'embargo - c'est une politique très rigoureuse des revenus qu'il faudrait mettre en œuvre pour empêcher l'inflation de se propager.

Le renchérissement des coûts d'approvisionnement de notre industrie serait répercuté mais les entreprises auraient à comprimer leurs marges chaque fois que cela ne leur poserait pas de problèmes vitaux. La désindexation des salaires sur les prix serait quant à elle totale. Tous ces efforts de compression viseraient « à faire sortir » le moins d'inflation possible au niveau des prix de détail.

On admettra que, si de tels événements se produisaient, la baisse de trois points du taux de l'impôt sur les bénéfices réinvestis annoncée par M. Bérégovoy, le nouveau plafonnement de la déduction des intérêts sur les crédits, l'augmentation des cotisations sociales, seraient justifiés. Il s'agirait, dans des circonstances exceptionnelles, de concilier des impératifs contradictoires : faire barrage à l'inflation en « appauvrissant » momentanément les entreprises et les particuliers, tout en sauvegardant un effort d'investissement important et coûteux.

Pour éviter que l'épargne brute des entreprises industrielles ne fasse les frais d'une telle compression, il faut donc s'efforcer de faire que les taux d'intérêt réels continuent de se situer à des niveaux jamais atteints dans l'histoire économique de l'après-guerre.

Dur rappel des réalités
Fragile et rédigé en pointillé, chargé des nombreux engagements pris ces dernières années, le projet de budget pour 1991 n'est pas moins une tentative d'adaptation rapide aux circonstances.

On pourra discuter le choix opéré en faveur de la rapidité, c'est à dire du court terme : en autorisant brutalement sur les deux prochaines années la déductibilité totale de la TVA sur les achats de fuel, plus rapidement encore sur le gazole utilisé comme carburant, en freinant la hausse de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), le gouvernement va d'une certaine façon encourager les entreprises et les particuliers à consommer plus de produits pétroliers.

Mais, dans les conditions actuelles et malgré la contradiction signalée, MM. Rocard et Bérégovoy ont probablement eu raison de choisir une riposte immédiate. S'ils n'avaient pas montré assez vite leur volonté de faire barrage contre l'inflation - elle est payée par des moyens aussi frustes que le blocage des marges ou la baisse de la fiscalité pour peser sur l'indice - le risque aurait été grand de voir renaitre ces phénomènes d'anticipation que redoutent tous les gouvernements. Des phénomènes qui suscitent une inflation « nourrie » d'elle-même, chaque agent économique, chef d'entreprise, commerçant, prestataire de service, se protégeant des hausses à venir en relevant immédiatement ses prix ou ses tarifs.

La crise du Golfe peut avoir ses vertus. En « appauvrissant » les entreprises et les particuliers des pays industrialisés, elle va rendre plus dure la compétition internationale, plus nécessaires les investissements, plus urgent un surcroît

d'épargne nationale. Cela au moment où en France un vaste débat sur les inégalités conduisait certains à penser qu'il était possible d'augmenter plus rapidement les salaires en même temps que continueraient d'être créés des centaines de milliers d'emplois.

C'est d'une certaine façon la reprise d'une vive croissance économique à partir du printemps 1987 qui a réveillé chez les Français le lointain souvenir d'une période (1968-1978) au cours de laquelle le niveau de vie avait constamment et fortement progressé. Après huit années (1981-1989) durant lesquelles le



pouvoir d'achat des salaires nets (après versement des cotisations sociales) a globalement stagné, un sentiment de frustration et d'impatience s'est répandu dans la population.

Ce sentiment et le trouble qu'il a suscité chez les chefs d'entreprise ont produit leurs effets : depuis le début de l'année, les salaires du secteur privé progressent nettement plus vite, à un rythme compris entre 5 % et 6 % l'an. Dans le secteur public, des grèves dures et longues ont produit les mêmes résultats : les rémunérations ont augmenté de 5,8 % cette année (1989 et 1990) en 1988. On surestime les possibilités qu'a notre économie de distribuer du pouvoir d'achat parce qu'on surestime les progrès de sa productivité. La même erreur avait été commise au cours des années 70 et c'est elle qui avait jeté le pays dans une inflation rigide dont nous sommes seulement en train de nous guérir.

Cette surestimation de nos marges de manœuvre se retrouve dans la dépense publique. Celle-ci, qui aura augmenté d'environ 6 % en valeur réelle cette année, devait encore progresser - avant la crise du Golfe et les corrections qu'elle a provoquées - de 5,4 % en 1991 avec 11 500 créations de postes transformés, cela n'est pas douteux, et le plan de « renouveau » lancé par Michel Rocard répond à un besoin pressant. Que l'éducation nationale - première priorité - bénéficie de crédits en très forte augmentation (+ 9 % en un an, +26 % sur trois ans) n'est pas critiquable, bien au contraire.

Mais dans un pays où le prélèvement fiscal et social est probablement trop lourd et les déficits publics non encore résorbés, tout ne peut être fait en même temps : la recherche, la police, l'armée, l'éducation nationale, la culture,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du secteur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les ministères auxquels sont accordés des crédits importants, sans contrepartie sérieuse : pas de soutien renforcé pour les élèves défavorisés ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guère dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

Prudence, terrain miné

Pour la présentation aux médias du troisième budget de la législature, le cinquième pour lui en incluant ceux de 1985 et 1986, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, flanqué de M. Michel Charasse, ministre du budget, et de M. Véronique Nielert, secrétaire d'Etat à la consommation, s'est montré d'une prudence de serpent sur ce terrain particulièrement miné. Avec conviction certes, mais sans trop de flamme, le ministre a défendu le dispositif gouvernemental qui doit permettre à l'économie française de s'adapter sans délai à la nouvelle donne issue de la crise du Golfe et qui a soulevé et continue à soulever de nombreuses critiques.

Les syndicats s'élèvent contre les « cadeaux aux entreprises », allusion à la baisse de trois points de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis et contre la « rigueur » du projet de budget, notamment vis-à-vis des fonctionnaires, ce qui irrite fort M. Charasse. Les « engagements » pris seront respectés, s'est-il écrit, ajoutant : « Est-ce de la rigueur qu'une réduction de 10 milliards de francs du déficit budgétaire ? Une véritable aggravation de la crise justifierait 20, 30, 40 milliards d'économies ! »

M. Bérégovoy lui a fait écho et ne manque pas de mettre en avant la diminution de trois points du taux majoré de la TVA au profit des consommateurs, l'augmentation de 9 % du budget de l'éducation nationale, le plus important maintenant avant la défense, l'augmentation des crédits pour le logement, le RMI, la reconduction de l'allégement de la taxe d'habitation. Mais, qu'on se le dise, l'indexation des salaires sur les prix, abandonnée en 1982, ne sera pas rétablie : il n'est pas question d'y revenir !

« On fait payer les riches »

Sur les nouvelles recettes fiscales, le ministre ne s'est guère étendu : « On fait payer les riches », vieille recette désormais bien rodée, en prenant soin de ne frapper que le patrimoine de la taxe du rapport Hollande) sans trop d'imaginaire, en relevant le taux de plafonnement de l'impôt sur la fortune.

Où en est donc le grand projet de M. Michel Rocard qui voulait élargir l'assiette de cet impôt et en diminuer le taux ? Les véritables grandes fortunes aujourd'hui, on le sait bien, sont faites d'actions de sociétés, et

leurs détenteurs, s'ils ont plus de 25 % du capital de ces sociétés, continuent d'être exonérés. Ne parlons même plus des objets d'art, valeurs refuges, bien commodes et à l'abri de l'impôt. Parmi les mesures d'équité, M. Bérégovoy a glissé sans crier gare un nouvel alourdissement de l'impôt sur les revenus fonciers. La déduction forfaitaire sur les loyers perçus, ramenée l'an dernier de 15 % à 10 %, tombe à 5 %. Voilà qui va ravir les centaines de milliers de Français qui donnent en location un studio ou un appartement et qu'on a incités à investir dans l'immobilier à louer.

L'an dernier, M. Bérégovoy avait assuré qu'une déduction forfaitaire de 10 % pour l'amortissement, les assurances et des dépenses diverses était « bonne et suffisante », compte tenu des déductions des dépenses réelles, pour travaux notamment. Cette année, il en juge autrement, mais, comme soupire un fonctionnaire des finances, « il fallait bien trouver des recettes » (1,8 milliard de francs). Explication de M. Bérégovoy : « Nous ne souhaitons pas tout remettre en cause chaque année, mais nécessité fait loi. »

Quant à la fameuse taxe foncière qui devait aider à dégrèler les terrains, elle est passée à la trappe. On a tout de même alloué la taxation des plus-values immobilières des particuliers, ce qui va contribuer à geler encore plus les terrains, mais en se gardant bien d'allourdir celle des plus-values en actions. L'état de la Bourse n'y incite guère, il est vrai, mais il aurait fallu le faire plus tôt, lorsque les cours des actions flambaient et sans attendre que les prix de l'immobilier fléchissent à leur tour, ce qui n'est pas exclu. Comme toujours, le rapport Hollande sur l'imposition du patrimoine arrive au mauvais moment, lorsque les marchés se retournent.

Tout ce projet de budget, au reste, va devoir affronter le feu de l'Assemblée, où les députés socialistes s'en donneront à cœur joie pour rogner certains avantages et allourdir certains prélèvements, même si un accord de principe a été obtenu, après un dialogue tumultueux. Selon certaines rumeurs, néanmoins, le président de la République, au conseil des ministres du mercredi 13 septembre, aurait affirmé : « Sur l'imposition du patrimoine il faut faire une pause sur trois ans. » Ce serait bien la première fois.

FRANÇOIS RENARD

Les ressources de la nation

(évolution en pourcentage et en volume)

	1989 (rév.)	1990 (est.)	1991 (pré.)
RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	+ 4,1	+ 2,8	+ 2,7
2) Importations	+ 9,6	+ 6,3	+ 5,6
EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	+ 3	+ 3,3	+ 2,6
2) Investissement total	+ 6	+ 4,7	+ 3,8
3) Exportations	+ 11,3	+ 5,1	+ 5,9
HAUSSE DES PRIX (en pourcentage)			
- En glissement (décembre à décembre)	+ 3,6	+ 3,4	+ 2,8
- En moyenne annuelle	+ 3,6	+ 3,2	+ 2,8
POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage)			
- Du salaire moyen par tête	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4
- Des prestations sociales	+ 2,4	+ 3,1	+ 2,6
- Du revenu disponible brut	+ 3,4	+ 3,5	+ 2,3

Evolution des déficits budgétaires

(en millions de francs)

	Prévu en LFI	Réalisé	Déficit révisé (*) (en % du PIB)
1984	-125 800	-146 180	3,3
1985	-140 192	-153 280	3,3
1986	-145 342	-141 080	2,8
1987	-129 289	-120 680	2,3
1988	-114 983	-114 070	1,6
1989	-100 541	-100 388	1,6
1990	-90 163	-	1,4
1991 (PLF)	-80 239	-	1,2

(*) Sauf pour 1990 et 1991.

Les masses budgétaires

(en milliards de francs)

	Loi de finances pour 1990	Projet de budget pour 1991	Montant de la différence	Evolution en %
Dette publique	138,00	150,58	12,59	9,1
Dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention	769,89	794,24	24,35	3,2
Dépenses civiles en capital	81,98	84,37	2,38	2,9
Budget militaire	230,77	238,46	7,69	3,3
Comptes d'affectation spéciale (solde)	-	-	-	-
- Opérations définitives	- 0,16	- 0,08	0,08	NS
- Opérations temporaires	- 0,65	10,44	11,09	NS
Total des charges	1 219,63	1 278,01	58,38	4,8
Recettes nettes du budget général	1 129,46	1 197,77	68,31	6
Solde général	- 90,17	- 80,24	9,93	- 11

ÉCONOMIE

Le projet de loi de

Recettes : 8,6 milliards de francs d'allègements fiscaux

L'ensemble des recettes budgétaires - fiscales et non fiscales - progressent de 6 % dans le projet de loi de finances pour 1991, atteignant 1 129,5 milliards de francs dans la loi de finances pour 1990 telle qu'elle fut votée par le Parlement à la fin de l'année dernière. Le projet de budget prévoit un allègement fiscal global de 15,3 milliards de francs en 1991.

Celui-ci profitera aux entreprises pour 7,4 milliards de francs et aux consommateurs pour 7,9 milliards de francs. Pour les premières, c'est l'investissement qui est encouragé par un soutien à l'épargne brute (baisse de l'impôt sur les sociétés et plafonnement de la taxe professionnelle) ; pour les seconds, c'est l'inflation qui est combattue par une

réduction du taux majoré de la TVA qui passe de 25 à 22 % le jeudi 13 septembre pour les automobiles et le lundi 17 septembre pour les matériels électroniques ainsi que pour l'ensemble des biens et services soumis au taux majoré (la baisse de la TVA interviendra le 1^{er} janvier 1991 sur le tabac).

Les consommateurs bénéficieront également de la sous-indexation de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui freinera - relativement - la hausse des prix de l'essence. L'allègement de la fiscalité sur les entreprises entraînera à nouveau des pertes de recettes en 1992, de 8,6 milliards de francs.

Pour encourager les économies d'énergie, le gouvernement a décidé d'autoriser les entre-

prises à amortir à 100 % dès la première année leurs dépenses dans ce domaine. Il a également décidé d'étendre aux locataires les réductions d'impôt pour l'isolation thermique. Ces mesures, qui ne coûteront rien à l'Etat en 1991, n'entraîneront de pertes de recettes fiscales qu'à partir de 1992 (500 millions de francs).

Enfin, le gouvernement a retenu sept mesures, dites d'équité fiscale, qui rapporteront 6,7 milliards de francs à l'Etat l'année prochaine : réduction du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), relèvement de l'imposition des plus-values financières, suppression de l'exonération des plus-values sur cession de titres non cotés, durcissement du calcul des plus-values immobili-

lières des particuliers, majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme des professions libérales (alignement sur les professions commerciales taxées à 16 %), réduction de 10 à 5 % de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers, modification du critère de non-imposition pour le bénéfice du dégrèvement de la taxe d'habitation.

Soutien à l'investissement, maîtrise de l'inflation, équité, économies d'énergie : tels sont les quatre objectifs prioritaires des mesures fiscales retenues dans le projet de budget pour 1991. Le Parlement qui va les examiner, les événements qui vont suivre, décideront si ces mesures étaient bonnes et adaptées à la situation française.

Fiscalité des ménages

● Impôt sur le revenu : actualisation du barème

Toutes les limites des tranches du barème ainsi que la limite d'application de la décade sont relevées de 3,2 %, c'est-à-dire dans une proportion égale à celle de la hausse prévisible des prix en moyenne en 1990, pour éviter un alourdissement de l'imposition à revenus réels constants.

Pour l'imposition des revenus de 1990, la décade s'appliquera à tous les contribuables dont l'impôt n'excédait pas 4 820 F au lieu de 4 670 F actuellement.

L'impôt est d'autre part minoré dans les mêmes conditions que pour l'imposition des revenus de 1989 et le seuil d'application de chaque taux de minoration est réévalué de 3,2 %.

Le plafond de l'avantage procuré par le quotient familial est relevé de 3,2 % et porté de 11 800 F à 12 180 F pour chaque demi-part. De même, le plafond de l'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts des contribuables célibataires, divorcés ou soumis à une imposition distincte est fixé à 15 580 F au lieu de 15 090 F.

L'abattement accordé par enfant marié rattaché au foyer fiscal est porté de 20 780 F à 21 450 F.

Mesures de soutien à l'investissement

● Impôt sur les sociétés : baisse du taux

L'impôt sur les sociétés est allégé mais pour les seuls bénéfices réinvestis dans l'entreprise : son taux passe de 37 % à 34 %. Cet allègement s'applique aux exercices ouverts à compter du premier janvier 1991 et sera répercuté sur les acomptes échus à compter de cette même date. Le coût de cette mesure est de 5,4 milliards de francs en 1991. Quand les bénéfices sont distribués, le taux d'imposition reste fixé à 42 %.

● Taxe professionnelle : nouvel allègement

Le montant de taxe professionnelle payé par les entreprises est plafonné à un certain montant de la valeur ajoutée qu'elle produit. D'abord fixé à 5 % de la valeur ajoutée pour les années 1985 à 1988, ce plafonnement a été ramené successivement à 4,5 % pour 1989, puis à 4 % pour 1990. Ce pourcentage sera de 3,5 % pour les impositions établies au titre de 1991 et des années suivantes.

Le coût de cette mesure est de 90 millions de francs en 1991 mais de 3,3 milliards de francs en 1992.

● Crédit d'impôt recherche : relèvement du plafond

Les entreprises industrielles et commerciales peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en fonction de leurs dépenses de recherche. Ce crédit est plafonné. Le projet de

budget prévoit de relever le plafond existant à 40 millions de francs.

Le coût de cette mesure sera de 780 millions de francs en 1992.

● Rémunérations de TVA : suppression sur le fioul et le gazole

La déduction totale de la taxe à la valeur ajoutée sur les achats de fioul domestique et de coke de pétrole utilisés par les entreprises est autorisée. Elle se fera en deux temps : 50 % de la TVA acquittée à compter du premier janvier 1991, puis 100 % à compter du premier janvier 1992.

Cette mesure qui coûtera 905 millions de francs à l'Etat en 1991 aurait dû être appliquée un jour dans le cadre de l'harmonisa-

tion des règles européennes de TVA.

D'autre part, la déduction de TVA sur le gazole utilisé comme carburant qui est actuellement de 80 % sera portée à 95 % au premier janvier 1991 et à 100 % au premier juillet 1991.

Cette mesure bénéficiera surtout aux transporteurs routiers. Son coût est de 570 millions de francs pour 1991.

● Conventions d'assurances : taxe réduite

Le taux de la taxe sur les conventions d'assurances relatives aux véhicules utilitaires d'un poids supérieur à 3,5 tonnes est ramené de 18 % à 9 %.

Le coût de cette mesure est de 225 millions pour 1991.

Barème de l'impôt sur le revenu

(Fractions du revenu imposable pour 2 parts)

	1990	1991	Taux (en %)
N'excédant pas 35.140 F.....	35.140 F.....	36.280 F.....	0
de 35.140 F à 38.740 F.....	38.740 F.....	37.920 F.....	5
de 38.740 F à 43.540 F.....	43.540 F.....	44.940 F.....	9,6
de 43.540 F à 68.820 F.....	68.820 F.....	71.040 F.....	14,4
de 68.820 F à 88.480 F.....	88.480 F.....	91.320 F.....	19,2
de 88.480 F à 111.080 F.....	111.080 F.....	114.640 F.....	24
de 111.080 F à 134.440 F.....	134.440 F.....	138.760 F.....	28,8
de 134.440 F à 155.100 F.....	155.100 F.....	160.060 F.....	33,6
de 155.100 F à 258.420 F.....	258.420 F.....	266.680 F.....	38,4
de 258.420 F à 355.420 F.....	355.420 F.....	366.800 F.....	43,2
de 355.420 F à 420.420 F.....	420.420 F.....	433.880 F.....	48
de 420.420 F à 478.240 F.....	478.240 F.....	493.540 F.....	53,9
Au-delà de 478.240 F.....	478.240 F.....	493.540 F.....	56,8

Comment varieront les divers impôts

(en millions de francs)

	Résultats 1989	Loi de finances initiale 1990	Évaluations révisées 1990	Projet de loi de finances pour 1991	1990/1989 (+ %)	1991/1990 (+ ou - %)
I. - RECETTES FISCALES						
Impôt sur le revenu.....	238 572	261 850	263 100	294 490	10,28	11,93
Impôt sur les sociétés.....	152 956	161 092	172 500	168 940	12,78	- 2,06
Autres impôts directs.....	102 185	103 480	102 700	109 942	0,50	7,05
dont : impôt solidarité fortune.....	4 549	4 549	7 250	7 250	30,88	21,85
Enregistrement, timbre et Bourse.....	72 034	77 205	79 050	81 555	9,74	3,17
Produit des douanes.....	124 100	131 277	128 110	132 058	3,23	3,08
Taxe sur la valeur ajoutée.....	594 895	612 223	634 085	669 722	8,59	5,62
pour mémoire : remb. TVA.....	- 97 573	- 97 900	- 109 400	- 122 600	12,12	12,07
d'où : TVA nette.....	497 322	514 323	524 685	547 122	5,50	4,28
Autres impôts indirects.....	36 682	34 034	33 900	39 903	- 7,53	17,71
Total du chapitre I.....	1 321 404	1 381 161	1 413 445	1 496 610	6,97	5,88
II. - RECETTES NON FISCALES	105 525	105 237	104 344	108 547	- 1,03	3,94
III. - PRÉLEVEMENTS au profit des collectivités locales et de la CEE	- 185 285	- 187 232	- 188 642	- 204 551	1,82	8,59
IV. - A DÉDUIRE :						
Remboursements et dégrèvements.....	- 154 405	- 169 705	- 189 600	- 202 540	22,79	6,82
Total des recettes nettes (chapitres I à IV).....	1 087 259	1 128 481	1 139 637	1 197 766	4,82	5,10
Recettes fiscales nettes (chapitres I, III, IV).....	981 734	1 024 224	1 035 203	1 089 219	5,45	5,22

A l'Assemblée nationale

L'opposition reproche au gouvernement de négliger l'emploi

Le premier à paraître, mercredi 12 septembre, à l'issue de la présentation du projet de budget de 1991 devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, est « un socialiste heureux ». C'est à se demander si ce n'est pas le seul, tant les députés socialistes se montrent discrets après leur rencontre avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. Député des Vosges, M. Christian Pierret estime que le projet du gouvernement est en mesure de « doper l'épargne et l'investissement, dans un contexte très difficile », et qu'il « s'attaque aux injustices ». Les socialistes ont tout lieu d'être satisfaits, puisqu'ils ont « obtenu » que le logement social, l'environnement, l'éducation et la justice figurent, côté dépenses, au premier rang des priorités du gouvernement.

Objet d'un différend interne aux socialistes, le nouveau taux de

l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (34 %) ne devrait plus « bouger », à la grande satisfaction de l'ancien rapporteur général du budget, « C'est la seule mesure précise contenue dans la Lettre à tous les Français », fait-il remarquer. « Un petit groupe de députés socialistes a bataillé sur des points tout à fait techniques de la fiscalité. Ils se sont battus pour des clopinettes », affirme encore M. Pierret, pour lequel « la seule critique » admissible pourrait porter sur « les hypothèses économiques » du gouvernement.

Du pétrole à 25 dollars le baril, une hausse des prix estimée à 2,8 % et un taux de croissance évalué à 2,7 %, ce sont là, précisément, des « hypothèses très optimistes » pour M. Michel d'Ornano. « Le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires pour sauvegarder l'emploi et préparer la France à l'espace unique européen », estime

le député (UDF) du Calvados. Surpris par la brièveté de l'exposé des deux ministres, M. d'Ornano en a tout de suite compris les raisons : « Moins on parlerait, mieux ça vaudrait, avec les socialistes ». A ses côtés, M. Edouard Balladur (RPR) renchérit : « Ce budget ne prépare pas la France à ce qui l'attend. On baisse les impôts de 8 milliards de francs, alors qu'il faudrait le faire à hauteur de 30 ou 35 milliards. » Voterait-il contre ce budget ? « Oh... je pense, oui », répond l'ancien ministre, en faisant mine de réfléchir longuement.

Les centristes, en revanche, sont plus hésitants. « Notre vote dépendra de l'accueil qui sera fait à nos amendements », indique M. Edmond Alphandery, en précisant que « ce budget est relativement loin du budget idéal que nous aurions souhaité pour la France ». Le député du Maine-et-Loire relève certes « un effort notable en

faveur des entreprises », mais le projet lui paraît « très nettement insuffisant pour renverser la tendance sur le plan de l'emploi ». « C'est un budget antichoc, mais pas antichômage », juge M. Alphandery. « Un budget qui aurait très bien pu être présenté par la droite », affirme M. Fabien Thiemé, porte-parole du groupe communiste à la commission des finances, en annonçant une offensive d'amendements qui « prendra appui sur le mouvement populaire ».

Député (UDF) de la Mayenne, M. François d'Aubert a relevé, de son côté, un autre oubli : l'agriculture. « C'est un budget hors du temps, qui n'est adapté ni à la crise ni aux problèmes agricoles. Si, le jour de la discussion budgétaire, le baril de pétrole est à 30 dollars, on aura tout lieu de s'interroger sur la crédibilité du projet. »

JEAN-LOUIS SAUX

● Comptes courants bloqués d'associés : amélioration

Les particuliers qui mettent à la disposition de la société dont ils sont associés ou actionnaires des sommes portées sur un compte bloqué individuel peuvent soumettre au prélèvement libératoire de 15 % les intérêts produits par ces comptes. Mais cette possibilité est limitée aux intérêts qui rémunèrent la fraction des sommes n'excédant pas 200 000 F. Ce plafond va être porté à 400 000 F à compter du premier janvier 1991.

Le coût de cette mesure est de 130 millions de francs pour 1991.

● Capital-risque : régime fiscal plus favorable

Le régime fiscal du capital-risque va être amélioré. Pour les FCPR (fonds communs de placements à risques) créés à partir de 1983 et les SCR (sociétés de capital-risque) créées à partir de 1985, les règles fiscales seront les mêmes que pour les OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) de capitalisation notamment l'exonération totale d'IS. Le régime fiscal applicable aux actionnaires de SCR sera aligné sur le droit commun (IS ou IR). Toutefois l'exonération actuelle d'impôt sur le revenu pour les produits réinvestis sous condition de conservation des titres pendant cinq ans est maintenue.

Maîtrise de l'inflation

● Taxe à la valeur ajoutée : baisse du taux majoré

Le taux majoré de la TVA est ramené de 25 % à 22 %. Cette mesure s'applique à compter du 13 septembre 1990 aux automobiles et du 17 septembre 1990 pour les matériels électroniques et l'ensemble des biens et services soumis au taux majoré. La baisse aura lieu le premier janvier 1991 pour le tabac (elle sera compensée par un relèvement du droit de consommation).

Le coût de cette mesure est de 6,6 milliards de francs.

La TVA applicable à la redevance télévision est ramenée de 5,5 % à 2,10 %, taux déjà appliqué à la presse écrite.

Le coût de cette mesure est de 247 millions de francs en 1991.

● Taxe intérieure sur les produits pétroliers : sous-indexation

Le tarif de la TIPP sera indexé sur la moitié de la hausse des prix au lieu des trois quarts jusqu'à maintenant.

Le coût de cette mesure est de 1 milliard de francs en 1991.

Mesures d'équité fiscale

● Fonds salariaux : relance du mécanisme

Les Fonds salariaux seront relancés pour encourager l'épargne salariale. Un amendement sera déposé au cours de la discussion parlementaire.

● Impôt de solidarité sur la fortune : réaménagement

Le montant total de l'ISF et de l'impôt sur le revenu ne peut actuellement excéder 70 % des revenus nets imposables à l'IR au titre de l'année précédente. Ce plafond sera porté à 85 %.

Le gain rapporté par cette mesure est de 650 millions de francs pour 1991.

● Plus-values à long terme des entreprises : taxation durcie

Le taux d'imposition des plus-values financières à long terme ré-

Le gain rapporté par cette mesure est de 1,4 milliard pour 1991.

● Plus-values immobilières des particuliers : durcissement

Les plus-values immobilières réalisées par les particuliers sont calculées actuellement en tenant compte d'un abattement de 5 % par année de possession, cela à partir de la deuxième année. Ce taux est réduit à 3,3 % par an. Cette mesure aura pour effet d'exonérer les plus-values des particuliers après trente-deux ans de détention au lieu de vingt-deux ans jusqu'à présent.

Cette mesure rapportera 190 millions de francs en 1992.

● Plus-values à long terme professionnelle : harmonisation

Les plus-values à long terme réalisées par les professions non commerciales (BNC) seront imposées au taux commun de 16 % contre 11 % actuellement, et de 26 % s'il s'agit de cessions de terrains à bâtir.

Le gain de cette mesure est de 225 millions de francs pour 1991.

● Revenus fonciers : nouvelle diminution de la déduction forfaitaire

Les propriétaires d'immeubles donnés en location peuvent actuellement pratiquer une déduction forfaitaire de 10 % sur le revenu brut de ces propriétés, cela au titre des frais d'assurance, de gestion, d'entretien, etc. Cette déduction est ramenée à 5 % à compter de l'imposition des revenus de 1990.

Le gain de cette mesure est de 1,8 milliard de francs en 1991.

● Impôts locaux : modification des critères de dégrèvement

Le bénéfice des avantages fiscaux prévus en matière de fiscalité locale, et notamment de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties va être réservé aux seuls contribuables dont la non-imposition résulte de la faiblesse des revenus.

Le gain de cette mesure sera de 650 millions de francs en 1991.

Economies d'énergie

● Equipement des entreprises : amortissement à 100 %

Les entreprises pourront amortir à 100 % dès la première année les investissements réalisés pour économiser l'énergie à compter du 1^{er} janvier 1991.

Le coût de cette mesure sera de 150 millions de francs en 1992.

● Dépenses d'isolation thermique : extension des déductions aux locataires

Les réductions d'impôts accordées pour les travaux d'isolation thermique ou de régulation de chauffage seront étendues aux locataires à compter du 1^{er} janvier 1991.

Le coût de cette mesure sera de 350 millions de francs en 1992.

Mesures diverses

● Avocats : assujettissement à la TVA

Les avocats et les avoués, qui sont actuellement exonérés de TVA, y seront assujettis à compter du 1^{er} avril 1991. Une franchise de TVA de 245 000 F est toutefois prévue pour les petits cabinets dont la clientèle est essentiellement composée de particuliers.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉCONOMIE

finances pour 1991

Dépenses : priorité au fonctionnement

Le projet de budget pour 1991 prévoit 1 278 milliards de francs de dépenses. Par rapport au budget de 1990 voté par le Parlement à la fin de l'année dernière (1 219,6 milliards de francs), la progression est de 4,8 %. Malgré environ 8 milliards de francs de coupes pratiquées au cours du mois d'août par le ministère de l'économie et des finances sur les dépenses arrêtées début juillet, les révisions décidées en raison de la crise du Golfe, le projet pour 1991 prévoit une augmentation de 38,4 milliards de francs des dépenses par rapport à la loi de finances initiale de 1990.

Le gouvernement souligne que le taux de progression d'une année sur l'autre des charges de l'Etat est inférieur à la croissance de la richesse nationale : le PIB augmentera effectivement de 5,5 % en valeur, il est vrai aussi que les seules

dépenses définitives - dites de dessus de la ligne - augmentent de 3,9 %. Mais cette progression reste supérieure à la hausse des prix.

Le projet de budget pour 1991 est profondément marqué par la forte croissance des dépenses des services : c'est-à-dire des dépenses de fonctionnement : + 5,8 % par rapport à 1990. On retrouve là les priorités accordées par M. Michel Rocard à la rénovation du secteur public, qui s'est traduite par des crédits très importants accordés à l'éducation nationale et à diverses catégories de fonctionnaires qui firent grève ou manifestèrent leur mécontentement.

Sur les 432,5 milliards de francs de crédits de fonctionnement prévus dans le projet de budget 1991, l'essentiel va aux rémunérations, dont la

masse progresse d'autant plus vite que les effectifs de la fonction publique recommencent à augmenter (+ 11 458).

Un autre poste de dépenses est en très forte progression : celui des intérêts de la dette publique. Par rapport à la loi de finances de 1990, la charge augmente de 12,6 milliards de francs, soit de 9,1 %. Il faut voir là le résultat de taux d'intérêt extrêmement élevés mais aussi le gonflement continu du stock de la dette, qui atteint maintenant 1 750 milliards de francs, soit presque 130 milliards de francs de plus qu'en 1989.

Par rapport à ces deux postes de dépenses « explosives », les interventions publiques (+ 0,2 %) et les charges d'équipement (+ 2,9 %) se taillent la part du pauvre. Quant aux dépenses militaires avec 238,48 milliards de francs, elles

augmentent de 3,3 % (+ 5,2 % pour le fonctionnement, + 1 % pour les équipements).

Le chapitre des « charges temporaires » atteint 10,44 milliards de francs alors qu'il avait pratiquement disparu en 1990. Ce bond a pour origine les provisions opérées par le Trésor pour payer les intérêts et le capital des O.T. (obligations renouvelables du Trésor) imprudemment lancées en 1983 et 1984 pour financer le déficit budgétaire et qui arrivent à échéance - capital et intérêt - en 1989 et 1990. C'est l'énorme charge suscitée par ces emprunts - aussi lourde en intérêts qu'en capital - qui a forcé le Trésor à provisionner plusieurs années à l'avance l'opération de remboursement.

Les grands axes

Logement : trois objectifs

Trois objectifs pour le logement social : le logement des plus démunis, l'accession sociale à la propriété et la poursuite de l'effort en faveur de la réhabilitation du parc HLM, des DOM et des accédants victimes de la désinflation. En tout, 13,2 milliards de francs d'autorisations de programme, 40,1 milliards de francs de crédits de paiement.

73 000 prêts locatifs aidés (PLA), dont 10 000 « PLA d'insertion », seront destinés aux ménages à faibles revenus, avec des loyers aménagés.

Une augmentation de 807 millions de francs des crédits destinés aux aides à la personne permettra de généraliser la location de logement social à tous les ménages de faibles revenus dans la région parisienne, sous seule condition de ressources, que le logement occupé appartienne au parc social ou au parc privé ; d'unifier les barèmes des aides et d'augmenter le montant de la prime de 150 millions de francs au fonds de solidarité logement prévu par la loi sur le droit au logement.

L'achat de 20 000 logements anciens sans obligation de travaux grâce à des prêts conventionnés assortis d'aides à la personne sera adapté à l'ajout au programme de 40 000 prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP).

Enfin, 2,7 milliards de francs (+ 31 %) seront consacrés à la réhabilitation du parc HLM : 1,1 milliard d'autorisations de programme (+ 13,4 %) et au montant de paiement (+ 15 %) iront aux départements d'outre-mer ; et le réaménagement des prêts aidés au profit des accédants en difficulté bénéficiera de 1,4 milliard de francs (+ 80 %). De plus, 400 millions de francs (+ 3 %) iront à la politique de la ville (effort en faveur des quartiers dégradés et insertion des populations défavorisées).

Revenu minimum d'insertion : hausse de 21,8 %

Le projet de loi de finances pour 1991 prévoit un crédit de 9,1 milliards de francs pour le financement du revenu minimum d'insertion (RMI), soit une progression de 21,8 % (après + 25 % dans le budget précédent). Pour 1990, la revalorisation du montant de cette allocation devrait se situer à 3,3 % en moyenne. Un million de personnes au total en auront bénéficié. Pour une personne seule, le revenu minimum est de 2 110 francs (1 055 francs pour la première personne à charge, 844 francs à partir du troisième enfant).

Par ailleurs, certains crédits ouverts au budget du ministère du travail au titre du financement d'actions d'insertion devraient bénéficier à 120 000 allocataires du RMI. Leur coût est évalué à 1,02 milliards de francs.

L'aide publique au développement : hausse de 10,9 %

En progression de 10,9 %, le volume global des aides au développement inscrit au budget 1991 atteint 38,4 milliards de francs, soit 4 milliards de plus que l'année précédente. L'effort en faveur des pays en voie de développement, hors DOM - TOM, représentera, en 1991, 0,56 % du PIB contre 0,54 % en 1989 (dernier exercice connu), ce qui maintient la France en tête des pays industrialisés.

Cette aide est accordée prioritairement dans un cadre bilatéral (28,5 milliards de francs). Elle couvre principalement les mesures d'annulation ou de rééchelonnement de dettes, conformément aux engagements pris lors des sommets de Toronto, Dakar et La Baule. Les crédits de coopération technique et les prêts privilégiés connaissent une progression plus réduite. Le total des contributions françaises aux programmes d'aide multilatérale s'élève pour 1991 à 9,9 milliards de francs.

Education : la priorité nationale

Avec 247,8 milliards de francs inscrits au projet de loi de finances pour 1991, l'éducation redevient, pour la première fois depuis dix ans, le premier budget de l'Etat, devant celui de la défense.

Conformément aux engagements pris en 1988 par le président de la République et réaffirmés par la loi d'orientation sur l'éducation de juillet 1989, l'effort budgétaire en faveur de l'éducation s'accroît encore cette année, avec une augmentation de 20,7 milliards de francs, soit une hausse de 9 % par rapport à l'an dernier, contre 8,7 % dans le budget 1990 et 5,6 % dans celui de 1989. Pour les trois derniers exercices, le budget de l'éducation aura donc progressé de 26 %.

Les crédits consacrés à l'enseignement scolaire (écoles, collèges et lycées) dépassent pour la première fois la barre des 200 milliards : avec 217 milliards (+ 17,1 milliard) ils sont en hausse de 8,5 %. Le budget alloué à l'enseignement supérieur augmente encore plus fortement (30,8 milliards, +12 %).

La majeure partie de cet effort est consacrée aux personnels de l'éducation nationale. Au total, 12 880 créations nettes d'emplois sont prévues. Dans le secteur scolaire, 8 948 emplois sont créés, dont 7 613 d'enseignants. En outre, la généralisation à la rentrée 1991 des nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres impliquera la création de 12 300 allocations destinées aux élèves de ces instituts. Dans le supérieur, 3 932 créations nettes d'emplois sont inscrites au projet de budget, dont 680 emplois d'enseignants, 785 emplois administratifs et techniques et 140 emplois supplémentaires pour les bibliothèques universitaires.

Le renforcement des moyens en personnels est accompagné de la poursuite du plan de revalorisation de la fonction enseignante, négocié en 1989. Environ 1,4 milliard de francs de mesures nouvelles sont prévues à cet effet. Elles permettront notamment l'intégration dans le nouveau corps des professeurs des écoles de 12 000 instituteurs, l'accession à la hors-classe de 2 500 professeurs de collège et la création de 1 200 emplois au titre du congé-mobilité rémunéré. Dans le supérieur, 118 millions de francs de mesures nouvelles donneront au ministère de l'éducation les moyens d'accorder aux universitaires, à la rentrée 1991, 5 500 primes d'encadrement doctoral et de recherche (au lieu de 3 750 initialement prévues).

En dehors des mesures pour les personnels, trois séries d'actions seront prioritaires dans le budget 1991. Tout d'abord, la rénovation de l'enseignement (relance des zones d'éducation prioritaire, poursuite du plan lecture, développement de l'enseignement des langues vivantes dans le primaire). En deuxième lieu, la mise en œuvre du plan de développement des constructions universitaires : l'effort est spectaculaire puisque les autorisations de programme des chapitres d'équipement universitaire atteignent 2,3 milliards de francs, soit une augmentation de 1 milliard (+ 75 %) par rapport à 1990. Enfin, un effort particulier sera fait pour améliorer les conditions de vie des étudiants : financement de 6 000 nouveaux logements étudiants, relèvement de 15 % des crédits alloués aux bourses et système de garantie de prêts aux étudiants.

Emploi et formation professionnelle : redéploiement

Compte tenu de l'évolution de la situation de l'emploi, un redéploiement des dépenses est entrepris, de l'indemnisation du chômage vers l'emploi, notamment par le soutien des actions de formation qualifiante. Une amélioration étant intervenue, il est possible de prévenir les risques d'exclusion par le chômage de lon-

gue durée et de mieux répondre aux difficultés de recrutement.

Les crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'élèvent à 67,7 milliards de francs contre 75,2 en 1990 mais le report des crédits non utilisés permet d'atteindre la somme de 76,7 milliards. Les crédits affectés à la promotion de l'emploi et à la formation professionnelle augmentent de 12,7 %. Les dépenses d'indemnisation du chômage et des pré-retraites baissent mécaniquement de 13,4 %. Ainsi, la subvention de l'Etat pour le régime de solidarité de l'assurance-chômage est ramenée à 7,4 milliards, une diminution de 1,5 milliard ; la dotation pour le chômage partiel passe de 220 à 150 millions de francs, et le soutien aux différents régimes de pré-retraite revient de 19,6 milliards en 1990, à 18 milliards.

L'effort en faveur de la formation professionnelle et de l'insertion, avec 38 milliards de francs, augmente de 8 % par rapport à l'an passé. L'accent est mis sur la qualification des candidats, le nombre de places en crédit-formation individualisé étant doublé (200 000 contre 100 000) pour les jeunes et les adultes, conformément au vœu du Président de la République.

Crédités de 13 milliards de francs, les actions pour l'accès des jeunes à l'emploi se traduiront surtout par un développement du crédit-formation. Ce dispositif sera porté de 100 000 à 125 000 places et 5 milliards lui seront consacrés. Les contrats emploi solidaire - ex-TUC - obtiendront 2,1 milliards pour un objectif consacré par rapport à 1990 de 220 000 bénéficiaires. La poursuite de la rénovation de l'apprentissage nécessitera 495 millions de francs. Avec 41 000 places, les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) dépasseront d'une enveloppe globale de 429 millions de francs.

Pour améliorer la formation et le retour à l'emploi des chômeurs

adultes, les crédits seront augmentés de 8 % (31 milliards de francs) ; 415 000 stages seront offerts au titre du Fonds national de l'emploi (FNE) et 80 000 contrats emploi solidaire pourront être signés. Quant au crédit formation individualisé, qui leur sera accessible, il offrira 73 000 places réparties en 30 000 pour les salariés et 43 000 pour les chômeurs. En outre, le programme de la formation professionnelle sera doté de 1,7 milliard (+ 5 %).

Les crédits consacrés aux mesures de soutien à l'emploi augmenteront de 1,3 % (11 milliards de francs) pour tenir compte d'une évolution marquée par l'amélioration de la situation économique. Dans cet ensemble, l'ANPE se taille la part du lion, en conformité avec le contrat de progrès signé pour trois ans. Elle obtient 3,8 milliards de francs (+ 13 %) et 300 emplois supplémentaires.

Les aides actives à la promotion de l'emploi seront renforcées, qu'il s'agisse du reclassement des travailleurs handicapés (3,6 milliards), en croissance de 9,8 %, de la dotation pour la promotion de l'emploi (+ 128 millions) ou de celle pour les initiatives locales pour l'emploi (110 millions).

En revanche, en raison de l'amélioration du marché du travail, les aides aux restructurations industrielles seront stabilisées à 477 millions de francs. Les crédits pour les chômeurs créateurs d'entreprise seront ajustés aux besoins (1,63 milliard), ainsi que ceux pour les dispositifs de co-construction (673 millions).

Recherche : effort soutenu pour la recherche technologique

Le budget civil de recherche et développement technologique (BCRD), augmenté de 7,3 % en 1991 (+ 3,3 milliards de francs). En outre, le crédit d'impôt recherche est amélioré : le plafond passe de 5 à 40 millions de francs et son assiette est élargie. Un effort particulier est engagé en faveur de la recherche

industrielle, qu'il s'agisse des grands programmes technologiques, comme le développement de la télévision haute définition, ou de la recherche dans les PMI : les moyens de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) augmentent ainsi de 15 %.

Les grands programmes technologiques sont poursuivis, avec, en particulier, des progrès importants de 13,9 % du budget spatial : aux programmes déjà engagés (Ariane V, Hermès et Colombus), s'en ajoutent deux nouveaux : ERS2 (satellite d'observation de la Terre) et DTRM (télécommunications entre l'infrastructure orbitale et le sol).

Enfin, l'aide à la recherche publique est aussi renforcée : avec la création de 549 emplois et de 450 allocations de recherche supplémentaire, et un accroissement de 8 % (hors CEA) des moyens des organismes de recherche.

Environnement : nouveaux moyens

Jugé prioritaire, le budget du secrétariat d'Etat à l'environnement - jusqu'à présent faiblement doté - progresse de 43,3 % en moyens de paiement (1,2 milliard de francs) et de 7,4 % en autorisations de programme (663 millions de francs). Cet effort se traduit notamment par des créations de postes et par un reclassement au profit du secrétariat à l'environnement de personnels jusqu'ici dispersés entre plusieurs ministères.

Les dotations consacrées à la protection des espaces naturels (parcs nationaux, réserves) s'inscrivent en progression : 30 millions de francs supplémentaires sont consacrés à la gestion et à la planification des ressources en eaux. Par ailleurs, 18 millions de francs ont été dégagés dans le budget 1991 pour la mise en place de la future structure chargée de la surveillance de l'environnement.

Le total de la dépense d'Etat en matière d'environnement s'élève à 10 milliards de francs en 1991 soit une forme directe (4 milliards de crédits

budgetaires) et indirecte (redvances et taxes parafiscales, dépenses fiscales).

Justice : crédits en hausse de 12 %

Présenté comme l'une des priorités de la loi de finances de 1991, le budget du ministère de la justice augmente de 12,4 % en autorisations de programme et dépenses ordinaires. En moyens de paiement (dépenses ordinaires et crédits de paiement), le budget s'élève à 18 milliards de francs, ce qui correspond à une croissance de 12,7 % (sans compter les crédits de paiement du programme de construction des 13 000 nouvelles places de prison qui s'achève). On prévoit la création de 25 emplois de magistrats de l'ordre judiciaire et de 28 dans les juridictions administratives ; 300 emplois de greffiers, 30 postes à la protection judiciaire de la jeunesse et 827 emplois nouveaux sont prévus à l'administration pénitentiaire (dont 514 affectés aux nouvelles prisons et 313 au remplacement des autres établissements).

Le schéma directeur informatique bénéficie d'une dotation en augmentation de 106 millions de francs ; 107 millions de francs supplémentaires, par rapport à 1990, seront consacrés aux moyens de fonctionnement et à l'entretien immobilier des juridictions et des établissements pénitentiaires ; 17 millions de francs seront affectés à des actions de formation et 44,5 millions de francs aux indemnités des magistrats.

Les autorisations de paiement destinées à la modernisation du parc immobilier, notamment judiciaire, augmentent de 57 % et passent à 500 millions de francs. 78 millions de francs supplémentaires seront affectés à la protection des mineurs. Par ailleurs, en prévision de la réforme de l'aide légale à la diffusion de 75 millions de francs a été déblocuée.

Les autres missions de l'Etat

Affaires étrangères : effort vers l'Est

Les crédits du ministère des affaires étrangères augmentent de 10,6 %. Cette forte progression s'explique beaucoup par les efforts faits en direction des pays de l'Est : 691 millions soit un quintuplement par rapport au budget 1990.

Défense : 9750 suppressions d'emploi

En augmentation de 3,33 %, le budget de la Défense pour 1991 s'élève au total à 238,45 milliards de francs. L'enveloppe hors pensions s'élève à 194,34 milliards de francs, soit une progression de 2,7 % environ. Les crédits d'équipement (103,15 milliards de francs de moyens de paiement et 116 milliards de francs en autorisation de programme) sont simplement reconduits par rapport à l'année précédente. Le budget militaire d'équipement, dans sa partie 1991, se présente en effet comme un budget de transition dans l'attente d'une révision de la loi de programmation militaire qui interviendra dans le courant de l'année.

Les dépenses ordinaires sont, pour leur part, en hausse de 4,64 % à 91,4 milliards de francs. L'accent a été mis sur les moyens de fonctionnement. Un crédit global de 623 millions de francs leur est consacré. Des efforts de meilleure gestion des effectifs sont engagés. Sont prévus : la suppression de 9750 emplois ; dont 7000 d'appelés, des redéploiements de personnel au profit du service de santé des armées, la création de 1000 postes dans la gendarmerie et l'ouverture de 99 places supplémentaires à l'Ecole polytechnique.

Intérieur : la sécurité au quotidien

Le projet de budget du ministère de l'intérieur pour 1991 s'élève à 65 milliards de francs (+4,9 %). Hors les crédits réservés pour les élections et les dotations aux collectivités locales (26 milliards), les 39 milliards de crédits affectés au ministère de l'intérieur progressent d'environ 6,5 %. Ce projet traduit la volonté gouvernementale d'assurer la sécurité au quotidien, en renforçant l'efficacité des services.

La police nationale : au-delà de la consolidation, au niveau de 1990, des crédits du plan plurianuel de modernisation de la police voté fin 1985, les moyens accordés à la police se traduisent en 1991 par l'ouverture de 662,8 millions de francs de crédits nouveaux. Bientôt ce plan de modernisation des équipements arrive à échéance à la fin de 1990, des moyens supplémentaires importants (+20 %) sont alloués en 1991. Ils permettent notamment la création de 400 emplois de policiers, dont environ 200 emplois de gardiens de la paix au titre des reconduites à la frontière, un renforcement du plan de formation des personnels et l'augmentation des moyens de fonctionnement (généralisation de la micro-informatique dans les commissariats). L'amélioration de la situation des personnels comprend en particulier la consolidation des mesures catégorielles accordées en 1990.

La sécurité civile : la création de 41 emplois de pilotes doit permettre de renforcer la lutte contre les incendies. En outre, 412 emplois nouveaux sont mis à la disposition de la sécurité civile par le Défense nationale (des appels pourront

effectuer leur service au SAMU ou chez les pompiers). Les moyens supplémentaires de fonctionnement et d'intervention prévus pour 1991 (44 millions de francs) seront notamment affectés au renforcement de la flotte aérienne de lutte contre le feu.

Les autres services du ministère : le renfort des effectifs et la modernisation des autres services sont réalisés avec la création de 70 emplois au titre du cadre national des préfetures, de 30 emplois pour améliorer le fonctionnement des greffes des tribunaux administratifs, et de 40 emplois pour les transmissions. Les autres mesures nouvelles concernent principalement l'informatique et les transmissions, ainsi que l'amélioration du régime indemnitaire des personnels du cadre national des préfetures.

Culture : toujours les grands travaux

Le budget 1991 de la Culture bénéficie d'un sérieux coup de pouce. A 12,1 milliards de francs, il progresse de 15,2 % par rapport au cru 1990, confirmant une nouvelle fois la priorité affectée à ce secteur. Cette augmentation du budget permet de consolider la politique de grands travaux et de renforcer les moyens d'intervention en matière culturelle, notamment au bénéfice de la province.

L'enveloppe affectée aux grands travaux permet d'assurer le démarrage du projet de la Bibliothèque de France (2,2 milliards de francs en autorisation de programme et 1,1 milliard de francs en crédits de paiement), le financement de la deuxième phase du Grand Louvre et le développement des grandes opérations architecturales et cultu-

relles en région. La sauvegarde et l'enrichissement du patrimoine voient également leurs dotations progresser. L'action en faveur des musées de province est également renforcée. La priorité affectée à la réduction des inégalités culturelles se traduit en 1991 par une augmentation des crédits de soutien alloués aux enseignements artistiques (en hausse de 227 millions de francs) comme aux aides à la diffusion du livre ou à la diffusion artistique.

Audiovisuel : priorité aux programmes

Le budget du secteur public de l'audiovisuel, en progression de 5,2 %, s'élève en 1991 à 11,5 milliards de francs. L'effort financier de l'Etat est pour sa part majoré de 148 % par rapport à 1990 en raison d'un doublement des dotations budgétaires (1,02 milliard de francs au total) et de la moins-value de recettes résultant de la baisse de la TVA sur la redevance perçue par les chaînes (la perte est évaluée à 247 millions de francs). Cette augmentation vise à renforcer les moyens des organismes de radio et télévisions en matière de programmes. Le montant de la redevance est fixé en 1991 à 566 francs pour les postes couleur et à 364 francs pour les postes noir et blanc, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 1990.

Protection sociale : progression nette

Les crédits budgétaires au titre de la protection sociale enregistrent une hausse de 5,5 % des fonds consacrés à l'allocation pour adulte handicapé (AAH) qui atteignent 15,3 milliards de francs. Par

Lire la suite page 30

ÉCONOMIE

Le projet de loi de finances pour 1991

Suite de la page 29

ailleurs, 2 800 places supplémentaires sont créées dans les centres d'aide par le travail, soit une progression de 154 millions de francs sur une enveloppe globale de 4 milliards de francs. Les crédits (3,6 milliards) destinés au reclassement des travailleurs handicapés sont en hausse de 9,8 %.

D'autre part, l'aide au logement s'établit à 21,7 milliards de francs. Les crédits alloués au Fonds national d'aide au logement (7,5 milliards) et au Fonds national de l'habitation (14 milliards) doivent notamment permettre d'actualiser le barème des aides et d'élargir les droits à l'allocation de logement.

Le Fonds national de solidarité (« minimum vieillesse ») continue de bénéficier (il n'atteint plus « que » 18 milliards de francs) en raison de l'amélioration continue du niveau des retraites.

Les actions de prévention sanitaire voient une progression de 18 % du budget de lutte contre la toxicomanie (711 millions de francs) alors que la lutte contre le sida représente 160 millions de francs dont 20 millions au titre de la prévention.

Pour 1991, les principaux concours de l'État aux régimes de sécurité sociale atteignent plus de 103 milliards de francs. L'augmentation atteint ce 2,2 %.

● **Départements et territoires d'outre-mer : réduction des inégalités**

En progression de 5,5 %, le budget des DOM-TOM s'élève pour 1991 à 2,17 milliards de francs en investissements et crédits de fonctionnement. Les priorités sont la réduction des inégalités (enseignement primaire, assistance médicale gratuite...), la construction de logements sociaux, des crédits d'investissements pour la Nouvelle-Calédonie (+ 8,6 %) en autorisations de programmes et + 15,4 % en crédits de paiements.

A la modernisation et au renouveau du service public (informatique, rénovation des locaux...) sont consacrés 12,5 milliards de francs.

● **Aménagement du territoire : majoration des primes**

Le budget de l'aménagement du territoire augmente de 24,9 % et atteint 2,1 milliards de francs. Les crédits d'équipement progressent de 27 % en autorisations de programmes (1,8 milliard) et de 4,2 % en crédits de paiements (1,8 milliard). Les dotations aux primes d'aménagement du territoire sont plus que doublées en faveur spécialement des activités créatrices d'emploi.

● **Agriculture : solidarité et CEE**

Le budget de l'agriculture pour 1991, qui atteindra 38,4 milliards de francs (+ 2,3 %), devrait traduire les grandes priorités du gouvernement en ce domaine : accroître l'effort de solidarité face aux conséquences sociales de la politique agricole commune (PAC) ; respecter les engagements souscrits par la France vis-à-vis de la CEE ; préparer l'avenir en renforçant la structure des exploitations et en formant les hommes. Notons que le budget de l'agriculture ne représente que 27 % du total des dépenses publiques consacrées à ce secteur. L'agriculture recevra de l'État au total 143,4 milliards de francs (+ 5,8 %).

En matière de solidarité, le dispositif « agriculture en difficulté » mis en place en 1989 sera complété par un programme européen d'aides aux revenus des agriculteurs (PARA). Les producteurs de viande ovine et bovine recevront ainsi des aides destinées à compenser le préjudice provoqué par le nouvel ajustement des marchés. La subvention versée par l'État au Bapex s'élèvera à 11,61 milliards de francs.

— 236,4 millions de francs (+ 11,8 %) seront affectés aux instru-

ments communautaires de la politique structurelle :

— 54 millions de francs dans le cadre de l'extensification de la production, principalement pour l'élevage bovin et la vigne ;

— 182 millions de francs pour le gel des terres.

Une dotation de 14 millions de francs sera destinée aux actions spécifiques pour la sauvegarde de l'environnement.

Les crédits à la formation agricole seront enfin majorés de 58,4 millions de francs, et 110 emplois seront créés. Les établissements agricoles privés recevront 53,2 millions de francs de subvention (+ 3,8 %).

● **Industrie : priorité à l'innovation**

Avec 17,9 milliards de francs, le budget du ministère de l'Industrie sera modestement augmenté de 2,3 % en 1991. Les grandes masses ne changent pas : 7 milliards pour les charbonnages et 6,5 milliards de subvention au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Les efforts entrepris depuis quelques années seront poursuivis en faveur de la normalisation et la métrologie (crédits en hausse de 7 % à 375 millions de francs), des économies d'énergie (les crédits de l'Agence pour la maîtrise de l'énergie gagnent 3,5 % à 370 millions), de l'aménagement du territoire (dont la dotation passe de 300 à 660 millions) et de la formation (50 millions de francs dégrèvés pour la cinquième école des mines que veut créer le ministre de l'Industrie, M. Fauroux, et 50 autres millions serviront à accroître les promotions des écoles existantes).

Pour dégager la marge de manœuvre nécessaire, les crédits aux entreprises en difficulté sont ramené de 200 à 100 millions, et les crédits aux chantiers navals perdent 20 millions à 935 millions de francs : on aidera moins des bateaux plus gros.

La première priorité du ministère reste l'innovation. Les crédits propres du ministère sur ce chapitre passent de 1,7 à 2,4 milliards de francs auxquels s'ajoutent le 1,7 milliard, comme en 1990, pris sur le budget des PTT et consacrés à la filière électronique. Ces sommes sont versées à l'ANVAR (dont la dotation passera de 850 à 980 millions) et aux grands programmes technologiques (Télévision haute définition, composants électroniques, voiture propre, TGV...) qui bénéficieront au total de 1,05 milliard de francs.

● **Transports : résorption des points noirs**

Les transports terrestres disposent d'un budget de 43 milliards de francs, en progression de 8,2 %, grâce à une majoration de 3 milliards des concours à la SNCF afin de conforter le retour à l'équilibre obtenu en 1989. L'instauration d'un financement des voies navigables par le biais d'une redevance permet un accroissement des dépenses de 30 %. Le budget des routes stagne à un niveau élevé et permet de poursuivre les contrats de plan Etat-Régions, les programmes Tarentaise et Transmanche et le désenclavement du Massif central.

La sécurité routière voit progresser son budget de 328 millions (+7,4 %). Ses actions de prévention seront surtout consacrées à la résorption des « points noirs » et à la poursuite de l'installation du système Sirius destiné à gérer le trafic en Ile-de-France.

Le budget de l'aviation civile augmente de 5,7 % et s'élève à 6 milliards. Il prévoit la création de 180 emplois, la poursuite du plan triennal de formation des pilotes et celle du programme antiterroriste.

● **Tourisme**

Son budget qui s'élève à 397 millions de francs (+ 3,6 %) comporte une croissance de 6 % des dépenses ordinaires.

Les syndicats entre la condamnation et la compréhension

Alors que la CGT et Force ouvrière dénoncent un budget « antisocial », les autres confédérations syndicales portent un jugement plus modéré sur la loi de finances pour 1991.

Selon la CGT, ce budget « mal-faisant et inacceptable » va « favoriser la finance et la fortune sur le travail ». Pour sa part, FO dénonce « une accentuation de la rigueur qui amplifie le déficit social et les inégalités » et critique la « prime à la spéculation » que constitue l'abaissement du taux de l'impôt sur les bénéfices non distribués. De même, la centrale considère que la réforme de la Fonction publique sera « largement payée par les fonctionnaires » sur leurs salaires.

La CFTC s'inquiète « de ne voir aucune compensation prévue à la baisse du taux des cotisations de prestations familiales » mais reconnaît le bien fondé d'un « effort pour soutenir les investissements et la croissance ». La CFE-CGC s'estime en présence d'un « budget rigoureux mais trop rigide » et regrette que l'Etat n'ait pas davantage réduit son train de vie. Enfin, la CFDT se félicite des mesures en faveur du RMI, de l'aide au logement et des économies d'énergie mais conteste des désajustements fiscaux « non ciblés, coûteux et peu efficaces pour l'emploi ».

Cependant, tous les syndicats se retrouvent pour estimer que la prévision d'une hausse des prix de 2,8 % en 1991 paraît nettement sous-évaluée et risque de peser sur le bon déroulement des négociations salariales à venir.

Le CNPF n'est « pas du tout rassuré »

M. François Perigot, président du CNPF, n'est « pas du tout rassuré » et n'a « pas du tout l'impression d'avoir été entendu » par le gouvernement lors de la préparation du budget 1991.

« Ce qu'a fait le gouvernement dans cette loi de finances, c'est vraiment le minimum qu'il pouvait faire, même avant la crise », a-t-il déclaré le jeudi 13 septembre sur

Europe 1. M. Perigot affirme pourtant que « ce gouvernement, et il faut l'en féliciter, a choisi de miser sur l'économie, sur l'entreprise ». Du reste, a-t-il ajouté, « depuis qu'on a laissé les entreprises « un peu respirer, la croissance est repartie, on a créé des emplois et la France a retrouvé une position qui est bien meilleure que celle qu'elle avait avant ».

Un établissement public chargé de gérer les voies d'eau

Conformément aux décisions du conseil interministériel du 17 janvier dernier, l'Office national de navigation sera transformé en établissement public industriel et commercial ayant toutes compétences sur l'exploitation, l'entretien, la modernisation et l'extension des voies navigables françaises. Cet établissement devrait être baptisé France-Voies navigables et entrer en fonctionnement le 1^{er} janvier 1991.

Le projet de loi de finances pour 1991 transfère à cet organisme, en contrepartie, toutes les ressources budgétaires correspondantes, auxquelles s'ajoutent — une taxe assise sur le tonnage cube prélevable ou rejeta dans les cours d'eau ainsi qu'un péage sur les transporteurs de marchandises ou de passagers et les propriétaires de bateaux de plaisance.

Ces nouvelles recettes rapporteront en année pleine 400 millions de francs, dont EDF acquittera 300 millions. Au total, France-Voies navigables disposera, en 1991, d'un budget de 736 millions de francs, en croissance de près de 57 % par rapport au budget en cours, qui s'élevait à 469 millions. En matière de crédits d'investissement, l'enveloppe passera de 273 millions en

1990 à 537 millions de francs en 1991. Ce remembrement des compétences et des moyens financiers dans le domaine fluvial est une véritable révolution voulue par le chef de l'Etat, le premier ministre et le secrétaire d'Etat aux transports, M. Georges Sarre. Il a été mis en forme de loi de façon étonnamment rapide. Il accélérera singulièrement la modernisation des canaux de France en vieux états.

Des travaux sont d'ores et déjà engagés entre Bray-sur-Seine (Seine-et-Marne) et Nogent (Haute-Marne), entre Niffer (Haut-Rhin) et Mulhouse. Le contournement du pont de Mâcon en cours de réalisation par la Compagnie nationale du Rhône, le dragage de la Saône sur 150 kilomètres jusqu'à Saint-Symphorien et la destruction prochaine d'un affleurement de rocher près d'Arles qui limitait à 1 300 tonnes la capacité des cargos fluviaux maritimes prêtent à l'évidence la liaison Rhône-Rhin. Mais France-Voies navigables devra se prononcer sur d'autres investissements, comme la liaison Seine-Nord, afin de relier la France aux réseaux à grand gabarit européen.

AL. F.

Evolution des emplois publics

	Effectifs 1990	Effectifs 1991	Evolution en pourcentage et en nombre
I. EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENTS SCOLAIRE ET SUPERIEUR	1 027 268	1 040 122	+1,3% (+12 854)
II. JUSTICE	63 823	66 040	+2,3% (+2 217)
III. AUTRES BUDGETS			
Affaires étrangères et coopération	11 927	11 925	0 %
Agriculture et forêt	29 537	29 552	0,1 %
Culture et communication	12 256	12 256	-0,3 %
Economie, finances et budget	179 285	179 210	0 %
Equipement, logement, transports	124 969	124 133	-0,7 %
Intérieur (hors appelés)	157 678	158 080	0,3 %
Services du premier ministre	2 476	2 582	4,3 %
Solidarité, santé et protection sociale et travail, emploi et formation prof.	24 504	24 442	-0,3 %
Autres budgets divers	20 558	20 381	-1,1 %
Dépenses (hors appelés)	430 819	428 718	-0,4 %
Budgets annexes	865	869	+0,5 %
TOTAUX (III)	994 792	992 139	-0,3% (-2 653)
TOTAUX (I+II+III)	2 075 843	2 087 301	0,6% (+11 458)

Emplois non budgétaires des établissements publics de la recherche	53 878	54 343	+0,9% (+465)
--	--------	--------	--------------

Concours budgétaires aux entreprises publiques

(en millions de francs)

Entreprises	1990	Projet de loi de finances pour 1991
ENERGIE		
EDF	6 988	6 923
TRANSPORTS		
SNCF	20 675	21 298
RATP	3 959	4 312
Sous-total	24 634	25 610
CHARGES DE RETRAITE		
SNCF	12 942	14 208
CANSSM (1)	8 832	8 568
SEITA	488	488
Sous-total	20 361	21 264
DOTATIONS EN CAPITAL	4 700	4 400 (2)
TOTAL GENERAL	56 683	58 187
Progression en pourcentage		2,67 %

(1) Régime de retraite des mineurs de Charbonnages de France.
(2) A ce total s'ajoute une somme de l'ordre de 300 millions de francs représentant le produit de la plus-value enregistrée par l'Etat à l'occasion de la vente des titres de Chapelle-Darblay détenus par la Sopar.

En hausse de 2,7 % par rapport à 1990

Le projet de budget militaire prévoit des abandons ou des réductions de programmes d'armement

D'un montant de 194,6 milliards de francs, le projet de budget de la défense pour 1991, s'il maintient l'effort financier au profit de l'arsenal nucléaire, fait apparaître une série de choix nouveaux en matière d'armements classiques, à savoir l'abandon du projet Orchidée d'hélicoptère porte-radar au service de l'armée de terre et la réduction des commandes de Mirage 2000 pour l'armée de l'air, ainsi que la limitation à deux du nombre des régiments de lance-roquettes.

Tel qu'il a été approuvé par le conseil des ministres du mercredi 12 septembre, le projet de budget militaire pour l'an prochain s'élève à 194 548 millions de francs (238,5 milliards de francs avec les pensions), soit une augmentation de 2,69 % par rapport aux crédits accordés en 1990 aux armées.

A quelques francs près, le gouvernement a donc maintenu l'enveloppe financière qu'il avait arrêtée à la fin de juillet (le Monde des 22

et 23 juillet), avant la crise dans le Golfe.

Cette somme se répartit entre deux catégories de dépenses : le fonctionnement des armées (les soldes et charges sociales, les crédits d'entretien et d'entraînement) à hauteur de 91,4 milliards de francs, et l'équipement des armées (les études, le développement et la fabrication des matériels nucléaires et classiques) pour 103 148 millions de francs. L'ensemble de ces évaluations pour 1991 est exprimé en crédits de paiement.

Près de dix mille emplois supprimés

En hausse de 4,64 % par rapport à 1990, les dépenses de fonctionnement consacrent environ 2 137 milliards de francs à l'amélioration de la condition militaire. Le plan de revalorisation décrété l'an dernier représente, à lui seul, un engagement financier de 866 millions de francs. A quoi il faut ajouter l'augmentation de l'indemnité pour charges militaires (330 millions de francs) attribuée aux cadres, la hausse du montant du prêt des appelés (300 millions de francs)

avec la création d'une allocation spéciale de 300 francs délivrée à chacun à la fin de son service, l'application aux militaires du protocole Durafor dans la fonction publique, et des mesures pour les personnels civils (80 millions de francs).

Cette revalorisation de la condition militaire s'accompagne d'une déflation des effectifs, surtout sensible dans l'armée de terre. Au total, le ministère de la Défense devra, en 1991, se séparer de 7 000 postes d'appelés du contingent, 1 500 emplois civils et 1 250 postes de cadres d'active et engagés.

Seule la gendarmerie sera autorisée à recruter (1 000 emplois, dont 250 gendarmes auxiliaires), ainsi que la Direction générale de la sécurité extérieure (200 postes).

Des choix en matière d'équipements classiques

Le ralentissement des crédits de la défense pour 1991 se marque d'abord dans le domaine de l'équipement. Alors que la programmation militaire 1990-1993 prévoyait d'allouer l'an prochain 109,2 milliards de francs à la

défense, l'enveloppe retenue par le gouvernement pour l'équipement des armées s'élève à 103 148 millions de francs, soit une hausse de 1,03 % par rapport au même budget de 1990. L'amputation envisagée au début de cet été a donc été maintenue après la crise du Golfe.

Dans le domaine nucléaire, les grands programmes demeurent, comme la rénovation du sous-marin stratégique le Foudroyant, la continuation du programme du nouveau sous-marin lance-missiles le Triomphant ou celle des missiles nucléaires préstratégiques Hades, qui entreront en service en 1992 dans l'armée de terre. De même, les projets spatiaux (satellite Hélios d'observation et satellite Syracuse de communications) devraient recevoir des crédits en hausse de 2,4 % environ.

En revanche, certains programmes d'armement classique sont ou supprimés ou réduits. Supprimé, comme attendu (le Monde du 9 août), le projet Orchidée d'un hélicoptère Super-Puma qui embarque un radar de surveillance du champ de bataille : vingt « machines » de ce type seraient dû être commandées par l'armée de

terre à hauteur, au total, de 7,4 milliards de francs. Réduits, les achats d'avions Mirage 2000 de défense aérienne (vingt-quatre appareils, sans compter huit Mirage 2000 N aptes à l'emploi du missile nucléaire préstratégique ASMP), et limités les commandes de lance-roquettes multiples LRM (de quoi équiper deux régiments d'artillerie, au lieu de trois, puisque l'armée française n'aura plus que deux corps d'armée).

Des achats à l'étranger

Pour le reste des grands programmes d'armement classique, on ne devrait pas enregistrer de changement notable. Le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, l'avion de combat Rafale, le char de bataille AMX-Leclerc, les patrouilleurs maritimes Atlantique-2, la frégate anti-aérienne Jean-Bart, les quatre avions-radar AWACS ou les sous-marins nucléaires d'attaque de nouvelle génération (comme l'Améthyste) continueront de bénéficier des crédits prévus.

Dans un message adressé aux armées, le ministre de la Défense,

M. Jean-Pierre Chevènement, avertit : « La France ne pourra plus à l'avenir fabriquer 96 % de ses armes. Elle devra de plus en plus se développer des coopérations, soit se résoudre à des « achats sur étranger », à l'étranger ».

Ainsi, dès 1991, on en aura un avant-goût, avec notamment l'acquisition de deux nouveaux avions-cargos lourds C-130 Hercules aux Etats-Unis et celle de six avions-cargos légers CASA-Nurtanio 235 construits par l'Espagne et l'Indonésie.

Cet avertissement de M. Chevènement pourrait avoir un autre sens, avec l'abandon par la France de son système national Orchidée de surveillance du champ de bataille. On peut, en effet, imaginer une solution extérieure de remplacement, qui serait un abandon — comme c'est déjà le cas auprès des instances alliées de défense aérienne à longue distance en Europe — des Français au système équivalent JSTAR mis au point par les Etats-Unis. A l'origine, Orchidée devait être rendu interopérable (capable de travailler ensemble) avec JSTAR.

JACQUES ISNARD

150 من المليون

AFFAIRES

Les banques centrales dans la construction européenne

La Banque se fera construire un palais proportionné à la grandeur de son établissement et à la magnificence de la ville de Paris, stipulent les statuts de la Banque de France du 16 janvier 1808. Près de deux cents ans après, un gouverneur nouvellement nommé à qui l'on proposait de rajouter quelques tableaux sur les murs de l'hôtel de la Vrillière émit la remarque que la décoration était déjà « très finie ».

« Très finie », l'expression s'applique bien à la Banque de France. L'institut d'émission compte aujourd'hui 17 000 employés, 222 comptoirs - les succursales - et pas moins de 16 types d'activités différentes, les métiers.

Ceux-ci vont de la conception de la politique monétaire à la fabrication de billets, en passant par l'élaboration de statistiques et d'études, l'animation du réseau, ou la surveillance du système bancaire. Parmi les banques centrales européennes, l'institut de la rue de la Vrillière est l'un de ceux dont le champ d'action est le plus vaste. Mais dont le cœur des activités est de plus en plus concentré.

L'action centrale de la Banque - c'est-à-dire la mise en œuvre de la politique monétaire - a beaucoup changé au cours des dernières années. Elle a évolué dans le sens d'une plus grande centralisation au gré de la transformation des instruments de régulation du crédit. Avec l'abandon de la pratique de l'escompte, de l'encadrement du crédit, et la place grandissante accordée au maintien des taux d'intérêt, l'activité première de la Banque est devenue de plus en plus concentrée aux mains de quelques services parisiens.

Cette évolution n'a pas encore touché à sa fin. L'existence de certains instruments de la politique monétaire, comme les réserves obligatoires auxquelles les banques sont astreintes et qui constituent l'un des fonds de

IV. - La Banque de France entre crise et défis

commerce de la Banque, est menacée à plus ou moins longue échéance. En dépit de cette sophistication de la politique monétaire, qui fait davantage appel à l'information qu'aux guichets, le réseau de la Banque de France (les comptoirs) n'a pas été remis en cause. Il doit simplement être « allégé » de 10 % environ au cours du plan d'entreprise 1989-1993. Officiellement, la Banque considère que les comptoirs jouent un rôle utile à travers les services financiers qu'ils offrent aux entreprises et même aux particuliers, et la connaissance du tissu industriel qu'ils procurent.

Si l'Europe est créée, le « cœur » de la Banque quittera forcément Paris. L'élaboration de la politique monétaire, la gestion des réserves internationales, le service des changes seront transférés au « centre » c'est-à-dire au système européen de banques centrales, ou disparaîtront de fait. D'autres, comme les études, les statistiques, le suivi de la politique monétaire, la centrale des bilans, ou le traitement du surendettement resteront à Paris.

« La politique monétaire unique n'empêche pas le travail des banques centrales nationales. Même si c'est la même chose d'émettre des francs ou des marks, la Banque de France continuera à gérer les francs », explique l'un des responsables du gouvernement de la Banque. « La liquidité n'est jamais exactement la même sur les différents places financières internationales, de même que le prix de l'escrow à la pompe n'est pas le même à Royan qu'à Lyon », ajoute-t-il. L'institut d'émission français deviendrait donc une banque régionale, comme le sont les 12 organismes du système de réserve

fédérale américain ou mieux encore, selon les responsables de la rue de la Vrillière, les 11 instituts fédérés allemands (bien sûr 16 avec ceux de RDA).

Ce qui reste en suspens, ce sont les activités « périphériques » qui posent le problème général de la définition des missions de la banque. Victime d'une grève de son personnel particulièrement longue et dure, qui alla jusqu'à la séquestration de l'un des sous-gouverneurs, la Banque de France a commencé, en 1987, à réfléchir sérieusement à son avenir (lire ci-contre). Le plan d'entreprise 1989-1993 esquisse plusieurs projets, mais laisse d'importantes questions sans réponse. En regardant à long terme, le réseau doit-il continuer d'exister ? Les responsables de la Banque remarquent que la Bundesbank possède également un vaste réseau. « C'est justement l'une des faiblesses de l'institut allemand », rétorque un cadre. Selon lui, l'avenir est mal préparé, et le plan d'entreprise n'est qu'un « coup d'épée dans l'eau ». Une réflexion paraît s'imposer également sur la supervision du système bancaire, la gestion de la centrale du bilan des entreprises, ou les services d'études, qui seront forcément affectés même positivement par la création d'une unité centrale européenne.

Indépendamment de la « magnificence de la ville de Paris », la « grandeur de l'établissement » Banque de France à l'horizon d'une dizaine d'années, une fois l'union monétaire européenne mise en place, est encore difficile à apprécier. Elle dépendra sans doute du fruit des réflexions menées sur les missions de la Banque. Une chose est sûre. Après le démantèlement du ministère de l'économie et des finances, ceux possédant d'un certain nombre de banques dans une vaste « cité financière » à l'autre bout de Paris, la Banque de France restera, au moins dans son symbole, la grande institution financière au centre de la capitale.

FRANÇOISE LAZARE

Des gouverneurs à l'indépendance tatillonne

Les différents « patrons » de l'institut d'émission se sont fait une spécialité des déclarations musclées et soignent leur image de gardien de l'orthodoxie monétaire



Pour le gouverneur de Larosière, une mission primordiale : « Veiller sur la monnaie et le crédit ».

Ly a une caractéristique peu connue à la Banque de France que les autres banques centrales ne connaissent pas : le gouverneur prête serment de faire son devoir en conscience. S'il est un homme d'honneur et qu'il se trouve privé des moyens de faire son devoir, il doit partir. Cette profession de foi, initialement écrite par le décret du 6 décembre 1985 par M. Michel Camdessus, gouverneur à l'époque, en réponse à une question d'un journaliste sur le projet, nourri par l'opposition de l'époque à l'initiative de Charles Pasqua de rendre « indépendante » la Banque de France.

M. Camdessus avait ajouté qu'à son avis aucune banque centrale n'est absolument indépendante ni dépendante. Néanmoins, estimait-il, « le trône que la loi, relativement récente (3 janvier 1973), qui fixe le statut de la Banque de France me donne une indépendance suffisante. A l'étranger, on dit qu'il n'est pas stipulé clairement que la Banque de France doit défendre la monnaie et que le gouverneur a un statut précaire (il est révocable ad nutum). Si les pouvoirs publics veulent dire clairement que la Banque doit défendre la monnaie, comme il est stipulé pour la Bundesbank, j'en serais ravi. Quand un mandat est fixé par avance, pourquoi pas ? »

En quelques phrases, M. Camdessus avait résumé et, pour lui, tranché le vieux débat sur l'indépendance de la Banque de France vis-à-vis du gouvernement. Selon les textes (loi n° 737 du 3 janvier 1973), cette institution « reçoit la mission générale de veiller sur la monnaie et le crédit, dans le cadre de la politique économique et financière de la nation ». En outre, elle est « habilitée à donner des avis sur toute question relative à la monnaie. Elle contribue à la préparation et participe à la mise en œuvre de la politique monétaire arrêtée par le gouvernement ».

En théorie, ces textes, contrairement à ceux qui étaient en vigueur avant la seconde guerre mondiale, placent la Banque de France dans la dépendance de l'Etat, son seul propriétaire à l'heure actuelle. Sans doute reçoit-elle de lui une mission primordiale : « Veiller sur la monnaie et le crédit », mais elle participe à la mise en œuvre de la politique monétaire arrêtée par le gouvernement », ce qui veut dire, juridiquement, qu'en cas de conflit sur cette politique elle doit s'incliner. Au reste, son gouverneur, nommé par décret, sans indication de durée de mandat, est révocable à tout moment, bien qu'une pratique se soit développée depuis une dizaine d'années pour, dans les faits, assigner à ce mandat une durée de cinq ans. En nommant gouverneur M. de la Genière, en novembre 1979, M. Raymond Barre lui avait adressé une lettre

de mission confidentielle faisant état d'un tel mandat de cinq ans nécessaire au bon exercice de cette mission. Mais le décret de nomination n'y faisait pas référence.

Dans la pratique courante, les rapports entre la Banque de France et le gouvernement s'établissent dans un climat de considération réciproque : collaboration loyale de la part de la première et respect prudent de la part du second. Ce respect est certes plus accentué quand la situation financière du pays est mauvaise et que l'institut d'émission en vient à jouer les Cassandre et... le bailleur de fonds. Le 29 février 1992 il avait adressé une admonestation solennelle à M. Edgar Faure, président du Conseil, pour l'inciter à mettre de l'ordre dans les comptes de l'Etat, en même temps qu'étaient avancés au Trésor 25 milliards de francs de l'époque. A cette occasion, le gouverneur de la Banque de France, M. Wilfrid Baumgartner, avait prononcé cette phrase demeurée célèbre : « La France vit au-dessus de ses moyens ». Ses mises en garde entraînaient la chute du gouvernement. Celles de ses successeurs, si elle n'eurent pas le même effet, à cause du changement de régime politique, furent souvent assez « musclées » ou tout au moins d'une grande fermeté. Ainsi, M. Bernard Clappier, homme discret, n'en prévint pas moins le gouvernement de M. Jacques Chirac, en mars 1976, que le chiffre de 4 milliards de dollars constituait l'extrême limite des pertes de réserves que la Banque de France était disposée à consentir pour maintenir le franc dans le serpent européen, serpent dont il était pourtant le partisan convaincu et

l'un des pères fondateurs. Conséquence : le 14 mars 1976, le franc sortit du serpent.

Son successeur, M. Renaud de la Genière, ne cessa de prêcher la rigueur qui « frappe les entreprises et doit s'appliquer également aux finances publiques ». Tout en restant rigoureusement loyal au ministre des finances de la nouvelle majorité de gauche, M. Jacques Delors, qu'il soutint efficacement dans son difficile combat pour la défense du franc, M. de la Genière s'opposera énergiquement à toute baisse des taux d'intérêt qu'il aurait jugée peu compatible avec la santé de l'économie française. Pour lui, la baisse devait se modeler sur celle des rythmes de croissance des liquidités et sur la désinflation.

FRANÇOIS RENARD
Lire la suite page 34

La modernisation à découvert

Le climat s'est amélioré depuis la grève de 1987. Mais la modernisation est délicate à mettre en œuvre.

MEME les plus vénérables institutions ont leurs crises. La grève confit de la fin 1987 avait donné à la Banque de France l'image d'une entreprise bloquée, au personnel mal dans sa peau malgré les avantages d'un statut que beaucoup lui envient. Le « plan d'entreprise », vaste opération de modernisation et de motivation des 17 000 salariés, lancée à la suite de ces renouveau, n'a pas fait l'unanimité parmi les syndicats. En revanche, il a indiscutablement permis de clarifier les débats. La direction de la banque ne s'en cache pas : il s'agit désormais d'« adapter les règles du jeu social ». Dans la concertation, certes, mais sans perdre de temps.

Cette modernisation a affronté un premier test en début d'année lorsque la fermeture de vingt-deux comptoirs locaux, sur un total de deux cent trente-trois, a été entamée. Test apparemment réussi : les agents statutaires des onze premiers comptoirs ont été reclassés en priorité sans trop de difficultés. Les soixante-dix salariés non statutaires (des gardiens-veilleurs essentiellement) ont bénéficié d'un plan social jugé « correct » par les représentants du personnel (trente ont été reclassés, vingt-deux mis en retraite et pré-retraite et quatorze ont été licenciés). M-1991 dix autres succursales seront fermées à leur tour.

Parallèlement, la Banque de France a poursuivi la réorganisation de la fabrication de billets et confié au cabinet Raymond Poulain un audit qui vise à mieux répartir les fonctions des cadres et à classer les emplois. Plus généralement, on réfléchit depuis quelque temps rue de la Vrillière à une éventuelle modification des modes de recrutement. En effet, le recours exclusif à des

concours, outre qu'il apparaît comme facteur de monolithisme, cadre mal avec la multiplicité des métiers que recouvrent les activités de la banque. Enfin, un système d'intéressement des salariés est en préparation.

En dépit de réticences « le projet d'entreprise nous a été imposé », assure M. Patrick Macaire, secrétaire national du Syndicat national autonome (40 % des voix) de la Banque de France, car les « cent vingt nouveaux projets » de modernisation sont sur les rails. Or un facteur exogène risque de ralentir la cadence. Confiée à la Banque de France, la gestion des dossiers des ménages surendettés ne facilite guère la gestion du personnel et révèle le mécontentement des syndicats.

Cinq cents intérimaires

« La Banque ne parvient pas à faire face à ce surcroît de travail, mais la direction n'a accepté que de maintenir les effectifs en 1991 alors que ceux-ci diminuaient de 1,5 % chaque année. Les heures supplémentaires lui ont coûté 28 millions de francs en 1989 et ont encore augmenté cette année », déplore M. Macaire. Selon lui, le traitement des cas de surendettement, donne des résultats peu probants.

Au gouvernement de la banque, on ne nie pas les difficultés liées à la profusion des affaires de surendettement mais on refuse ce pessimisme. Au 31 août, 64 308 dossiers ont été ouverts : 46 107 ont fait l'objet d'un premier examen de recevabilité devant la commission et 10 989 ont été traités. Parmi ces derniers, 3 888 ont abouti à la signature d'un accord et 7 101 se sont soldés par un désaccord. « Ces affaires sont complexes et mettent en cause plusieurs établissements. La procédure amiable est, de ce fait, longue et les dossiers ne peuvent se régler du jour au lendemain », soulignent les dirigeants de la Banque qui insistent sur les efforts qui ont été consentis.

Actuellement, mille personnes sont « sur le pont ». Soixante-quinze cadres nouvellement embauchés ont été dépêchés dans des comptoirs locaux pour suivre les dossiers, quatre-vingt-dix agents des services centraux ont été affectés en « intérim de longue durée » pour la même tâche et les postes de secrétaire-comptable ont été accrus de quatre-vingt-neuf unités. La banque a dû également parer au plus pressé en faisant appel à des intérimaires. Leur nombre devrait atteindre cinq cents mais la direction s'est engagée auprès des syndicats à ne plus utiliser de personnel « précaire » au-delà du 1^{er} janvier prochain, ce qui risque d'ailleurs de la placer en position délicate dans quelques mois. Par ailleurs, des stagiaires étudiants, rémunérés au SMIC, sont mis à contribution. Cette mobilisation générale risque, reconnaît-on implicitement à la direction, de « perturber » le bon déroulement du plan d'entreprise.

JEAN-MICHEL NORMAND

Du pain sur la planche (à billets)

Papetier, peintre, imprimeur, gardien, pompier, cadre commercial... on trouve aussi ces professions à la Banque de France. Car émettre la monnaie n'est pas seulement une fonction théorique. Les billets doivent être fabriqués, et s'ils peuvent être vendus, tant mieux. La Banque de France, c'est aussi trois établissements consacrés à la fabrication des billets, qui emploient plus de deux mille salariés et exportent une partie de leur production. Donc une moyenne entreprise industrielle de taille déjà importante. A deux différences près : les ouvriers y sont pratiquement des fonctionnaires, d'une part, ce qui n'est pas toujours facile lorsqu'il est question de productivité et de modernisation. La Banque de France est toujours là, d'autre part, pour consolider le bilan en fin d'année.

Le directeur commercial de la fabrication des billets, il y a deux ans encore, travaillait chez Renault Véhicules Industriels. Il vend aujourd'hui le savoir-faire à la production de la Banque de France. Si, à l'échelle de l'institut d'émission, 5 % des cadres seulement font l'objet d'un recrutement extérieur, c'est-à-dire hors

concours, ici, c'est le cas pour 50 % d'entre eux.

Le marché mondial du billet de banque est vaste. Mais la Banque de France subit la concurrence féroce de la société britannique De la Rue, qui détient 70 % du marché « libre » du billet, c'est-à-dire celui des pays qui sous-traitent leur émission de monnaie fiduciaire. Deuxième obstacle, la Banque ne peut ou ne veut s'implanter partout. Certains pays d'Amérique latine à inflation galopante paraissent particulièrement prometteurs à première vue. « Mais ils achètent les billets au kilo, plutôt qu'en fonction de leur créativité », estime un cadre de la fabrication des billets. Or la Banque de France est plutôt armée pour une production haut de gamme, en quantité relativement restreinte. Par ailleurs, certains Etats font de la fabrication de leurs billets une activité stratégique qu'ils se gardent bien de rendre accessible aux étrangers. Encore que dans ce domaine, les situations évoluent vite. La Banque de France négocie actuellement avec le Vietnam, et la Hongrie s'appareille à adhérer à l'organisation internationale des fabricants

de billets (Bank-Note Printers Conference). Sur les marchés étrangers ainsi ciblés, la Banque de France mûrit la création et la commercialisation, mais soustrait actuellement l'impression des billets auprès de la firme Oberthur. Car la France absorbe entièrement sa capacité de production annuelle de 700 millions de billets, qu'elle espère monter à 1,4 milliard dans quelques années.

En attendant « Saint-Exupéry »

La banque doit constamment renouveler le stock de billets existants, et préparer de nouvelles gammes. Les billets de 100 et 200 F s'usent relativement peu, car ils passent le plus souvent directement du distributeur à la caisse du commerçant, puis aux banques, et reviennent à l'institut central tous les quatre mois environ.

« Nous avons une circulation de bonne qualité des billets de 100 F et 200 F, avec une bonne circulation des 500 F - mais parce que les 500 F passent une partie de leur temps sous les matelas ou dans les lessiveuses

- et une circulation mauvaise des billets de 50 F et 20 F, car ils ne reviennent à la Banque de France que lorsque vraiment ils sont à bout de souffle et que ce sont pratiquement des chiffons que la public refuse », constate M. Destresse, directeur général de la fabrication des billets. La Banque de France ne va pas jusqu'à s'offrir le luxe de ne remettre en circulation que des coupures neuves, comme le fait la Banque du Japon.

D'ici à 1998, la gamme des billets français doit être entièrement renouvelée. On commencera l'an prochain par celui de 50 F, le « Saint-Exupéry ». L'usine de la Banque de France à Chamalières tournera donc au moins encore quelques années « à pleine capacité ». Les syndicalistes de la Banque considèrent pour leur part que l'entreprise « n'est pas à même de répondre à la demande ».

Et la monnaie unique européenne ? La Banque de France ne s'en inquiète pas. Que ce soient des francs, des écus, ou toute autre monnaie, on aura toujours besoin de billets en Europe. Et les machines sont là pour servir...

F. L.

Nous publions cette enquête dans le cadre de notre série « Les banques centrales dans la construction européenne » (voir Le Monde des 11 septembre - Banque d'Italie - 12 septembre - Banque des Pays-Bas - 13 septembre - Banque d'Angleterre). Demain dans le cahier Economie du quotidien : la Bundesbank.

Les conflits entre la condamnation et la compréhension

Le COT en France...
Le COT en France...
Le COT en France...

Le GIP n'est pas du tout rassuré

Le GIP n'est pas du tout rassuré...
Le GIP n'est pas du tout rassuré...

Un établissement public chargé de gérer les voies d'

Un établissement public chargé de gérer les voies d'...
Un établissement public chargé de gérer les voies d'...

des abandons d'armement

des abandons d'armement...
des abandons d'armement...

Jean-Claude Meyer et le grand retour de Rothschild et Cie en Europe

Derrière la plus grosse OPA lancée cette année, celle de Philip Morris sur Jacobs Suchard, on retrouve le nom d'une grande maison fort discrète et celui d'un associé-gérant encore plus discret

FINIES LES OPA ? Pas si sûr. Une grande opération de ce type (bien qu'amicale) s'est conclue cette semaine dans l'indifférence presque générale des financiers, trop occupés à suivre les errements boursiers. Philip Morris, numéro un mondial des biens de grande consommation, vient en effet de boucler son OPA sur la multinationale suisse de l'agroalimentaire Jacobs Suchard. Une acquisition de près de 4 milliards de dollars, menée fort discrètement mais sans heurt par Rothschild et Cie, la banque d'affaires de David de Rothschild.

Si dans la salle du conseil de ce qui est devenu la deuxième banque d'affaires de Paris (derrière l'éternel concurrent Lazard Frères et Cie), on se plaît encore à montrer au visiteur, entre de beaux portraits des fondateurs, quelques lettres manuscrites de clients prestigieux, comme Victor Hugo ou Marcel Proust, la société de David de Rothschild est désormais bien installée sur les marchés du futur. Certes, de la maison de la rue Laffitte, il ne reste que quelques gravures au mur des bureaux modernes d'aujourd'hui et la nationalisation de 1982 semble une blessure jamais vraiment cicatrisée, mais la centaine de personnes qui s'activent rue Rabelais ne perdent pas leur temps. Toujours expert en gestion de fortune, Rothschild et Cie est maintenant une des grandes européennes dans le domaine des fusions-acquisitions. En 1990, elle aura réalisé pour environ 7 milliards de dollars de transactions, dont, bien sûr, la belle opération Philip Morris-Jacobs Suchard.

Derrière ce mariage d'argent, comme toujours dans ces cas-là, on trouve un marié bien dans la lignée des grands banquiers d'affaires traditionnels : Jean-Claude Meyer, cinquante-cinq ans, qui a également cette année conseillé le groupe Pinaut pour la vente de Chapelle-Darblay à Kymmen.

L'homme n'a rien d'un golden boy excité. Parant de lui comme à contre-cœur, on sent dans ses propos la lon-

gue habitude des affaires discrètes menées en petit comité entre gens de bonne compagnie. Ce « sciences-po » licencié en droit (et en lettres) a commencé sa carrière avec Jérôme Monod à la DATAR, lorsque, au début des années 70 il fallait attirer les capitaux étrangers en France. En 1976, il entra chez Lazard Frères, où il fut en charge des affaires internationales aussi bien en Europe qu'en URSS, aux États-Unis et au Brésil. Nommé gérant en 1986, il devait quitter cette maison au début de l'année 1989 pour rejoindre David de Rothschild. « J'aime les petits commandos », explique-t-il comme pour justifier le choix qu'il a fait d'entrer dans une banque où il se retrouve parmi cinq associés-gérants seulement (dont David de Rothschild lui-même et Jean-Charles Naouri) et où l'esprit d'équipe semble souffler.

Des succès européens

Connaissant depuis plusieurs années les dirigeants de General Foods-Kraft (rappelons que Philip Morris a acheté ces deux géants de l'agroalimentaire en 1985 et 1988), il les a mis en contact avec ceux de Jacobs Suchard, à la recherche d'une alliance. Les discussions progressaient rapidement, le 22 juin dernier les deux parties annonçaient qu'elles optaient pour une opération d'acquisition.

Restait à mettre en œuvre les « détails » de l'OPA amicale. Jean-Claude Meyer souligne que l'affaire fut menée, chez Rothschild, par une toute petite équipe : trois personnes à Paris (dont Jacques Jettin, autre associé-gérant) et autant chez Rothschild Bank AG à Zurich. Si sa maison a été choisie pour mener à bien cette opération c'est en partie, selon lui, parce qu'elle est solidement implantée sur les principales places financières d'Europe et, en premier lieu, en Suisse, puisque le groupe Jacobs Suchard est suisse.

Ce succès — intervenant après le LBO sur Sicil, la vente de Techpac,

l'achat par Poliet de BBB Industries ou celui de Pathé par les Chargeurs — fait de Rothschild et Cie, à nouveau, un des principaux noms qui comptent dans la finance française. Epaulée par N.M. Rothschild à Londres et son puissant réseau (voir « Le Monde affaires » du 1^{er} juin 1990), la maison de la rue Rabelais peut désormais s'appuyer sur des sources européennes uniques sur leur marché en Espagne ou au Portugal (banques dont Jean-Claude Meyer est administrateur), comme en Italie, où seule la Mediobanca joue vraiment le même rôle.

Jean-Claude Meyer ne se laisse cependant pas griser par son succès, on s'en doute. Il observe froidement que le marché américain des fusions-acquisitions a chuté considérablement (125 opérations de plus de 100 millions de dollars cette année contre 375 l'an dernier) et que si le marché européen semble atteindre une taille importante (350 milliards de dollars depuis 1985), il s'agit de transactions de plus en plus modestes.

A preuve : depuis le début de l'année, les fusions-acquisitions impliquant des européens ont totalisé 86 milliards de dollars contre 107 milliards de dollars pour les huit premiers mois de 1989. Sachant que la concurrence entre banques est de plus en plus vive pour diriger ce genre d'opérations, Rothschild et Cie va devoir faire preuve de beaucoup d'imagination et se servir au mieux de son réseau. Deux tendances optimistes redonnent cependant le sourire à Jean-Claude Meyer : à court terme, les turbulences boursières rendent bon marché un grand nombre d'entreprises cotées et, à moyen terme, les investisseurs japonais semblent s'intéresser de plus en plus aux firmes du Vieux Continent (l'achat d'ICL par Fujitsu et les prises de participation dans Hugo Boss et Laura Ashley en témoignent). La maison de la rue Rabelais ne saurait rester longtemps à l'écart de telles opportunités.

DIDIER POURQUERY

La nouvelle jeunesse de Daniel Hechter

A l'exception d'une petite culotte hyperréaliste signée Kacera qui sèche sur un mur, tout est plutôt sage au rez-de-chaussée du 31, rue Tronchet, l'une des deux nouvelles boutiques parisiennes de Daniel Hechter. La surprise n'en est que plus grande lorsqu'on arrive à l'étage. Un savant désordre règne dans cette espèce de loft où pourrait vivre quelque artiste de renom (Hechter lui-même ?). Des malles de voyage et des tiroirs entrouverts apparaissent vestes, chemises et cravates. Le visiteur peut s'enfoncer dans un corset en fauchant le *Beatus Book*. De guerre lasse, de Françoise Sagan, on regarde la télévision. Les clients « sympas » sont même invités à s'asseoir au bar pour prendre un verre. Et partout on baigne dans Prévart, avec des recueils de poèmes « négligemment » jetés, au décrochage-moi-ça, parmi les piles de vêtements, ou encadrés sur les murs des cabines d'essayage. Les boutiques des rues Tronchet et François-I^{er} (au coin de la rue Quentin-Bauchard), toutes deux inaugurées pendant l'été, sont les deux vitrines d'un nouveau monde merveilleux : celui de Daniel Hechter 90.

les boutiques de Paris, à l'exception d'une, sont rachetées. Le courriel s'est donné deux ans pour les faire ressembler à ses deux nouveaux « lieux » de la rive droite.

Karen Hechter, vingt-six ans, entrée dans le groupe il y a sept ans pour diriger successivement les accessoires féminins, la décoration, la lingerie, est, avec son père, le principal artisan de cette opération rajustement. « Notre nouvelle ligne ? Pure et dure. Nous ne laissons plus rien passer qui puisse nuire au nom de Daniel Hechter. » La remarque concerne les boutiques sous franchise, mais aussi la maison elle-même, coupable, selon la directrice de la communication, d'un certain manque de positionnement. Dans le stylo comme le vêtement, la firme oscillait sans cesse, ces dernières années, entre luxe et grande diffusion. « Notre produit est désormais parfaitement calé. Nous ne serons jamais ni une grande surface ni Christian Dior. Notre place est entre les deux... plus près de Dior, bien sûr. »

Mes concurrents : Sony et le Club Med

Pour imposer cette nouvelle ligne, la société s'est dotée de jeunes cadres telles Karen Hechter, mais aussi Tamara Aydan, vingt et un ans, responsable de la boutique Tronchet ainsi que de la formation des nouveaux directeurs de boutiques.

Un des nouveaux grands projets de la maison au moins à des ans d'échéance. Le lundi 28 mai, Hechter était à Varsovie pour présenter sa collection à l'Hôtel International Victoria. Une première boutique ouvre en janvier à Varsovie. D'ici l'automne ou l'hiver prochain, une autre boutique devra ouvrir à Berlin-Est. D'autres sont annoncées par la société à Sofia, Budapest et Moscou. « L'essentiel est d'être là les premiers. Nous gagnerons de l'argent, mais dans dix ans. »

Ce second souffle est attribué par l'entourage du créateur au fait qu'il a renoncé (« Enfin ! », commentent ses proches) au football. En janvier dernier, il abandonnait la

direction du Racing Club de Strasbourg pour cause de mésentente avec certains partenaires locaux. Dernier épisode dans une longue histoire d'amour déçue avec le foot. Il y a une dizaine d'années, acclamé à la tête du Paris-Saint-Germain, il s'était vu piégé dans une affaire de « caisse noire » et contraint d'assumer le rôle de bouc émissaire.

De nouveau, tout semble sourire à Daniel Hechter. Jusqu'à la mode : avec le retour des sixties et des seventies, Hechter, qui inventa le prêt-à-porter au début des années 80, se sent particulièrement dans son élément. Après les années 80, véritable décadence purgatoire pour les stylistes de sa génération, qui assistaient, impuissants, au triomphe des jeunes créateurs, il aborde ces « seventies » avec vingt ans d'avance — littéralement — sur eux-ci. Mieux que quiconque, il en connaît les subtilités et aussi les écueils. « Nous sommes passés de la société de consommation à une société de service. Un vendeur ne peut plus faire acheter à une cliente trois robes qu'elle ne mettra jamais, en lui expliquant que c'est la mode. Il doit la conseiller. Il y a vingt-cinq ans, une jeune femme consacrait 80 % de son budget à sa garde-robe et à sa beauté. Aujourd'hui, à la place, elle exhibe des meubles, un magnétoscope, un billet pour les Antilles. Mes concurrents directs ne sont ni Montana, ni Mugler, ni Gaultier, mais plutôt Sony et le Club Med. »

D'où la dernière idée-clé de Hechter 90 : offrir à ses clients non plus des vêtements, du linge de maison et des stylos, mais un environnement complet. « J'étudie actuellement une ligne de « prêt-à-travailler » : des bureaux entièrement personnalisés, depuis les plafonds et la moquette jusqu'aux stylos et aux hommes. Seulement 2 ou 3 % d'entre nous travaillent dans des conditions égrégables et qu'ils ont choisies. Les autres vivent dans ce qu'ils trouvent. Je crois que c'est une idée importante, et je suis prêt à y travailler gratuitement. »

JEAN-PIERRE CERQUANT

IL SERAIT TEMPS DE VOIR LE BÉTON AUTREMENT.



Janni Balag - Rhône

سلا من الراس

AFFAIRES

Selon les Américains, Bull entre dans une zone à risques

Le groupe informatique français éprouve quelques difficultés à maîtriser sa croissance outre-Atlantique. Mais il n'a pas dit son dernier mot

SAN-FRANCISCO

correspondance

« L y a cinq ans, nul ne misait sur notre survie », raconte Francis Lorentz, le président de Bull, qui poursuit : « Aujourd'hui, notre présence en Amérique nous permet d'écarter au niveau international... »

John Frank, le patron de Zenith. Mais Bull a acquis une expertise qui se vide à vue d'œil. Portée par des contrats militaires et une ligne de micro-ordinateurs portables de haute qualité, la firme s'est reposée sur ses lauriers... »

promotion commerciale dès 1987. à un moment crucial. Cette année-là, une nouvelle génération de microprocesseurs, les 386, commence à dominer le métier. En outre, alors que le marché mûrit, la création d'une image de marque devient aussi cruciale que la prééminence technologique... »

Des faiblesses structurelles

La manne militaire s'achève, par saturation de la demande et à cause de la montée de la pression concurrentielle. Toshiba n'est plus banni et offre des portables de haut de gamme tandis que la concurrence du Sud-Est asiatique casse les prix pour les micro-ordinateurs standards... »

affirme un de ses concurrents. Au-delà de la stratégie de croissance externe équivoque, l'équation américaine de Bull SA laisse apparaître des faiblesses structurelles, auxquelles s'ajoutent des paramètres peu maîtrisables.

suppressions d'emplois prévues pour cet automne... de façon à doubler », conclut-il.

La méthode chirurgicale

Certes, Bull SA n'a pas dit son dernier mot. Avec plus de soixante-dix mille clients dans quarante pays et des machines dont la longévité s'élève parfois à dix ans, le groupe européen dispose encore des atouts... »

ALEX SERGE VIEUX

L'absorption de Zenith

Nonobstant les écueils de la première opération, Bull absorbe Zenith à la fin 1989. Là encore, un argument logique s'impose. Comme le souligne Michel Bloch, responsable de la stratégie chez le constructeur français, « la micro-informatique envahit toutes les autres technologies... »

Les dix premiers mondiaux

Rang 1989	Rang 1988	Sociétés	Chif. d'aff. 1989 (en milliards de \$)
1	1	IBM (E.-U.)	80,805
2	2	Digital (E.-U.)	12,936
3	4	NEC (Japon)	11,480
4	3	Fujitsu (Japon)	11,378
5	5	Unisys (E.-U.)	9,390
6	6	Hitachi (Japon)	8,719
7	7	Hewlett-Packard (E.-U.)	7,800
8	11	Groupe Bull (Fr.)	6,485
9	8	Siemens (RFA)	6,010
10	9	Olivetti (Italie)	5,573

Jeunesse de Daniel Hechter

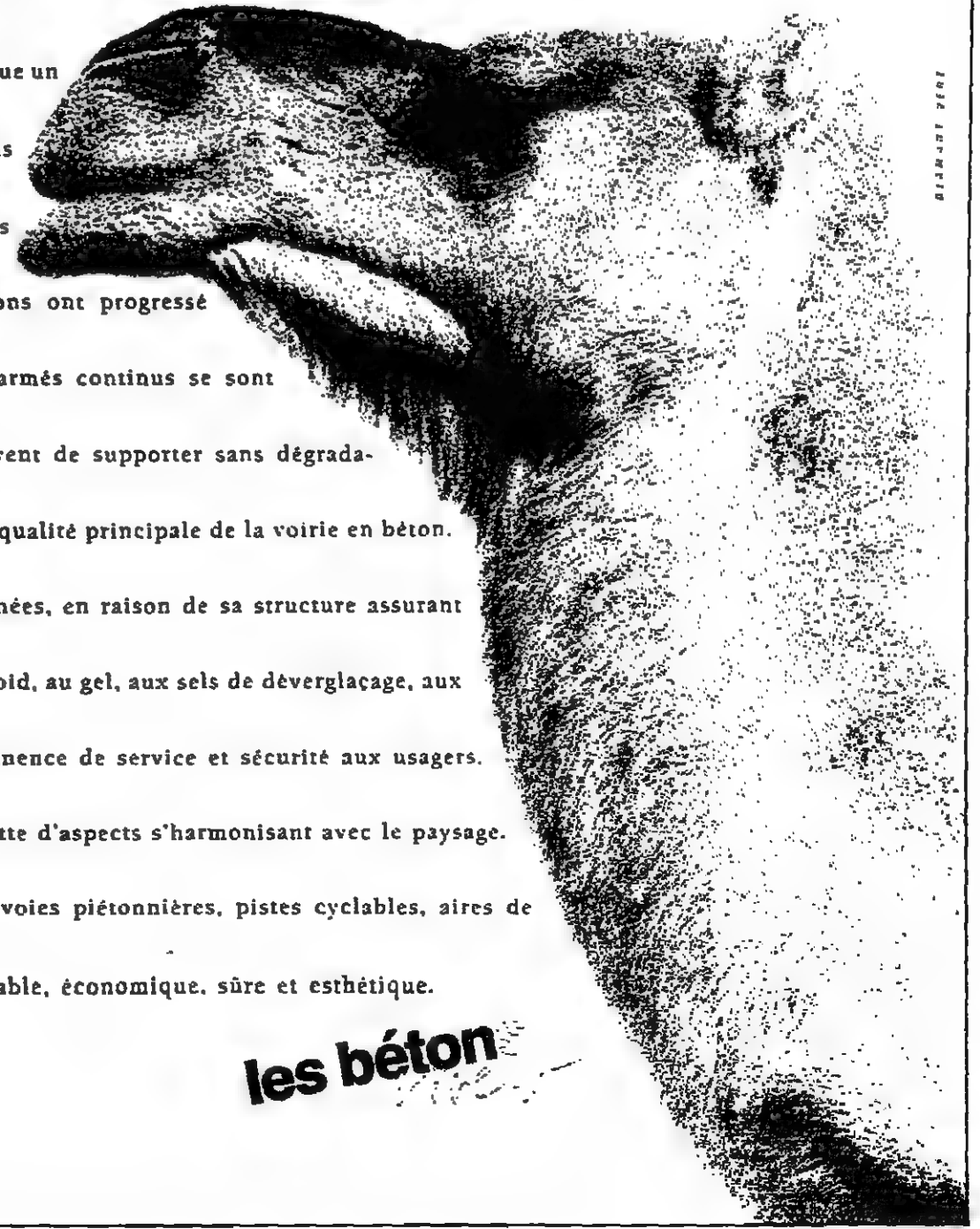
Le directeur de Paris, à l'exception de son poste de directeur, le groupe a été placé sous la direction de Daniel Hechter, 35 ans, diplômé de l'École Polytechnique, qui a rejoint le groupe en 1987. Il a été nommé directeur de la recherche et du développement, puis directeur général adjoint, et enfin directeur général en 1989. Il a été nommé directeur général de la filiale américaine de Bull, Bull SA, en 1990.

ION AUTREMENT

ET SI ON REGARDAIT LES BÉTONS ENDURANTS ?



Dire que le béton est endurant, c'est presque un pléonasm. Mais cette qualité n'était pas utilisée pleinement dans le domaine des routes. Ces dernières années, les bétons ont progressé



sur ce territoire: bétons compactés ou en dalle épaisse cloutée et bétons armés continus se sont adaptés aux différents types de voiries. Les structures de chaussées se doivent de supporter sans dégradation et pour un faible coût d'entretien les sollicitations du trafic. Là, réside la qualité principale de la voirie en béton. Elle ne nécessite pratiquement aucun entretien pendant les 25 premières années, en raison de sa structure assurant une meilleure répartition des charges et de son insensibilité à la chaleur, au froid, au gel, aux sels de déverglaçage, aux inondations ou érosions des sols. La chaussée en béton garantit ainsi permanence de service et sécurité aux usagers. Enfin, en utilisant les granulats locaux, les bétons de ciment offrent une palette d'aspects s'harmonisant avec le paysage. En ville, ils prennent de multiples coloris pour différencier les fonctions (voies piétonnières, pistes cyclables, aires de stationnement...). Ainsi, la voirie en béton constitue la solution simple, durable, économique, sûre et esthétique.

les béton

AFFAIRES

Les gouverneurs de la Banque de France

Suite de la page 31

Cette attitude fut peu appréciée par M. Pierre Bérégovoy, successeur de M. Delors. Rue de Rivoli à partir de l'année 1984, qui était un partisan résolu d'une dérive des taux d'intérêt : il ne renouvellerait pas le mandat de M. de la Genière en novembre 1984. Il ne voulait ni lui accorder cinq années de plus en raison de leurs divergences d'opinion ni le renommer pour trois ans, ce qui aurait été mal jugé, notamment à l'étranger. M. Camdessus, successeur de M. de la Genière, d'un naturel plus chaleureux et, pensait-on, plus souple, résista aux pressions de M. Bérégovoy, toujours au nom des mêmes principes.

M. Jacques de Larosière, gouverneur depuis janvier 1987, a chassé les bottes de ses prédécesseurs. Juste au moment où son ministre, M. Pierre Bérégovoy, laissait entendre que les taux directeurs de la Banque de France pourraient être abaissés dans les semaines ou les mois qui allaient suivre, il déclarait, le 17 juillet dernier, devant le Conseil national du Crédit : « La Banque de France estime que l'objectif de stabilisation du franc, tant sur le plan interne que sur le marché des changes, l'amène à maintenir, avec la vigilance nécessaire, le cours de la politique monétaire. » Cela revenait dans l'immédiat à refuser à M. Pierre Bérégovoy la diminution des taux que ce dernier souhaitait. Huit jours plus tard, le ministre laissait entendre à nouveau qu'une baisse des taux directeurs de la Banque de France allait avoir lieu et l'institut d'émission jugeait tout de même que les conditions devenaient plus propices à une baisse des taux. Mais la crise du Golfe est venue tout remettre en question.

Tous ces comportements montrent qu'à défaut d'une indépendance juridique, comme celle qui est reconnue à la Bundesbank par la constitution allemande, la Banque de France fait preuve d'une grande orthodoxie et d'une réelle fermeté, surtout lorsqu'elle peut démontrer au gouvernement que cette fermeté se concilie avec la défense du franc et la lutte contre l'inflation, argument suprême et sans recours, surtout auprès d'un ministre des finances qui en a fait sa religion.

FRANÇOIS RENARD

« **L**a bouteille en plastique a déjà une belle histoire, mais elle a surtout un formidable avenir. » Francis Olivier montre d'un geste les bâtiments qui l'entourent. Au cœur de la zone industrielle du Havre, la PME qu'il dirige, la société Sidel, joute les anciens entrepôts Lesieur, aujourd'hui laissés à l'abandon et qui ont vu naître dans les années 60 le début de ce mode d'emballage léger. A quelques mètres de là et trente ans plus tard, Sidel a créé la machine à fabriquer des bouteilles en plastique la plus rapide du monde : 36 000 bouteilles à l'heure.

Sidel est issue d'un rachat d'entreprise par les salariés (RES), emploie 340 personnes, conçoit, fabrique et commercialise une gamme de machines produisant des bouteilles en plastique pour liquides alimentaires de grande consommation, détient dans son domaine le leadership mondial, affiche un chiffre d'affaires de 610,7 millions de francs pour 1989, dont 80 % à l'exportation, occupe 40 % du marché mondial, et est présente dans 83 pays, où elle a installé 1 500 machines. Les prévisions de chiffre d'affaires pour 1990 varient entre 720 et 750 millions de francs. Régulièrement citée en exemple comme « la PME qui marche » dans le contexte économique difficile de la Haute-Normandie, la société n'a pourtant que peu à voir avec la région, et Francis Olivier avoue : « Les mondianités ne sont pas mon style. » C'est vers l'étranger que Sidel se tourne : elle détient des filiales aux Etats-Unis, au Brésil, à Hongkong et en Italie.

Tout commence en 1961 avec Lesieur, qui met en place au Havre son propre atelier de fabrication de bouteilles en plastique.

C'est l'époque de la découverte de la technique du soufflage, qui succède à celle de l'injection, utilisée depuis la Libération. Lait, vin, huiles alimentaires, eaux minérales : le plastique emballa à tour de bras et Sidel monte en flèche. Ses machines

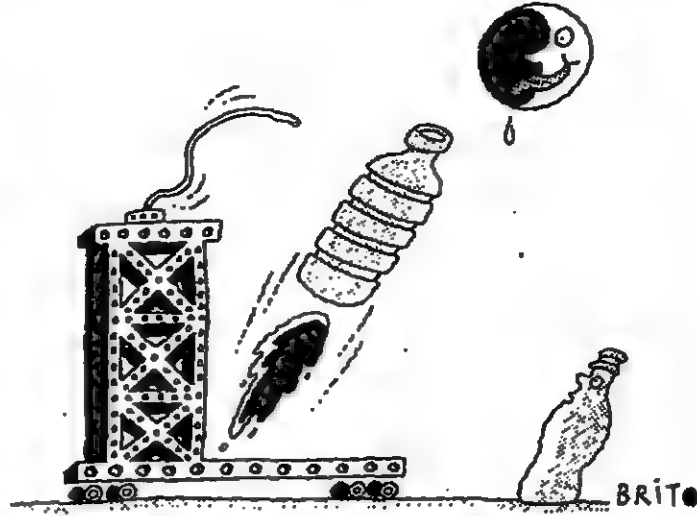
se perfectionnent et passent de 1 800 à 3 000 bouteilles à l'heure. « Elles s'adaptent parfaitement au marché d'alors », explique Francis Olivier.

Les années 70 voient exploser en France le marché des eaux minérales. Entre-temps, Sidel est rentrée dans le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Mais « nous avons très peu profité à l'époque de cet engouement pour les eaux minérales, car nos machines n'avaient pas suffisamment évolué, et ne concurrençaient pas les nouveaux-nés capables de sortir 8 000 bouteilles à l'heure », reconnaît Francis Olivier.

L'avantage de la rapidité

Autre tournant, autre ratage vers 1975 : la bi-orientation (procédé de maillage vertical et horizontal), qui permet l'emballage de liquides gazeux.

Il faut attendre 1979 pour que Sidel innove en créant des machines adaptées à ce procédé, mais en pariant aussi sur un matériau encore balbutiant en Europe, le PET, un



filiale de Pont-à-Mousson, après avoir acheté en 1984 Lameca, une société de fabrication de bouchons en plastique. Pont-à-Mousson veut cependant vendre le tout à son principal concurrent, Krupp. « Pour nous, cela signifiait être rayés de la carte. Nous refusâmes de disparaître au profit d'un concurrent que nous commencent à inquiéter, se souvient Francis Olivier. A l'époque directeur général. Nous avons appris en novembre 1986 que Pont-à-Mousson était en pourparlers avec Krupp, nous avons proposé un rachat d'entreprise par les salariés. Le prix de base était fixé à 120 millions de francs, nous en avons proposé 108, et notre offre a été acceptée en avril. En juin 1987, l'accord définitif était signé. »

Francis Olivier propose à ses onze plus proches collaborateurs de participer au RES en versant chacun environ 500 000 francs. L'opération ne soulève pas de vagues syndicales. « C'est vrai, nous voulions un RES ouvert à tous les salariés, et nous avons été choqués à l'époque qu'il soit réservé aux douze chefs. Mais il n'y a pas eu de conflit, car l'essentiel était que l'entreprise demeure, et le bilan maintenant est largement positif », estime Jean-Marc Houdan, délégué CFDT, le syndicat majoritaire.

Une chaîne de montage au Turkménistan

Le personnel, qui est âgé en moyenne de trente-huit ans et dont le tiers parle au moins une langue étrangère, a eu la possibilité, dès la création du RES, d'acheter des certificats d'investissement, dont le montant total s'élève à 2 millions de francs, et qui deviendront des actions lorsque Sidel sortira du RES. Cent quarante et une personnes en ont acheté. La CFDT demande actuellement l'entrée en Bourse de la PME.

En 1989, Sidel a vendu 130 machines (de 2 à 20 millions de francs pièce), dont la SBO-10, la plus rapide du monde, à la firme South Eastern, une coopérative d'embo-

teillage pour Coca-Cola, et prévoit d'en vendre 170 cette année. Parmi elles, une chaîne de montage complète (80 millions de francs) pour la République du Turkménistan, qui exploite de l'eau minérale gazeuse pour les écoles et l'armée. « A la différence de nos concurrents, pour lesquels la matière première soviétique devait être modifiée de façon à s'adapter à leurs machines, nous avons testé le plastique soviétique, qui contient du titane, puis nous avons construit une machine adaptée à ses caractéristiques. C'est ainsi que nous avons remporté le contrat. »

Des marchés s'ouvrent également dans les pays occidentaux, où Sidel a de bonnes références (Lesieur, Badoit, Evian, Perrier, Vichy et Vittel) parmi ses 500 clients. « Les nouveaux modes de vie, et notamment l'augmentation considérable de gens vivant seuls, provoquent une demande considérable pour les bouteilles de petit format contenant des doses individuelles, à l'image des canettes de bière. Or, dans ce domaine, le plastique n'est pas encore techniquement adapté. Nous y travaillons. Et il y a fort à parier que, dans un avenir proche, le plastique remplacera le verre, et même les packs en aluminium », dit-on au service commercial. C'est pourquoi les machines couplées sont déjà prêtes. Elles sont capables de produire environ 60 000 bouteilles à l'heure, à l'image de leurs sœurs fabriquant des packs en aluminium.

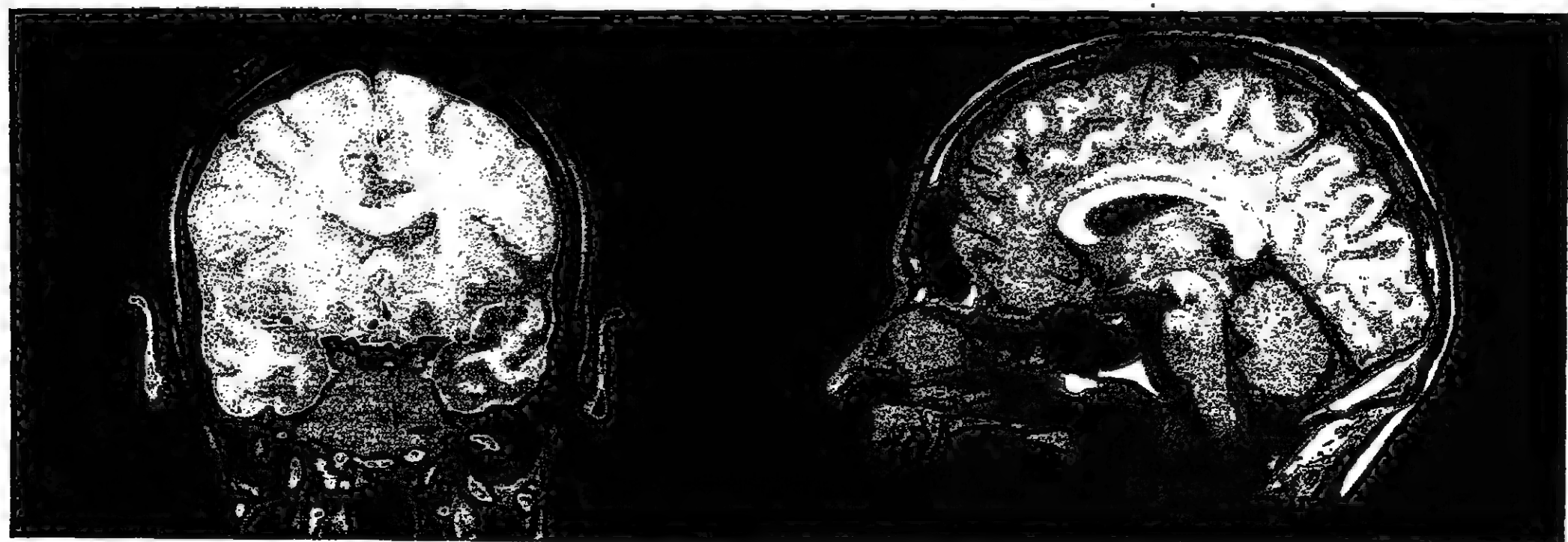
FRANÇOIS TORES

Des bouteilles à 36 000 à l'heure

Sidel, une PME issue d'un rachat d'entreprise par les salariés, s'est lancée sur le marché mondial de la fabrication de bouteilles en plastique. Distribuée dans 83 pays, elle a vendu pour Coca-Cola la machine la plus rapide au monde

SIEMENS

«Le docteur peut vous voir maintenant»

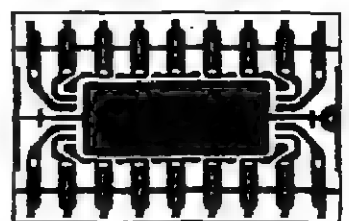


Un modèle de partenariat en technologies médicales. Développé en France.

On a souvent dit que la vue, c'est la vie. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'en considérant la démarche de Siemens en radiologie et en Imagerie Médicale. Pour développer les applications des principales technologies de pointe (IRM, Scanner, Stéréotaxie) le leader européen de l'électronique s'est tout naturellement tourné vers la France et le savoir-faire des Français. C'est en étroite collaboration avec les médecins du CHR de Nantes que Siemens a mis au point un

nouveau système de stéréotaxie, aujourd'hui exporté dans le monde entier. Associée à des appareils d'imagerie Médicale, la Stéréotaxie permet un positionnement très précis des patients ainsi que des repérages tri-dimensionnels dans le cerveau. Donc, des diagnostics et des thérapies plus sûres et plus rapides. Ce qui a déjà sauvé d'innombrables vies humaines de par le monde, notamment dans le traitement des affections cérébrales.

Aujourd'hui, les 6000 hommes et femmes de Siemens en France



réalisent 1,2 milliard de francs à l'exportation. Ajouter à cela une forte valeur ajoutée de 2 milliards

de francs et des achats auprès de ses partenaires français de 2,3 milliards de francs, le résultat est un beau bilan pour l'économie française. Et un bel exemple de partenariat entre 2 pays européens.

Pour tout renseignement concernant Siemens, contactez : Siemens SA 39 - 47 Boulevard Ornano 93527 St-Denis Cedex 2. Tél. : 49.22.31.00

هكذا من الامم

à l'heure

le marché mondial de la machine

Après le succès de l'été 1984, les ventes de machines à l'étranger ont été en forte baisse. Les constructeurs de machines à l'étranger ont dû se battre pour maintenir leur présence sur ce marché. Les ventes de machines à l'étranger ont été en forte baisse. Les constructeurs de machines à l'étranger ont dû se battre pour maintenir leur présence sur ce marché.

Les ventes de machines à l'étranger ont été en forte baisse. Les constructeurs de machines à l'étranger ont dû se battre pour maintenir leur présence sur ce marché. Les ventes de machines à l'étranger ont été en forte baisse. Les constructeurs de machines à l'étranger ont dû se battre pour maintenir leur présence sur ce marché.

des études de montage

Les études de montage sont essentielles pour la réussite d'un projet. Elles permettent de planifier les ressources, les délais et les coûts. Les études de montage sont essentielles pour la réussite d'un projet. Elles permettent de planifier les ressources, les délais et les coûts.



LE FIT OUVRE SES PORTES
AU CNIT DU 9 AU 12 OCTOBRE

SUR INVITATION

Système d'information et compétitivité de l'entreprise... Vous allez pouvoir approfondir le sujet dans des conditions inédites, avec tous les acteurs impliqués - constructeurs, SSII, opérateurs de télécommunications, utilisateurs, réunis pour la première fois dans une même manifestation : le FIT Forum de l'Informatique et des Télécommunications.

Pour les décideurs, exclusivement

Vous êtes dirigeant d'entreprise, directeur de système d'information ou responsable d'une direction fonctionnelle ? Le FIT va vous passionner. Pendant 4 jours vous serez en mesure de faire le point sur les interactions entre stratégie d'entreprise et solutions informatiques. Conçu pour les décideurs, le FIT vous accueillera uniquement sur invitation.

La participation des plus grands

Organisé par les instances professionnelles, rassemblant les constructeurs, les SSII et les utilisateurs les plus innovants, le FIT va vous permettre de rencontrer ceux qui conçoivent, préconisent et mettent en œuvre les technologies de l'information de demain.

Un lieu privilégié d'échanges

Pendant 4 jours, le FIT fera de Paris la capitale européenne de l'Informatique et des Télécommunications. Plate-forme de rencontre et d'échanges, le FIT comprend trois parties complémentaires :

La Convention Internationale du FIT : les grands enjeux des dix ans à venir y seront exposés et commentés. Dans ce cadre, dirigeants et experts de tous horizons feront progresser votre propre réflexion.

Les Ateliers du FIT : séances de travail thématiques par petits groupes, vont apporter des éléments de réponse aux questions pratiques que se posent les responsables du développement d'applications et les chefs de projets.

L'exposition du FIT : vous permettra aussi de dialoguer en un même lieu, et au plus haut niveau, avec les principaux intervenants du marché.

La compétitivité de votre entreprise constitue votre priorité absolue ?

Alors, prenez une minute, une seule minute, pour nous contacter. Nous ne vous révélerons pas tout de suite comment gagner dix ans, mais vous saurez comment recevoir votre invitation au FIT. Pour en savoir plus, merci d'appeler l'un des numéros ci-dessous ou de nous adresser, simplement, votre carte professionnelle.

FIT Information

17, rue d'Uzès 75002 PARIS
Téléphones : +0 39 16 90 - +0 39 16 91



**VOTRE ENTREPRISE
A TOUT A Y GAGNER**

Du 9 au 12 octobre.

le FIT et INFOMART font du CNIT la capitale européenne de l'Informatique et des Télécoms.

Si
vous n'avez pas
une minute
à perdre
mais dix ans
à gagner

FORUM DE L'INFORMATIQUE

ET DES TELECOMMUNICATIONS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 SEPTEMBRE

[illegible]

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sélection)

12/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission Fraie Incl.	Rechart. net	VALEURS	Émission Fraie Incl.	Rechart. net
Obligations						Etrangères								
CAI 0,0077...	117 80	2 72	Cofinor	1200	Minid Deploy	510	A.A.A.	1003 32	979 85	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0077...	99 20	1 80	Cofinor	394	399	Mors	157	157 50	Accia	203 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 70/94	96 30	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0075 12/25/80	100 10	1 10	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/82	101 17	1 10	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0075 14/10/83	101 17	1 10	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0075 14/06/83	102 38	2 70	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0075 12/25/84	103 10	1 13	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 11/6/85	103 55	1 14	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	99 98	0 10	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0075 12/25/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
Emp. 0,0075 12/25/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (P&G)	280	280	Allegro	201 34	205 34	Prusa Corp.	35 36	34 84
10,0075 10/15/85	98 35	0 28	Compt. Ind.	500	500	Neptun (

[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché connu

Pour éviter une augmentation de l'indice La hausse des prix du tabac est reportée au début de 1991

La hausse de 3 % des prix industriels du tabac français et étranger, que le gouvernement s'était engagé à autoriser entre juillet et septembre de cette année, va être reportée.

Pour éviter que la hausse promise aux industriels ne pèse sur l'indice des prix de détail à un moment où la flambée du pétrole va déjà produire de fâcheux effets (on attend une augmentation de 0,7 % de l'indice pour le mois d'août), le relèvement aura lieu début janvier. Il sera de 4 % pour compenser le retard qui aurait lézié les industriels. A cette date, la mesure n'aura pas d'effet sur l'indice

des prix de détail, car elle sera effacée par la baisse de trois points du taux majoré de la TVA.

La baisse de TVA étant calculée sur le prix « toutes taxes comprises » fait plus que compenser la hausse de 4 % des prix industriels : pour éviter que les prix de détail du tabac ne baissent — ce qui serait en contradiction avec le plan santé publique qu'a fait adopter M. Evin sur le sujet — les droits sur la consommation seront relevés. En définitive, les prix de détail du tabac ne bougeront donc pas du tout au début de l'année prochaine.

Incidents entre agriculteurs et forces de l'ordre à Nevers

NEVERS
de notre envoyé spécial

L'espace d'une journée, Nevers fut débordée, submergée. Dès la fin de la nuit du jeudi 13 septembre, savoir si les agriculteurs en colère venus de vingt départements étaient 7 000, 10 000 ou 12 000 apparaissait secondaire. En fait ils étaient venus en nombre suffisant pour se rendre maîtres de la ville toute la journée.

Nevers d'ailleurs s'y était préparée. Redoutant le pire, les commerçants du centre-ville avaient baissé leurs rideaux. Tous volets fermés, la préfecture prenait des airs d'ambassade au Liban. On avait prudemment ôté les parcmètres des

rues du centre et toutes les entrées de la ville étaient contrôlées par d'importantes forces de police.

Les citoyens, eux, attendaient le défilé avec une certaine appréhension. « Ils ne sont pas informés, ils ne connaissent pas nos problèmes », se plaignait une jeune agricultrice. Certes, les organisateurs tentaient de les rassurer : « Tranquillisez-vous, nous ne vous voulons que du bien », répétait, tout au long du cortège, la voiture de tête de la manifestation.

Mais dès 13 heures les premiers incidents éclatèrent devant la préfecture, une vingtaine de manifestants excités s'en prenant aux grilles du bâtiment et commençant à arracher panneaux de signalisation et feux rouges. Les pneus enflammés suivaient, et avec eux tout le folklore habituel des manifestations paysannes. A l'arrivée des délégués de l'Allier, particulièrement électrisés, les incidents redoublaient de violence, les forces de l'ordre effectuant plusieurs charges. Pendant quelques dizaines de minutes les explosions de pétards succédaient devant la préfecture à celles des grenades lacrymogènes. Dès lors, le caractère « pacifique » que les organisateurs souhaitaient conférer à la journée était quelque peu compromis, mais le calme devait revenir à 14 heures.

DANIEL SCHNEIDERMAN

CHINE : selon Amnesty International Plus de cinq cents personnes ont été exécutées entre janvier et août

Pour « stabiliser la situation », « effrayer les criminels et mobiliser les masses », Pékin a lancé depuis un an une nouvelle vague de répression qui s'est traduite par plus de 500 exécutions entre janvier et la mi-août de cette année, a affirmé, jeudi 13 septembre, Amnesty International. Selon l'organisation humanitaire, il s'agit de la répression la plus importante depuis qu'en 1983 M. Deng Xiaoping lança la chasse aux « criminels » qui entraîna entre 5 000 et 10 000 exécutions, sans pour autant réduire le taux de criminalité, bien au contraire.

La Chine, précise Amnesty, est le pays au monde qui applique la peine de mort au plus grand nombre de délinquants, une quarantaine : c'est ainsi que des « contre-révolutionnaires » ayant incendié une voiture lors du printemps de Pékin des activistes religieux, des petits voleurs, des vagabonds, ont fini leur vie une balle dans la nuque sur un terrain vague.

M. Chevènement veut combattre l'illettrisme chez les jeunes conscrits

Dix mille maquettes contenant un matériel pédagogique seront distribuées, l'an prochain, dans les armées, pour tester le niveau de lecture du contingent et proposer un outil de formation aux recrues qui en auraient le plus besoin. On recense 30 000 illettrés par an lors de la sélection des conscrits et 10 000 d'entre eux sont appelés sous l'uniforme.

Cet ensemble pédagogique, créé par les éditions Nathan et financé par le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, a été présenté officiellement, mercredi 12 septembre à Paris, par le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui a rappelé les initiatives prises en la matière depuis 1984 dans les armées. La maquette comprend une série de tests, un « moniteur de lecture » composé d'un matériel de diagnostic individuel, un « lector » (manuel de perfectionnement à la lecture et à l'écriture) et un guide pratique de la vie quotidienne pour des jeunes de 18 à 20 ans (savoir remplir un chèque, demander un emprunt).

La FNAC surenchérit sur la baisse de la TVA

Renouant avec une tradition publicitaire ancienne, M. Jean-Louis Périat, PDG de la FNAC, a annoncé avec quelque solennité, jeudi 13 septembre, que ses magasins seraient bénéficier les acquéreurs de lecteurs de disques laser, portables ou « de salon » d'une baisse de TVA supplémentaire à celle annoncée dans le projet de budget pour 1991 : ces articles, sur lesquels la chaîne de grands magasins spécialisés fait actuellement un effort spécifique, sont soumis actuellement à une TVA de 25 % ; elle ne sera plus que de 22 % en 1991, si cette disposition est conservée après le débat parlementaire ; à la FNAC, la TVA acquittée par le client ne sera que de 18,6 %, taux qui est déjà celui des disques compacts.

L'effort fait sur ces articles s'explique par un taux d'équipement des ménages en lecteurs fixes (dits « de salon ») inférieur en France (16 %) à celui de nos voisins européens, Royaume-Uni (19 %) et Allemagne fédérale (25 %). La FNAC, qui occupe 10 % du marché national du matériel hi-fi, réalise sur ce créneau 800 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, soit un peu plus de 14 % des 5,6 milliards d'activité totale.

Mgr René Séjourné évêque de Saint-Flour

Le pape a nommé, jeudi 13 septembre, évêque de Saint-Flour (Cantal) Mgr René Séjourné, actuellement recteur de la paroisse Saint-Louis-des-Français à Rome. Il remplacera Mgr Jean Cuminal, nommé en juillet évêque de Blois.

[Mgr René Séjourné est né le 20 mai 1930 à Avire (Maine-et-Loire). A l'issue de ses études au grand séminaire d'Angers et à l'Université pontificale grégorienne à Rome, il obtient un doctorat en droit canon. Il est ordonné prêtre en 1955 pour le diocèse d'Angers. Il est ensuite appelé à Rome à la Secrétairerie d'Etat, où il fut, de 1972 à 1987, le responsable de la section francophone. Cette fonction l'a conduit à collaborer étroitement à l'organisation des voyages du pape. En 1987, il est nommé évêque et recteur de la paroisse Saint-Louis-des-Français à Rome. Il était également aumônier dans un collège de la banlieue romaine.]

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Enseignement : « La lycéenne de Napoléon », par Jacques Hui ; Agriculture : « Culs-terreux folkloriques », par Jean-Luc Vedekam... 2

La crise du Golfe... 3 à 5

Les violences en Afrique du Sud

Le désarmement des Blancs libéraux 9

La fête de « l'Humanité »

La PCF mobilise contre la guerre, le racisme et l'austérité... 10

Crise au CDS

La présidence de M. Méhaignerie est contestée... 10

SECTION B

Le langage des arbres

Selon un chercheur sud-africain, les acacias « communiquent » entre eux pour se prévenir d'un danger... 11

La nouvelle affaire Médéric

Le jugement provisoire de la chambre régionale des comptes sur « l'affaire de la dette » risque d'être fatal au maire de Nice... 11

Pionnières

La cinquième Biennale internationale de Lyon rend hommage aux fondatrices de la danse moderne aux Etats-Unis... 13

Communication :

le premier « Final »

Un lobby français pour les programmes jeunesse... 16

SECTION C

LIVRES • IDÉES

Enquêtes sur

deux « monstres sacrés »

Louis-Jean Calvet publie une biographie de Roland Barthes, et Joëlle Savignac une biographie de Marguerite Yourcenar.

Le feuilleton de Michel Braudeau

pages 17 à 24

SECTION D

Les progrès

du secteur privé

Une évolution sensible dans l'ensemble du monde... 25

Le projet de loi de finances pour 1991

pages 27 à 30

LE MONDE AFFAIRES

La Banque de France entre

crise et défi • Bull dans une

zone à risques • La grande

de Rothschild et C° en Europe •

La nouvelle jeunesse de Daniel

Hechter • Sidel : des bouteilles à

38 000 à l'heure... 31 à 34

Services

Abonnements... 7

Annuaire classés... 26

Cartes... 15

Expositions... 14

Loto... 15

Marchés financiers... 38-37

Météorologie... 15

Mots croisés... 15

Radio-Télévision... 16

La télématique du Monde :

3815 LEMONDE

3815 LM

Le numéro du « Monde »

daté 13 septembre 1990

a été tiré à 536 945 exemplaires.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Passer à la télé

Fermez les yeux. Faites un retour arrière jusqu'à la dernière guerre. Et essayez d'imaginer qu'ouvrant leur TSE les Allemands entendraient tout normalement, entre un bulletin du front, les éruptions de Hitler et l'annonce de nouveaux tickets de rationnement, un appel du président Roosevelt à déposer les armes, à libérer la France, la Belgique, la Hollande et à cesser de bombarder l'Angleterre. Insensé, non ? C'est pourtant exactement ce que va faire Bush. Il va ramener sa fratrie à la télé de Bagdad, pareil que mon Mimi sur TF 1, pour expliquer aux Irakiens que c'est très bête et très méchant d'avoir envahi le Koweït, mais qu'il ne leur en veut pas, c'est pas leur faute, c'est celle de ce fou furieux de Saddam Hussein.

Ce matin, les envoyés spéciaux de CNN interrogeaient sur place un dignitaire du régime : Est-ce qu'on va sucer la bande transmise par l'ambassade des Etats-Unis ou se contenter de la censurer, comme on l'a fait hier en coupant à l'antenne le témoignage d'une jeune femme voilée, je l'ai vue, sur la façon dont les troupes d'occupation torturent et massacrent les Koweïtiens coupables d'avoir

conservé chez eux le portrait de l'émir ?

Il se marrait, le dignitaire : Ayez pas peur ! Il peut y aller de son sermon, le père Bush. On n'en coupera pas un mot. C'est un ami d'Israël, un ennemi de l'Islam. Il peut raconter ce qu'il veut, ici, tout le monde s'en tape. N'empêche. En contrepartie, la présence continue sur tous les écrans du monde occidental d'un Saddam Hussein, présentateur vedette de ce formidable téléthon au profit de la cause arabe, qui préfère nettement la salle de maquillage à la salle du conseil, représente à encore un immense bond en avant sur les chemins de la liberté. La liberté, l'égalité et la dignité des peuples enfin traités en adultes à qui l'on permet de s'ériger en juges d'un conflit dont ils font les frais sans en connaître, le plus souvent, les tenants et les aboutissants.

Vous me direz : C'est bien joli ! Reste qu'en étant répercuté aux quatre coins de la planète l'appel au Jihad lancé hier par l'ayatollah Khamenei risque d'avoir un redoutable écho. Voire. A force d'être martelés, les messages s'émoussent et des candidats au martyre morts pour Allah, il ne doit plus y en avoir des masses.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

rétabli, en 1976, le droit des Etats à prononcer la peine de mort. — (AFP.)

« L'abbé Pierre est « navré » de la construction de la basilique de Yamoussoukro. — L'abbé Pierre s'est déclaré, mercredi 12 septembre, « navré » de la construction de la basilique de Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) que le pape Jean-Paul II a consacré lundi. « Il est navré, alors qu'il y a tant de privations, de faire des dépenses aussi somptueuses », a déclaré l'abbé Pierre à Paris, à l'issue d'un entretien avec le premier ministre, M. Michel Rocard.

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

HORS SERIE SCIENCE & VIE LA VIE QUOTIDIENNE EN 2015

- Habiter
- Se déplacer
- Communiquer
- Apprendre
- Se nourrir
- Se soigner
- Faire du sport
- Se vêtir

Comment vivrons-nous dans 25 ans ?

Découvrez-le dans ce N° hors série de SCIENCE & VIE. Un numéro exceptionnel, remarquablement illustré, qui vous plonge en avant-première dans la réalité quotidienne du XXI^e siècle.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
DE SCIENCE & VIE

L'AUTRE JOURNAL N°4

MARKUS WOLF

Entretien exclusif. Les services secrets côté Est

MENACES SUR LA VIE

Dossier. Plantes et animaux aux mains des multinationales

GOLFE

La politique ou la guerre

DOSTOIEVSKI

« L'interrogatoire formel ». Texte inédit

سكزا من الاموال